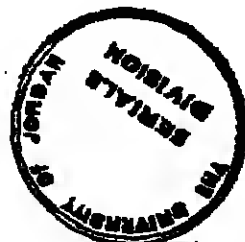


سبحان الله



# Le Monde

LE MONDE EMPLOI

■ L'Europe des initiatives solidaires  
■ 7 pages  
d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16207 - 7 F

MERCREDI 5 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Clinton condamne Israël

Lors d'une visite de Yasser Arafat à Washington, le président américain s'est élevé contre le nouveau projet de colonie juive à Jérusalem-Est.

## Procès Urba

Henri Emmanuelli, ancien trésorier du Parti socialiste, comparait pour la troisième fois sur le financement occulte du PS.

## Affaire Renault-Vilvorde

Les autorités belges ont confirmé leur intention de porter l'affaire devant les instances judiciaires nationales et internationales.

## L'accord Lagardère-Le Monde

A l'initiative du premier président de la cour d'appel de Paris, Le Monde et le PDG de Matra-Hachette sont parvenus à un accord qui met fin à leur différend.

## Trois tranches d'Italie



Scampi, carpaccio, soupe d'ouvriers... Jean-Pierre Quélain propose un tiers-collé de la cuisine italienne à Paris.

## L'Inde plus libérale

Le gouvernement indien présente un projet de budget « libéral » pour une économie en croissance continue.

## Les îles, aubaine des chercheurs

Les îles, de par leur écosystème spécifique, fournissent des renseignements uniques sur la colonisation, l'évolution voire la disparition des espèces.

## Faux Rodin

Guy Hain a été condamné, le 28 février, à quatre ans de prison ferme et 200 000 francs d'amende pour avoir fabriqué de faux bronzes de Rodin. Mais le débat subsiste entre fonte originale et reproduction.

## Canal Plus Espagne en justice

La justice espagnole instruit une plainte déposée contre la chaîne, pour acquisition frauduleuse, escroquerie, usage de faux.

Monnaie: 3 DM; Australie: 9 F; Belgique: 36 F; Canada: 2,55 \$ CAN; Danemark: 16 DKK; Espagne: 220 PTA; Grèce: 200 Dr; Irlande: 1,40 £; Italie: 2000 L; Luxembourg: 40 FF; Norvège: 14 NOK; Pays-Bas: 3,40 f; Portugal: 200 Esc; Royaume-Uni: 1 £; Suède: 2,40 Kr; Suisse: 2,20 S; Turquie: 1,20 TL; USA: 1 \$; USA (Canada): 2,55 \$.

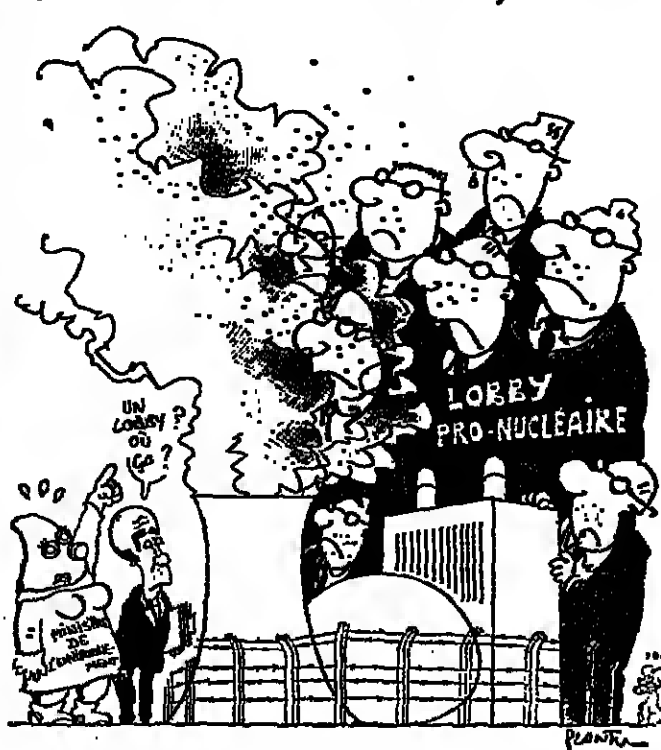
M 0147-305-7.00 F

## Superphénix sème la discorde au sein du gouvernement Juppé

M<sup>me</sup> Lepage en appelle au premier ministre contre le « lobby » nucléaire

AVOCATE proche des écologistes, entrée dans le gouvernement d'Alain Juppé en mai 1995, Corinne Lepage demande au premier ministre d'arbitrer en faveur de la « transparence » et de l'« indépendance » des décisions des pouvoirs publics touchant à l'énergie nucléaire. Dans un entretien au Monde, M<sup>me</sup> Lepage plaide pour une nouvelle enquête publique avant toute décision relative au redémarrage du supergénérateur Superphénix, à Creys-Malville dans l'Isère, après l'annulation par le Conseil d'Etat, le 28 février, du décret réaffectant cet équipement à des missions de recherche. M<sup>me</sup> Lepage, qu'un premier conflit avait déjà opposée au ministre de l'Industrie, Franck Borotra (RPR), à propos du choix du directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, estime qu'il relève de sa mission de « vérifier que la sûreté est assurée dans des conditions satisfaisantes ». S'estimant victime d'une « cabale », elle dénonce la pression d'un « lobby » nucléaire.

Lire page 6 et la chronique de Pierre Georges page 30



## Les Albanais redoutent une répression sanglante

Des chars interviennent dans le sud du pays

UN CLIMAT insurrectionnel prévaut toujours en Albanie, où le président Sali Berisha, réélu lundi 3 mars par le Parlement pour un mandat de cinq ans, a décidé d'employer les grands moyens pour mettre un terme à la rébellion qui enfleme surtout le sud du pays. Des émeutiers sont même parvenus à prendre le contrôle d'un petit ovaire de guerre. Le chef d'état major de l'armée, le général Kosova, a été limogé et remplacé par le général Copani, conseiller du président Berisha.

Les autorités ont fait appel à des unités spéciales de la police et de l'armée et des chars ont été envoyés dans cette région qui est désormais totalement isolée du reste de l'Albanie. Les communications téléphoniques ont été coupées, les routes ont été barrées et la presse internationale a reçu l'ordre de quitter la région.

Un diplomate européen, informé de la volonté présidentielle, redoute une « répression très dure ». Il souligne que « la situation est inacceptable pour le pouvoir, après

les véritables actes de sauvagerie commis par les émeutiers. Ils ont brûlé des hommes de la police secrète. Et un tiers du territoire échappe au contrôle du gouvernement ».

Dans la capitale, Tirana, où le couvre-feu est en vigueur après l'adoption par le Parlement d'un décret d'état d'urgence, la population redoute autant la violence des émeutiers que celle des forces de l'ordre. L'opposition dénonce la dérive totalitaire du régime : « Aujourd'hui est le jour de la dictature à visage ouvert en Albanie. Seul un dictateur peut être élu dans de telles conditions, sous la loi martiale », a déclaré Neritan Ceka, chef du parti Alliance démocratique.

Cette situation explosive, après six semaines de troubles qui ont fait une dizaine de morts et plusieurs centaines de blessés, a pour origine la faillite des sociétés d'épargne auxquelles de nombreux Albanais avaient confié leurs économies dans l'espoir de rémunérations spectaculaires.

Lire page 2

## La CIA fait le ménage pour espionner plus propre

WASHINGTON

de notre correspondant  
C'est la plus vaste opération de nettoyage jamais opérée dans les rangs des services de renseignement américains. Plus de mille informateurs de la CIA ont été discrètement congédiés depuis deux ans, parce que leur travail ou leur moralité ne donnaient pas satisfaction.

Parmi eux, une centaine d'agents étrangers dont les qualités professionnelles indéniables étaient entachées par des activités personnelles moins reluisantes, telles que le meurtre, l'assassinat, la torture, le kidnapping et autres crimes. L'opération, qui a pris le nom de code de « Scrub » (nettoyage), a représenté une véritable révolution à Langley, siège de la « compagnie ».

En 1995, sous l'impulsion de John Deutch, alors directeur, la CIA s'est lancée dans une évaluation systématique des milliers d'agents et informateurs qu'elle rémunère à travers le monde, soupesant les mérites de chacun à l'aune de critères jusque-là inusités, comme les manquements au respect des droits de

l'homme. Chaque chef de station a été incité à fournir un rapport complet sur son équipe d'informateurs, tout en se voyant interdire de recruter à l'avenir des personnages à la réputation douteuse ou au passé franchement criminel. Des exceptions à la règle seront bien sûr autorisées, mais uniquement pour des raisons de « sécurité nationale », et sur seule décision des échelons supérieurs.

Entre un tiers et un quart de tous les agents ou suppléants de la centrale des espions américains ont échoué au test de l'honorabilité, et ont donc été rayés des cadres. Ce soudain acte de scrupules des maîtres espions a été accéléré par la médiatisation de certaines affaires odieuses. Le cas du colonel Julio Roberto Alpirez, de l'armée guatémaltèque, responsable de la mort sous la torture du commandant Evarado, époux de Jennifer Harbury, une avocate de Boston, a joué un rôle essentiel dans cette prise de conscience. Jusque-là, chacun s'accommodait fort bien d'une morale sommaire de la raison d'Etat : qui veut la fin veut les moyens. Enquête faite, la CIA a constaté, sans surprise, que la moitié

des cent individus les plus affreux émergeant au budget de son service clandestin travaillaient en Amérique latine, souvent dans l'appareil d'Etat.

Cette révolution a entraîné un âpre débat à Langley, entre moralisateurs et pragmatiques. Les seconds ont tenté de résister à ce coup de balai éthique en prenant à témoin les républicains. Avec un argument de poids : on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre, ce n'est pas avec des enfants de chœur que l'on obtient clandestinement des informations confidentielles.

En Amérique latine, mais aussi au Proche-Orient et en Afrique, les meilleurs informateurs de la CIA sont souvent des exécuteurs de basses œuvres violents et corrompus, parfois aussi des trafiquants de drogue et des terroristes. Mais le camp des cyniques a été défait. Il reste aux réformistes à démontrer qu'en élevant le niveau de rigueur morale des espions américains on a amélioré l'efficacité de la CIA.

Laurent Zecchini

Lire page 11

## L'arnaque au mur des GI

L'IDÉE était belle, de construire, à Caen, un Mur de la liberté en hommage aux vétérans américains de la bataille de Normandie engagée le 6 juin 1944, débarquement allié nommé opération « Overlord ». Mais c'était une arnaque. 67 000 anciens combattants se sont inscrits pour que leur nom soit gravé sur le monument. La plupart ont versé 40 dollars (environ 230 francs), pour un total d'environ 11,4 millions de francs. Le mur devait être érigé avant mai 1995. Il n'est toujours pas l'argent à disposition. Le FBI a lancé une enquête sur les activités d'Anthony Stout, avocat et homme d'affaires, promoteur de ce projet soutenu en son temps par Ronald Reagan et le Congrès des Etats-Unis.

## La santé publique en jachère

des égards, saisissant, démontrant en particulier l'existence de très fortes disparités régionales, les populations du nord et de l'est du pays apparaissent à de nombreux égards défavorisées par rapport à celles du Centre et du Sud.

Le document se garde bien de fournir une lecture trop explicitement dérangeante pour les pouvoirs publics. « Toute politique de santé publique doit s'appuyer sur une connaissance approfondie des différents aspects de la santé de la population, et notamment de ses spécificités régionales, à l'heure où les priorités se définissent tant au plan national qu'au sein des régions », écrit, en avant-propos, Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale. A travers la réalisation des tableaux de bord sur la santé, les observatoires régionaux de la santé ont contribué à structurer l'information dans le domaine sanitaire et social en France (...). Je souhaite que cet effort se poursuive, et l'Etat y apportera son soutien. D'autres partenaires devront continuer à s'associer à lui pour que les tableaux de

bord régionaux et leur synthèse nationale restent des outils de référence pour le suivi et l'évaluation des politiques de santé ».

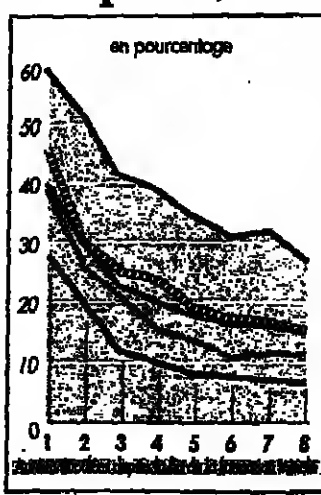
Le cadre est ainsi idéalement tracé. Il reste à le replacer dans son contexte et à le compléter. Notre époque ne devrait plus, depuis longtemps, être de celles qui auto-révoient l'exposé des réalités sanitaires et épidémiologiques sans en tirer les conséquences politiques qui, d'urgence, s'imposent. Force pourtant est de constater que l'ambitieuse politique de santé publique, que réclame plus ou moins explicitement depuis une dizaine d'années l'opinion, est toujours en jachère.

Le chapitre le plus remarquable du document est celui qui traite de la mortalité prématurée. On sait que l'allongement de la durée de vie et le vieillissement de la population ont conduit en France à une augmentation sensible de l'âge moyen du décès. Au cours de la période 1988-1990, près de la moitié des personnes qui sont mortes dans notre pays avaient plus de quatre-vingts ans. Les statistiques des causes de décès sont, de ce fait, de façon grandissante, le reflet de la mortalité aux très grands âges de la vie.

Jean-Yves Nau

Lire la suite page 13

## Le diplôme, sésame pour l'emploi



AU COURS de l'émission consacrée à l'insertion des jeunes, qui sera diffusée lundi 10 mars sur France 2, Jacques Chirac commentera les dernières statistiques du ministère de l'éducation nationale, qui soulignent que l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur est, plus que jamais, un sésame pour l'emploi.

Selon une étude réalisée par le Bureau d'Informations et de prévisions économiques (BIPE), à l'horizon 2005, les difficultés d'insertion des jeunes en rupture scolaire s'accroîtront.

Lire page 8

## Histoire de Kabylie



ABDERRAHMANE BOUGUERMOUTH

LE FILM en langue berbère La Colline oubliée d'Abderrahmane Bouguermouh, présenté dans trois salles parisiennes seulement, a rassemblé, en douze jours, 18 000 spectateurs, presque tous issus de la communauté kabyle. Tiré du roman de Mouloud Mammeri, le film raconte l'histoire d'un village de Kabylie pendant la dernière guerre mondiale.

Lire page 25

International	2	Jour	23
France	6	Météorologie	72
Société	8	Culture	24
Régions	10	Guide culturel	26
Horizons	11	Annonces classées	27
Entreprises	14	Communication	28
Finances/marchés	18	Abonnements	28
Carnet	19	Radio-télévision	28
Aujourd'hui	20	Kiosque	29



Ima

par Alain

LEQUEL

Parviendra

de fer? Se

foi d'au

deux vis

ils ont le

près le m

même re

mais ne

Elle a d

porte su

fraternit

ans. Rid

haut d

geantes

paix. i

guerre

« Un l

« L'isla

qui lui

« Un l

faire d

être s

trère du

quel

La ré

crité.

C'est au

voy

hég

isla

ps:

tio

fa

co

de

re

te

n

d

e

**RÉVOLTE** Le climat demeure insurrectionnel en Albanie, où des chars d'assaut sont apparus dans le sud du pays. Réélu par le Parlement, lundi 3 mars, pour un deuxième

mandat de cinq ans, le président Sali Berisha a pris la décision d'utiliser la force et d'isoler complètement les principales villes du Sud. Il a informé les chancelleries occidentales de sa

volonté de stopper la rébellion, qui dure déjà depuis six semaines. **DANS LA CAPITALE**, Tirana, transformée en ville fantôme par le couvre-feu et l'état d'urgence décrété

dimanche par l'Assemblée, les habitants redoutent autant la violence des émeutiers que celle des forces de police. **L'ORIGINE** de ce soulèvement est la faillite des sociétés

d'épargne qui a ruiné les nombreux petits épargnants, attirés par le mirage de rémunérations élevées, atteignant jusqu'à 50 % de leurs placements.

## Le chef de l'Etat albanais fait appel aux unités spéciales pour rétablir l'ordre

Le Sud, en proie à l'insurrection, a été isolé du reste du pays. Des chars d'assaut y ont fait leur apparition, et la presse internationale a reçu l'ordre de quitter la région. Le Parlement a réélu Sali Berisha président de la République pour un deuxième mandat de cinq ans

**TIRANA**  
de notre envoyé spécial  
Le climat demeure insurrectionnel dans le sud de l'Albanie, lundi 3 mars, tandis que le Parlement, vingt-quatre heures après avoir décrété l'état d'urgence, a réélu Sali Berisha au poste de président de la République pour un second mandat de cinq ans. M. Berisha a immédiatement prêté serment et appelé « tous les Albanais à s'unir pour construire une Albanie démocratique ».

Pendant ce temps, le sud du pays était soumis à un blocus total et des convois militaires ont été vus sur la route de Vlorë, le port où les premiers troubles ont éclaté. Des chars d'assaut sont entrés, lundi soir, dans la ville de Gjirokastra. Une sévère répression est redoutée car les émeutiers se sont armés en pillant des casernes et des postes de police, et Sali Berisha a confié à sa police secrète la mission de rétablir l'ordre dans le pays.

Sali Berisha a pris la décision d'utiliser la force avant que l'embrasement de la région de Vlorë ne gagne l'ensemble du pays. Les émeutiers du Sud avaient promis, samedi 1<sup>er</sup> mars, de marcher sur la capitale, Tirana, quitte à devoir affronter les forces de l'ordre. Munis de l'arsenal volé dans les casernes (armes automatiques, lance-roquettes, grenades), les activistes sudistes pouvaient fort bien amener l'Albanie à la guerre civile.

L'absence de réaction des soldats et des policiers attaqués a in-

quiété le pouvoir, qui ne peut plus compter que sur les unités d'élite du ministère de l'Intérieur et sur les forces spéciales de l'armée. Le général Bashkim Gazidede, chef du Shik (services secrets), a pris le commandement des forces de l'ordre, et Adem Copani, l'ancien conseiller militaire de M. Berisha, a été nommé chef d'état-major de l'armée.

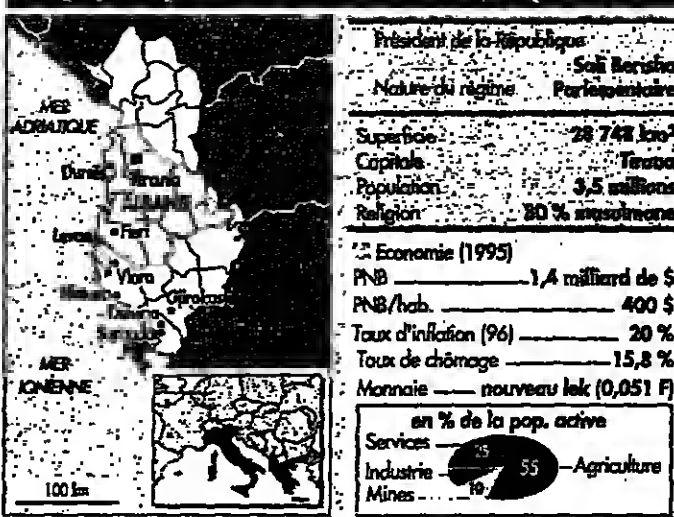
**ACTES DE SAUVAGERIE**  
Le président Berisha avait informé, dimanche, les ambassadeurs occidentaux de sa volonté de mater la rébellion. « Nous nous attendons à une répression très dure », confie un diplomate européen. La situation est insupportable pour le pouvoir, après les véritables actes de sauvagerie commis par les émeutiers. Ils ont brûlé vifs des hommes de la police secrète. Et un tiers du territoire échappe au contrôle du gouvernement. M. Berisha a reconnu que sa stratégie initiale d'entassement du mouvement contestataire n'a échoué. Et qu'il va être réduit à ordonner la plus grande fermeté.

Lundi le gouvernement a isolé complètement le sud du pays. Les communications téléphoniques ont été coupées, les routes barrées et la presse internationale a reçu l'ordre de quitter la région. Les rares journalistes présents à Vlorë ont quitté l'Albanie à bord d'hélicoptères de l'armée italienne venus évacuer les étrangers, en dépit des supplices de la population qui craint désormais une interven-

tion imminente des unités militaires, à l'abri des regards. Des unités de la police auraient déjà procédé à une vingtaine d'arrestations et saisi des armes dérobées dans des commissariats. A Tirana, une commission de censure a été instaurée, afin de contrôler le travail des journalistes. La police a par ailleurs ordonné l'interdiction des émissions de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), qui transmet les images de télévision dans le monde entier. Et le siège du journal indépendant *Koha Juri* a été incendié, « par des agents de la police secrète », selon la rédaction en chef du quotidien albanais.

Le président albanais n'est pas parvenu, depuis l'éclatement des troubles mi-janvier, à retrouver la confiance de la population. Ni les promesses du gouvernement de rembourser les épargnants ruinés par la faillite des sociétés d'épargne « pyramides » ni la démission de ce gouvernement la semaine dernière ont réussi à calmer les émeutiers. Ces derniers réclament toujours la démission de M. Berisha et l'organisation de nouvelles élections parlementaires. En mai 1996, la victoire du Parti démocratique (PD) du président Berisha avait été contestée par les observateurs de l'OSCE, et l'opposition socialiste a refusé de siéger au Parlement. Les partis d'opposition ont d'ailleurs misé sur le mouvement de contestation populaire afin d'obtenir un nou-

### Le pays le plus fermé des Balkans jusqu'en 1985



Sous la présidence d'Enver Hoxha, du 11 janvier 1946 jusqu'à sa mort, le 11 avril 1985, la République populaire d'Albanie a été la société communiste la plus fermée des Balkans. En 1960, le dictateur pro-soviétique se démarqua des réformes soviétiques incarnées par Nikita Khrouchchev et se jura vers la Chine populaire. Un an plus tard, Moscou cessa d'ailleurs toute coopération avec Tirana, qui reprirent en rompant les relations diplomatiques avec l'URSS. Mais Enver Hoxha, champion d'un communisme orthodoxe, se fâcha également plus tard avec Pékin au point d'être complètement isolé.

Ramiz Alia, successeur d'Enver Hoxha en avril 1985, fit lancer les premières réformes en annonçant le multipartisme en 1990. Le 30 avril 1991, M. Alia est réélu par le Parlement, trois semaines après les premières élections législatives libres, remportées par les communistes. En mars 1992, après une série d'émeutes, le Parti démocratique albanais (PDA) remporta les élections avec 65,7 % des voix. Son leader, Sali Berisha, est président de la République pour cinq ans.

Remy Ourdan

### Six semaines de révolte

- Janvier  
- 15 : à Tirana, la police matraque 2 000 manifestants devant le siège de la société d'épargne Soudia. Le lendemain, 5 000 personnes protestent dans les rues de la capitale, 2 000 attaquent la mairie de Vlorë (Sud).
- 23 : le Parlement interdit les sociétés d'épargne « pyramides ».
- 24 : violents affrontements entre 5 000 manifestants et les forces anti-émeutes à Lushnja (Sud) ; le lendemain, le ministre des affaires étrangères, Tefik Stehu, est retenu par les manifestants.
- 26 : le Parlement vote une loi renforçant les pouvoirs présidentiels.
- 28 : contre-manifestation de 10 000 partisans du président Berisha, à Tirana. Des centaines d'opposants sont interpellés.

- 30 : le Parlement albanais vote une loi garantissant le remboursement des victimes de deux sociétés d'épargne.
- Février  
- 5 : à Vlorë, après la faillite de la société Gjallica, les incidents se multiplient. En quelques jours, deux personnes sont tuées et plusieurs centaines d'autres blessées.
- 18 : M. Berisha reconnaît sa responsabilité dans la crise.
- 22 : le président accuse l'opposition de vouloir exploiter le mécontentement populaire pour « restaurer le communisme ».
- Mars  
- 1<sup>er</sup> : des milliers d'émeutiers attaquent une caserne à Vlorë, dans la nuit, et s'emparent de centaines d'armes. Le lendemain, des affrontements entre émeutiers et forces de l'ordre font neuf morts. (AFP)

### Tirana, une ville-fantôme où règne la peur

**TIRANA**  
de notre envoyé spécial

Le calme règne à Tirana, la capitale de l'Albanie. Pourtant, Tana a peur. Derrière ses rideaux orange, elle regarde le journal télévisé, les discours du président Sali Berisha. Il évoque la « paix » et le « progrès », mais Tana a peur. « Tout peut arriver désormais », dit-elle, n'osant pas prononcer les mots de « guerre civile ». C'est pourtant à cela que songe l'Albanie.

« J'ai peur pour mes deux garçons », poursuit Tana. Les coups viennent de tous les côtés. Sans aucune raison. Il peut y avoir des tirs dans la rue. J'ai aussi peur de la police que des civils et des voyous. Plus tôt dans l'après-midi, Tana buvait un café au bar Marlboro. Des hommes en uniforme sont entrés et ont braqué leurs fusils d'assaut sur les clients, contrôlant sans ménagement l'identité des hommes. « Ces armes automatiques, ça me rend nerveuse. A mon avis, l'état d'urgence ne calme pas la situation, au

contraire », dit Tana. A chaque carrefour, des fourgons des forces de l'ordre sont stationnés. Des policiers patrouillent dans les rues de la ville, ils peuvent ouvrir le feu s'ils croisent des « provocateurs ».

Le parc Rinia (parc de la jeunesse) est désert. Les cafés et les boutiques ont dû fermer leurs portes à 15 heures. Le couvre-feu est à 20 heures. Après une dernière attente devant la boulangerie pour une micha de pain, Tirana devient une ville fantôme. « Moi, je vais rentrer à la maison. L'état d'urgence me convient, dit un chauffeur de taxi, en fin d'après-midi. Je me sens plus en sécurité ainsi. »

**DÉRIVE AUTORITAIRE**  
« Il fallait décréter l'état d'urgence ! Berisha aurait dû prendre cette mesure plus tôt, dit Luli, un partisan du président. Cette privation de liberté est un mal nécessaire afin de vaincre l'anarchie. Les événements dans le sud du pays

ont pris une dimension indésirable... » Son voisin, Artur, n'est pas d'accord. Pour lui, l'état d'urgence n'est pas « indésirable », il est « inacceptable ». « Je condamne la violence des deux côtés, dit-il, mais les protestations sont l'expression d'un véritable mécontentement populaire. Berisha est devenu le symbole de l'oppression, car le pouvoir est trop autoritaire. » Artur, ancien officier de l'armée albanaise, se rassure en songeant que « l'armée n'aura jamais le feu contre le peuple ».

Tirana s'est endormie, lundi soir, avec des sentiments mêlés. D'un côté, la peur que les émeutes ne gagnent la capitale et ne provoquent de nouvelles victimes ; de l'autre côté, la peur qu'inspire la dérive autoritaire du pouvoir. Tirana s'est endormie dans un pesant silence, ponctué de rafales anonymes de kalachnikov.

R. O.

### L'effondrement des « pyramides » ou la confiance trahie

CHOISIR un pays, petit, pauvre, isolé, sortant de la dictature. Lui ouvrir en grand les portes des institutions multilatérales. Lui promettre une participation à l'Union

**ANALYSE**  
Les Albanais ont naïvement adopté les débordements du capitalisme

européenne. Lui prêter, ou même lui donner, beaucoup d'argent. Déléguer des centaines d'experts internationaux pour enseigner les règles du savoir-vivre économique. Et attendre.

En théorie, la recette promet d'être réussie : le mélange judicieux des ingrédients doit déclencher une croissance économique forte, stimuler les investissements étrangers et apporter enfin une plus grande prospérité. Dans la pratique, le succès est loin d'être garanti et l'échec peut se révéler désastreux. C'est le cas en Albanie. Le pays, de loin le plus pauvre d'Europe, a reçu depuis 1991-1992 plus de 1 milliard de dollars de fonds internationaux, aide alimentaire, dons et prêts confondus. Apprenant en accéléré le capitalisme - la possession d'une voiture particulière était par exemple interdite

jusqu'en 1991 -, les Albanais en ont aussi naïvement adopté les débordements : vols, corruption et... « pyramides financières ». Il y a quelques années, les pillages de l'aide alimentaire s'étaient soldés par des dizaines de morts. L'effondrement des « pyramides », ces sociétés financières qui offrent des rémunérations anormalement élevées aux déposants, vient aujourd'hui de dégénérer en état insurrectionnel, et le couvre-feu a dû être imposé. Etait-il si difficile, pourtant, d'éviter un tel enchaînement ?

La catastrophe était attendue. Les pyramides peuvent continuer à grandir tant que de nouveaux dépôts permettent de rémunérer les plus anciens. Elles sont ensuite, faute de nouveaux fonds ou de confiance, forcément condamnées à s'écrouler. Divers pays, dont la Roumanie ou la Russie, avec le célèbre fonds d'investissement MMM, en ont fait la dure expérience ces dernières années. Mais ouille part autant qu'en Albanie les citoyens n'avaient aussi massivement placé leurs avoirs, n'hésitant pas à vendre leurs biens immobiliers ou leurs troupeaux pour en déposer le produit dans les offices. Le salaire mensuel y est généralement inférieur à 500 francs et les foules désœuvrées, visibles dans la rue à toute heure du jour,

rendent bien peu crédible le taux de chômage officiel de 15 % de la population active. Les « pyramides », elles, proposaient un doublement des sommes déposées en trois mois, voire en un mois à peine.

**FINANCEMENT DU PARTI**  
Les institutions internationales ne peuvent être accusées d'avoir fermé les yeux sur le jeu dangereux des Albanais. Elles en ont pourtant sous-estimé les conséquences. A plusieurs reprises, elles ont mis en garde les autorités contre le développement des sociétés d'usure et les ont priées de prendre les mesures nécessaires pour les faire disparaître. Mais, en novembre, alors que le phénomène gonflait de jour en jour, le gouvernement s'est borné à nommer une commission de contrôle des activités financières, tandis que les murs des immeubles se couvraient de slogans « d bas le FMI ». En décembre, l'équipe du président Sali Berisha se résignait à limiter les activités des « pyramides », alors que les premiers remboursements étaient suspendus.

Après les accusations de manipulation des résultats des élections législatives du printemps 1996, le président Berisha était surtout soucieux de maintenir la paix poli-

tique dans le pays. Et les sociétés d'usure ne cachaient pas leurs activités de financement du Parti démocratique au pouvoir. A la Banque mondiale, l'un des premiers pourvoyeurs de fonds de l'Albanie, on parle aujourd'hui de « confiance trahie ». Au Fonds monétaire international (FMI), on rappelle que, puisque le secteur bancaire était inexistant à l'époque de la chute du dictateur Enver Hoxha, les institutions financières informelles avaient joué au départ un rôle bénéfique.

La douloureuse mésaventure albanaise illustre ainsi les limites de la conditionnalité économique. Tant que les autorités locales acceptent, ou sont en mesure, de coopérer avec les institutions internationales, elles peuvent ensemble gérer au mieux la politique économique. Lorsque, au contraire, la confiance disparaît, que les intérêts locaux divergent par trop de ceux des organisations internationales, ces dernières n'ont que des moyens limités. Le président Berisha savait sans doute que les « pyramides » ne pouvaient continuer à croître indéfiniment, mais, bercé dans ses illusions de richesse, le pays était calme. A l'étranger, les responsables n'ont pas su lancer d'avertissement suffisant.

Françoise Lazare

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
The Link Between Continents  
NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO

**MBA** Master of Business Administration  
in International Management

- Programme intensif de 3 mois à Paris et 9 mois à New York ou San Francisco.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

**ieMBA** International Executive  
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salarié
- 520 h de formation intensive :
  - 10 séminaires à PARIS : 240 h
  - 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

En coopération pour New York : Pace University  
Center for International Studies

**IUA, School of Management**  
148, rue de Grenelle 75007 Paris  
Tél. : 01-45-51-52-52 - Fax : 01-45-51-09-08  
**IUA, New York - Paris - San Francisco**  
E-Mail : IUA @ IUA.EDU

Téléphonez au 01 45 51 52 52  
Soutenez à rembourser l'accompagnement de votre formation  
LE MONDE, service Abonnements - 60000 Courcouronnes

Londres, 29002895  
(140 min.)

سكان المدن



## M. Sofianski, nouveau premier ministre bulgare, annonce des réformes économiques radicales

90 % des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté

Ancien maire de Sofia, le nouveau premier ministre bulgare, Stefan Sofianski, estime que les socialistes (ex-communistes) sont les principaux res-

pensables de la crise économique que traverse actuellement la Bulgarie. Avant même les élections législatives du 19 avril, il entend lancer une

série de réformes économiques qui devraient permettre à son pays d'effacer son image de « mauvais élève » de la transition postcommuniste.

« NOUS AVONS besoin de changements rapides. Nous sommes peut-être loin derrière la République tchèque, la Pologne et la Hongrie, mais nous nous lançons sur la même voie, vers l'économie de marché, et nous allons courir très vite. Nous pouvons les rattraper. » C'est en ces termes optimistes que le premier ministre bulgare, Stefan Sofianski, a exposé, lors d'un entretien accordé au Monde, sa volonté de lancer des réformes économiques radicales dans son pays de 8,7 millions d'habitants, décrit par des économistes occidentaux comme « le plus pauvre d'Europe » avec l'Albanie voisine.

Agé de quarante-cinq ans, parlant couramment l'anglais, M. Sofianski veut incarner une nouvelle génération de politiciens en Bulgarie, attachés à la démocratisation, la liberté d'information et les réformes, pour tirer un trait sur « des années d'immobilisme imposé par les jeunes communistes », qui ont « provoqué l'effondrement du pays ».

### AIDE HUMANITAIRE

Pour tirer la Bulgarie de la grave crise économique dans laquelle elle est plongée depuis un an, M. Sofianski, ancien maire de Sofia, a décidé de faire appel, avant tout, aux institutions financières internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale) et à l'aide humanitaire. En quête de soutien occidental, le premier ministre bulgare était de passage à Paris les 1<sup>er</sup> et 2 mars, pour assister à une réunion de l'Union démocratique européenne, un rassemblement de partis chrétiens-démocrates ou affiliés notamment la CDU allemande et le Parti démocratique d'Autriche (ODS) du premier ministre tchèque, Vaclav Klaus. Il s'est également entretenu avec Alain Juppé. M. Sofianski a à cœur de plaider la cause bulgare pour l'entrée dans l'Union européenne et l'OTAN.

« Nous voulons être considérés (comme candidats) au même titre que les autres pays de l'Europe de l'Est et souhaitons prendre part aux négociations en même temps qu'eux. (...) Nous faisons partie de l'Europe. »

M. Sofianski et son gouvernement, proches de l'Union des forces démocratiques (UDF, droite), ont été portés au pouvoir par la vague de manifestations quotidiennes de janvier, qui a provoqué la chute du gouvernement socialiste (PSB, ex-communiste).

« Lorsque j'ai pris mes fonctions, ra-

qui est fixé à 4 dollars (22 francs) par jour en Europe de l'Est. L'inflation a atteint 300 % en 1996. Le produit intérieur brut a chuté de 10 %. La monnaie nationale, le lev, s'est effondrée. La dette extérieure s'élève à 9 milliards de dollars. Fin janvier, les réserves en devises de la Banque centrale étaient de 415 millions de dollars, alors qu'en 1997 la Bulgarie doit rembourser 922 millions de dollars à ses créanciers étrangers.

Face à cette situation alarmante, M. Sofianski a ouvert des négociations avec le FMI, afin d'obtenir un

### Des boulangeries prises d'assaut

La Bulgarie est en proie à une pénurie de pain généralisée. Des pillages de boulangeries ont eu lieu ces derniers temps, notamment dans le Sud, « une région plus montagneuse, qui ne produit pas de blé, et où le prix du pain a flambé (pour atteindre 1 000 lev, soit 3 francs) », explique le premier ministre, Stefan Sofianski. La ville de Velino (Sud) a été déclarée zone sinistrée à la suite d'une grève de cinq jours des habitants, qui protestent contre le manque de pain.

La Bulgarie doit trouver 450 000 tonnes de blé pour « tenir » jusqu'à la prochaine récolte, en juillet. En attendant, le pain a été rationné dans certaines régions. Pour M. Sofianski, les anciens dirigeants socialistes sont responsables de cette crise du pain. Ces derniers auraient « commis une grave erreur », dit-il, en accordant en 1995 des licences d'exportation à des « sociétés privées », qui revendaient le blé bulgare, acheté localement à très bas prix, sur les marchés internationaux pour des devises.

contait-il, je me suis aperçu que le pays ne disposait que de 70 000 tonnes de blé, soit de quoi tenir vingt jours ! Un accord de troc conclu fin février avec la Pologne, comprenant l'importation d'urgence de 100 000 tonnes de blé, a permis de sortir de cette situation critique. Mais le gouvernement a été obligé de débloquer la réserve d'Etat en céréales pour assurer l'approvisionnement de la population. « Nous avons besoin d'aide humanitaire », répète M. Sofianski.

Selon des représentants du programme de l'ONU pour le développement, 90 % des Bulgares vivent au-dessous du seuil de pauvreté,

nouveau crédit stand-by, d'un montant, espère-t-il, de 400 millions de dollars. Les autorités de Sofia ont, par ailleurs, annoncé leur intention de mettre en place un directoire financier, mesure réclamée depuis plusieurs mois par le FMI. Un directoire implique le rattachement du lev à une devise convertible de réserve et l'imposition de restrictions budgétaires drastiques.

« Le pays a besoin de ce genre de médecine », dit M. Sofianski, qui annonce par ailleurs une série de mesures radicales : « Fermeture, dès cette année, d'une soixantaine d'usines non rentables, libéralisation du prix de l'essence, de l'électricité et

des télécommunications, et mise en place d'une nouvelle législation pour attirer les investissements étrangers. » Ce programme de réformes, espère le premier ministre, doit permettre à la Bulgarie d'effacer son image de « mauvais élève » de la transition postcommuniste et de combler une partie du retard pris sur ses voisins d'Europe centrale. Le redressement du pays, reconnaît-il, « est une question d'années et non de mois ». Or, pour M. Sofianski, le temps est compté. Son gouvernement intérimaire n'est en place que jusqu'aux législatives anticipées, prévues le 19 avril. Après le scrutin, il compte reprendre ses fonctions de maire de la capitale, confiant que son successeur « sera issu des rangs de l'UDF », favori des élections.

### SOUTIEN OCCIDENTAL ?

« Les gens sont descendus dans la rue pour réclamer des réformes, de la démocratie et de la transparence », dit M. Sofianski, qui s'était lui-même joint aux manifestations, le soir du 10 janvier, pour tenter de calmer la foule qui assiégeait le Parlement de Sofia. Depuis la chute du régime communiste en 1990 - et à l'exception de deux années d'un gouvernement minoritaire de l'UDF, où M. Sofianski était ministre des postes et des télécommunications -, le pouvoir en Bulgarie avait été « confisqué » par les ex-communistes, rebaptisés « socialistes ».

M. Sofianski, qui est, selon les sondages, le troisième homme le plus populaire du pays (après le président, Petar Stolevov, et l'ex-roi, Siméon II), veut rompre avec les « pratiques corrompues » du passé. « Nous avons perdu beaucoup de temps, mais les choses sont en train de changer », dit-il. « Il nous faut un soutien occidental et, de notre côté, la preuve que nous pouvons travailler dur. »

Natalie Nougayrède

## Ballet diplomatique autour de l'Europe

Plusieurs dirigeants politiques réaffirment leur volonté d'aller de l'avant sur la construction de l'Union

LA FÉBRILITÉ des milieux politiques et des marchés, à l'approche des grands rendez-vous de la monnaie unique et de la réorganisation des institutions de l'Union, contraignent les dirigeants européens à réaffirmer leurs objectifs et à accélérer leur mise en œuvre. Les six chefs de gouvernements membres du Parti populaire européen - formation dominée par la démocratie-chrétienne - se sont réunis, mardi après-midi 4 mars, au Prieuré de Val Duchesse, à Bruxelles, pour une séance de travail à huis clos. Participaient à la réunion le chancelier Kohl, les chefs de gouvernements italien et espagnol, Romano Prodi et José María Aznar, les premiers ministres belge, luxembourgeois et irlandais, Jean-Luc Debaene, Jean-Claude Juncker, et John Bruton, ainsi que les présidents de la Commission européenne et du Parlement européen, Jacques Santer et José María Gil-Robles.

Bien que dirigeant un gouvernement de centre gauche, Romano Prodi, qui n'a cessé de plaider ces dernières semaines contre la mise à l'écart des pays du sud de la zone euro, fait partie de la démocratie chrétienne italienne. José María Aznar, qui célébrait lundi, à Avila, le premier anniversaire des élections qui l'ont porté au pouvoir, a fermement réaffirmé, lui-aussi, ses engagements européens.

À Paris, le président Chirac recevait le premier ministre portugais, Antonio Guterres. Lisbonne avait jusqu'à une attitude défensive par rapport aux initiatives franco-allemandes à la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions. « Nous allons renforcer notre coopération bilatérale pour la préparation de la conférence intergouvernementale, pour qu'il y ait une réforme des institutions européennes qui puisse vraiment créer une Union efficace, capable de surmonter les difficultés de cette concurrence internationale chaque fois plus dure », a déclaré le premier ministre portugais.

Avant de se rendre au Proche-Orient, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette a fait, pour sa part, lundi, un détour par Bonn pour faire le point des négociations avec son homologue Klaus Kinkel. Cette rencontre, nous indique notre correspondant à Bonn, Lucas Delatre, a permis de dégager quelques nouvelles propositions en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et les processus de décision de l'Union. Un nouveau « sé-

minaire franco-allemand », au niveau des ministres, aura lieu fin avril ou début mai afin d'aborder en tandem le sommet d'Amsterdam.

Paris et Bonn sont d'accord sur la nécessité de renforcer les pouvoirs et la responsabilité de la commission de Bruxelles. Le président de la commission devra « voir ses pouvoirs renforcés », selon les deux ministres. La France et l'Allemagne sont d'accord pour limiter strictement le nombre de commissaires européens, et pour « définir plus précisément la répartition de leurs portefeuilles », selon Klaus Kinkel.

### PLUS QU'UN PARTENARIAT

Concernant la PESC, Paris et Bonn s'acheminent vers une solution à mi-chemin entre les logiques intergouvernementale et communautaire. Klaus Kinkel a expliqué que « les décisions devraient être prises à l'unanimité, tandis que l'application de ces décisions se ferait à la majorité qualifiée ». Les deux capitales précisent très bientôt leur conception du rôle qui devrait être attribué à un « secrétaire général de la PESC » et ses relations avec le Conseil et la Commission. Ils partagent dans l'immédiat un même objectif en matière de sécurité : « l'Union de l'Europe occidentale (UEO) devra être intégrée à l'Union européenne, et ses missions, dites de Petersberg, être inscrites dans le nouveau traité ». Un projet auquel Londres continue à s'opposer vigileusement.

Le ministre britannique des affaires étrangères, Malcolm Rifkind, qui poursuivait, lundi à Paris, une tournée des capitales des Quinze pour défendre la conception européenne de son gouvernement conservateur, a longuement plaidé devant divers auditeurs pour que les réformes envisagées ne remettent pas en cause la liberté de manoeuvre des États-nations. Indiquant ne pas partager, à ce sujet, la même approche que l'Allemagne, il a souligné une clarification des dirigeants français. Dans une interview publiée, lundi par Le Figaro, Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, lui avait d'avance répondu que « La France reste totalement attachée à une Europe des nations. Mais il s'agit là pour nous d'une "communauté de nations", c'est-à-dire beaucoup moins qu'une fédération, mais beaucoup, beaucoup plus qu'un simple "partenariat" ».

## 20 000 Haïtiens ont été expulsés de la République dominicaine

### SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant  
C'est en invoquant l'exemple donné par les États-Unis et l'Europe que le président dominicain, Leonel Fernandez, a justifié, ces derniers jours, les récents rapatriements massifs de citoyens haïtiens, qui provoquent maintenant une crise sérieuse entre Port-au-Prince et Saint-Domingue. « Lorsque les États-Unis ou l'Europe expulsent des Dominicains sans papiers, personne ne proteste, s'est exclamé le chef de l'Etat, à l'occasion de la fête nationale dominicaine, lorsque nous agissons de la même manière avec des Haïtiens, on dit qu'il s'agit d'un acte de barbarie qui doit être condamné par la communauté internationale. »

A l'heure de la globalisation de l'information, les lecteurs et les téléspectateurs dominicains n'ignorent plus rien des péripéties de la loi Debré comme du durcissement des lois américaines sur l'immigration. L'image de la France des droits de l'homme est ici, peu à peu, remplacée par celle d'une nation xénophobe dont l'exemple est invoqué par les porte-parole du camp nationaliste dominicain, qui accusent les grandes puissances de vouloir « régler le problème haïtien sur le dos du peuple dominicain ».

Temporairement stoppée à la suite d'une rencontre entre Leonel Fernandez et son homologue haïtien René Préval, à Antigua, en marge du récent sommet de la Communauté et Marché commun des Caraïbes (Caricom), l'expulsion de République dominicaine de près de 20 000 Haïtiens a brisé le fragile climat de confiance qui commençait à s'instaurer entre les deux Républiques se partageant l'île d'Hispaniola.

Il y a tout juste soixante ans, le dictateur dominicain Rafael Leonidas Trujillo, préoccupé par le « noircissement » de son pays, ordonnait le massacre de plusieurs milliers d'immigrants haïtiens. La tuerie, qui fit, selon les estimations,

entre 10 000 et 20 000 victimes, a durablement affecté les relations entre les deux pays. Plus récemment, au cours de l'été 1991, l'ex-président dominicain Joaquín Balaguer expulsait brutalement près de 50 000 Haïtiens, contribuant à créer un climat de déstabilisation, qui allait aboutir au coup d'Etat du 30 septembre 1991 contre Jean-Bertrand Aristide.

La visite du président René Préval à Saint-Domingue, en mars 1996, et la création d'une commission mixte pour traiter le contentieux semblaient annoncer une nouvelle phase de relations, plus harmonieuses, entre les deux pays.

### RAFFLES ET ABUS

En 1996, durant la campagne électorale dominicaine, Port-au-Prince avait gardé son sang-froid face aux envolées anti-haïennes, voire racistes, de certains partisans du candidat Leonel Fernandez, dirigées contre son principal concurrent, le Noir José Francisco Peña Gómez. Plusieurs émissaires du jeune président dominicain avaient rassuré les autochtones haïtiens quant à sa volonté de normaliser les relations bilatérales.

Les récents rapatriements ont été accompagnés d'une dangereuse flambée de nationalisme dans les deux pays. Sans contester le droit de l'Etat dominicain d'expulser les illégaux de son territoire, le gouvernement haïtien a demandé, sans succès, aux autorités dominicaines la mise en place d'une procédure de notification préalable, afin que des dispositions puissent être prises pour accueillir les expulsés. Selon le témoignage de religieux, des abus ont accompagné les rafles organisées par l'armée et la police. Des Dominicains noirs ont été expulsés, des femmes ont été séparées de leurs enfants, des Haïtiens résidant depuis de longues années en République dominicaine ont été reconduits à la frontière sans pouvoir ramasser leurs effets personnels ni

toucher leurs salaires. Ces bavures n'ont pas épargné les Dominicains, nés de parents haïtiens sur le sol dominicain. Beurs des Caraïbes, ils n'ont, pour la plupart, plus d'attaches en Haïti, parlent l'espagnol plus facilement que le créole. Mais les préjugés rendent difficile leur intégration en République dominicaine, dont ils sont pourtant citoyens en vertu d'une Constitution qui reconnaît le droit du sol.

Sous la pression de l'extrême droite nationaliste, qui a un pied au gouvernement, et de l'ex-président Balaguer, qui l'a aidé à conquérir le pouvoir, « Leonel Fernandez a utilisé le dossier haïtien pour détourner l'attention des graves problèmes auxquels il est confronté », commente le journaliste Juan Bolívar Díaz.

Depuis décembre, un conflit opposant le président au Congrès, contrôlé par l'opposition, bloque l'adoption du budget comme celle d'un train de réformes économiques. Le ministre de l'Intérieur, Jorge Botello, a récemment évoqué une « conspiration » contre le chef de l'Etat, sans donner d'autres précisions. Leonel Fernandez s'est, pour sa part, inquiété des conséquences de la crise électorale, déplorant le manque de réactions de la communauté internationale face à la destitution du président Abdala Bucaram. Un précédent qui, selon lui, « peut se convertir en source d'instabilité politique avec les apparences de la légitimité ».

Confronté à la surenchère de son prédécesseur, Jean-Bertrand Aristide, le président haïtien René Préval doit, de son côté, faire face à une nouvelle vague de violences. Au cours des derniers jours, l'interminable bidonville de Cité-Soleil, à Port-au-Prince, a été le théâtre de sanglants affrontements entre gangs de délinquants, qui ont fait une quinzaine de morts. La jeune police haïtienne apparaît impuissante à contenir ces bandes armées, souvent constituées de cri-

minels expulsés des États-Unis et impliqués dans le trafic de drogue. La présence de 1 500 « casques bleus » des Nations unies, dont le mandat se termine en juillet, n'empêche pas la multiplication des actes de violence, créant un climat peu propice à la relance de l'économie, seul moyen de freiner l'exode des illégaux, vers la République dominicaine ou les côtes de Floride.

Jean-Michel Caroit

## POUVOIRS

### L'ENA

JACQUES RIGAUD  
JACKY RICHARD  
JEAN-FRANÇOIS KESLER  
IRÈNE BELLIER  
CHRISTIAN VIGOUROUX  
YVES CANNAC  
DIDIER MAUS  
DOMINIQUE CHAGNOLLAUD  
JACQUES CHEVALLIER  
VINCENT WRIGHT

80  
Seuil

### L'ENA

- Mythes et réalités
- A quoi sert l'ENA ?
- Les élèves : une tribu ?
- Le pantouflage
- Démocratiser l'élite ?

Editions du Seuil



## Le premier ministre turc défie les militaires

ANKARA. Le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a refusé, lundi 3 mars, d'appliquer les mesures qu'exigent les militaires pour mettre un frein aux activités islamistes extrémistes. Il a, d'autre part, rejeté les appels à sa démission qui se multiplient, accusant la presse et « certaines puissances étrangères » d'être responsables de la crise actuelle. « Le gouvernement est formé par le Parlement, pas par le Conseil national de sécurité », a-t-il tenu à préciser. Le 28 février, lors d'une réunion du Conseil national de sécurité, qui regroupe les responsables politiques et l'état-major, les militaires avaient vivement critiqué M. Erbakan pour certaines atteintes à la laïcité et exigé la mise en œuvre d'une série de mesures pour bloquer toute dérive islamiste. Le premier ministre a présenté ces exigences comme autant d'atteintes aux droits de l'homme, reprenant ainsi un argument constant de son parti, le Refah, selon lequel les limitations imposées au port de vêtements islamiques, par exemple, constituent une violation de ces droits. - (AFP)

## Cuba accepte d'accueillir sous conditions les preneurs d'otages de Lima

LIMA. La huitième session de conversations préliminaires entre le gouvernement péruvien et le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui retient soixante-douze otages dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, s'est achevée, le 3 mars, sans qu'aucun accord concret ait été obtenu. Le même jour, le président péruvien Alberto Fujimori était à La Havane où, comme la veille à Saint-Domingue, il a tenté d'obtenir l'accord du chef de l'Etat pour accueillir le commando du MRTA. Le président cubain Fidel Castro a confirmé qu'il avait accepté d'accueillir les membres du commando, par « devoir moral », précisant que beaucoup de vies étaient en jeu. Mais l'idée de se mêler de la prise d'otages ne semble pas avoir débouché sur un enthousiasme. « Cuba ne sera pas médiateur » dans la crise, a averti M. Fujimori lors d'une conférence presse au Palais de la révolution, à La Havane. Fidel Castro a indiqué qu'il avait accepté d'accueillir sous conditions le commando du MRTA, rappelant que son pays ne pourrait donner asile à la vingtaine de guerilleros que si le Pérou et le Japon en faisaient la demande, avec l'accord du commando. Ce dernier a nié avoir accepté de demander l'asile politique à l'étranger. Il maintient la libération des militants du mouvement détenus dans les prisons péruviennes comme condition pour libérer les otages. - (AFP)

## Un nouveau chef de gouvernement en Corée du Sud

SÉOUL. Le président Kim Young-sam a nommé, mardi 4 mars, au poste de premier ministre un ancien président d'université, Koh Kun. Cette désignation, qui intervient quelques jours après la démission du cabinet précédent consécutive au scandale Hanbo, où sont impliqués des personnalités de l'entourage présidentiel et de la direction du parti gouvernemental, devait être approuvée par le Parlement. La composition du nouveau cabinet sera annoncée mercredi. Agé de cinquante-neuf ans, M. Koh a fait sa carrière dans la fonction publique. Il fut gouverneur de la province de Cholla et maire de Séoul, de 1988 à 1993. Il est connu pour avoir résisté aux pressions de la présidence et refusé d'accorder des privilèges au groupe Hanbo.

M. Koh est originaire de Cholla, région victime d'un ostracisme séculaire de la part du reste du pays, et dont la chef-lieu, Kwangju, fut le théâtre, en mai 1980, d'une sanglante répression menée par les troupes spéciales. Sa désignation témoigne de la volonté du président Kim Young-sam de prendre ses distances par rapport au courant principal du camp conservateur, dont le berceau se situe dans la province de Kyongsang. M. Koh avait été sollicité par l'opposition, qui voulait en faire l'un de ses candidats lors des élections générales de 1995. - (Corresp.)

**AFRIQUE**  
■ **ZAÏRE** : le département d'Etat américain a appelé implicitement les rebelles zaïrois, lundi 3 mars, à cesser leur offensive en indiquant que la poursuite des combats « risque de nuire » aux efforts de médiation en cours. - (AFP)

**ASIE**  
■ **JAPON** : un assez fort séisme d'une magnitude de 5,6 sur l'échelle de Richter s'est produit, le 4 mars, vers midi, dans la région de Tokyo, secouant la capitale japonaise sans toutefois faire de victimes ou de dégâts. - (AFP)

**PROCHE-ORIENT**  
■ **IRAK** : le tribunal correctionnel de Paris a refusé, lundi 3 mars, d'examiner une plainte pour diffamation du président Saddam Hussein contre *Le Nouvel Observateur*. La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle statuera le 1<sup>er</sup> avril sur sa recevabilité. Un éditorial de Jean Daniel est en cause, dans lequel le journaliste décrit le président irakien comme « un parfait crétin », « un monstre » et un « pauvre benêt ». - (AFP)

■ **L'opposition irakienne à Damas** a assuré, lundi 3 mars, que le fils cadet de Saddam Hussein, Qoussai, a été la cible d'attentats infructueux. Son frère aîné, Oudal, a été grièvement blessé le 12 décembre 1996, dans un attentat à Bagdad. - (AFP)

■ **IRAN** : le bilan officiel du séisme du 28 février s'élevait, lundi 3 mars, à 965 morts et plus de 2 600 blessés. Les autorités avaient avancé tout d'abord le chiffre de 200 morts mais la région touchée, la province d'Ardabil, est montagneuse et enneigée, ce qui gêne considérablement les secours. - (AFP)

**MAGHREB**  
■ **ALGÉRIE** : pour être fidèle à « la nature médiane » du projet islamique, l'instance exécutive du Front islamique du salut (FIS) à l'étranger a annoncé, lundi 3 mars, avoir remanié son équipe dirigeante après le départ de deux membres de son aile dure. L'instance reste présidée par Rabah Kébir, qui vit en exil en Allemagne. Selon Ferhat Mechnuek, l'un des membres de cette instance, son vice-président Kamerdine Kherbane, en a été expulsé il y a deux mois et un autre membre, Abdellah Anas, a démissionné deux semaines plus tard. « C'est un recentrage de notre mouvement. Nous nous sommes débarrassés de gens qui faisaient de la surenchère », a-t-il expliqué. - (Reuters)

■ **L'acquisition d'armes et de munitions** par des citoyens algériens est interdite, vient de décider le gouvernement suisse. Cette mesure est dictée par la découverte que « des résidents algériens en Suisse achetaient des armes à feu et des munitions de façon organisée et systématique pour les faire passer dans leur pays d'origine » où ils alimentaient les maquis, a annoncé le département de justice et police. - (Reuters)

■ **Les négociations entre l'Algérie et l'Union européenne** pour la signature d'un accord d'association doivent s'ouvrir, mardi 4 mars, à Bruxelles.

# Bill Clinton condamne la décision israélienne de construire une colonie à Jérusalem-Est

Yasser Arafat espère que les Américains parviendront à faire reculer Benyamin Nétanyahou

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a profité de son voyage à Washington, lundi 3 mars, pour obtenir le soutien des Etats-

Unis contre le projet du gouvernement israélien de construire une nouvelle colonie dans la partie orientale de Jérusalem, annexée en 1967. Le pré-

sident américain, Bill Clinton, a déploré la décision prise par les Israéliens en assurant qu'elle installe la « méfiance » entre les deux camps.

WASHINGTON

de notre correspondant

Yasser Arafat s'est rendu à Washington, lundi 3 mars, pour obtenir

de Bill Clinton qu'il fasse pression sur Benyamin Nétanyahou, afin

que le premier ministre israélien renonce à la construction de 6 500 logements dans une nouvelle colonie

de Jérusalem-Est, une décision qui, selon le président de l'Autorité

palestinienne, revient à « torpiller » le processus de paix. Le chef de la

Maison Blanche n'a pas précisé comment il compte s'acquiescer

d'une telle tâche, mais les propos critiques qu'il a tenus s'agissant du

feu vert donné par M. Nétanyahou à la colonie juive de Har Homa,

dans une partie disputée de la Ville sainte, ont correspondu en partie

aux attentes de son hôte.

M. Clinton a souligné qu'il aurait préféré que la décision ne fut pas

prise, parce que, a-t-il indiqué, « je ne pense pas qu'elle contribue à la

confiance, mais au contraire qu'elle apporte la méfiance ». Le président

n'est pas allé au-delà de cette condamnation de principe, préférant, notamment, ne pas s'engager à propos du futur statut de Jérusalem. Ce serait une « grave erreur » pour les Etats-Unis, a souligné M. Clinton, que de prendre parti dans cette dispute entre Israéliens et Palestiniens.

COMMISSION CONJOINTE

Yasser Arafat s'est, cependant,

déclaré convaincu que M. Clinton lui apporterait « son appui pour arrê-

ter » le projet de construction de logements sur la colline de Har Homa

- djebel Abon Ghneim pur les Arabes -, qui vise, selon lui, à

« prendre en tenaille et isoler Jérusalem-Est ».

Le département d'Etat a confirmé

que des responsables américains vont avoir dans les prochains jours

une série de discussions avec les deux parties, afin de « restaurer la

confiance ». Manifestement satisfait de constater que les Etats-Unis

vont de nouveau s'interposer, le

président de l'Autorité palestinienne n'a pas réitéré sa menace de décréter immédiatement un Etat palestinien, une question qui, en principe, ne doit être abordée que dans la dernière phase du processus de paix.

Au cours de l'émission télévisée

« Larry King Live », sur CNN, M. Arafat a rappelé, lundi soir,

qu'Itzhak Rabin, le premier ministre israélien assassiné en novembre 1995, avait refusé de donner

son accord à l'implantation d'une nouvelle colonie à Jérusalem-Est,

parce qu'il jugeait cette question « trop sensible ». Estimant que

M. Nétanyahou aurait dû lui téléphoner avant de prendre une telle

décision, M. Arafat a estimé que le chef du gouvernement israélien

était influencé par « les groupes fanatiques qui font pression sur lui »,

tout en se déclarant confiant dans la volonté de M. Clinton de « parler à M. Nétanyahou ».

Si les Américains comprennent que l'initiative du chef du Likoud

répond au souci de dominer des gages à l'aire droite de son parti, laquelle avait été ulcérée par l'accord intervenu sur le retrait partiel de l'armée israélienne d'Hébron, en Cisjordanie, ils ne peuvent, cependant, cautionner une décision qui « nuit aux progrès » enregistrés jusqu'à dans les négociations israélo-palestiniennes. Accepter le fait accompli, souligne-t-on à Washington, reviendrait à donner quies à un refus israélien de négocier le futur statut de la Ville sainte.

L'administration américaine a, par ailleurs, annoncé la création d'une commission conjointe avec les Palestiniens qui se réunira plusieurs fois par an, afin de faire le point de la coopération bilatérale, notamment dans le secteur économique. Elle sera coprésidée par le secrétaire d'Etat Madeleine Albright et M. Arafat. Aucune date n'a cependant été fixée pour sa première réunion.

Laurent Zecchini

## Les Palestiniens s'organisent contre le projet Har Homa

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Première étape d'une vague de protestations et de manifestations contre la construction par Israël d'une nouvelle colonie juive, Har Homa, dans la partie arabe annexée de Jérusalem, le mot d'ordre de la grève générale lancée par les élus du conseil législatif palestinien a été particulièrement bien suivi, lundi 3 mars, dans l'ensemble des territoires palestiniens occupés et autonomes. Commerces, administrations, écoles, ateliers et banques, y compris les établissements situés à Jérusalem-Est, ont gardé portes closes jusqu'à 14 heures locales.

Présentée par le président de l'Assemblée, Ahmed Korei, « comme un premier pas qui sera suivi de réactions plus sévères si Israël persiste dans son projet unilatéral », la grève se voulait aussi, à l'heure où Yasser Arafat était reçu à la Maison Blanche par Bill Clinton, « un message

adressé aux Etats-Unis pour les inciter à bloquer ce dangereux projet ». Selon Hanane Ashraoui, ministre de l'éducation supérieure dans l'administration autonome de M. Arafat, « il est impératif que les Etats-Unis adoptent une position claire sur Jérusalem et la colonisation, et ne permettent pas ces violations répétées de la légalité internationale comme des accords conclus avec Israël ».

D'AUTRES LOGEMENTS EN GÉSTATION

D'autant plus que le journal libéral *Haaretz* a révélé, lundi, un nouveau projet de construction de logements réservés aux citoyens juifs à Maale Adoumim. Située sur la route de Jéricho, cinq kilomètres à l'est de Jérusalem, mais en dehors de la partie orientale annexée de la ville sainte, cette colonie, qui abrite déjà vingt mille personnes, serait sur le point de recevoir l'autorisation du ministre de la défense de bâtir

1 500 logements supplémentaires. Pour établir une continuité territoriale qui permettrait plus tard d'annexer aussi cette cité-dortoir à la « capitale unifiée du peuple juif », une série d'hôtels d'une capacité totale de trois mille lits seraient également construits sur des terrains arabes confisqués. Interrogé, lundi, sur l'existence de ce vaste projet, le premier ministre Benyamin Nétanyahou a simplement indiqué qu'il n'avait pas jusqu'ici au le temps de « vérifier les procédures bureaucratiques », mais que les « projets de développement » de son gouvernement « à Jérusalem sont bien connus ». La veille, devant le comité central de son parti, la Likoud, M. Nétanyahou s'était écrié devant une foule enthousiaste : « Nous construisons partout où cela nous paraît nécessaire, à Jérusalem et ailleurs. Personne ne nous arrêtera ! ».

Patrice Claudié

## Paris et Ryad jettent les bases d'« un dialogue politique » sur la sécurité

ENTRE UN VOYAGE aux Etats-Unis, la semaine dernière, et un séjour à Londres, à la mi-mars, le prince Sultan Ben Abdelaziz, vice-premier ministre saoudien et ministre de la défense, est en visite officielle en France, du mercredi 5 au vendredi 7 mars, où, reçu à déjeuner par Jacques Chirac, il aura des entretiens avec Alain Juppé, son homologue français, Charles Millon, le ministre de l'Industrie, Jean-Louis Debré, et avec le ministre de l'Industrie, Franck Boretta.

Au menu de cette visite, qui, du côté français, donne la « priorité au dialogue politique » entre les deux pays, la nécessité de renforcer les échanges en matière de sécurité. Le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Philippe Douin, était, au début de cette semaine, à Ryad, pour ouvrir les travaux de la commission mixte franco-saoudienne qui est chargée, au niveau des chefs militaires, d'intensifier la coopération sur des projets en cours ou à venir, sans, dit-on à Paris, que celle-ci se matérialise nécessairement par un accord stratégique comme avec le Koweït et les Emirats arabes unis.

Le ministre saoudien est un homme très courtois par les Français. En moins de deux ans, c'est la quatrième fois que M. Millon et le prince Sultan se rencontrent. Lors de leur troisième entrevue, en juillet 1996, à l'occasion d'une visite de M. Chirac en Arabie saoudite, Ryad avait acheté douze hélicoptères militaires français Cougar. Pour la première fois, l'armée de l'air saoudienne - un client exclusif des Etats-Unis - s'ouvrait à un industriel européen : le groupe franco-allemand Eurocopter.

Après une série d'acquisitions de matériels français par son armée de terre l'automne des chars AMX-30, des automitrailleuses Panhard et des batteries de missiles sol-air Crotale) et par sa marine (principalement des frégates et des pétroliers ravitailleurs), l'Arabie saoudite est en discussion avec la France pour des achats de chars de combat Leclerc (quelque 300 exemplaires,

voire davantage), de véhicules blindés légers (au nombre de 150) et de la commande d'un système intégré de radiocommunications automatiques (le réseau RITA de Thomson).

« PARTENARIATS STRATÉGIQUES »

De même, Ryad a réitéré après l'attentat saoudien de juin 1996 contre les forces américaines à Al Khobar - ses conversations avec la France sur la livraison d'équipements de surveillance et de contrôle aux frontières. C'est le contrat baptisé « Mica », de quelques dizaines de milliards de francs, dont la négociation a commencé il y a pratiquement trois ans - sous la houlette d'un office de commercialisation proche du ministère français de l'extérieur - mais qui a du mal à être

concrétisé. D'autant que, aujourd'hui, les Saoudiens limitent plus que par le passé leurs dépenses militaires et se font donc plus exigeants. On en a eu un aperçu lors des discussions, à Washington, sur la vente éventuelle, par Lockheed Martin Loral, de 102 avions de combat F-16 pour environ 15 milliards de dollars (87 milliards de francs). Les Saoudiens veulent que le groupe américain leur cède des transferts de technologie. Ils demandent, d'autre part, que leurs F-16 soient armés du dernier modèle de missile air-air, l'Amraam. Ce qui soulève une vive hostilité en Israël.

Avec Paris et avec Londres, comme c'est déjà le cas pour Washington, l'Arabie saoudite situe ses discussions politiques dans un

cadre plus général, celui de la sécurité globale dans le Golfe et le Moyen-Orient. Sur ce point, Ryad se montre partisan de la conclusion de « partenariats stratégiques », du type de celui qui lie déjà aux Etats-Unis. Les Saoudiens entendent-ils subordonner tout nouveau contrat d'armement à la signature de tels « partenariats » ? Le prince Sultan pourrait évoquer cette perspective à Paris, puis à Londres.

La France et le Royaume-Uni sont liés par des accords stratégiques avec le Koweït et les Emirats arabes unis (EAU), ce qui implique - entre autres conséquences - l'acheminement et le déploiement de forces en cas d'une agression contre le territoire de ces deux pays. Au ministère français de la défense, on laisse entendre que le « dialogue politique » avec Ryad est « prioritaire » et qu'il devra être « approfondi », sans être pour autant formalisé dans un texte comparable à ceux du Koweït et des EAU.

J. L.

COMMENTAIRE

COMMIS VOYAGEUR

Après avoir rendu visite au président de Djibouti, dimanche 2 mars, à Divonne-les-Bains (Ain) où il se repose, et une fois qu'il aura reçu, le 3 mars, son collègue de Roumanie, puis, du 5 au 7 mars, son homologue saoudien, Charles Millon s'enverra pour la Malaisie, où l'a précédé Bruno Durlieu, ancien ministre du commerce extérieur et nouveau PDG de Défense-Consail international (DCI), un groupe dont l'Etat est le principal actionnaire, et qui fournit du savoir-faire opérationnel et technique à des clients étrangers.

Après quoi, le ministre français de la défense se rendra, le 16 mars, dans les Emirats arabes unis, qui organisent un Salon international de l'armement. Du 6 au 10 avril, M. Millon séjournera en Chine, un mois avant la visite de M. Chirac. Des périples sont également en préparation en Indonésie, en Turquie et au Chili.

Aux frontières du diplomatique-militaire et du commercial, M. Millon joue souvent les précurseurs

dans des zones sensibles où le chef de l'Etat l'envoie - avec des contrats d'armement à la clé, ou pas de contrat du tout - remettre un message à ses hôtes et où la visite d'un ministre de la défense se veut plus discrète que celle du chef de la diplomatie.

MM. Chirac et Millon usent des mêmes atouts depuis le 22 février 1996. Non sans difficulté, ils s'emparent de la défense et, en même temps, ils s'efforcent d'en vendre les produits à l'exportation. Dans ce rôle de VPR de la technologie nationale, ils ont un exemple - si ce n'est un modèle - sous les yeux, outre-Atlantique. Bill Clinton n'oublie jamais, quand l'occasion lui en est fournie, de peser sur les gouvernements étrangers qui entendent moderniser leur arsenal. Le secrétaire à la défense, appuyé par le Pentagone, pousse ensuite ses pions sur le terrain, y compris en subventionnant ou en aidant indirectement une industrie américaine de la défense qu'il a contribué à remodeler et à renforcer par ses commandes.

Jacques Isnard

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par jugement du 12 Décembre 1996, le Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné la SARL Editions des Tuileries, ensemble avec le directeur de la publication, à payer à Pierre BERGE, des dommages-intérêts pour avoir publié dans le numéro 2270 de l'hebdomadaire RIVAROL du 1er Décembre 1995, un article contenant des propos diffamatoires à l'encontre de ce dernier ».

Thierry LEVY, Avocat à la Cour.



# la décision israélienne onnie à Jérusalem-Est

## Le roi Hassan II confirme le calendrier électoral au Maroc

Deux scrutins devraient avoir lieu avant la fin mai

LES ÉLECTIONS municipales et législatives auront lieu avant la fin mai pour que, dès l'automne, le nouveau système parlementaire, basé sur le bicamérisme, entre en vigueur. Tel est en tout cas le souhait exprimé par le roi Hassan II dans un discours prononcé lundi 3 mars, à l'occasion du 36<sup>e</sup> anniversaire de son accession au pouvoir.

Actuellement, le royaume vit sous le régime du « pluralisme autoritaire géré par la monarchie », selon l'expression de Rémy Leveau et de Mounia Bennani-Chababi, deux spécialistes du Maroc. Une seule chambre existe, dont un tiers des membres sont indirectement désignés par le pouvoir et les deux tiers, élus au suffrage universel (mais les dernières élections ont donné lieu à contestation).

A ce système monocaméral, en vigueur depuis des décennies, Hassan II a proposé de substituer un système bicaméral avec une chambre élue dans sa totalité au suffrage universel. Les membres de la seconde, dite Chambre des conseillers, seraient, eux, élus au suffrage indirect, mais le roi a garanti qu'ils représenteront « les forces vives de la nation ».

Approuvé par référendum le 13 septembre 1996, les changements constitutionnels se heurtent à des problèmes pratiques qui, jusqu'à maintenant, ont fait donner du respect du calendrier électoral. « L'assainissement des listes électorales » n'est pas le moindre des obstacles. Depuis l'été 1996, la révision des listes fait l'objet de négociations serrées entre l'opposition, qui, en bonne logique, devrait diriger le prochain gouvernement, et le ministre de l'Intérieur, Driss Basri. Des critères d'irrégularité ont été définis, mais, note un diplomate, « le résultat n'est pas sa-

**BÊTE NOIRE DE L'OPPOSITION**

La résidence du problème politique central posé à la monarchie. Il est « beaucoup plus important que toute réforme constitutionnelle », confirme Rémy Leveau. « Driss Basri s'est constitué au fil des ans un vivier et un réseau d'influence, couvrant par ses relations personnelles tous les secteurs du spectre politique [...], ajoute le chercheur. On peut mieux comprendre dans ces conditions les réticences des partis d'opposition à partager le pouvoir avec lui, de crainte d'être dupés et minés de l'intérieur. »

**JEAN-PIERRE TUQUOI**

## Le gouvernement indien présente un projet de budget très « libéral »

Le document fait l'unanimité des milieux politiques, financiers et de la presse

Palanippan Chindambaram, le très libéral ministre des finances indien, a présenté, vendredi 28 février, son projet de budget. Salué par la

presse, les milieux d'affaires et les grands partis politiques du pays, ce texte, qui prévoit de relever la fiscalité pesant sur les revenus les

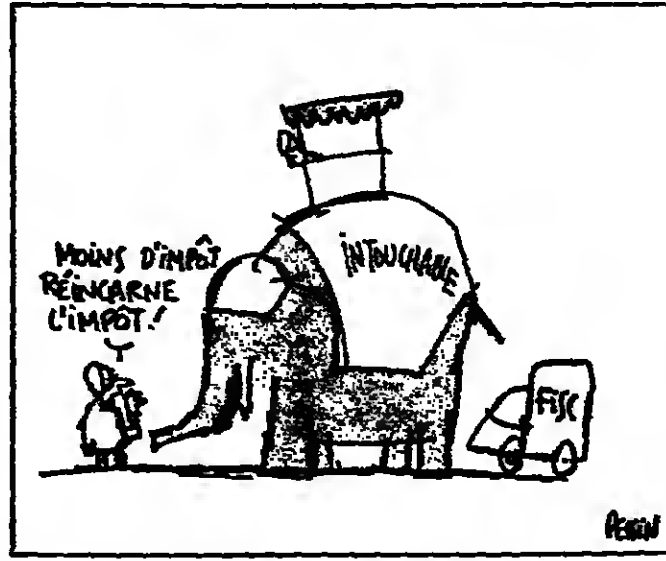
plus élevés, s'inscrit dans le processus de réformes voulu par le premier ministre, Deve Gowda.

« UNE RUPTURE avec le passé », « un budget historique ». Les milieux d'affaires indiens, les médias et les grands partis politiques viennent, quasi unanimement, de saluer le dernier projet de budget présenté, vendredi 28 février, par le ministre des finances, le très libéral Palanippan Chindambaram.

Ceux qui s'inquiétaient des signaux parfois ambigus envoyés par une coalition gouvernementale hétérogène, où coexistent partisans et adversaires de la libéralisation économique, devraient être rassurés : le ministre n'a pas hésité à proposer un budget réaffirmant clairement la volonté du premier ministre, Deve Gowda, de poursuivre le processus des réformes.

Certains économistes remarquent même que M. Chindambaram, ministre du commerce dans le gouvernement précédent, a « outrepassé l'héritage » de son prédécesseur et mentor Man Mohan Singh qui fut l'architecte des réformes dans cette Inde longtemps repliée sur elle-même. La loi de finances 1997 prévoit en effet une réduction de 10 % des impôts pour la tranche des revenus les plus élevés, baisse des impôts sur les sociétés, diminution de la taxe maximum sur les droits de douane (de 50 à 40 %), élévation du plafond de la participation des investisseurs étrangers dans le capital d'une compagnie indienne (de 24 % à 30 %). Telles sont les grandes lignes d'un projet qualifié par le grand industriel Rahul Bajaj comme « sortant l'incroyable de l'ordinaire ». La Bourse de Bombay a favorablement réagi et le *Sensex*, l'équivalent indien du CAC 40, a grimpé de 176 points en une heure, vendredi, après l'annonce du projet de budget.

En réduisant le prélèvement fis-



cal sur les hauts revenus, M. Chindambaram espère inciter un plus grand nombre de particuliers à payer leurs impôts, une tâche « herculéenne », comme le souligne le quotidien *The Hindu*. Selon le *Wall Street Journal*, un secteur représentatif un très fort groupe de pression hostile à toute réduction des subventions et qui symbolise la « colonne vertébrale de l'économie », Chaturaman Mishra, ministre de l'agriculture et membre du parti communiste indien (CPI), qui fait partie de la coalition au pouvoir, a cependant estimé qu'« il n'y avait rien d'encourageant pour les paysans dans ce budget ».

En dépit du « nouveau cours » de l'économie indienne, forcée, il y a six ans, de se libéraliser sous la pression du FMI, le processus d'ouverture s'est, cependant, considérablement ralenti ces dernières années. L'aspect fragile et les aspirations parfois contradictoires d'une coalition qui peut, à

tout moment, être mise en minorité à la Chambre, rend délicate la position du gouvernement.

Deve Gowda aura-t-il les moyens de s'imposer face à tous ses adversaires en dépit de la détermination de son ministre des finances ? Toute prise de position trop « droite » déclenche, en effet, immédiatement le courroux des syndicats et des partis de gauche et de centre gauche de la coalition. Ces derniers restent farouchement hostiles non seulement à toute diminution des subventions mais aussi à la restructuration du secteur public et à la privatisation.

Pour l'instant, le chef du gouvernement et son ministre de l'économie semblent avoir gagné leur pari : la proposition de budget a reçu l'aval du Parti du Congrès, l'ancien parti au pouvoir qui a une politique de « soutien sans participation » au gouvernement, ainsi que de la puissante formation des nationalistes hindous, le BJP (Bharatiya Janata Party), qui s'est refusée de se joindre aux partisans d'une motion de censure contre le cabinet de M. Gowda. Le projet de budget devrait donc être voté sans problèmes par l'Assemblée nationale.

Comme le déplore le député socialiste Georges Fernandes : « Je pense que personne n'osera déstabiliser (le premier ministre) sur des questions économiques ». Ce gouvernement, dont les médias indiens prévoient régulièrement la chute s'avère, au moins par défaut, plus résistante qu'il y paraît. En disposant d'un consensus assez large sur la poursuite des réformes économiques, le premier ministre peut espérer que s'éloignent, pour quelques temps, la menace d'une élection anticipée.

Bruno Philip

## L'Australie et la Nouvelle-Zélande « normalisent » leurs relations avec la France

**SYDNEY**

de notre envoyé spécial

Un an après la fin des essais nucléaires dans le Pacifique sud, la France vient d'envoyer deux importantes délégations officielles en Australie et en Nouvelle-Zélande : l'une qui émane de la Commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, est menée par son président, le sénateur Xavier de Villepin ; elle est suivie par une délégation du CNPF, menée par Jean Gandois, président de la Confédération des patrons français, et Claude Bédar, PDG d'AXA-UEA, et composée des dirigeants des plus gros investisseurs ou employeurs français en Australie que sont Axa, Pechiney, Chargeurs ou Adecco.

Les rencontres, qui ont eu lieu au plus haut niveau, à Canberra

comme à Wellington, ont entériné la normalisation des relations de la France avec les deux pays « occidentaux » de la région. Mais, étant donné l'accueil extrêmement chaleureux réservé aux émissaires français dans ces deux capitales - hauts lieux de la critique contre Paris lors de la reprise des essais -, on n'a pas hésité, de part et d'autre, à parler de « nouvel élan ».

La Nouvelle-Zélande ouvre toutes les portes à la délégation du CNPF, menée par M. Bédar, dont le groupe est très implanté dans la région par le biais de National Mutual. La délégation CNPF a étudié de près le laboratoire de réformes économiques qu'est la Nouvelle-Zélande depuis 1984 - laquelle n'avait jamais reçu une mission française d'un tel niveau.

Sans attendre ces missions officielles, nombre de grands patrons français s'étaient déjà rendus en Australie au cours de ces derniers mois. En 1996, la France a enregistré un excédent commercial record avec l'Australie de 3,2 milliards de francs, contre 1,8 en 1995. « La crise des essais nucléaires semble aujourd'hui être à des années-lumière », assure le chef du poste d'expansion économique à Sydney, Bernard Ould Yahoui. Et Nouvelle-Zélande, en revanche, après une année 1995 paradoxalement excellente pour les exportations françaises, le solde des échanges est redevenu légèrement déficitaire pour la France.

Jusqu'à l'envoi de ces deux missions, renforcées par la venue du 1<sup>er</sup> au 4 mars du groupe parlementaire d'Amitié France-Australie, la reprise des contacts à haut niveau s'était faite principalement à l'initiative de Canberra ou de Wellington. On guettait des signes de Paris. C'est chose faite : le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, est attendu à l'automne prochain dans cette partie de l'hémisphère Sud.

Florence de Changy

## Surenchères à Téhéran autour de la fatwa contre Salman Rushdie

**TÉHÉRAN**

de notre envoyé spécial

Serpent de mer du « dialogue critique » euro-iranien, la fatwa de l'imam Rouhollah Khomeiny condamnant à mort pour « blasphème » l'écrivain britannique Salman Rushdie, est aussi l'un des leitmotivs de la surenchère politique et religieuse intérieure à la République islamique d'Iran.

A l'approche de l'élection présidentielle fixée au 23 mai, elle a pris un relief particulier, les plus extrémistes montant au créneau, à l'occasion du huitième anniversaire dudit décret, pour appeler au meurtre de l'écrivain. Le président de la République, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, le ministre des affaires étrangères, et le président du Parlement, Ali Akbar Nategh Nouri - pourtant un conservateur -, ont beau affirmer que l'État iranien ne fera pas lui-même exécuter la fatwa, les voix de ceux qui, en Iran, affirment qu'ils le feront se sont faites de plus en plus nombreuses.

La Fondation du 15 Khordad, qui a mis à prix pour 2 millions de dollars la tête de Salman Rushdie, a récemment augmenté la prime de 500 000 dollars. Le journal *Journal* *Enlomi*, organe des « durs » du régime, a publié une édition spéciale de cette décision. Les Gardiens de la révolution, hérités de ce qu'on appelle ici la « ligne de

l'imam », ont eux aussi souligné le caractère « irrévocable » du décret, et un dirigeant religieux, Javad Amoli, a enfoncé le clou en affirmant que « nul ne doit s'imaginer qu'avec le décès de l'imam Khomeiny sa fatwa a cessé d'être valable ». Tous ceux qui estiment être les dépositaires du message du fondateur de la République islamique ne veulent pas voir son héritage abandonné et confondent dans un même soupçon les trois piliers du régime, c'est-à-dire tant le Guide que le président de la République ou celui du Parlement.

L'affaire divise les religieux autant que les politiques, explique un exégète de l'Iran. Cette surenchère vise à lier les pieds et les poings de tout futur président de la République pour lui rappeler la ligne à suivre. Au niveau purement chîite, ajoute-t-il, une fatwa cesse d'être valable à la mort de son auteur, mais après la mort de l'imam Khomeiny une faction du régime a estimé qu'il fallait continuer à l'imiter, alors que d'autres ne sont pas de cet avis. La hiérarchie religieuse de la ville sainte de Qom est elle aussi divisée sur le sujet.

En outre, ajoute ce spécialiste, la notion de pardon existe dans l'Islam. Avant même la mort de l'imam Khomeiny, Ali Khamenei, devenu aujourd'hui le Guide su-

prême de la République, avait laissé entendre que Rushdie serait pardonné s'il le sollicitait, mais il avait dû ravalé ses propos sous la pression du bureau de l'imam.

**MÉCONTENTEMENT DU POUVOIR**

Bien qu'elle soit très marginale, la Fondation du 15 Khordad, qui collecte de l'argent des fidèles pour des projets de développement dans la ville sainte de Qom, tire une partie de sa force de ce sanctuaire. La décision qu'elle a prise non seulement d'augmenter la mise, mais aussi d'inviter « tout musulman ou non et même les gordes du corps » de M. Rushdie à assassiner ce dernier, représente un cran de plus dans la suren-

chère. « Tous les cercles du pouvoir étaient extrêmement mécontents de l'annonce de la Fondation du 15 Khordad, affirme, sous couvert d'anonymat, un membre de l'administration. A cause de l'environnement, c'est-à-dire de tous ceux qui s'occuperont de la révolution pour laquelle ils ont donné tant de sacrifices et de morts, il n'est pas possible de le dire publiquement. C'est en fait la clef de tout le comportement politique et économique d'un régime construit sur des compromis entre des factions aux vues et intérêts divers, sinon contradictoires. »

Mouna Naïm

Pour vous aider à réussir  
STAGES INTENSIFS & SEMESTRIELS  
**ISTH - 1997**

- GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE  
après BAC, DEUG, DUT ou BTS  
et LICENCE - CONCOURS SESAME
- SCIENCES PO PARIS / PROVINCE  
après BAC ou LICENCE
- GRANDES CONCOURS JURIDIQUES  
et ADMINISTRATIFS : en MAÎTRISE
- DROIT / SCIENCES ÉCO. / GESTION  
Soutien méthodologique universitaire
- ENTRÉES en IUT - DUT  
de l'Économie Comptable

**ISTH LA CONFIANCE**  
DEPUIS 1953 01 42 24 30 72  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ  
3015 ISTH - ES - 244 E - PARIS

Retrouvez  
nos offres d'emploi  
**3615 LEMONDE**

**SICAV OBLIFUTUR**

- Orientation : obligations françaises à long terme
- Durée de placement : 3 à 5 ans
- Valeur liquidative action C au 14/02/1997 : 531,62 F  
action D au 14/02/1997 : 531,62 F

**Assemblée Générale**

Les actionnaires de la Sicav Oblifutur sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le jeudi 27 mars 1997 à 10 h 30, 91/93, Bd Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996.

La distribution du dividende, pour les actions D de la Sicav Oblifutur, est prévue le samedi 29 mars 1997.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'OBLIFUTUR sur SICAVÉCOUTE  
Tél. : 08.36.68.56.55 • Code : "C" 63 - "D" 68 (3 unités par unité)

**SEGESPAR** la société de gestion du Crédit Agricole.



## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 5 MARS 1997

**ENVIRONNEMENT** Un conflit a surgi entre le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, et celui de l'industrie, Franck Borotra, au sujet de l'avenir du surgénérateur Super-

phénix de Creys-Malville, dans l'Isère, dont le décret de redémarrage a été annulé par le Conseil d'Etat, le 28 février. M<sup>me</sup> Lepage soutient d'Alain Juppé, qu'elle devait

rencontrer mardi 4 mars, un arbitrage en faveur d'une nouvelle enquête publique. **DANS UN ENTRETIEN au Monde**, M<sup>me</sup> Lepage défend le principe de la « transparence » et

de « l'indépendance » des décisions des pouvoirs publics touchant au nucléaire. Elle dénonce la pression d'un « lobby » et s'estime la cible d'une « cabale ». **LE CODE DE L'ENVI-**

**RONNEMENT**, qui met en ordre l'ensemble des dispositions législatives concernant ce secteur, avait donné lieu à un affrontement entre le ministre et une partie de la majorité.

## M<sup>me</sup> Lepage demande à M. Juppé une enquête publique sur Superphénix

Après la décision du Conseil d'Etat annulant le décret de redémarrage du surgénérateur, le ministre de l'environnement estime indispensable de procéder à une nouvelle consultation avant de réaffecter le réacteur à une mission de recherche

MERCREDI 12 FÉVRIER, à la sortie du conseil des ministres, Corinne Lepage est rayonnante. A la surprise générale, le premier ministre vient d'annoncer qu'il interdira la culture du maïs transgénique en France. Les proches du ministre de l'environnement ont dû mal à cacher un certain triomphalisme : contre les tenants du productivisme agricole et les apprentis sorciers en puissance, leur ministre n'a-t-elle pas réussi à convaincre Alain Juppé de la primauté du « principe de précaution » ?

Changement brutal de climat samedi 1<sup>er</sup> mars. M<sup>me</sup> Lepage est inquiète. La veille, le Conseil d'Etat a annulé le décret d'autorisation de redémarrage de Superphénix. La centrale de Creys-Malville, dans l'Isère, dont le ministre de l'environnement n'a jamais été une inconditionnelle, se retrouve hors la loi.

Il ne s'agit pas, cette fois, d'une des pannes à répétition qui ont fait qu'en onze ans, le surgénérateur de Creys-Malville n'a fonctionné que moins d'un an et a coûté plus de 30 milliards de francs. Le Conseil d'Etat estime, en effet, qu'une « procédure irrégulière » l'oblige à annuler le décret du

11 juillet 1994 qui autorisait le redémarrage de Superphénix, non plus comme un réacteur producteur d'électricité, mais comme un instrument de recherche et de démonstration (Le Monde du 1<sup>er</sup> mars).

Du 30 mars au 14 juin 1993, l'enquête publique avait en effet présenté le réacteur comme une centrale nucléaire ayant pour vocation de produire de l'électricité, alors que l'autorisation accordée par le décret de 1994 retenait « explicitement » l'objectif de recherche.

C'est cette contradiction que les opposants écologistes et les élus du canton de Genève, en Suisse, s'étaient empressés d'exploiter en requérant devant le Conseil d'Etat.

A priori, la décision du Conseil d'Etat devrait obliger le gouvernement à recommencer toute la procédure, avec nouvelle enquête publique à la clé. Une autre solution est cependant possible : celle d'une modification pure et simple du décret, dans le sens d'une mission de recherche, sans retourner devant l'opinion par l'intermédiaire d'une

nouvelle enquête publique. Ce serait un passage en force, en quelque sorte. C'est bien ce que craint M<sup>me</sup> Lepage, ancienne avocate, particulièrement soucieuse en matière de droit. Elle fait immédiatement savoir à Matignon que la transparence démocratique est, en la matière, indispensable et elle plaide fortement pour une nouvelle enquête publique, centrée cette fois sur la vocation d'outil de recherche de Superphénix.

Du côté du premier ministre, dont M<sup>me</sup> Lepage aime à dire qu'il l'a toujours soutenue, aucun signal ne vient en ce sens durant le week-end. En revanche, du côté du ministère de l'Industrie, on affirme sans tarder qu'une nouvelle enquête n'est pas nécessaire. Le ministre de l'environnement se convainc de plus en plus que l'enquête publique est une question de principe, sur laquelle il lui est impossible de transiger. Il en va, estime-t-elle, de ses convictions démocratiques. Et probablement aussi du souci de sa propre crédibilité, construite sur le respect du droit et sur la transparence. Lundi 3 mars, les rumeurs sur sa démission commencent à circuler. Mardi, elle n'obtient enfin un rendez-vous avec Alain Juppé.

Superphénix n'est pas le premier cas de conscience de M<sup>me</sup> Lepage. Elle a dû accepter pas mal de reculs devant le Parlement, qui n'a voté que du bout des lèvres une loi sur l'air qu'elle voulait ambitieuse, particulièrement contre l'usage de l'automobile en ville. Elle a dû accepter, aussi, que M. Juppé revise à la baisse les surfaces de protection du territoire au titre de la procédure européenne Natura 2000, et se résoudre à l'entendre plaider pour le canal Rhin-Rhône, elle qui trouve ce projet « pharaonique ».

Entre-temps, une violente polémique a accompagné l'examen du code de l'environnement par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale (lire ci-dessous). L'incident aura pour effet de mettre M<sup>me</sup> Lepage hors d'elle. Le cabinet du ministre qualifie l'affaire de véritable guet-apens. Certains croient voir, derrière l'événement, la main invisible du « lobby nucléaire », qui voudrait obliger le premier ministre à se défaire d'un ministre trop indocile à ses yeux.

J.-P. B.

### Le « club » du ministre

A l'été 1996, le ministre de l'environnement avait manifesté quelques velléités de bâtir un « pôle écolo-société » dans une « majorité présidentielle » conçue sur le modèle de ce que François Mitterrand avait fait en 1988. Au RPR, on expliquait que deux tiers des électeurs de Dominique Voynet, en 1995, avaient une préférence, en second choix, pour Jacques Chirac ou Edouard Balladur.

Lancé en octobre 1996, Cap 21 (Citoyenneté, action, participation) n'est guère aujourd'hui qu'un petit club de « réflexion », qui comprend dans son conseil quelques personnalités de la « société civile » (Dominique de la Garanderie, Mylène Demongeot, Lucien Chabasson). Il compte des responsables locaux dans presque toutes les régions, mais le ministre n'a pas réussi à séduire les écologistes tenants du « ni gauche, ni droite », comme Antoine Waechter, ni Brice Lalonde, président de Génération écologie, qui lorgne sur « l'aile gauche de la majorité présidentielle ».

Corinne Lepage, ministre de l'environnement

## « Le moment est venu d'aller vers plus de transparence en matière nucléaire »

« Êtes-vous favorable au redémarrage de Superphénix ? »

« L'annulation par le Conseil d'Etat du décret d'autorisation de redémarrage de Superphénix pose de nouveau la question de savoir si celui-ci doit effectivement redémarrer. C'est une question qui mérite d'être posée car le coût de cet instrument est très élevé, comme la Cour des comptes a eu l'occasion de le souligner, et ses avatars de fonctionnement ont été nombreux. Vous ne semblez pas faire partie des fans du surgénérateur... »

« C'est un secret de Polichinelle. Cela étant, j'ai accepté que cet outil fonctionne comme un instrument de recherche, et non plus comme une centrale productrice d'électricité. Soit ! »

« Dans quelles conditions ce redémarrage doit-il s'effectuer maintenant que le Conseil d'Etat a considéré que la procédure de l'enquête publique était « viciée » et l'a annulée ? »

« Le ministère de l'Industrie souhaite que l'on ne fasse pas une nouvelle enquête publique. Ce n'est pas ce que je souhaite. Le Conseil d'Etat a annulé le décret de redémarrage au motif que l'enquête publique portait sur la réalisation d'un ouvrage de production industrielle alors qu'a été déclaré d'utilité pu-

blique un ouvrage de recherche. Et de fait, c'est ce qu'on a essayé de faire, depuis deux ans et demi. Il faut être cohérent maintenant. A mon sens, si on redémarrait sans enquête publique, cela signifierait que l'on se place dans l'optique « production industrielle » et non pas dans l'optique « recherche » avec le maximum de sûreté. »

« Ce qui revient à faire le contraire de ce qui a été annoncé... »

« ... en 1994. Le Conseil d'Etat a jugé qu'il y avait un changement substantiel entre les deux. Il faut donc choisir. En terme de sûreté, en particulier, les choses sont différentes car, quand on fait de la recherche, on peut arrêter, on peut repartir, ce n'est pas du tout la même chose que quand on fait de la production. Comme, par ailleurs, je suis une farouche partisane du débat et de la transparence, je demande à ce qu'on refasse une enquête publique sur Superphénix dans la clarté, c'est-à-dire comme outil de recherche. Ce n'est pas en cachant les questions qu'on les résout. »

« Vous en faites une affaire de principe ? »

« Ce n'est pas du formalisme. Pour moi, la seule justification de Superphénix est dans la recherche. Nous n'avons pas besoin de pro-

duire plus d'électricité actuellement. »

« Quelle est la position de Matignon dans ce débat qui vous oppose au ministère de l'Industrie ? »

« Pour le moment, je ne la connais pas. »

« Vous vous opposez également au ministère de l'Industrie sur le statut de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) ? »

« Bien que je ne me sois jamais exprimée sur ce point, il est de notoriété publique que nous avons un débat sur la nomination du directeur et sur l'avenir de l'institution. Je voudrais rappeler qu'en France la sûreté nucléaire est partagée entre l'industrie et l'environnement. Ce n'est peut-être pas accepté par tout le monde, mais c'est ainsi. Ma tâche n'est pas d'empêcher quoi que ce soit, mais d'exercer ma responsabilité et mes compétences dans leurs plénitudes, plutôt que de rechercher ma tranquillité. Le nucléaire est un sujet très délicat, où il y a beaucoup de coups à prendre, j'en sais quelque chose, mais j'estime avoir un devoir envers mes concitoyens, qui est de veiller à la sûreté est assurée dans des conditions satisfaisantes. Il me semble que j'ai été nommée au gouvernement pour remplir cette tâche. »

« Une exigence qui entre en conflit, semble-t-il, avec certaines habitudes ou intérêts... »

« C'est la difficulté de l'exercice. Je ne dirai jamais, « Circules, il n'y a rien à voir ». Il faut aller dans le sens de la séparation entre le contrôleur et le contrôlé, comme le propose la circulaire du premier ministre sur la réforme de l'Etat. Il paraît logique que cela s'applique à l'IPSN, qui n'est qu'un prolongement du Commissariat à l'énergie atomique. Cet organisme, dans sa définition actuelle, doit, par son indépendance, susciter la confiance à l'intérieur comme à l'extérieur. »

« On a le sentiment que vous vous heurtez à ce qu'on appelle le « lobby nucléaire »... »

« Ce n'est pas la première fois que je me heurte à un lobby, c'est inévitable pour un ministre de l'environnement. »

« Que pesez-vous contre celui-ci, si vous n'êtes pas soutenu par le chef du gouvernement ? »

« Jusqu'à présent, j'ai toujours eu le soutien du premier ministre. Il est vrai que le combat est inégal. Je suis en face de gens qui ont énormément de moyens, et de toute nature. J'ai de fortes convictions et, depuis vingt mois, j'ai le sentiment d'avoir fait avancer les choses. Nitrates, pesticides, aliments transgéniques, déchets, contrôle de l'air,



CORINNE LEPAGE

place de la voiture en ville... je ne dis pas que nous sommes allés jusqu'au bout, mais nous avons avancé. Je n'aurais rien pu faire de tout cela sans le soutien du premier ministre et du président de la République. »

« Mais vous vous retrouvez seule aujourd'hui... »

« C'est le sentiment que vous pouvez avoir car je n'appartiens à aucun parti politique ! »

« Faut-il nécessairement appartenir à un parti pour être un bon ministre ? »

« Non, mais c'est un soutien utile quand il y a des difficultés. »

« Par exemple quand votre projet de code de l'environnement est descendu en flamme à l'Assemblée nationale par des membres de la majorité à la-

quelle vous appartenez ? »

« Il s'agit là d'une véritable cabale qui a été montée contre moi. »

« Par qui ? »

« Mon vœux (fond de juriste) m'empêche d'accuser sans preuve, mais je suis certaine qu'il s'agit d'une cabale orchestrée par tous ceux que, depuis vingt mois, le dérange. Tout ce qui a été dit sur les fautes d'orthographe est largement inexistant. On a voulu me nuire à titre personnel. Si j'avais été un homme, on ne se serait pas comporté comme cela. De plus, je suis un ministre issu de la société civile. »

« Si l'arbitrage du premier ministre ne vous est pas favorable en ce qui concerne l'enquête d'utilité publique sur Superphénix et l'IPSN, quelles conséquences allez-vous tirer ? »

« C'est un problème de société qui m'apparaît essentiel. Je me bats pour essayer de convaincre. Ces sujets sont au cœur de mes préoccupations de ministre de l'environnement. Le moment est venu d'aller vers plus de transparence et d'indépendance en matière nucléaire. C'est même la condition pour que le système puisse continuer à fonctionner dans de bonnes conditions. »

Propos recueillis par Jean-Paul Besset

## Quand des députés de la majorité s'acharnent contre le code de l'environnement

LE PARLEMENT, ou du moins une partie de la majorité qui y siège, veut-il la tête de Corinne Lepage ? L'entourage du ministre de l'environnement n'est pas loin de le penser, qui a très mal vécu l'attitude et les propos jugés délibérément vexatoires et humiliants de certains députés, lors de l'examen, par la commission de la production et des échanges, du projet de loi définissant un code de l'environnement (Le Monde des 23 et 24 février).

Ce code, dont le principe avait été retenu, en 1988, lorsque Michel Rocard, premier ministre, avait décidé de relancer la politique de codification, est en chantier depuis 1992. Il vise à doter l'environnement d'un arsenal législatif clairement identifié en réunissant toutes les dispositions adoptées en la matière au cours des vingt dernières années et qui se trouvaient éparpillées au gré des textes les plus variés.

A priori, ce texte n'avait rien de

polémique. D'autant que, conformément aux principes régissant la codification, il s'agit de procéder « à droit constant », c'est-à-dire de mettre en cohérence, et non de modifier la législation existante. Cet exercice de pure technique législative a pourtant provoqué une véritable émeute.

Le rapporteur, Jacques Vernier (RPR, Nord), s'est ainsi plu à énumérer quelque 370 erreurs de forme ayant nécessité des amendements, recensant fautes de syntaxe et d'orthographe, omissions de mots, numéros d'articles du code mal référencés, harmonisation incomplète des dénominations, et même emplois incorrects du futur de narration. Spécialiste des problèmes de l'environnement au RPR, M. Vernier s'est toutefois gardé de mettre directement en cause M<sup>me</sup> Lepage. « Que la commission supérieure de codification et le Conseil d'Etat fassent leur travail », soulignait-il, peu après son coup de sang, en rendant hommage à l'aide

apportée par le cabinet de M<sup>me</sup> Lepage pour nettoyer les scories.

Certains députés ont été toutefois moins prévenants. Pierre Micaux (UDF, Aube), approuvé par Yvon Jacob (RPR, Ille-et-Vilaine), n'a pas hésité à qualifier le texte de « débris juridique », s'indignant de ce qu'un ministre, par ailleurs avocat, considère le Parlement « comme une pouilleuse législative ».

EN PREMIÈRE LIGNE

Travail de sape ? Cabale ? Aux prises avec le ministère de l'Industrie sur d'autres dossiers, le ministre de l'environnement voit dans ce déchaînement la main du « lobby nucléaire ». Il est vrai dignement représenté en commission de la production et des échanges. Parce que l'environnement est une matière neuve, parce que les projets de loi en la matière sont parfois à peine combattus par les groupes de pression les plus divers - l'alliance des constructeurs automobiles et des collectivités locales a contribué

à vider la loi sur l'air de ses dispositions les plus contraignantes lors de son examen au Parlement -, M<sup>me</sup> Lepage se retrouve souvent en première ligne, sans avoir forcément le goût pour ces habiletés manœuvrières qui permettent de retourner les élus les plus hostiles.

Pour autant, depuis plusieurs années, tous les processus de codification donnent lieu à des incidents « violents » entre le gouvernement et les parlementaires. Ainsi en juin 1994, la commission des lois avait contraint le gouvernement à retirer purement et simplement le projet de loi relatif au code du commerce, estimant là aussi la copie imparfaite. Le processus de codification a en effet la particularité, bien que travaillant à droit constant, de ne pas empêcher l'adoption, indépendamment de ses travaux, de nouvelles lois sur la matière qu'il traite. Ce qui généralement provoque la fureur des parlementaires.

Caroline Monnot

## Trente mille policiers à Gorleben

Le convoi ferroviaire transportant des déchets nucléaires vers le centre de stockage de Gorleben, en Basse-Saxe, au nord de l'Allemagne, a atteint sa gare de destination, Dannenberg, dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 mars. Harcelé tout au long du parcours par des centaines de militants antinucléaires, le train a subi un important retard.

A Dannenberg, cinq mille manifestants étaient venus à distance de la gare par la police. Provenant de deux centrales nucléaires allemandes et du centre de retraitement de la Hague, en France, les déchets avaient quitté lundi matin le sud de l'Allemagne.

Trente mille policiers et militaires ont été déployés sur le passage du train. Le coût des opérations de sécurité est estimé à 66 millions de marks, soit environ 224 millions de francs.

Formation bac+4 5 ans  
bilingue français-anglais  
commerce-gestion

- Certificat homologué par l'Etat au niveau II
- Echanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation  
intégrée aux grands  
MBA mondiaux

**U.S. INSTITUTE**  
**Groupe IPESUP**

58, rue des Blancs-Manteaux  
75001 Paris - Tél. : 01 42 78 95 45

Coopère l'Université de Paris avec les Universités américaines

مكتبة الشامل



## Certains syndicats jugent « insuffisantes » les aides aux hôpitaux annoncées par M. Barrot

La CGT et FO maintiennent leurs appels à des actions du 6 au 14 mars

Le ministre des affaires sociales a annoncé, mardi 4 mars, des aides supplémentaires aux hôpitaux, sans renoncer pour autant à la rigueur

budgétaire imposée à ce secteur en 1997. Reçus lundi par Jacques Barrot et Hervé Gaymard, les syndicats de personnels ont jugé ces aides « in-

surffisantes ». La CFDT se prononcera vendredi sur d'éventuelles actions. La CGT et FO maintiennent leurs appels à la grève.

**FAIRE BAISSER** la tension dans les hôpitaux sans renoncer à la rigueur budgétaire décriée pour 1997 : c'est à ce difficile exercice que le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, et le secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard, se sont livrés, lundi 4 mars, en recevant les fédérations des personnels (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC), deux organisations de praticiens (Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) et SNAM-HP) et les syndicats représentant les directeurs et les cadres. Ces rencontres interviennent à la veille d'une période agitée, des syndicats appelant à des actions (grèves, manifestations) dans le secteur hospitalier public du 6 au 14 mars.

Après les avoir présentés aux syndicats, qui sont restés sceptiques, voire très critiques, M. Barrot a rendu publique, mardi, une série de mesures destinées, selon lui, à accompagner la rigueur budgétaire en 1997-1998. Le ministre a confirmé que, en plus de la hausse moyenne de 0,5 % des dotations, un milliard de francs (+0,38 %) sera consacré aux revalorisations salariales (+0,5 % au 1<sup>er</sup> mars et +0,5 % au 1<sup>er</sup> octobre), portant la progression moyenne des budgets à 0,86 %. De plus, une enveloppe de 800 millions de francs (+0,37 %), débloquée avant l'été, financera des mesures spécifiques

(transfusion sanguine, sida, médecins à diplôme étranger, désamiantage) et, pour le reste, permettra d'aider, au cas par cas, des établissements recroissant des problèmes particuliers. Au total, la masse des crédits versés au secteur hospitalier progressera de 1,25 % en 1997, une rigueur inconnue jusqu'à présent.

M. Barrot a aussi annoncé que des aides seraient octroyées aux agents qui changent d'établissement et qu'elles seront financées dès 1997 par le Fonds national de l'emploi (FNE), et non par l'Assurance-maladie : prime de 30 000 à 35 000 francs (selon la situation familiale) ; aide au déménagement d'environ 5 500 francs. Les cliniques privées à but non lucratif,

qui connaissent de grandes difficultés (notamment en région Ile-de-France), auront aussi accès au FNE. Des aides à la mobilité géographique et professionnelle des praticiens sont prévues pour adapter l'offre médicale aux besoins (réorientation de chirurgiens vers la médecine, par exemple). Dans certains hôpitaux, en effet, il est devenu difficile de trouver des praticiens dans certaines disciplines.

### « PAS DE VRAIE NÉGOCIATION »

Par ailleurs, la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998, votée à l'automne, prévoyait un « fonds d'aide à l'adaptation ». Les directeurs des agences régionales de l'hospitalisation, qui

doivent passer des contrats avec les établissements, pourront y puiser pour mettre de l'huile dans la négociation, explique-t-on au ministère des affaires sociales. Enfin, le gouvernement a annoncé qu'il était prêt à ouvrir des négociations sur l'intégration d'une partie des primes dans le traitement de base des 173 000 aides-soignants.

Ces mesures, qui n'effraient pas la rigueur, « ne sont pas de nature à calmer les esprits et à rassurer », a souligné Alain Brousseau, secrétaire général de la Fédération FO de la santé, qui maintient la semaine d'action du 6 au 14 mars. Plus critique encore, son homologue de la CGT, Jean-Luc Gibelin, a affirmé que « le cadre budgétaire est bloqué » et qu'il n'y a pas de vraie négociation, appelant les agents hospitaliers à « généraliser la grève ».

La CFDT-santé, qui était revenue en même temps que la CFTC, la CGC et deux organisations de médecins, a jugé certaines mesures « positives » mais « insuffisantes ». Les cinq organisations ont décidé, vendredi, « si elles envisagent une action commune la semaine prochaine ». Globalement favorables au plan juppé de réforme de l'assurance-maladie, contrairement à la CGT et à FO, il est peu probable qu'elles ouvrent une guerre ouverte contre le gouvernement.

Jean-Michel Bezat

### Les internes en grève à partir du 11 mars

L'Intersyndicat national des internes a déposé, lundi 3 mars, un préavis de grève « pour une durée illimitée » à partir du 11 mars. Dans une lettre adressée à Jacques Barrot, il demande « un moratoire de sept ans » durant lequel les jeunes médecins s'installant en ville seraient exonérés du reversement d'honoraires réclamé en cas de dépalement des objectifs de dépenses médicales.

Aux termes de l'accord conclu, le 28 février, entre l'Assurance-maladie et deux syndicats de médecins, seuls les praticiens installés depuis moins de trois ans sont dispensés de cette sanction (*Le Monde* daté 2-3 mars). Ils dénoncent une mesure pénalisant leur installation. « Nous n'accepterons pas de voir sacrifier notre avenir pour des erreurs passées », prévient le syndicat, qui revendique neuf mille membres. Evoquant les « sept à huit ans de sacrifices » offerts aux hôpitaux, il affirme qu'il s'opposera « de toutes ses forces » aux « restrictions à l'installation ».

## Le Sénat pourrait réduire la durée du « rendez-vous citoyen »

CONSCIENTE du caractère « novateur » de la réforme du service national, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat s'est attachée à atténuer plusieurs inflexions données au projet gouvernemental par les députés. Elle a tenu à redonner de la « souplesse » à certaines de ses dispositions. Ainsi, dans l'avenir, il sera plus facile de « tirer les leçons de l'application » de cette réforme, d'y apporter des « retouches », de revenir en arrière, si l'« expérience » se révèle pas concluante.

Adopté le 4 février par l'Assemblée nationale, ce texte met fin au service militaire et le remplace par un recensement étendu aux jeunes filles et un « rendez-vous citoyen » (RVC), tous deux obligatoires, et par un volontariat. Il doit être discuté au Palais du Luxembourg

mardi 4, mercredi 5 et jeudi 6 mars.

Suscitant au mieux le scepticisme, au pire l'hostilité des parlementaires, le RVC doit durer « cinq jours, ni plus ni moins », selon la formule définitive du ministre de la défense, Charles Millon. Circumspets, les commissaires du Sénat proposent une solution de repli : ils souhaitent préciser « cinq jours, au plus », afin de ne pas s'interdire de raccourcir la durée du RVC s'il se domait pas satisfaction.

Rapporteur du projet, Serge Vinçon (RPR, Cher), a dû tenir compte d'une réelle hostilité de certains membres de la commission. Philippe de Gaulle (RPR, Paris) verrait bien le RVC réduit au minimum, c'est-à-dire une seule journée, tandis que le président de la commission, Xavier de Villepin

(Un. centr., Français établis à l'étranger), s'est félicité de la possibilité de raccourcir sa durée. Bertrand Delanoë (PS, Paris) défendait un amendement visant à supprimer le RVC qui, sous la forme prévue, « dénote une belle idée : faire vivre le sentiment de défense parmi les citoyens ».

La commission de la défense a fait une victime : le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli était venu expliquer aux députés qu'il « attachait une grande importance » à l'introduction dans le code du service national d'une référence aux « médiateurs-citoyens », chargés « d'aider et de guider » les jeunes au cours du RVC, ainsi qu'à l'organisation de rendez-vous ultérieurs destinés aux jeunes en difficulté. Les sénateurs veulent faire disparaître ces

dispositions du texte, estimant qu'elles doivent d'abord faire l'objet « d'expérimentations ». Il est vrai que le Sénat n'a pas le dernier mot, comme le souligne un collaborateur de M. Emmanuelli.

Au terme de vifs débats, les députés, contre la volonté de M. Millon, avaient refusé de réduire à moins de douze mois la durée d'un volontariat accompli dans le secteur « défense-sécurité-prévention » et interdit le fractionnement de ce volontariat en plusieurs périodes. Les commissaires du Sénat se sont montrés plus conciliants, sensibles aux arguments de l'armée qui souhaite, par exemple, pouvoir utiliser pour une période courte des étudiants « d'un bon niveau » ou, de manière saisonnière, des jeunes gens pour des opérations de prévention.

Enfin, la commission a modifié un amendement adopté par les députés, toutes tendances confondues, après un bras de fer avec le ministre de la défense (*Le Monde* daté 2-3 février). Il s'agissait de permettre à des associations d'intégrer des volontaires en faisant supporter à l'Etat leurs charges sociales. La nouvelle rédaction proposée par les commissaires du Sénat revient à permettre à l'Etat de choisir ces associations.

Fabien Roland-Lévy

## Un centre expérimental de sélection ouvrira, à Mâcon, à la mi-juin

LE MINISTÈRE de la défense prépare deux projets de décret, dont la publication au *Journal officiel* est attendue en mai, en prévision de l'installation du Haut Conseil du service national et de l'ouverture du premier centre expérimental - du « rendez-vous citoyen » - à la mi-juin.

Ces centres seront chargés de sélectionner les Français âgés de dix-huit à vingt ans, grâce à une série de tests d'évaluation médico-psychotechnique, de leur donner les éléments d'une instruction civique, puis de les orienter vers des volontariats ou, si besoin est, vers des filières d'insertion sociale et professionnelle, selon les recommandations d'un « médiateur-citoyen ». Chaque centre comprend un centre d'évaluation proprement dit et jusqu'à deux sites, selon les capacités des infrastructures, pour l'information et l'orientation des jeunes. La durée du « rendez-vous citoyen », passage obligatoire, est de cinq jours.

Il est envisagé d'ouvrir, à la mi-juin, un premier centre, qui fonctionnerait, à titre expérimental, à Mâcon (Saône-et-Loire), et pourrait accueillir 200 jeunes chaque semaine. Deux autres centres, à cheval entre Cambrai (Nord) et Compiègne (Oise) pour le premier et entre Tarascon (Bouches-du-Rhône) et Nîmes-Chaurassac (Gard) pour le second, ouvriront,

en septembre, avec une capacité d'accueil, chacun, de 800 à 1 200 jeunes par semaine. Le décret en préparation vise à organiser le déroulement des opérations dans ces centres, en particulier le statut disciplinaire - qui devrait être à caractère quasi militaire - des jeunes durant le « rendez-vous citoyen ».

Au total, il est prévu d'ouvrir une douzaine de centres pour les jeunes hommes. Chaque centre sera dirigé par un officier supérieur, assisté par un adjoint civil, et devra accueillir entre 800 et 1 200 jeunes par semaine, en fonctionnant 40 semaines par an. En 2003, lorsque le « rendez-vous citoyen » sera devenu obligatoire aussi pour les jeunes femmes, une douzaine d'autres centres spécifiques seront institués. La distinction tient au fait que, indépendamment des conditions matérielles d'accueil, les attentes des jeunes hommes et des jeunes femmes ne sont pas identiques, notamment pour leur information et leur orientation.

### RAPPORT ANNUEL

Dans un rapport publié lundi 3 mars par la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, Serge Vinçon (RPR, Cher) précise que l'encadrement de chaque centre du « rendez-vous citoyen » sera assuré, sur le

terrain, par 600 personnes en moyenne. La grande majorité, soit 510 responsables (85 % de l'encadrement), relèveront du ministère de la défense, qui fournira des officiers et des sous-officiers des trois armées et de la gendarmerie. Les 90 personnes restantes viendront d'administrations civiles (principalement l'intérieur, l'éducation nationale, le travail et les affaires sociales).

Cependant, M. Vinçon observe que le cas des « médiateurs-citoyens », qui devraient prendre plus spécialement en charge les jeunes en difficulté, n'a pas encore été tranché. Deux options sont à l'étude : création d'un corps de permanents de l'animation sociale, de la formation et de l'insertion ou recours à des bénévoles triés sur le volet et issus du monde associatif. Pour sa part, le Haut Conseil du service national, placé auprès du premier ministre, sera composé de personnalités reconnues pour leurs compétences et de quatre parlementaires (deux députés et deux sénateurs). Il sera chargé de veiller au fonctionnement des centres du « rendez-vous citoyen » et au respect du principe d'égalité entre les diverses formes de volontariat. Il devra remettre un rapport annuel au chef du gouvernement.

Jacques Isnard

## Les socialistes demandent à Robert Hue de « clarifier son attitude »

Un « préalable » à leur présence aux assises du PCF

DANS LA PÉRIODE de trouble qu'il traverse, c'est peu dire que le Parti socialiste n'a guère apprécié les déclarations du secrétaire national du PCF, Robert Hue, le 1<sup>er</sup> mars, à Lille, qualifiant la démarche de Lionel Jospin de « timorée, engendrée dans le respect des puissances, austère, craintive, fadasse » (*Le Monde* du 4 mars).

Porte-parole du PS, François Hollande a déclaré, lundi 3 mars, que « Robert Hue a une curieuse façon de pratiquer l'union, version Je t'aime moi oon plus, mais sans le plaisir. Il pratique l'union sous le régime de la daube écaissaise ». M. Hollande s'est étonné que, dans le même discours, M. Hue adresse « un coup de semonce » à son partenaire tout en lui faisant « une demande en mariage ». « Il se livre à des attaques non fondées et injustes (...) et il appelle à des démarches communes », s'est-il étonné.

Selon les dirigeants socialistes, la direction du PCF, très mécontente de l'accord électoral qu'ils ont passé avec les Verts, profite de l'affaiblissement actuel du PS pour les attaquer alors qu'ils avaient multiplié les gestes de bonne volonté. Le 16 janvier, M. Jospin avait proposé au PCF et aux autres partis de gauche « un contrat d'orientation ». Le 18 février, sur France-Inter, il avait admis, après Laurent Fabius, que le Parlement « soit saisi » de la décision sur le passage à la monnaie unique, manière d'allumer un

contre-feu à la campagne lancée par Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement en faveur d'un référendum.

Pour M. Hollande, il faut que le Parti communiste procède à « une clarification de son attitude ». « Soit il se livre à des critiques excessives à l'égard du Parti socialiste, soit il affiche une volonté de travailler avec nous », a-t-il dit. Adoptant un ton plutôt ironique, le porte-parole du PS a mis en demeure le PCF de répondre à la question : « Veut-il gagner les élections législatives de mars 1998 ? Si oui, alors, qu'il pratique l'union et s'abstienne de tenir des propos désagréables ! » « Il serait tentant, a-t-il ajouté, que le PCF sorte de ses contradictions et qu'il bouge dans un sens ou dans un autre ».

Le PS fait de cette clarification un « préalable » à sa participation aux Assises pour le changement du PCF. Chargé des relations extérieures au secrétariat national, Jean-Christophe Cambadélis s'est montré plus modéré. Sur France-Info, lundi, il a accordé des circonstances atténuantes au secrétaire national du PCF, ou soulignant que « pour aller à l'unité dans un Parti communiste hostile, Robert Hue doit pratiquer le zigzag ». M. Cambadélis a plaidé de nouveau pour « une alternative unitaire » face à la droite et à l'extrême droite.

Michel Noblecourt

## M. Hollande et M. Péricard réclament des poursuites contre M. Le Pen et M<sup>me</sup> Mégret

RÉAGISSANT, lundi 3 mars, aux propos tenus la veille par Jacques Chirac devant les représentants de la communauté juive, François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, a estimé que « le président de la République a l'occasion de montrer qu'il est prêt à lutter contre le racisme », en engageant des poursuites contre les « propos racistes qui ont été tenus récemment par M<sup>me</sup> Mégret et par Jean-Marie Le Pen ». « Et si on ne le peut pas à cause de la législation, alors qu'on la change ! », a-t-il ajouté, en appelant à participer aux manifestations des 9 et 11 mars contre le projet de loi Debré.

Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a aussi souhaité, mardi sur RTL, que M. Le Pen et M<sup>me</sup> Mégret « soient poursuivis dans le cadre des lois existantes ».

Le chef de l'Etat avait réaffirmé sa détermination à combattre « le racisme sous toutes ses formes » mais aussi dénoncé « l'angélisme » qui courrait « l'enfer de la xénophobie » (*Le Monde* du 4 mars).

**DÉPÊCHES**  
■ **COMPTES** : Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes, s'inquiète d'une proposition de loi déposée par des sénateurs RPR, et soutenue par une soixantaine d'élus de la majorité, visant à limiter les pouvoirs des chambres régionales des comptes. Dans une note interne du 21 février aux présidents des chambres, et publiée par *Les Echos* du 4 mars, il estime que l'interdiction de contrôler les choix de gestion résultant de délibérations votées par les élus « ne serait pas de nature à inciter au respect de l'état de droit ».

■ **FONCTIONNAIRES** : le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a déclaré, lundi 3 mars, sur France-Culture, que les mesures salariales décidées par le gouvernement pour 1997 (+1 %) vont « dans le bon sens ». Il espère que les fonctionnaires « en tireront compte jeudi 6 mars », date à laquelle ils sont appelés à faire grève.

■ **MÉDECINS** : le Syndicat des médecins libéraux (SML) a rejeté, lundi 3 mars, « le simulacre des négociations conventionnelles » avec les caisses d'assurance-maladie (*Le Monde* daté 2-3 mars), appelant les médecins « à la résistance ».

VOIS	
DEPART DE PARIS	
PISE	880F
BARCELONE	990F
MARRAKECH	1260F
MONTREAL	1900F
LE CAIRE	1990F
BAMAKO	2490F
OUAGADOUGOU	2490F
ABIDJAN	2690F
*LA REUNION	3290F
ST DOMINGUE	3290F
LES COMORES	4200F
TAHITI	5450F

**ALLER RETOUR**  
A CERTAINES DATES  
HORS TAXES AERIENNES  
\* DEPART DE LION, MARSEILLE  
ST TOULOUSE : 3 490F  
180 AERODES EN FRANCE  
0 805 35 35 35 (1,49F LA MINUTE)  
3615 NF (1,29F LA MINUTE)

**NOUVELLES FRONTIERES**  
distributeur d'énergie

مكتبة النور



**FORMATION** Le président de la République s'exprimera, lundi 10 mars, lors d'une émission spéciale de France 2 consacrée à l'insertion des jeunes. Il sera certainement

amené à commenter les derniers chiffres du ministère de l'éducation nationale, qui confirment que le diplôme est la meilleure arme contre le chômage. ● SELON UNE ÉTUDE

PROSPECTIVE, à l'horizon 2005, les difficultés d'insertion des jeunes sortant du système scolaire sans qualification ne pourront que s'accroître. ● À ANGERS, le centre de

formation d'apprentis tente de convaincre les entreprises de l'importance de leur mission. ● OUTRE-RHIN, le fameux « modèle allemand » de formation entre en crise.

« C'est une honte qu'un pays riche comme l'Allemagne ne soit pas capable de garantir une place d'apprenti aux jeunes », a déclaré le chancelier Kohl.

## Sans diplôme, les jeunes ont de plus en plus de mal à trouver un emploi

Lors de son intervention télévisée du 10 mars, M. Chirac sera certainement amené à commenter le fait que, cinq ans après la fin de leurs études, un tiers des non-diplômés ou des détenteurs du seul brevet sont chômeurs, contre moins de 10 % des titulaires d'un titre du supérieur

LE DIPLÔME est devenu plus que jamais un sésame pour l'emploi. Les derniers chiffres fournis par le ministère de l'éducation nationale montrent clairement que, plus le diplôme est élevé, plus l'insertion dans le monde professionnel est facilitée. Si les jeunes les plus récemment sortis de leur formation initiale subissent plus que tous autres la conjonction défavorable du marché du travail, le chômage « persistant » touche avant tout les « sans-bagage ». Ce constat - qui n'est certes pas nouveau mais qui ne cesse de s'amplifier - sera très certainement abordé par Jacques Chirac lors de son intervention télévisée, lundi 10 mars sur France 2, consacrée à l'insertion des jeunes.

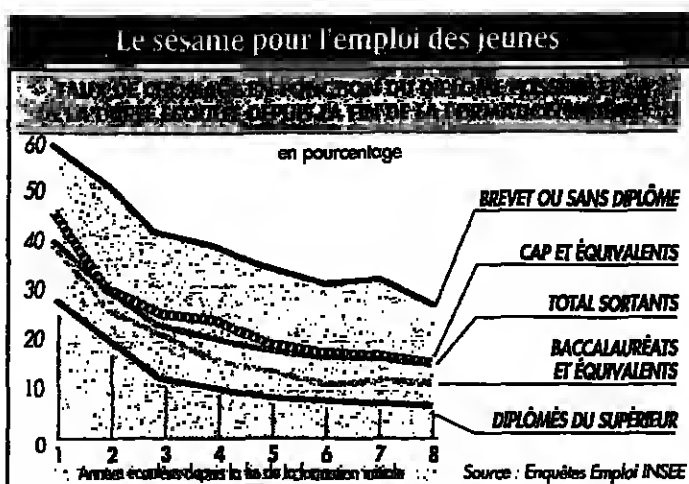
Cinq ans après la fin de leurs études, moins de 10 % des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont chômeurs, contre 30 % pour les non-diplômés ou détenteurs du seul brevet. Si les titulaires d'un bac + 2 minimum sont les mieux placés pour trouver un emploi, cette tendance doit être nuancée par les formations initiales en alternance - telles que l'apprentissage ou le baccalauréat professionnel - qui fournissent

des possibilités d'insertion plus rapides que la moyenne des formations de même niveau. Plus globalement, la profession et le salaire sont assez étroitement liés à la formation suivie. La grande majorité des titulaires d'un troisième cycle universitaire et des diplômés des écoles de commerce exercent, cinq ans après la fin de leurs études, une profession supérieure (professions libérales, cadres supérieurs, professeurs) et les détenteurs de licence et de maîtrise, plus souvent, une profession intermédiaire.

### « RÉDUIRE LES ÉCHECS »

« Il faut arrêter de dire qu'une licence ne vaut rien », insiste Claude Thélot, directeur de l'évaluation et de la prospective au ministère de l'éducation nationale. « Les diplômés sont devenus beaucoup plus importants qu'il y a vingt ans. En revanche, quitter l'école sans formation est plus handicapant que jamais. Être un jeune en difficulté n'est pas une fatalité, mais il est important de continuer à réduire les échecs en collège », ajoute-t-il.

Quant aux jeunes lycéens sortis en juin 1996 de la filière technolo-



gique et professionnelle (du CAP au BTS), 37 % d'entre eux ont obtenu un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée, 30 % sont au chômage et 17 % au service national. Mais, là encore, ce sont les moins diplômés qui rencontrent le plus de difficultés : 34 % des CAP-BEP contre 21 % des BTS sont au chômage sept mois après la fin de leurs études.

Du côté des contrats d'apprentissage - dont 80 % concernent en-

core des formations de niveau V (CAP, BEP) -, une enquête réalisée en 1996 par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) soulignait que seuls 20 % des maîtres d'apprentissage envisagent l'embauche de l'apprenti dans l'entreprise. Elle montrait en outre que près d'un quart des contrats sont rompus avant le terme à cause, notamment, des conditions de travail (lire ci-dessous).

Cette nécessité de plus en plus impérieuse de décrocher un diplôme d'enseignement supérieur est clairement démontrée dans l'étude sur les recrutements de débutants au long de la prochaine décennie réalisée par le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE). Cette prospective emploi-formation à l'horizon 2005 a été effectuée à partir d'un scénario qui repose sur l'hypothèse d'un taux de croissance annuel moyen du PIB de 2 %, générateur d'une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 0,8 %. Cela se traduirait par une création nette de 180 000 emplois par an et une baisse du nombre de chômeurs de 48 000 par an.

### EXIGENCES PLUS FORTES

Dans ces conditions, environ 600 000 jeunes débutants, en moyenne annuelle, devraient accéder à l'emploi pour la première fois : 16 % comme cadres ou indépendants, 33 % comme techniciens ou cadres moyens, 51 % comme employés ou ouvriers. Les trois quarts des recrutements de ces débutants s'adresseront à des jeunes titulaires d'un diplôme au moins égal au baccalauréat et près

de la moitié à des diplômés de l'enseignement supérieur (bac + 2 et plus). La part des recrutements s'adressant à des jeunes diplômés de niveau V (CAP, BEP) ne serait que de 13 % et celle proposée à des non-diplômés de 11 %.

« Cette prospective à dix ans ruine l'idée que l'on formerait trop de jeunes à trop haut niveau. Au contraire, la formation est de plus en plus essentielle pour le développement de notre économie », indique M. Thélot. Dans toutes les catégories d'emplois, les exigences

### Des bienfaits attendus de la « cross-fertilisation »

Pour Hervé Sériex, récemment nommé délégué interministériel à l'insertion des jeunes, le risque « dramatique » d'une insuffisance d'emplois pour les jeunes « rend plus que jamais nécessaire l'intégration dans les études d'un passage en entreprise en articulation avec le contenu de la formation. Sinon, le diplôme ne sera que du papier ». Pour les jeunes en grande difficulté scolaire, il faut, dit-il au Mande, « imaginer un dispositif d'aide à l'insertion qui soit le plus proche possible du terrain : faire du co-emploi avec un accompagnement rigoureux du jeune par un tuteur en entreprise et un parrain à l'extérieur. Cela suppose un grand luxe de moyens, mais sans cela nous n'y parviendrons pas ». C'est pourquoi M. Sériex souhaite « lancer une gigantesque fièvre sur les missions locales, les PAIO, les bureaux d'information des jeunes pour tenter de "cross-fertiliser" l'ensemble des initiatives locales originales et efficaces pour l'emploi des jeunes, mais ignorées d'une région à une autre ».

des entreprises sont de plus en plus fortes quant au niveau de diplôme, d'adaptabilité, de savoir-faire, de « savoir-communiquer » et de capacités à assumer des responsabilités. L'avènement de l'informatique et de la bureautique a, par exemple, augmenté les compétences requises pour les emplois administratifs.

Selon l'étude du BIPE, « le risque principal des dix prochaines années ne réside pas dans un déséquilibre structurel entre les besoins de l'économie et les sorties du système éducatif par niveau de formation, mais dans une insuffisance du nombre global d'emplois s'adressant aux jeunes. Ce seront toujours les plus bas niveaux de formation qui seront les premiers touchés par le chômage ».

S. Bd

Sandrine Blanchard

## A Angers, entreprises et centres d'apprentissage tentent de coopérer

ANGERS (Maine-et-Loire)

de notre envoyé spécial

L'affaire avait fait grand bruit et, aujourd'hui encore, elle suscite un malaise. En 1990, Bernard Garet, professeur de sciences et d'hygiène au centre de formation d'apprentis (CFA) de la chambre des métiers

### REPORTAGE

Pour redorer une image de marque ternie, l'accent a été mis sur des « contrats qualité »

d'Angers, réalisait une enquête auprès de ses 618 élèves pour connaître leurs conditions de travail en entreprise. Apprentis boulangers, pâtisseries, charcutiers ou bouchers, pour la plupart mineurs, 81,7 % d'entre eux effectuaient plus de trente-neuf heures de travail par semaine et 40 % ne bénéficiaient pas de la durée légale de congés payés.

Licencié pour avoir effectué « un travail qui [n'était] pas dans ses fonctions », M. Garet est désormais instituteur. Son enquête vient d'être publiée aux éditions Karthala-Orstom, dans un ouvrage intitulé *L'enfant exploité*. « Je savais que je jouais ma place mais je ne voulais pas être le complice d'une situation où règne la loi du silence. Aujourd'hui, j'ai ma conscience », explique-t-il.

Sept ans plus tard, le directeur du CFA concerné refuse de revenir sur cette affaire. S'il est certain que les métiers de bouche, mais aussi ceux de l'hôtellerie et de la restauration, sont les plus touchés par ce phé-

nomène de non-respect de la législation du travail au regard des apprentis, cette question pose plus largement le problème des conditions d'accueil des jeunes en entreprise. L'apprentissage, qui se veut une autre manière d'apprendre, doit permettre au jeune d'être, au sein de l'entreprise, en situation de formation et non d'emploi. Il ne doit pas remplacer un ouvrier que l'employeur n'aurait pas les moyens, ou la volonté, de recruter.

« Mais, souligne un inspecteur d'apprentissage, depuis 1993 on ne sait plus ce qui se passe. La loi quinquennale pour l'emploi a en effet supprimé la procédure d'accréditation des maîtres d'apprentissage. « Après trois lois - celles de 1971, de 1987 et de 1992 - onces sur une notion qualitative de l'apprentissage, celle de 1993 est basée sur le quantitatif. C'est une loi hypocrite, insiste un inspecteur. D'ores et déjà, regrette-t-il, on intervient uniquement lorsqu'il y a le feu. On est désormais davantage flics que conseillers. Entre 1993 et 1996, nous n'avons procédé qu'à dix-sept retraites d'agrément. Soit quatre fois moins qu'autrefois ».

Il est vrai que les effectifs d'apprentis n'ont cessé d'augmenter depuis quatre ans. Si les campagnes de communication et la difficulté du marché de l'emploi ont contribué à cette forte augmentation, la suppression de la procédure administrative d'agrément, et, parallèlement, les aides financières accordées aux entreprises, n'y sont pas étrangères. « Le contrôle ne s'effectue plus a priori mais a posteriori », résume Joël Courtin, responsable du service apprentissage à la direction départementale du travail (DDT) de Maine-et-Loire.

Dans ce département, deux agents de la DDT doivent - entre septembre et décembre - vérifier que quelque 3 500 contrats d'apprentissage sont en conformité avec les textes de loi et que les maîtres d'apprentissage ont les qualités requises (niveau de formation et expérience professionnelle) pour former les jeunes. Si les apprentis rencontrent des difficultés - en terme de conditions de travail, de relations avec leur maître ou de formation -, ils peuvent, eux-mêmes ou leur famille, solliciter la DDT. « Globalement, constate M. Courtin, environ 10 à 15 % des jeunes ont des problèmes sur leur lieu de travail. » Mais ce chiffre ne reflète pas totalement la réalité. Certains apprentis préfèrent se faire de peur de perdre leur place et leur salaire, et de ne pas retrouver un autre employeur alors qu'ils sont en cours de formation. Dans son enquête, M. Garet appelle cela la « chape de silence ».

### « SENTIMENT DE RÉUSSITE »

« Le meilleur côté de la pire », résume un enseignant de CFA, qui souligne le bien-fondé de l'apprentissage et les « bouleversements psychologiques » qui peuvent s'opérer. « Passant d'une période d'échec scolaire à un sentiment de réussite, certains jeunes retrouvent le goût d'aller à l'école », dit-il. Pour autant, résume un inspecteur d'apprentissage, « on n'apprend pas à devenir cuisinier en ne réalisant que des pizzas : on ne devient pas mécanicien en travaillant chez un casseur ; on ne se familiarise pas à la boulangerie en passant son temps uniquement devant un terminal de cuisson ». Il serait nécessaire, dit-il, de mieux contrôler l'utilisation des aides accordées par l'Etat.

Les CFA d'Angers mettent désormais l'accent sur des « contrats qualité » financés par le conseil régional afin d'optimiser le système de l'alternance. A l'heure où un nombre croissant de jeunes s'engagent dans l'apprentissage par choix, l'objectif est de ne pas les décevoir.

Développement des visites d'entreprise par les enseignants des CFA, formation des maîtres d'apprentissage et individualisation croissante du contenu des enseignements, il s'agit de redorer l'image de marque de l'apprentissage afin de capter un public d'élèves plus large.

Au CFA de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Angers, 60 des 1500 apprentis en cours de formation viennent d'un premier cycle universitaire et 28 des 575 nouveaux entrants au CFA de la chambre des métiers ont au minimum un niveau baccalauréat. « La nécessité d'un engagement en terme de formation n'était pas toujours bien comprise par l'entreprise alors que la clé de voûte de l'apprentissage demeure la relation entre le CFA et l'entreprise. On y arrive », assure Michel Grolleau, directeur du CFA de la chambre des métiers.

« Si l'on veut que la notion d'entreprise formatrice prenne tout son sens, il serait bien que les entreprises reconnaissent, par le biais de primes, la notion de maître d'apprentissage », souligne Robert Arnoux, directeur du centre de formation professionnelle de la CCI d'Angers. Afin que l'apprentissage ne se développe ni au détriment de l'emploi ni au détriment de la qualité de la formation en alternance.

## Le « modèle allemand » de formation professionnelle n'échappe pas à la crise

BONN

de notre correspondant

S'il est un produit d'exportation dont l'Allemagne est fière, c'est bien la formation professionnelle des jeunes. Grâce à son modèle d'apprentissage, l'Allemagne affiche aujourd'hui l'un des taux de chômage des jeunes les moins élevés d'Europe (un peu plus de 8 %). Il n'est pas besoin de remonter au Wilhelm Meister de Goethe pour percevoir combien est importante la place qu'occupe, encore aujourd'hui, l'apprenti dans la société. Dans ce système qualifié de « dual », on confie à l'entreprise elle-même la formation pratique de l'apprenti tandis que le bagage théorique est livré par une école professionnelle qui accueille les jeunes pendant deux jours par semaine.

Et pourtant, depuis quelques mois, l'apprentissage n'échappe pas, lui non plus, à ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « crise du modèle allemand ». De

réelles difficultés d'adaptation apparaissent alors que des classes d'âge dynamiques arrivent sur le marché du travail (les naissances qui datent du début des années 80) et que les entreprises, de leur côté, réduisent leurs coûts et effectuent des efforts de rationalisation sans précédent.

### GRAVES RETARDS À L'EST

L'industrie, qui fait de moins en moins d'efforts en faveur de l'apprentissage, a tendance à laisser au secteur de l'artisanat ou aux PME (moins de cinquante salariés) le soin de s'en occuper. Un quart des places d'apprentis ont été supprimées au cours des deux ou trois dernières années. La situation est particulièrement grave à l'est du pays, où les structures d'apprentissage telles qu'on les connaît à l'Ouest n'ont pas été mises en place, faute de moyens financiers suffisants. Le problème réside du côté de l'offre, mais aussi de la demande. Il n'est pas rare d'entendre

dire que beaucoup de jeunes refusent tel poste d'apprenti parce qu'ils n'ont pas envie de faire carrière dans l'artisanat ou qu'ils estiment avoir le droit d'être formés à des métiers de cols blancs.

Cette tendance n'est pas nouvelle. Ce qui l'est davantage, c'est que les jeunes apprentis formés chez un artisan ne trouvent plus aussi vite un emploi dans l'industrie en sortant de l'atelier de leur maître. C'est tout un modèle de société qui est remis en question. Quant aux nouveaux métiers, ils offrent encore peu de possibilités de formation, car ils présentent de nouvelles normes techniques qu'il faut encore consigner dans les registres prévus à cet effet (370 métiers sont reconnus pour l'instant dans l'équivalent d'un grand « catalogue » des formations).

Traditionnellement, l'avantage essentiel du « système dual » réside dans le fait que l'apprentissage est d'emblée en prise sur les besoins du marché, ce qui permet

d'éviter les voies de garage et les erreurs dans le choix des qualifications. C'est le marché qui fixe les débouchés, et pas l'Etat, qui se contente de subventionner le système. Par ailleurs, l'apprenti est convenablement payé par le patron (entre 2 000 francs et 3 500 francs par mois), qui espère en faire ultérieurement un membre de l'entreprise.

Aujourd'hui, cet élément-là aussi est remis en cause : les apprentis sont trop payés et prennent trop de vacances, disent les patrons. Ces derniers voudraient également obtenir un surcroît de flexibilité horaire et de mobilité géographique de la part des jeunes apprentis, et obtenir plus de souplesse en ce sens de la part des écoles professionnelles avec lesquelles elles ont passé des contrats.

Le résultat, c'est qu'aujourd'hui toute l'Allemagne observe avec inquiétude le décalage croissant entre l'offre de places d'apprenti,

qui stagne, et la demande, qui augmente beaucoup plus vite. Fait très nouveau : il y aurait aujourd'hui quatre jeunes pour trois places d'apprentis. Les syndicats allemands, qui évaluent à 200 000 le déficit en nombre de postes d'apprentis pour 1997 (après un déficit officiel de 40 000 à 50 000 places en 1996), accusent les entreprises d'« abandonner leurs responsabilités » et de faire preuve de « préoccupations à court terme ». Le gouvernement allemand souligne, lui aussi, que les 600 000 places d'apprentis offertes chaque année par le patronat « ne suffisent plus désormais » pour permettre d'accueillir les classes d'âge qui quitteront l'école d'ici à 2015.

### PROMESSE NON TENUE

Au printemps 1995, pourtant, le gouvernement avait obtenu de la part des organisations d'employeurs un engagement ferme d'« augmenter de 10 % le nombre de places d'apprentis offertes aux

jeunes entre 1994 et 1996 ». Cette promesse n'a pas été tenue. Motif : la conjoncture n'a pas été aussi bonne que prévu. Les employeurs ont fait savoir qu'ils n'émettraient plus de promesse chiffrée pour l'année prochaine. On comprend donc qu'entre le chancelier et le camp patronal ce thème nourrisse la polémique.

Pour Helmut Kohl, « c'est une honte qu'un pays riche comme l'Allemagne ne soit pas capable de garantir une place d'apprenti aux jeunes ». Dès lors, quelle solution pour sortir de l'impasse ? Les syndicats et une partie du SPD proposent de soumettre à un impôt spécifique les entreprises qui négligeraient leur effort de formation. Le gouvernement, pour l'instant, refuse d'avoir recours à de telles mesures, qu'il soupçonne d'être inspirées par un interventionnisme peu efficace à long terme.

Lucas Delattre

هكذا من الأهل



## Le tribunal correctionnel de Lyon examine le volet marseillais du dossier Urba

Cinquante prévenus, dont deux anciens trésoriers du PS, sont convoqués à ce nouveau procès

Le procès du volet marseillais du dossier Urba s'est ouvert, lundi 3 mars, devant la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon. Cin-

quante prévenus, dont deux anciens trésoriers du Parti socialiste, Henri Emmanuelli et André Laignel, sont d'ores et déjà à comparaître. Les tribunaux

de Paris et de Rennes ont déjà eu à examiner les pratiques de ces bureaux d'études ayant participé au financement occulte du PS.

**LYON**  
de notre correspondant régional  
Comme une poupée russe, l'affaire Urba, du nom du bureau d'études qui a participé au financement occulte du Parti socialiste, n'en finit pas de s'ouvrir devant les tribunaux. Après le procès de Paris et de Rennes, c'est au tour de la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon de se pencher, depuis lundi 3 mars, sur le volet marseillais du dossier. Un arrêt de renvoi de trois cents pages, cinquante prévenus, dont deux anciens trésoriers nationaux du PS - Henri Emmanuelli et André Laignel - et quarante-cinq avocats : les débats, présidés par Jean-François Perrin, doivent durer quatre semaines.

Dans les couloirs du palais, Antoine Gaudino, ancien inspecteur de police à l'origine du dossier marseillais et auteur du livre *L'enquête impossible*, fait savoir sa satisfaction aux micros et aux caméras. « Ce volet ne représente

cependant que 1/96 de l'affaire Urba, parce que les 96 départements français ont bénéficié du système », note-t-il.

Les faits remontent aux années 1987-1989. Le mécanisme étant identique, les débats ne devraient pas apporter de nouvelles révélations sur des pratiques déjà détaillées lors des précédents procès : les entreprises qui souhaitaient obtenir des marchés publics versaient 0,5 % du marché au bureau d'études. Urba, qui en gardait 40 % pour son fonctionnement, redistribuait 30 % aux élus locaux et 30 % au PS national.

Dès leurs premiers échanges avec le président, tous les responsables d'Urba, à l'exception de Gérard Monate, l'ancien PDG, « hospitalisés », selon son avocat, Yves Baudelot, ont reconnu avoir financé le Parti socialiste. Ils comparaissent pour trafic d'influence. Trente-six chefs d'entreprise de travaux publics, dont certains sont aujourd'hui à la retraite, sont

poursuivis pour « corruption active ». L'analyse, au cas par cas, des conditions d'attribution d'une trentaine de chantiers publics de la ville de la Marseille, de l'aménagement du tunnel Prado-Carénage, devrait occuper la première semaine de débats.

**« SOUTIEN TOTAL »**  
Viendront ensuite les auditions de MM. Emmanuelli et Laignel, qui comparaitront pour « complicité de trafic d'influence ». Ils encourrent une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende. Le PS leur a apporté son « soutien le plus total », estimant qu'au moment des faits « aucune loi ne fixait les règles de financement des partis politiques ». Une délégation de la direction du PS, conduite par son numéro deux, Daniel Vaillant, et par l'actuel trésorier, Alain Clays, a assisté au début du procès.

Dans une courte intervention devant le tribunal, M. Emmanuelli,

député des Landes, a expliqué que « personne [n'était] venu [lui] parler d'Urba ». Il a déjà comparu, en tant qu'ex-trésorier, au procès des activités d'Urba dans la Sarthe : il avait été condamné, en mars 1996, par la cour d'appel de Rennes, à dix-huit mois de prison avec sursis, 30 000 francs d'amende et deux ans de privation des droits civiques. Il s'est pourvu en cassation.

Deux anciens députés socialistes des Bouches-du-Rhône, Michel Pezet et Philippe Sanmarco, sont poursuivis pour « complicité de trafic d'influence ». Selon l'instruction, ils ont perçu sur des comptes bancaires, au prorata de l'influence de leurs courants respectifs dans la fédération des Bouches-du-Rhône, 9,4 millions de francs. Le président du tribunal a plusieurs fois rappelé qu'il y avait « aucun enrichissement personnel » dans ce dossier.

Bruno Causse

## En appel, la justice donne le coup de grâce à « L'Éléphant rose »

**L'ÉLÉPHANT ROSE** ne devrait pas reparaitre de sitôt. La cour d'appel de Paris a confirmé, lundi 3 mars, le jugement rendu par la seizième chambre correctionnelle condamnant le directeur de publication de ce magazine militant pour la dépénalisation de l'usage de cannabis, Gérard Jubert, à dix mois d'emprisonnement avec sursis et 300 000 francs d'amende. Les magistrats estiment en effet qu'il a entretenu l'article L.630 du code de santé publique en « provoquant l'usage de cannabis » en « présentant cette substance sous un jour favorable ».

Malgré quelques saisies sporadiques effectuées par des gendarmes trop zélés, *L'Éléphant rose*, lancé en juillet 1995, a paru à quatre reprises. Après un vol sans effraction dans les locaux de la rédaction, au cours duquel le contenu des disques durs et un fichier d'abonnés ont disparu, le numéro 5 n'a pas pu sortir. Quelques jours plus tard, le 25 avril 1996, la commission paritaire a émis un avis défavorable quant à « l'intérêt général de la publication », ce qui interdisait à *L'Éléphant rose* de bénéficier des avantages fiscaux de la presse. La même semaine, le directeur de la publication recevait sa convocation devant la seizième chambre du tribunal de Paris.

**« PRÉSENTATION IDÉALISÉE »**  
Comme en première instance, les juges de la cour d'appel ont estimé que le contenu des trois premiers numéros de *L'Éléphant rose* était « idéaliste ». « Nulle part vous ne signalez que l'usage du cannabis est interdit, relève Jean Talbert, le président de la dixième

chambre. Vous faites une présentation idéalisée de sa consommation. En « une » du numéro 3, vous tirez même sur « Les vertus du chanvre ». » « Le chanvre est cultivé en toute légalité en France », rétorque Gérard Jubert. Là où la cour décèle « une déculpabilisation qui pousse à la consommation », le directeur de la publication de *L'Éléphant rose* ne voit qu'« une contribution au débat sur la dépénalisation ». « Notre intention n'était pas de faire pousser le morijou sur les Champs-Élysées », ajoute-t-il.

**DIALOGUE DE SOURDS**  
C'est ce dialogue de sourds, ce « malentendu », comme il le qualifie lui-même, que l'avocat de *L'Éléphant rose*, M. Philippe Pavie, a voulu dépasser dans sa plaidoirie, en déplaçant le débat sur le terrain de la liberté d'expression. « La meilleure façon de lutter contre la drogue et de faire de la prévention, c'est le dialogue, a-t-il expliqué. Malgré sa forme provocatrice, voire agressive, ce magazine avait pour vocation d'être une tête de pont entre la société civile et cette frange de la population. »

A ce croire M. Pavie, le délit invoqué - la « présentation sous un jour favorable » - aurait dû tomber sous le coup de la loi sur la presse. « Le débat doit être réservé aux spécialistes », demande-t-il. D'ailleurs, y a-t-il débat lorsqu'on peut être sanctionné pour la thèse et pas pour l'antithèse ? En débattant sur le champ et en suivant la lettre le réquisitoire de l'avocat général, la cour d'appel a donné une forme de réponse.

Acacia Pereira

**RENCONTREZ LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET REDECouvrez LA ROUMANIE !**

LA ROUMANIE A ACHÉVÉ DÉFINITIVEMENT SON PROCESSUS DEMOCRATIQUE LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLES. AVEC DES AUTORITÉS QUI BÉNÉFICIENT DESOIRMAIS D'UN SOUTIEN CONSIDÉRABLE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, LA ROUMANIE, DEUXIÈME MARCHÉ D'EUROPE CENTRALE, EST DEVENUE UNE PLACE EXCEPTIONNELLE POUR LE COMMERCE, LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT. LE PRÉSIDENT DE LA ROUMANIE, M. B. CONSTANTINESCU, LE PREMIER MINISTRE, M. V. CIOREBA ET LE GOUVERNEMENT DE ROUMANIE VOUS INVITENT À PARTICIPER AU PROCHAIN

**CRANS MONTANA FORUM À BUCAREST**  
- OU VOUS RENCONTREZ PERSONNELLEMENT LES NOUVEAUX DIRIGEANTS ET LES HOMMES ET FEMMES D'AFFAIRES DE ROUMANIE -  
**20 AU 23 MARS 1997**

INFORMATIONS ET INSCRIPTION :  
FORUM DE CRANS MONTANA, 3 COURS DE RIVE CH-1204-GENÈVE  
TEL. : 4122.3107395 - FAX : 4122.3109905 - INTERNET: <http://www.cml.ch>

## Les protestations s'amplifient contre la nouvelle carte scolaire

**AU MOMENT OÙ**, dans chaque département, se décide la nouvelle carte scolaire, la préparation de la rentrée suscite des incidents de plus en plus nombreux. Occupation d'écoles par les parents, grève des enseignants ou non enseignants, voire séquestrations, les signes d'exaspération se sont multipliés, lundi 3 mars, contre les suppressions de postes et les fermetures de classes. Malgré la suppression de 2 900 postes au budget 1997 dans l'enseignement primaire, le ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, s'était engagé à ne pas diminuer les « moyens d'enseignement devant les élèves ». Ces restrictions budgétaires semblent cependant se traduire dans les faits pour les parents et les enseignants.

Dans le Lot, des parents d'élèves se sont abstenus d'envoyer leurs enfants à l'école à Biars-sur-Cère, pour protester contre la suppression d'une classe d'intégration scolaire (AIS), spécialisée dans la prise en charge d'enfants en très grande difficulté. Des parents ont occupé

les écoles de Saint-Cyprien et Saint-Laurent-Lolmie, pour manifester leur opposition à la fermeture d'une classe. En Seine-Maritime, des enseignants ont été séquestrés par les parents pour la même raison, tandis que le directeur d'une école primaire a été retenu jusqu'à la nuit par les parents, à Thieville-aux-Maillois, près de Fécamp.

A Saint-Etienne-du-Rouvray, enseignants et non enseignants ont observé une grève pour dénoncer le non classement en ZEP du collège Louise-Michel, en dépit, selon eux, des promesses du rectorat. A Tarbes (Hautes-Pyrénées), une vingtaine de parents ont empêché la rentrée dans une école pour protester contre la fermeture d'une classe de perfectionnement dans cet établissement situé en ZEP. La mairie de Creysse (Dordogne) a adressé quant à elle, une lettre ouverte au premier ministre, à M. Bayrou et aux élus locaux pour protester contre 17 suppressions de postes dans le département.

Béatrice Gurrey

## Pierre Suard comparait à Evry pour abus de biens sociaux

**L'ANCIEN PDG D'ALCATEL**, ALSTHOM, Pierre Suard, comparait pour « abus de biens sociaux » à partir de mardi 4 mars devant le tribunal correctionnel d'Evry (Essonne). Le dossier concerne des travaux réalisés dans plusieurs de ses domiciles, aux frais d'Alcatel, par plusieurs petites et moyennes entreprises travaillant habituellement pour le groupe. Une quarantaine de prévenus, dont l'ancien PDG d'Alcatel-CIT, Pierre Guichet, ainsi qu'une série de chefs des entreprises concernées, seront aussi jugés à Evry. Il s'agit là du premier volet de l'instruction confiée en 1993 au juge Jean-Marie d'Huy, concernant les travaux effectués aux domiciles de plusieurs cadres d'Alcatel. Le second volet, qui s'adressera aux « surfacturations » opérées par Alcatel-CIT au détriment de France Télécom, et dont l'instruction n'est pas close, sera jugé ultérieurement.

### DÉPÊCHES

**JUSTICE** : la peine infligée au commissaire Philippe Féval a été ramenée à trois ans et demi de prison par la dixième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par Jean Talbert. L'ancien chef-adjoint de la brigade de répression du banditisme (BRB) avait été condamné en première instance, le 4 juillet 1996, à quatre ans de prison pour complicité de trafic de stupéfiants. En appel, il a reconnu avoir commis « une erreur » en couvrant la révélation faite par son subordonné, l'inspecteur Thierry Pentz, qui avait confié à l'un de leurs indicateurs que ce dernier était l'objet d'une enquête de l'office de lutte contre le trafic de stupéfiants (*Le Monde* du 30 janvier). La cour d'appel a augmenté de six mois la peine de trois ans infligée à Thierry Pentz.

**VIOLENCES** : dans l'affaire des violences ayant opposé un militant communiste et des policiers de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) (*Le Monde* du 4 mars), le syndicat de policiers SGP-CUP (syndicat général de la police, centrale unitaire de la police) a indiqué, lundi 3 mars, dans un communiqué, que « l'on a vu la barre avant même que la justice ait pu établir les responsabilités ». Selon son représentant, l'homme et sa compagnie auraient « agressé deux policiers qui tentaient de ramener le calme sur la voie publique ».

**ÉDUCATION** : la Société mathématique de France et quatre autres associations de spécialistes ont rendu publique une pétition, lundi 3 mars, pour protester contre la diminution de postes offerts au Capes de mathématiques, soit 42 % entre 1996 et 1997. Signé par plusieurs centaines d'universitaires, le texte souligne qu'il s'agit « d'une rupture de contrat vis-à-vis des étudiants qui se sont engagés vers ces carrières ».

## PRÉFECTURE DE LA MEUSE PRÉFECTURE DE LA HAUTE-MARNE AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES PROJET DE LABORATOIRE SOUTERRAIN PRÉSENTÉ PAR L'ANDRA

Il est porté à la connaissance du public que, en application de l'arrêté interpréfectoral des Préfets de la MEUSE et de la HAUTE-MARNE du 31 janvier 1997, il sera procédé conjointement du LUNDI 3 MARS 1997 au VENDREDI 2 MARS 1997 INCLUS, à trois enquêtes publiques :

1- préalable à l'autorisation d'installation et d'exploitation d'un laboratoire souterrain destiné à étudier les formations géologiques profondes où seraient susceptibles d'être stockés les déchets radioactifs sur le territoire de la commune de BURE (MEUSE) au lieu dit « Voie Casselle » ;

2- préalable à l'autorisation de réalisation d'un certain nombre d'ouvrages, de travaux et d'activités soumis aux dispositions de l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;

3- préalable à la délivrance, au nom de l'Etat, du permis de construire les bâtiments nécessaires au projet de laboratoire souterrain, sur le territoire des communes suivantes :

**1- autorisations d'installation et d'exploitation**  
EN MEUSE : ABAVILLE, BAUDIGNECOURT, BIENCOURT-SUR-ORGE, BONNET, BURE, CHASSEY-BEAUPRÉ, COUVERTUIS, DAINVILLE-BERTHELEVILLE, GONDRECOURT-LE-CHATEAU, HORVILLE-EN-ORNOIS, HOUDELAINCOURT, MANDRES-EN-BARROIS, MONTIERS-SUR-SAULX, RIBEAUCOURT, SAINT-JOIRE.  
EN HAUTE-MARNE : AINGOULAINCOURT, CIRFONTAINES-EN-ORNOIS, ECHENAY, EFFINCOURT, EPIZON, GERMAIS, GILLAUME, LEZEVILLE, MONTREUIL-SUR-THONNANCE, NONCOURT-SUR-LE-RONGEANT, OSNE-LE-VAL, PANCEY, PAROY-SUR-SAULX, POISSONS, SAILLY, SAUDRON, THONNANCE-LES-MOULINS.

**2- autorisation au titre de la loi sur l'eau**  
EN MEUSE : BIENCOURT-SUR-ORGE, BURE, COUVERTUIS, DAMMARIE-SUR-SAULX, MANDRES-EN-BARROIS, MORLEY, RIBEAUCOURT.

EN HAUTE-MARNE : CIRFONTAINES-EN-ORNOIS, GILLAUME, SAUDRON.

**3- Permis de construire**  
EN MEUSE : BURE.

Les dossiers relatifs aux trois demandes sus-énumérées, ainsi que les registres d'enquête, seront déposés :

- à la Préfecture de la HAUTE-MARNE et à la Préfecture de la MEUSE,

- à la Sous-Préfecture de SAINT-DIZIER et à la Sous-Préfecture de COMMERCY,

où le public pourra les consulter et consigner ses observations dans les registres, durant toute cette période, du lundi au samedi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (sauf jours fériés).

En outre et pour la demande d'autorisation dans le périmètre chaque fois ci-dessous, les registres d'enquête ci-dessous ouvriront au public pour ces enquêtes aux jours et heures suivants (sauf jours fériés) :

HAUTE-MARNE	
• AINGOULAINCOURT	Mardi et samedi de 14h à 16h
• CIRFONTAINES-EN-ORNOIS	Mardi de 14h30 à 18h30
	Vendredi de 18h à 20h
• ECHENAY	Mardi de 16h15 à 18h30
	Jeu de 9h à 12h
• EFFINCOURT	Mardi et vendredi de 9h à 11h30
• EPIZON	Mardi de 13h30 à 17h30
	Vendredi de 15h à 17h
	Samedi de 10h à 12h
• GERMAIS	Mardi de 14h30 à 17h
• GILLAUME	Mardi de 10h à 12h
• LEZEVILLE	Lundi de 13h15 à 16h
• MONTREUIL-SUR-THONNANCE	Mardi de 9h à 12h et de 14h à 16h
• NONCOURT-SUR-LE-RONGEANT	Mardi et vendredi de 18h à 19h30
• OSNE-LE-VAL	Mardi et vendredi de 14h à 19h
	Samedi de 9h à 12h
• PANCEY	Mardi de 13h15 à 16h
	Samedi de 8h30 à 10h
• PAROY-SUR-SAULX	Lundi de 14h à 18h
	Samedi de 14h30 à 17h30
• POISSONS	Du lundi au samedi de 10h à 12h
• SAILLY	Mardi de 13h15 à 18h
• SAUDRON	Mardi de 9h à 12h
• THONNANCE-LES-MOULINS	Mardi de 9h à 12h
MEUSE	
• ABAVILLE	Mardi de 15h à 17h30
	Jeu de 17h à 19h
	les samedis 15 mars et 5 avril de 9h à 12h
• BAUDIGNECOURT	Vendredi de 16h à 19h
• BIENCOURT-SUR-ORGE	Lundi et jeudi de 13h30 à 18h
	Samedi de 10h à 12h
• BONNET	Lundi de 10h à 12h
	Jeu de 11h à 12h
• BURE	Mardi de 9h à 11h
	Vendredi de 16h à 20h
• CHASSEY-BEAUPRÉ	Jeu de 15h à 19h
	Vendredi de 15h à 19h
• COUVERTUIS	Lundi de 18h à 19h
	Jeu de 13h30 à 15h30
• DAINVILLE-BERTHELEVILLE	Mardi de 10h à 12h
	Vendredi de 9h à 12h30
• DAMMARIE-SUR-SAULX	Mardi et jeudi de 16h à 19h
	Samedi de 10h30 à 12h
• GONDRECOURT-LE-CHATEAU	Du lundi au vendredi de 11h à 12h et de 16h à 18h
	Samedi de 15h à 17h
• HORVILLE-EN-ORNOIS	Mardi de 13h à 15h30
• HOUDELAINCOURT	Mardi, jeudi, vendredi de 14h à 18h
	les samedis 15 mars et 5 avril de 14h à 16h
• MANDRES-EN-BARROIS	Jeu de 9h à 12h
	Samedi de 10h à 12h
• MONTIERS-SUR-SAULX	Du lundi au vendredi de 9h à 11h30
	Vendredi de 17h30 à 19h30
• MORLEY	Lundi et jeudi de 9h à 12h
• RIBEAUCOURT	Mardi de 10h à 12h
	Samedi de 11h à 12h
• SAINT-JOIRE	Lundi de 14h à 18h
	Jeu de 14h à 18h30

La commission d'enquête est composée ainsi qu'il suit :

Membres titulaires :  
- M. Jean PRONOST, expert près la Cour d'Appel de PARIS, Président.  
- M. Claude FOURCIEL, consultant en génie industriel.  
- M. André PROU, ancien ingénieur des T.P.E.  
- M. Dominique THIÉBAUD, ingénieur chargé des problèmes d'environnement.  
- M. Pierre BOIRON, ingénieur retraité de l'industrie nucléaire, président suppléant en cas d'empêchement de M. PRONOST.

Membres suppléants :  
- M. Jean HOFFMANN, retraité S.N.C.F.  
- M. Pierre REVOY, ingénieur géologue et pédologue.

Le public pourra adresser ses observations écrites au président de la commission d'enquête pour le projet de laboratoire souterrain de recherches - site Est - B.P. 543 - 55013 BAR-LE-DUC CDEX (tel. : 03.29.45.56.33 - fax : 03.29.45.39.17).

En outre les observations du public seront reçues personnellement par la commission d'enquête (ou par certains de ses membres) lors de permanences qu'elle tiendra selon le calendrier suivant :

- Mairie de POISSONS (HAUTE-MARNE) : le mercredi 5 mars 1997 de 10 heures à 12 heures  
- Préfecture de CHAUMONT : le samedi 8 mars 1997 de 14 heures à 17 heures  
- Mairie d'OSNE-LE-VAL (HAUTE-MARNE) : le vendredi 14 mars 1997 de 18 heures à 19 heures  
- Sous-Préfecture de SAINT-DIZIER : le samedi 22 mars 1997 de 14 heures à 17 heures  
- Mairie de GONDRECOURT-LE-CHATEAU (MEUSE) : le jeudi 27 mars 1997 de 16 heures à 18 heures  
- Préfecture de BAR-LE-DUC : le samedi 5 avril 1997 de 14 heures à 17 heures  
- Sous-Préfecture de COMMERCY : le samedi 12 avril 1997 de 14 heures à 17 heures  
- Mairie de BURE (MEUSE) : le mardi 15 avril 1997 de 9 heures à 12 heures  
- Mairie de NONCOURT-SUR-LE-RONGEANT (HAUTE-MARNE) : le mardi 22 avril 1997 de 14 heures à 17 heures  
- Mairie de MONTIERS-SUR-SAULX (MEUSE) : le lundi 28 avril 1997 de 9 heures à 11 heures 30.

Une copie des rapports et conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes, en Préfecture de la HAUTE-MARNE et de la MEUSE, en Sous-Préfectures de SAINT-DIZIER et de COMMERCY, ainsi que dans chacune des communes où aura été déposé un dossier d'enquête.

Rapports et conclusions seront communicables à quiconque en fera la demande au Préfet de la MEUSE - Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation - Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme.

هكمان النجل



## RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 5 MARS 1997

**ÉCONOMIE** L'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) vient de réaliser plusieurs études sur la situation des grandes villes, en termes d'emplois et de

chasse fiscale. Ces études portent, pour la métropole (hors Paris), sur quarante-trois grandes villes françaises ayant pour la plupart plus de 100 000 habitants. ● LES TRAVAUX

DE L'AMGVF incitent tous à la même conclusion : les grandes villes sont de moins en moins le lieu privilégié de l'activité économique. De 1990 à 1995, la situation de l'emploi salarié

privé s'y est dégradée, au profit de leur périphérie, urbaine ou rurale. ● LES BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE, directement liées à l'activité économique, augmentent moins

vite, pour la plupart des grandes villes, que la moyenne communale de leur département. ● CETTE TENDANCE est liée en partie à une fiscalité plus lourde.

## Les grandes villes perdent des activités au profit de leur périphérie

Recul de l'emploi salarié, ralentissement des rentrées fiscales : les maires des principales cités françaises s'inquiètent d'une dégradation de ces deux indicateurs. Les villes centres se dévitalisent, tandis que le périurbain progresse. Les élus redoutent le départ des classes aisées

AVEC UNE BATTERIE de trois études en cours de publication sur l'emploi et la fiscalité, l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) apporte une caution chiffrée à un constat empirique souvent dressé par les élus : les villes-centres vont mal, le périurbain se porte bien.

Ainsi, l'AMGVF, à partir des chiffres de l'Insee, fait-elle apparaître « une dégradation de l'emploi (privé) dans les grandes villes » de 1990 à 1995 : tous secteurs confondus, celles-ci ont perdu 182 903 emplois, soit « une diminution de plus de 4,8 % des effectifs salariés totaux ». La « part des grandes villes dans l'emploi salarié privé a diminué d'un point ». Seules douze grandes villes connaissent une évolution positive.

Les bases de la taxe professionnelle – représentatives du niveau de l'activité économique – confirment cette « fuite » des activités économiques : sur quarante-trois grandes villes en métropole (hors Paris), l'AMGVF constate qu'en un an, de 1995 à 1996, « l'accroissement des richesses » s'est fait, pour trente d'entre elles, « à un rythme moins important dans la ville-centre que dans le reste du département ». Les bases n'ont progressé que de 1,47 % dans les grandes villes, contre 2,92 % pour l'ensemble du pays. « Ces données, note l'AMGVF, confirment (...) le regain des zones périurbaines rurales ou urbanisées qui captent de plus en plus d'activités. Ce ne sont donc plus,

dans bien des cas, les plus grandes villes qui créent l'accroissement de la richesse fiscale notionale. » En somme, la périphérie des villes-centres, où vit déjà la moitié de la population française (Le Monde du 8 janvier), récupère aussi une part croissante de l'activité économique.

Les raisons de cette évolution sont multiples. Ce sont les mêmes que toutes proportions gardées, ont aussi vicié Paris d'une partie de ses activités économiques : coût du foncier et de l'immobilier plus élevé dans les villes-centres, espace restreint, difficultés de transports, nuisances diverses. Enfin, les cadres habitent souvent, désormais, les banlieues résidentielles. A l'inverse, le développement des infrastructures de transports, la mise à disposition des entreprises de zones viabilisées et équipées, notamment pour des télécommunications performantes, l'apparition d'un « télé-travail », réduisent les attraits des grandes villes par rapport à leur périphérie.

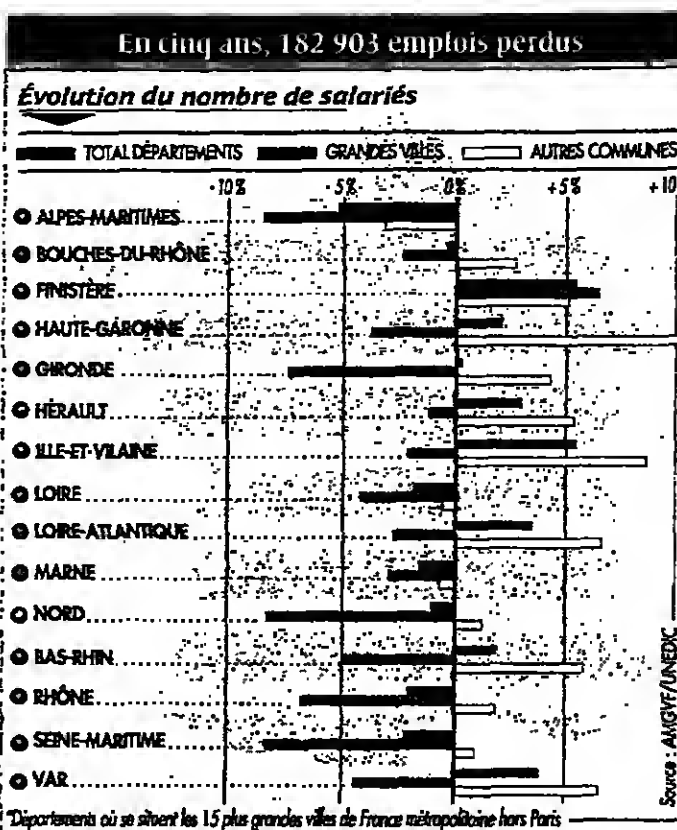
### CONCURRENCE FISCALE

L'argument fiscal joue aussi, même si l'on s'oppose à l'AMGVF que le taux de la taxe professionnelle (l'impôt local payé par les entreprises) n'est « qu'un élément, mais pas l'essentiel », dans l'ensemble des « charges économiques » supportées par les entreprises dans les grandes villes : en 1996, le taux de taxe professionnelle (taux de la commune et, le cas

échéant, de la structure de coopération intercommunale) était plus élevé que la moyenne des taux pratiqués par les communes du département, dans trente-cinq cas sur quarante-trois. Seules huit grandes villes proposaient un taux plus faible.

De fait, les grandes villes et leur périphérie se livrent, pour attirer les entreprises, à une concurrence fiscale parfois sauvage, qui est à l'origine, pour une part, de l'éclatement désordonné de zones commerciales, artisanales ou industrielles autour des principales cités. Tout le monde s'accorde sur la nécessité de limiter ces effets pervers. Mais les possibilités d'action ne sont pas infinies et l'option radicale proposée récemment par le Conseil des impôts – l'unification à l'échelon national du taux de taxe professionnelle – a provoqué une levée de bouillottes. C'est pourquoi l'AMGVF affirme : « La généralisation, sur la base d'un volontariat, de la taxe professionnelle unique d'agglomération devient une réelle alternative. » Le projet de loi sur l'intercommunalité préparé par Dominique Perben, ministre de l'Etat et de la décentralisation, devrait d'ailleurs inclure cette disposition, même si les spécialistes redoutent qu'elle n'entraîne à son tour d'autres effets pervers.

Les maires de toutes les villes-centres – et notamment ceux des plus grandes villes – soulignent à l'envi qu'ils doivent résoudre une



Les grandes villes ne représentent plus que 26,16 % des effectifs salariés du secteur privé.

équation impossible : ils ne peuvent échapper à ce que les élus locaux appellent, dans leur jargon, les « charges de centralité », c'est-à-

dire les obligations liées à leur rang. Il s'agit d'équipements collectifs – théâtres, gymnases, etc. – qui profitent en partie aux populations des

communes avoisinantes, sans que celles-ci participent toujours à leur financement. Leur coût pèse donc sur le budget des grandes villes – et les pousse à augmenter les impôts –, alors qu'elles sont justement confrontées à la concurrence fiscale des communes environnantes. Certes, la situation des maires des grandes villes reste plus enviable que celle des élus de certaines banlieues défavorisées, confrontées au chômage et à l'exclusion, où les maires sont obligés de « mater » fiscalement quelques rares entreprises, pour compenser le faible potentiel fiscal de leurs habitants. D'ailleurs, certaines grandes villes richement dotées en sièges sociaux, par exemple dans la région parisienne, peuvent se permettre des taux inférieurs à la moyenne communale de leurs départements : c'est le cas de Boulogne-Billancourt (8,39 % contre 10,36 %) ou de Versailles (8,87 % contre 12,41 %).

Toutefois, la tendance qui se dessine pourrait être lourde de périls. L'AMGVF redoute maintenant de devoir constater un jour, chiffres en main, que les classes aisées, elles aussi, quittent les villes-centres pour laisser la place à une population pauvre, avec d'importants besoins sociaux. Ce serait alors, peut-être, le début d'une évolution « à l'américaine » : une sorte de scénario catastrophe pour les élus français.

Jean-Louis Andreani

## Une tendance lourde qui s'est accélérée « ces trois dernières années »

L'UNE DES ÉTUDES réalisées par l'AMGVF semble confirmer que le déclin des grandes villes françaises est bien une tendance lourde, inscrite dans la durée. Mais cette tendance, indique-t-on à l'AMGVF, s'est accélérée « ces trois dernières années ». En s'appuyant sur les chiffres de la direction générale des impôts, cette association d'élus publie une étude comparée sur l'évolution des bases de la taxe professionnelle (TP) depuis dix ans dans les grandes villes et les départements.

La moyenne d'augmentation des bases départementales (en francs courants) entre 1987 et 1996 est de 89,63 %. Seules 7 grandes villes (sur 43) atteignent ou dépassent ce seuil : il s'agit de Toulouse (93,16 %), Dijon (90,33 %), Amiens

(89,13 %), Aix-en-Provence (99,33 %), Metz (110,87 %), Boulogne-Billancourt (103,72 %), Versailles (96,10 %). La situation difficile de villes qui n'ont dû, pendant cette décennie, traverser un processus de désindustrialisation se lit aussi dans ces statistiques : les bases de taxe professionnelle ont augmenté dans le Nord de 66,04 %. A Dunkerque, elles n'ont progressé que de 26,69 %.

A six exceptions près (Lille, Dijon, Aix-en-Provence, Metz, Boulogne-Billancourt, Versailles), les grandes villes tirent vers le bas la croissance des bases départementales de taxe professionnelle. Autrement dit, le taux d'augmentation des bases dans la plupart des départements est plus élevé que celui de leurs grandes villes, avec des différences parfois considérables : en Ile-et-Vi-

laine, l'augmentation des taux est de 134,54 %. En retranchant Rennes et ses 71,60 % de progression, le chiffre départemental serait de 158,27 %. Dans la Haute-Vienne, sans Limoges (67,02 %), les bases de TP auraient augmenté, non de 90,46 %, mais de 123,79 %.

En revanche, Lille est bien la « locomotive » du Nord : l'augmentation des bases lilloises est de 69,34 %. Sans elle, le département n'aurait « fait » que 65,69 % au lieu de 66,04 %. De même, l'opulence, jusqu'à une date récente, de Boulogne-Billancourt (103,72 %) a fait monter la moyenne des Hauts-de-Seine de 79,96 % – sans elle – à 82,58 % avec son apport.

J.-L. A.

## La brucellose rôde autour de la race d'Aubrac

### RODEZ

Les responsables des groupements de défense sanitaire ont beau vouloir minimiser l'affaire, arguant du fait que la brucellose bovine est endémique et qu'elle a de tout temps couru la montagne, le mal est bien là, dans les troupeaux, et l'administration départementale de l'agriculture, sensibilisée ici comme ailleurs par le syndrome de la « vache folle », se montre inflexible. Six communes du nord de l'Aveyron, ainsi que leurs voisines cantaliennes et lozériennes ont été déclassées « à risques ». Dans l'Aubrac aveyronnais, on a renforcé la définition du secteur en le classant « zone à surveillance renforcée prioritaire ».

Un arrêté ministériel interdit la vaccination. C'est donc par l'abattage pur et simple de l'animal décelé positif et de l'ensemble du troupeau concerné que doit être éradiquée la maladie. Un remède radical administré « sans concertation avec la profession », estime la Confédération paysanne – in-fuente dans ce département – qui conteste les dispositifs pris au niveau ministériel fin novembre 1996. Responsable du syndicat, Daniel Roux demande l'annulation de cet arrêté et ajoute : « Si cela ne suffit pas, nous irons devant le tribunal administratif. » Une démarche déjà amorcée par les éleveurs du Cantal, à l'initiative du même syndicat, où, depuis 1991, près de deux mille bovins auraient

été abattus. L'aide à l'abattage ne dépassant pas 5 000 francs par tête, la perte en capital est estimée à 30 % de la valeur du cheptel par la Confédération paysanne.

Cette prophylaxie brutale trouble quelque peu la sérénité du Nord-Aveyron. La race Aubrac est principalement touchée par ces dispositions. André Valadier, président de l'Union des producteurs, trouve même, maniant l'ironie, que les vaches d'ici font l'objet de « beaucoup d'égards ». Et pourtant, redevenant sérieux, il se demande bien qui peut en vouloir à cet animal d'Aubrac dont il a été et demeure toujours le fervent défenseur. Il reste tout de même le premier à s'émouvoir du fait que les zones où est appliquée cette prophylaxie sévère soient seulement limitées aux frontières d'une commune : « C'est ridicule ! Parce qu'une bête est porteuse de la brucellose dans un troupeau, on va aller embêter un autre éleveur du même village mais installé à dix kilomètres de là. En revanche, on ne contrôlera pas son voisin dans le troupeau cotoie ses vaches mais qui se trouve dans la commune d'à côté. »

En outre, sur ces hautes terres d'Aubrac, du Cantal et de Lozère où la transhumance est un « trait culturel » autant qu'une habitude pastorale, le voyage vers l'estive est désormais interdit aux troupeaux à risques. La brucellose, elle, ne prend pas ses quartiers d'été.

Elian Da Silva

### DÉPÊCHES

**BUS À PARIS.** Le Conseil de Paris a voté, lundi 3 mars, à l'unanimité moins une abstention écologiste, la création, en 1997, pour la première fois depuis 1945, d'une nouvelle ligne d'autobus dans la capitale (Le Monde du 16 novembre 1994). La ligne 88 partira de la Cité universitaire (XIV<sup>e</sup> arrondissement) pour rejoindre le futur hôpital Georges-Pompidou (XV<sup>e</sup> arrondissement), quai de Javel. D'un coût de 12,625 millions de francs, elle desservira de nouveaux quartiers, comme la ZAC Citroën, de 6 heures à 20 h 30, sauf le dimanche, et permettra des correspondances avec des stations RER et six lignes de métro.

Quatre lignes d'autobus parisiennes vont par ailleurs être prolongées et 15 kilomètres de couloirs d'autobus placés en site propre ou avec une protection renforcée. L'ensemble de ce plan, mis au point entre la ville, la RATP et la préfecture de police, coûtera 36,8 millions de francs.

**TRAMWAY À STRASBOURG.** L'enquête publique sur le projet d'une deuxième ligne de tramway à Strasbourg (ligne B) a débuté lundi 3 mars. Jusqu'au 11 avril, la population de Strasbourg et des trois autres communes intéressées – Schiltigheim, Bischheim et Hoenheim – pourra formuler ses observations sur ce futur trajet, long de 12,2 km, reliant les quartiers ouest et est, avec une bifurcation vers le nord. La première ligne (ligne A), inaugurée en 1994, est en cours de prolongement de 2,8 kilomètres dans la commune d'Ilkirk-Grafensteden.

PROJET

Printemps 1997

## La retraite dans le désordre

Une révolution démographique qui bouleverse le contrat entre les générations. Interroger nos images et nos politiques devant la retraite et la vieillesse.

C. Attias-Dorval, M. Bonnet, A.-M. Guillemaud, M.-E. Joël, J.-M. Hourriez, R. Michel, B. Pujalon, O. Samaoli, A. Villez

En vente dans les grandes librairies.

Le n° : 65 F - étr. 70 F Abt (4 n°) : 250 F - étr. 285 F  
PROJET n° 14, rue d'Assas - 75006 PARIS  
01 44 39 48 48 - Minitel 36 15 SJ\*PROJET

SICAV  
UNIFRANCE

- Orientation : actions et obligations françaises ; éligible au PEA
- Durée de placement : 3 à 5 ans
- Valeur liquidative au 14/02/1997 : 800,32 F

### Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Unifrance sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le jeudi 27 mars 1997 à 14 h 30, 91/93, Bd Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996. La distribution du dividende de la Sicav Unifrance, est prévue le samedi 29 mars 1997.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'UNIFRANCE sur SICAVCOUTE Tél. : 08.36.68.56.55 - Code : 24 (3 unités par min)

SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole



### VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

92 Vente s/foie encheûre au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 13 MARS 1997 à 14 heures

PAVILLON à BOURG LA REINE (92)  
20, rue Cécile Vallet  
de 2 pièces principales avec JARDIN - Contenance : 610 m<sup>2</sup>

MISE A PRIX : 700.000 Frs

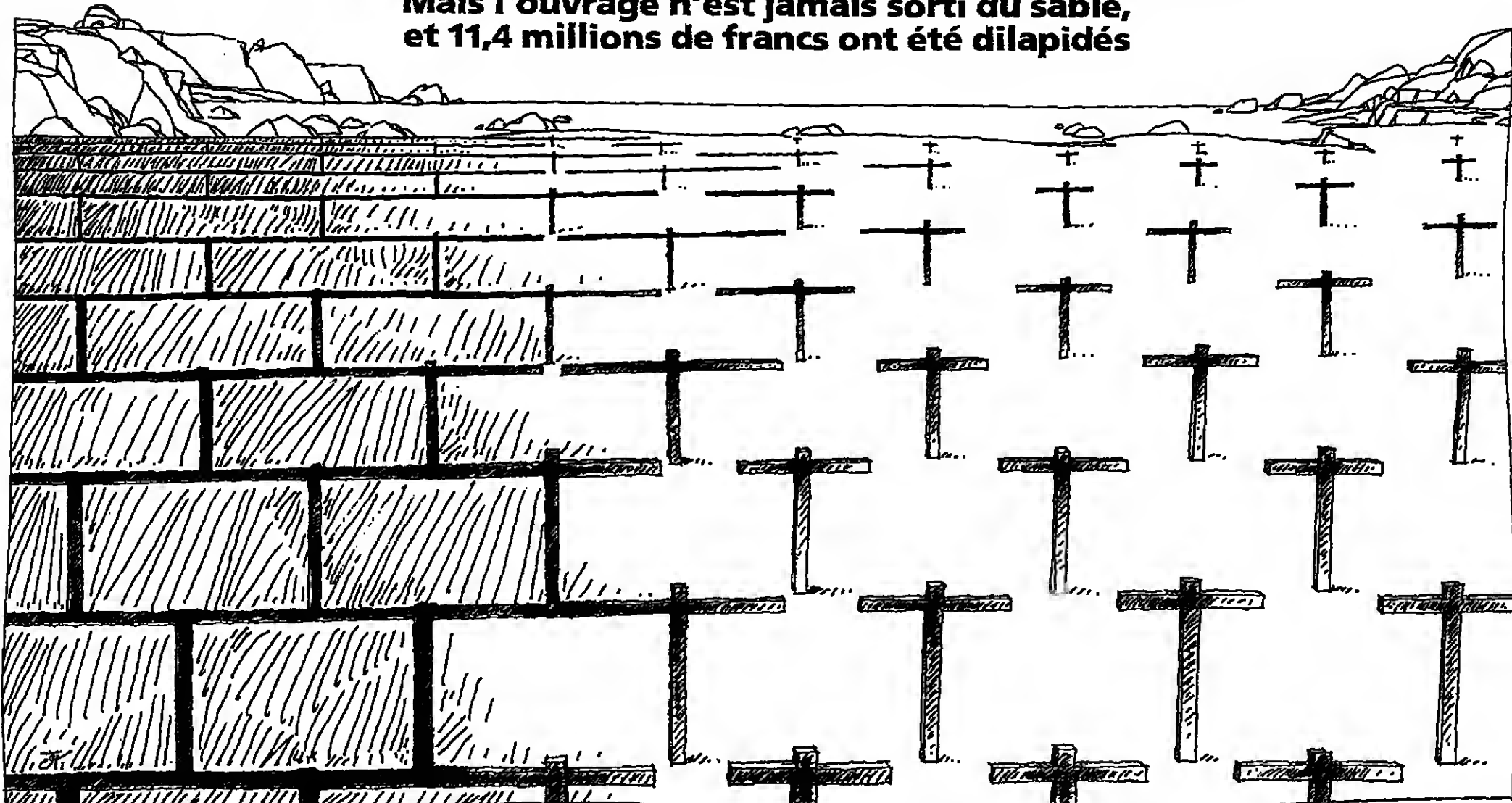
S'adr. à Me C. RANJARD-NORMAND, Avocat à BOIS-COLOMBES (92), 5, rue des Bourguignons - Tél : 01.47.80.75.18  
Me D. FAQUET, Avocat à PARIS (8ème), 12, rue d'Assas  
Tél : 01.53.43.15.52/53 - Sur les lieux pour visiter.

مكتبة الأهل



# L'arnaque du Mur de la liberté

Soixante-sept mille anciens combattants américains ont cotisé pour avoir leur nom sur le mur-mémorial de la bataille de Normandie. Mais l'ouvrage n'est jamais sorti du sable, et 11,4 millions de francs ont été dilapidés



**C** E devait être le mur du souvenir, un témoignage rappelant aux jeunes générations les sacrifices de l'Amérique pour reconquérir la liberté de l'Europe. Parmi les douze millions d'Américains qui portaient l'uniforme en 1945, près de cinq millions ont combattu pour libérer le Vieux Continent. Au-delà des cimetières aux croix blanches qui parsèment les collines de la région de Caen, il fallait un ouvrage qui rende un hommage solennel à tous les vétérans de la bataille de Normandie, morts et vivants, venus d'outre-Atlantique.

Un mur sortirait donc de terre pour que l'épopée du jour J et de l'opération « Overlord » perdure dans les esprits, et il porterait les noms de tous les GI's qui ont participé au débarquement allié, en y laissant leur vie ou leurs souvenirs. Mur en expansion, il grandirait au fur et à mesure que les anciens combattants se manifesteraient en versant leur obole pour en assurer la construction. Il y avait des précédents fameux, comme le Mur d'honneur des immigrants américains d'Ellis Island, en face de Manhattan, qui regroupe plus de 420 000 noms, ou l'émouvant Mur du Vietnam, à Washington, dont le granite noir gravé de 58 000 noms se dresse sur la surface de l'esplanade du Mall.

C'est dans la perspective de l'extraordinaire mobilisation internationale qui a précédé le 50<sup>e</sup> anniversaire du débarquement, en juin 1994, que la Fondation pour la bataille de Normandie (BNF) a été créée, en 1989. Sa vocation est d'aider les Américains à comprendre les causes et les conséquences de la seconde guerre mondiale. Elle est parrainée par une pléiade de personnalités, mais c'est un personnage surtout connu pour son entêtement qui en assume la présidence: Anthony Stout. Avocat, homme d'affaires et lobbyiste de Washington, il dirige Gimcorp, une société de consultants internationaux.

Sous son impulsion, des projets grandioses sont envisagés, comme la création d'un mémorial et d'un jardin du souvenir, la construction du Mur de la liberté, l'organisation d'une exposition itinérante (le Freedom Tour) qui sillonerait les États-

Unis afin d'expliquer aux jeunes pourquoi leurs parents se sont battus pour libérer l'Europe, enfin la création d'un campus américain en Normandie (l'Abbaye d'Ardenne) pour étudier in situ cette page d'histoire. La fondation est financée sur fonds privés, mais elle reçoit le soutien chaleureux du président Ronald Reagan et du Congrès, et les donations ne tardent pas à arriver.

Le projet du mur, en particulier, recueille un vif succès auprès des anciens combattants. Pierre Salingier, l'ancien porte-parole du président John Kennedy et journaliste de la chaîne ABC, est embauché, en 1993, pour sensibiliser les anciens combattants. Il s'acquittera à merveille de sa tâche: son appel télévisé, sur fond de bannière étoilée, ne laisse pas insensibles les vétérans et leurs familles. Comment laisser passer cette occasion de confier à la postérité le nom d'un père ou d'un frère mort au champ d'honneur? D'autant que l'inscription sur le Mur de la liberté ne coûte que 40 dollars (environ 230 francs).

Le projet est établi sur la confiance: qui imaginerait qu'un objectif aussi noble puisse être dévoyé? Ils vont être 67 000 à répondre, et le total de leurs dons dépassera 2 millions de dollars (environ 11,4 millions de francs). Le temps passe: Anthony Stout finance ses projets et semble tenir ses promesses. Du moins le croit-on. Le mémorial, le jardin et l'abbaye d'Ardenne verront le jour tant bien que mal. Mais de Freedom Tour et de Mur de la liberté (celui-ci devait être édifié avant mai 1995), point.

**A** U lendemain des cérémonies du 50<sup>e</sup> anniversaire du jour J, après que des milliers d'anciens combattants se furent inquiétés de l'état d'avancement du mur, un rapide état des lieux est fait: les caisses de la fondation sont vides.

Qu'est devenu l'argent? Nul ne le sait. Aujourd'hui encore, aucun des responsables passés ou actuels de la fondation n'est capable de répondre à cette question. L'affaire du Mur de la liberté reste impénétrable, comme le sont les montages financiers de son flamboyant et étrange président, Anthony Stout. En février 1994, mis sur la sellette, il est contraint d'abandonner ses fonctions au profit de Pierre Salingier, et, en juillet, il quitte le conseil d'administration. « Nous l'avons jeté

dehors, insiste son successeur, et pour cause: il nous laissait une dette de 3 millions de dollars. »

Plusieurs personnalités, tels Robert Dole, candidat républicain à l'élection présidentielle de 1996, et Strom Thurmond, président de la commission des forces armées du Sénat, avaient déjà jugé prudent de démissionner du conseil d'administration de la fondation, insistant pour que les efforts destinés « à rendre hommage à nos vétérans demeurent au-dessus de tout reproche ». En novembre, le General Accounting Office (GAO), organisme fédéral mandaté par le Congrès, publie un rapport d'audit particulièrement sévère. Il confirme l'ampleur du trou financier et met en cause une gestion « précaire » qui jette le doute sur la réalisation des projets envisagés.

Anthony Stout contre-attaque, cite un rapport de Price Waterhouse, lequel montrerait que sa

gestion est « au-dessus de tout soupçon ». Mais le cabinet d'expertise rectifie rapidement: toute interprétation de son étude comme une « exonération de quiconque serait incorrecte ». L'affaire va peu à peu être oubliée, pour rebondir le 23 février, lorsque CBS enfonce le clou avec son émission « Sixty Minutes », laquelle coïncide avec l'annonce de l'ouverture d'une enquête du FBI. La controverse relancée, les principaux témoins ont tendance à prendre leurs distances avec un scandale qui glisse de plus en plus sur le terrain judiciaire.

**« Comment laisser passer cette occasion de confier à la postérité le nom d'un père ou d'un frère mort au champ d'honneur? D'autant que l'inscription sur le Mur de la liberté ne coûte que 40 dollars »**

L'Association du mémorial de la ville de Caen (dont les jardins devaient abriter le mur) a fait savoir, le 25 février, que sa responsabilité ne saurait être engagée « dans une affaire strictement américaine ». Soulignant que les 2 millions de dollars « restent introuvables », les responsables du mémorial se déclarent « scandalisés » et demandent à la fondation d'honorer ses engagements vis-à-vis des vétérans américains, par respect pour leur combat en 1944. Interrogé par le journaliste de CBS Mike Wallace, Anthony Stout affiche une candeur peu convaincante: « Je peux vous dire que ce n'est pas une escroquerie, mais je ne peux en vouloir à tous ces gens qui se demandent où est l'argent. Moi-même, je ne le sais pas. »

Mais les nombreux « désastres » — comme les appelle Pierre Salingier — laissés par Anthony Stout apparaissent aujourd'hui au grand jour. Les cinq PME françaises qui ont participé à la réalisation du jardin du mémorial — lequel a bénéficié d'une dotation indirecte de 3 millions de dollars du Congrès américain — ont été grugées de 500 000 dollars (2,7 millions de francs). Claude Saint-Martin, qui dirige avec son frère l'entreprise Saint-Martin Paysages, ne cache pas son amertume: « Les premiers chèques que nous avons reçus étaient

casernes du Tennessee suffit pour être ancien combattant. Finalement, tout le monde pouvait prétendre avoir son nom sur le mur! »

Les projets d'Anthony Stout peuvent être suivis à la trace: la plupart laissent derrière eux des factures impayées ou une comptabilité douteuse. S'agissant du mur, certains frais ont été engagés pour des « travaux préliminaires »: on parle d'une maquette, des dessins d'un architecte, de frais de souscription, rien en tout cas qui justifierait des déboursements qui, selon Pierre Salingier, se seraient élevés à 800 000 dollars (4,4 millions de francs). Le même flou entoure le projet du Freedom Tour. Ce train de la solidarité américano-européenne devait s'arrêter dans une centaine de villes aux États-Unis. Le chiffre de dix mille à douze mille visiteurs par jour était avancé, ainsi que celui d'un investissement de 5 millions de dollars. Or le train n'a quitté aucune gare. Coût de ce projet avorté? Un autre million de dollars, selon l'ex-colonel Tom Baker, actuel directeur général de la fondation.

Ainsi de la statue d'Eisenhower, érigée à Bayeux et commissionnée par la fondation: le sculpteur Robert Dean attend toujours qu'on lui règle un impayé de 30 000 dollars (165 000 francs). L'abbaye d'Ardenne (dont Pierre Salingier est également le président), située près de Caen, fait meilleure figure, si l'on excepte quelques problèmes de trésorerie. Depuis sa création, quelque cinq cents futurs membres de l'élite américaine y ont appris ce que furent les drames de l'Europe. L'abbaye « devrait survivre », souligne le colonel Baker, du moins si nous parvenons à trouver quelque 200 000 dollars par an pour payer le loyer.

L'enquête du FBI devrait permettre d'évaluer le montant total des fonds collectés et dépensés par la fondation. Les estimations de ses responsables varient entre 77 et 100 millions de dollars (entre 77 et 100 millions de francs). Anthony Stout, souligne Pierre Colmant, vice-président pour la France de la BNF, « est un mégalomane qui tabulait sur des rentrées perpétuelles ».

Chaque projet, renchérit le directeur financier, Stan Kaplan, « était destiné à financer le suivant. Stout gérait la BNF comme s'il s'agissait de la Fondation Ford », menant de front différents projets et employant plusieurs dizaines de per-

sonnes. Ainsi, il n'était pas toujours évident d'établir une distinction entre les projets pour l'anniversaire du D-Day et les affaires personnelles d'Anthony Stout.

**L'**INTÉRESSÉ, aujourd'hui, nie le bloc: il est « surpris » d'apprendre que des entreprises françaises n'ont pas été payées. Ne comprenant pas pourquoi le FBI a lancé une enquête sur ses activités, il émet l'hypothèse d'une « chasse aux sorcières ». Bien que l'explication soit suggérée par tous les témoins, rares sont ceux qui souhaitent accuser explicitement Anthony Stout d'avoir détourné à son profit les dons des vétérans américains. « Nous vivons dans une société procédurière », explique Tom Baker, et je souhaite que nos efforts se concentrent sur la meilleure manière de lever de nouveaux fonds, plutôt que de nous défendre dans le cadre d'un procès en diffamation.

Car, en dépit des apparences, la fondation n'a pas perdu espoir de faire aboutir le projet du Mur de la liberté. Pierre Salingier et Tom Baker ont suscité la création d'un Blue Ribbon Panel, un comité regroupant une quinzaine de personnalités, dont de « riches hommes d'affaires », des généraux en retraite et des membres du Congrès. L'objectif est de collecter suffisamment d'argent pour « effacer » les dettes de la fondation et pourvoir à ses frais de fonctionnement. Bien que le Congrès ait fait la sourde oreille depuis trois ans, les responsables de la BNF poursuivent un travail de lobbying afin de faire voter une dotation budgétaire qui apurerait la trésorerie de la fondation.

Jusqu'à présent, ces efforts n'ont rien donné. Stan Kaplan reconnaît que la fondation n'a encore « reçu aucune réponse [positive] de quiconque ». De temps à autre, un nouveau chèque arrive par la poste. Il rejoint quelque 2 500 contributions du même type, soigneusement rangées dans un tiroir. « Si nous réussissons à construire le mur, assure Pierre Salingier, des centaines de milliers d'autres personnes pourraient se manifester. » En attendant, pour 67 000 vétérans américains, le rêve du Mur de la liberté semble bien s'être enlisé sur les plages de Normandie.

Laurent Zecchini  
Dessin: P.Y.



# Dolly la clonesse, ou les dangers de l'insignifiance

par André Pichot

**L**A manière dont a été présenté au public le clonage d'une brebis, par Ian Wilmut et son équipe, consacre la reconversion de la biologie dans le cirque et la science-spectacle. Contrairement aux affirmations optimistes des auteurs et de divers commentateurs, on peut en effet douter de l'intérêt d'une telle réalisation.

Sur le plan scientifique, elle est censée améliorer notre compréhension de l'embryogénèse et de la différenciation cellulaire. Or, d'une part, il existe depuis longtemps des expériences comparables sur des animaux inférieurs, les amphibiens, et l'utilisation de mammifères n'apporte rien de vraiment nouveau - si ce n'est que ce qui vaut pour les grenouilles vaut aussi pour eux, ce qui était généralement admis.

D'autre part, la manipulation est trop massive pour éclaircir des processus aussi délicats. La médiocrité du rendement trahit l'empirisme de la méthode, et donc la méconnaissance de ce qui a réellement été fait, d'un faible intérêt théorique. Le discours sur la « remise à zéro du programme génétique », « le réveil des gènes en sommeil » et autres métaphores de la même eau, est un simple verbiage destiné à masquer un grand vide scientifique.

En ce qui concerne les applications, la pratique de l'étable ne fait un peu défaut, mais je ne crois pas me tromper en disant que l'agriculture n'a pas besoin de troupeaux composés d'animaux strictement identiques du point de vue génétique - ne serait-ce que parce que les gènes n'ont pas un pouvoir contraignant tel que l'unicité génétique empêche toute variation phénotypique.

Pour la multiplication des animaux en voie de disparition également évoquée par les commentateurs, l'avoue ne pas voir non plus en quoi ce type de clonage serait préférable aux méthodes traditionnelles. J'imagine - car la fréquentation des espèces rares me manque autant que celle du bétail - qu'il est quand même plus fa-

cile pour une course des Pyrénées de porter à terme un embryon provenant d'un ovule bètement fécondé par un spermatozoïde, plutôt que d'un ovocyte énucléé où l'on a transféré le noyau d'une cellule d'épithélium mammaire. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? Seuls les Shadoks se reproduisent ainsi. Et eux, manifestement, ne sont pas en voie de disparition.

En fait, la seule application que semble avoir ce clonage est la copie à l'identique, et ainsi la multiplication, via des mères porteuses, d'animaux transgéniques qu'on a eu beaucoup de difficultés à produire - l'opération marche mal chez les animaux supérieurs - et dont on craint que les descendants

la puissance d'une science parfaitement maîtrisée, ce genre d'opérations traduit la dérive d'une discipline qui a choisi d'exercer ses difficultés théoriques - pour ne pas dire « ses impasses conceptuelles » - en multipliant les applications, ou les pseudo-applications, de préférence spectaculaires. Faute de maîtriser ses concepts, elle se répand en bricolages qu'elle ne maîtrise pas mieux, mais qui donnent un semblant de légitimité à ses affirmations. La loi du genre veut alors qu'on aille toujours plus loin : le bricolage appelle le bricolage (ou le rafistolage) ; le spectacle exige la nouveauté et la surenchère.

Le génie génétique agricole n'a pas rempli tous les espoirs, notam-

ment économiques, que les généticiens avaient mis en lui. Ce n'est pas le malheur mais transgénisme dont on nous rebat actuellement les oreilles qui permettra de me contredire. On est alors monté d'un cran, en passant à l'homme, avec la promesse de mirifiques thérapies géniques, promesses dont on voit mal comment elle pourrait être tenue, et qui n'a guère débouché que sur le diagnostic prénatal et l'avortement, avec le risque de dérives eugénistes. Sans parler, en France, d'un financement par la charité publique qui frise l'escroquerie.

On a beau multiplier les découvertes de gènes de maladies ou de prédispositions héréditaires, le public se lasse de la répétition du même schéma : découverte du gène d'une maladie, promesse de thérapie à venir, puis plus rien ;

alors, découverte du gène d'une autre maladie, espoir de thérapie, et de nouveau plus rien ; et ainsi de suite. De cette manière, on a déjà épuisé la mucoviscidose, la myopathie, l'IX fragile, le diabète, la chorée de Huntington, l'hémophilie, la maladie de Parkinson, l'obésité, l'ataxie de Friedreich, le cancer du sein, de la prostate, etc. J'en oublie les neuf dixièmes, et on peut s'attendre, pour septembre et en prévision du Téléthon de décembre, à l'habituelle collection d'automne de gènes et de pathologies héréditaires.

Pour nous faire patienter, voilà un nouveau numéro, Dolly la clonesse, ses deux mères et son absence de père. Avec « frissons garantis » - le danger d'une extension à l'homme. Faut-il rappeler ici que la génétique a un lourd passé dans le domaine des applications humaines abusives (Inhumaines conviendrait mieux) ? On souhaiterait pour elle - et pour nous - un avenir plus léger.

Ce petit jeu de la surenchère ne peut durer éternellement. La prolifération des bricolages spectaculaires, voire dangereux, souvent inaboutis et pas toujours intéressants - ni sur le plan scientifique ou médical ni sur le plan économique - ne masquera pas très longtemps la profonde vacuité théorique de la biologie moderne.

Plutôt que de se disperser en ces prétendues applications - applications de quoi ? puisqu'il n'y a pas de théorie digne de ce nom -, les biologistes devraient peut-être revenir à une recherche plus fondamentale, et seulement ensuite se préoccuper d'en appliquer les résultats bien établis.

Plus que jamais, la boutade de René Thom est d'actualité : « En biologie, il pourrait être nécessaire de penser. » Deux fois plutôt qu'une : travailler les concepts, et réfléchir aux conséquences de ce qu'on fait.

André Pichot est chercheur au CNRS en épistémologie et histoire des sciences.

## Mythe et réalité

par Jean-François Mattei

**S**UR le plan scientifique, le clonage réussi chez une brebis constitue une avancée considérable de la biologie cellulaire. C'est en effet la première fois qu'une cellule différenciée ooblie sa spécialisation réputée définitive pour retrouver toutes les potentialités de la cellule embryonnaire initiale capable de constituer un être entier.

Ce seul résultat est révolutionnaire. Il permettra de mieux comprendre les mécanismes du développement, les causes de certaines malformations et maladies génétiques ainsi que le déterminisme des cancers développés chez l'enfant et l'adulte à partir de cellules ayant toutes les caractéristiques des cellules embryonnaires. Les conséquences peuvent donc être extrêmement bénéfiques pour la santé de l'homme.

Au-delà de l'aspect strictement expérimental, on devine les applications éventuelles chez l'animal. Il devient en effet possible de reproduire à l'identique des animaux remarquables pour une qualité particulière, qu'il s'agisse de laine, de lait ou de viande ou même des animaux transgéniques produisant une protéine à effet thérapeutique.

Sous réserve d'une éthique animale qu'il convient de ne pas oublier, on comprend les implications économiques dans des secteurs utiles à l'homme. Il s'agit d'un progrès indiscutable si l'on sait correctement l'utiliser.

Même si la technique encore balbutiante demande à être confirmée, ce qui prendra du temps, l'éventuelle application du clonage à l'homme doit être envisagée. L'homme étant un mammifère comme les autres, ce qui est réalisable chez une brebis l'est en théorie chez l'humain. Les problèmes changent alors fondamentalement de nature et mélangent mythe et réalité.

Le mythe est celui de l'immortalité qui accompagne l'homme depuis le fond des âges dans son désir de devenir Dieu. L'idée de pouvoir se reproduire à l'identique pour continuer de vivre après sa mort au moyen de son clone devient possible, suscitant plus de panique que d'espoir : le mythe devient terreur lorsqu'il paraît soudain réalisable.

Chacun réalise que, sans la mort, la vie perdrait tout sens et sombrerait dans un insupportable ennui. Que serait cet autre moi-même reproduisant image et silhouette mais ayant perdu la mémoire, l'expérience et tout ce qui constitue la conscience ? Un autre moi qui ne serait pas moi. On peut cloner sans doute un patrimoine génétique, on ne peut pas cloner une conscience.

Plus les mécanismes biologiques sont élucidés, plus l'homme se rebelle pour affirmer que c'est ailleurs que se situe le fond de son humanité. Dès lors le clone devient un traître puisqu'il est un autre sous le masque d'une silhouette empruntée. Décidément je ne vois pas qu'on puisse appliquer la technique du clonage à l'homme. Elle est contraire à sa nature singulière, elle est incompatible avec l'idée même de la personne associant corps et esprit.

Quant à la possibilité de recourir au clonage pour vaincre la stérilité, ce peut être un thème intéressant pour film fantastique, mais elle ne correspond en rien à la réalité. Imagine-t-on un homme stérile devenant le père du clone de sa femme ou réciproquement ? Cette idée est aussi absurde que celle de l'être clonal servant de réservoir d'organes pour une éventuelle greffe. Pour autant sommes-nous protégés comme il convient d'un acte de folie qui transgresserait l'interdit ? La France s'est dotée dès 1994, après une longue réflexion de plus de dix ans, d'un ensemble de dispositions législatives pour assurer le respect du corps humain et encadrer l'utilisation des progrès de la biologie et de la médecine. Ces textes constituent déjà, de mon point de vue, l'assurance que le clonage ne peut être appliqué chez l'homme dans notre pays.

Pour protéger l'homme, c'est aux conséquences des techniques qu'il faut s'intéresser, davantage qu'aux techniques elles-mêmes. Par prudence et compte tenu de l'évolution rapide des connaissances, il a été décidé que ces dispositions législatives seront réexaminées en 1999. Il est donc indispensable qu'une réflexion s'engage dès à présent pour déter-

Même si la technique encore balbutiante demande à être confirmée, ce qui prendra du temps, l'éventuelle application du clonage à l'homme doit être envisagée. Mais je n'en vois pas la possibilité

miner les modifications éventuellement nécessaires. Pour autant, les dispositions purement françaises ne sauraient suffire, et la France devrait prendre des initiatives au niveau européen et international.

Notre pays devrait d'abord s'engager activement pour accélérer la ratification de la Convention bioéthique élaborée par le Conseil de l'Europe afin de définir au niveau européen un socle de valeurs communes concernant l'homme. Il existe encore dans certains domaines des divergences importantes qu'il convient de supprimer.

Sur le plan international, la France devrait proposer de compléter la Déclaration des droits de l'homme. Nous vivons aujourd'hui la révolution scientifique, et, deux siècles après, d'une révolution à l'autre, il est nécessaire de préciser quels sont les nouveaux droits et devoirs de l'homme face aux progrès de la science.

Cette démarche devrait aller de pair avec une initiative de la France en direction de l'Organisation des Nations unies. Tous les pays sont impliqués par la réflexion éthique dans le champ biomédical.

L'élaboration d'une charte de bioéthique me semble éminemment souhaitable. Il s'agit d'interroger la conscience universelle.

Jean-François Mattei est professeur de pédiatrie et génétique médicale, membre du Comité consultatif national d'éthique, député (UDF) des Bouches-du-Rhône.

fine pellicule des leaders et des dealers, de gruger la feu classe moyenne qui déconvoit, heureuse, les lendemains angoissés, de propager les net que le monde attend évidemment pour son salut.

Beroanos est mort, alors, bien sûr, Roger Cohen écrit à tombeau ouvert : que le monde roule le plus vite possible, pourvu qu'il ne sache pas vers quoi... à moins qu'il le sache, secrètement ? Ah ! j'allais oublier le must : je vous écris sur ma machine d'import branchée sur le web... et je crois que j'ai une souris, si, si !

Marc Wegner, Grenoble

## A quand un statut de société européenne ?

par Etienne Davignon et Bruno Roger

**D**ANS les couloirs de Bruxelles rôde le fantôme de la société européenne. La mise en place d'un statut de société européenne semble s'éloigner alors que la création d'une monnaie européenne, ô combien plus complexe, devrait voir le jour avec le calendrier que l'on connaît. Les blocages rencontrés au conseil des ministres européen depuis maintenant sept ans en sont la cause.

L'absence d'un tel statut est d'autant plus paradoxale que l'idée en est ancienne. La première initiative française date de 1959. Elle a abouti en 1967 à une proposition adoptée en 1970 à Bruxelles. De 1970 à 1982, un travail intense a été réalisé, aboutissant à de nouvelles propositions faites en 1989 et 1991.

Dès l'origine, les pères de la construction européenne avaient compris la difficulté d'un marché commun devenu unique sans que les entreprises implantées dans plusieurs Etats membres disposent d'un statut uniforme.

Aujourd'hui, il demeure juridiquement impossible de fusionner des entreprises exerçant des activités dans plusieurs pays européens. Le seul moyen d'y parvenir est de procéder à l'acquisition d'une société par une autre, le plus souvent par offre publique d'achat. Cela aboutit à des constructions complexes, reposant sur la mise en œuvre de holdings sans réalité économique. Au bout du compte, les coûts de structure s'élèvent et les entreprises sont conduites à entretenir des rapports de domination. Cela n'est ni sain ni conforme à l'idéal européen.

Il est également paradoxal de constater qu'un certain nombre de grands groupes européens vont

adopter une présentation de leurs comptes en euro alors qu'aucun statut de société européenne n'existe.

Cette création de l'euro contribuera, certes, à renforcer l'Union européenne mais ne suffira pas à relever les défis des sociétés américaines et asiatiques, qui sont nos concurrents en Europe et dont

**Aujourd'hui, il demeure juridiquement impossible de fusionner des entreprises exerçant des activités dans plusieurs pays européens**

nous sommes les concurrents dans le reste du monde. Il est primordial, dans cette perspective, que nos sociétés disposent dans un ensemble unifié de souplesses d'action identiques.

Une des disparités majeures entre nos entreprises et les sociétés américaines ou japonaises, reste la taille, quelle que soit l'activité (industrie, transports, services, finances). Nous avons aujourd'hui un handicap par rapport aux grands groupes japonais ou américains. Il convient de le combler rapidement par la création d'une société européenne.

La société européenne devrait se constituer :

- soit par voie de fusion de sociétés anonymes existant dans au moins deux Etats membres, la société européenne étant soit une société nouvelle, soit une société nationale transformée ;

- soit sous forme de holding à partir de sociétés existantes, cette holding européenne détenant des participations majoritaires ou minoritaires dans des sociétés présentes dans les différents Etats ;

- soit par constitution d'une filiale ad hoc regroupant les actifs détenus hors de l'Etat d'origine ;

- soit par transformation d'une société nationale en société européenne dès lors qu'elle dispose d'actifs diversifiés en Europe.

Ainsi, toutes les formes classiques et usuelles de création de sociétés seront prévues, n'excluant aucune voie et offrant aux stratégies des grands groupes les modes de coopération et de rapprochement auxquels les législations modernes les ont accoutumés.

L'identité européenne et la vocation internationale de la société européenne devront, dans tous les cas, être assurées. Les entreprises ne pourront avoir accès à ce statut qu'à condition d'avoir leur siège réel ou leurs activités dans au moins deux Etats membres de l'Union européenne. La diversité géographique européenne devra être le critère de base pour que ce type de société assure réellement son objet intracommunautaire.

Beaucoup d'autres questions subsistent. La plus importante est liée à la participation des salariés à la gestion de l'entreprise.

C'est sur ce point très sensible pour nos partenaires allemands qu'aboutissent, depuis plusieurs années, les discussions. Les responsables politiques et sociaux allemands craignent, en effet, que

les systèmes de protection des salariés dans les organes de direction des sociétés allemandes ne soient supprimés ou simplement rendus facultatifs.

Pour diverses raisons, le Danemark, le Luxembourg, l'Autriche et les Pays-Bas partagent ces préoccupations.

Des voies de compromis, explorées actuellement à la demande de la Commission par un groupe d'experts à haut niveau, existent, semble-t-il et l'Allemagne a marqué, à maintes reprises et sur des enjeux beaucoup plus ou aussi cruciaux que celui-ci, son attachement à la construction européenne. On peut donc espérer et progresser avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Le grand espoir né il y a trente ans deviendra une illusion perdue si les entreprises ne se mobilisent pas davantage autour de ce projet et laissent, comme c'est le cas actuellement, l'affaire entre les mains de la Commission et des experts, même si les uns et les autres se seront beaucoup battus pour qu'existe un nouveau statut.

Tous les groupes européens concernés, petits ou grands, doivent faire entendre leur voix pour que, à bref délai, la société européenne voie le jour et qu'ainsi nous soyons en mesure de renforcer notre modèle économique et social autour de l'euro.

Etienne Davignon est président de la Société générale de Belgique et ancien vice-président de la Commission des Communautés européennes.

Bruno Roger est associé-gérant de Lazard Frères Paris et « managing director » de Lazard Frères New York.

كتاب النحل



# Mythe et réalité

S

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / MERCREDI 5 MARS 1997 / 13

## Il est prudent de retenir

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

« MONT-*LA D'ISSUS* et tu verras Montmartre ! » Le tourisme vit de points de vue : cap Sounion, Empire State, place Rouge, Trinité-des-Monts. A Paris : Tour Eiffel, Beaubourg, une station de métro, Pigalle. Le voyageur fait le plein de coups d'œil. Il en rapporte des photos de groupe et des conclusions hâtives. Manque l'invisible, l'impalpable. La fracture sociale, par exemple. « Vous l'avez vue, vous, la fracture sociale ? » Eh bien, c'est devenu possible. Non pas dans les périphéries, que les circuits organisés évitent comme Hadem le soir, mais au beau milieu du Paris monétaire, à une portée de guitare du Forum des Halles. Une baguette de cuivre entre les pavés pourrait matérialiser l'endroit, aussi précisément que le tracé du méridien zéro à l'Observatoire de Greenwich.

D'un côté, l'église Saint-Eustache. Deux cents à trois cents personnes y font la queue, chaque soir. De l'autre, le silence discipliné pourrait les faire prendre pour des amateurs de musique sacrée, en attente d'un récital de Cantates, mettons, de Gospels. De près, on s'aperçoit que les portes sont closes. Seul reste faiblement éclairé le parvis, où s'élèvent des fumées de cuisine roulante, des relents de bouillon. Une pancarte pendue aux grilles prévient, en lettres venues, d'ailleurs, du dimanche : « Soupe Saint-Eustache ».

Bon nombre de convives ont la voix cassée, le cheveu raidi, le pantalon en vrille et la face tuméfiée des dormeurs en plein air. Nos « frères de couleur » et quelques punkes gentiment inquiétants forment un contingent propre à effaroucher les beaux quartiers tout proches. Mais on voit aussi se glisser des nouveaux pauvres. On les reconnaît à ce qu'ils n'ont pas encore l'air de ce qu'ils sont, à leur embarras de suoter leurs barquettes gratuites de riz en rasant les murs – cette gêne d'être vus, qui sert si bien d'alibi à notre honte de voir, et prendra au misérable « je ne savais pas ! » des lendemains de barbarie.

A moins de 100 mètres de là, comme protégés par le coude inespéré de la rue Coquillière, se succèdent quelques-uns des restaurants les meilleurs et les plus coûteux de la capitale, avec leurs odeurs iodées de fruits de mer à 488 francs le plateau (2 pers.), leurs amoureux de luxe qui se dévorent des yeux entre deux ballons de vin rare, leurs bruits étouffés d'assiettes gracieuses et de débiteurs de cartes bleues.

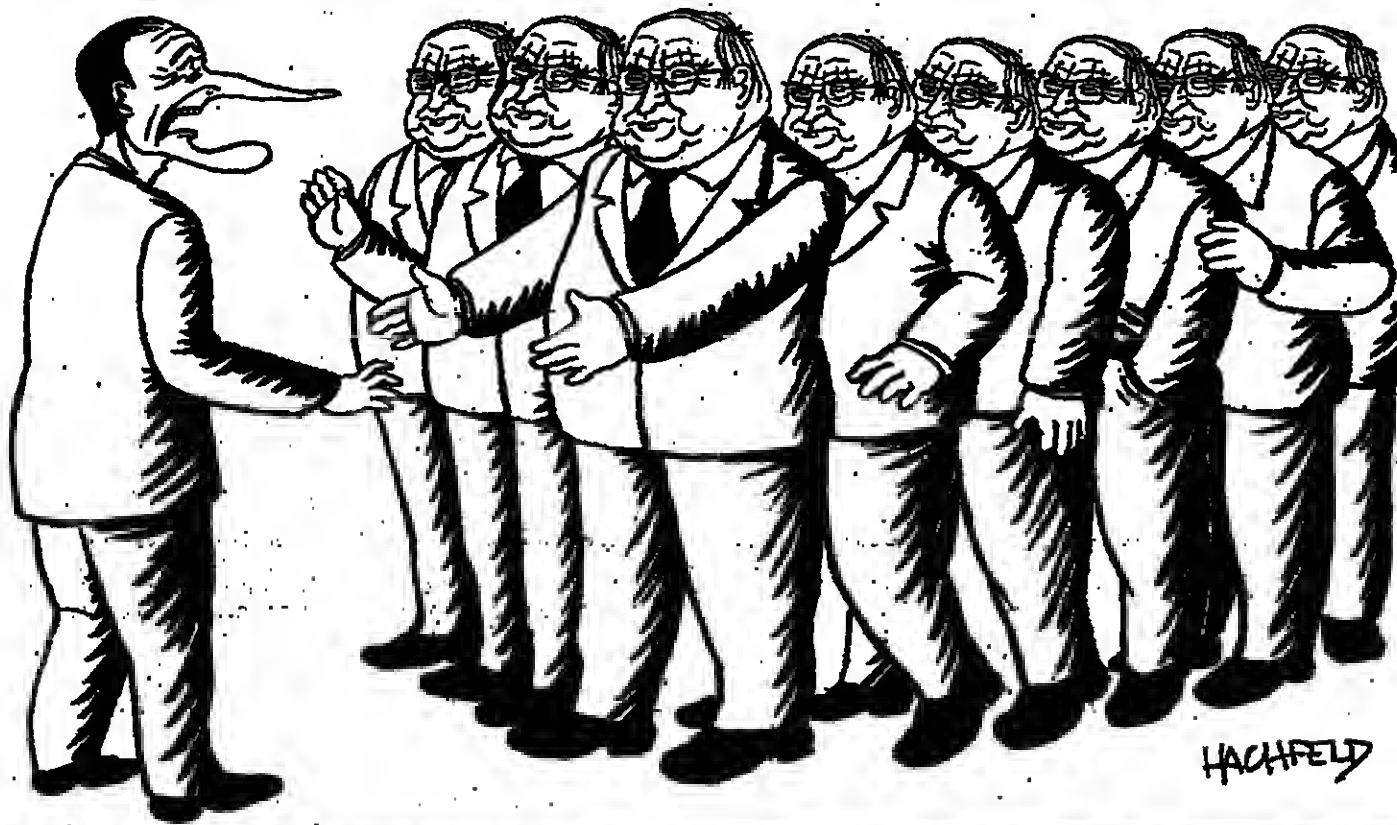
Vieux contraste, diriez-vous ! On le ressent à Plaka ou à la Puerta del Sol, lorsque des enfants mendians tendent vers nos mets de choix leurs menottes luisantes de crasse, ou qu'ils y jettent des yeux creux à vous couper l'appétit, bientôt chassés par le gérant – qui a

une réputation à tenir, malgré tout. J'ai souvenir d'un palace d'Istanbul où ces regards de reproche, qui sont les mêmes à toutes les latitudes de la pauvreté, apparaissent entre les pilotes de la terrasse, encadrés de mèches humides, et dans des éblouissements où entrait de la joie. Pour réclamer son dû, l'avant-garde du Sud affamé avait nagé depuis la rive asiatique du Bosphore, perdue dans la nuit... Vieux face-à-face pour belles âmes vite oubliées, en effet ; sauf que, cette fois, il a lieu au cœur de la Ville Lumière !

La xénophobie montante n'est pas seule à évoquer le spectre des années 30. La multiplication des Restos du cœur et des soupes populaires complète le tableau, de lugubre mémoire. En plein Paris, des gamelles tintent chaque soir dans une lumière de guerre et un lourd silence, comme à Berlin en 1934 ; au même moment où s'échafaudent et s'expatrient plus que jamais, il faut quand même le rappeler, des fortunes rapides, immenses.

Les jeteurs de discrédit facile n'ont plus besoin de convoquer en banlieue chaude les intellectuels-de-salon, la gauche-caviar, le Centre-Marie-Antoinette, ou la droite-compteur-en-Suisse : la crise et ses détresses noires sont désormais visibles depuis les terrasses illuminées du Pied de cochon. Il est prudent de retenir.

## Génération spontanée par Hachfeld



## La santé publique en jachère

Suite de la première page

« Les responsables de la santé publique s'intéressent aujourd'hui de plus en plus, en France comme dans la plupart des pays industrialisés, à la mortalité prématurée, peut-on lire dans le rapport. Cette-ci est définie le plus souvent comme celle qui survient avant l'âge de soixante-cinq ans. L'espérance de vie à la naissance dépassant actuellement en France soixante-douze ans pour les hommes et quatre-vingts ans pour les femmes, les décès qui se produisent avant l'âge de soixante-cinq ans peuvent en effet être considérés comme prématurés. »

Si l'on excepte la mortalité survenue avant l'âge d'un an, et dont les causes sont spécifiques, les décès prématurés dans les années 88-90 concernaient, chaque année, plus de 120 000 personnes en France, soit environ 25 % de l'ensemble des décès. Cette proportion est très différente selon le sexe. Elle dépasse 30 % chez les hommes et n'atteint pas 15 % chez les femmes.

« L'intensité de la mortalité prématurée est plus élevée en France que dans les pays européens voisins », soulignent les auteurs du rapport. La surmortalité française, plus accentuée pour les hommes que pour les femmes, a progressé depuis dix ans. Ainsi, le paradoxe français est-il de présenter une espérance de vie élevée, en particulier celle des femmes qui se situe au second rang mondial, et une mortalité prématurée défavorable.

Pour les auteurs du rapport, il est clair qu'une partie de cette mortalité s'avère « évitable ».

« Plus de la moitié des décès survenant entre un et soixante-quatre ans sont dus à des cancers dont la maîtrise ne nécessite généralement ni connaissances médicales supplémentaires ni équipements nouveaux. On peut associer à chaque cause de décès évitable une modalité d'action qui serait la plus efficace pour la prévenir. Deux catégories d'actions ont été déterminées. La première porte sur la modification de certains comportements, en particulier l'alcoolisme, le tabagisme, la conduite routière ; la seconde concerne l'amélioration de la prise en charge des personnes par le système de soins, en particulier la prévention de certaines pathologies par le dépistage. »

Le rapport note encore que « les actions visant à modifier les comportements individuels concernent environ les deux tiers des décès évitables, et celles visant à améliorer la prise en charge de patients, l'autre tiers ». Pour le dire plus simplement, des dizaines de milliers de décès surviennent avant soixante-cinq ans pourraient être évités par des actions portant plus sur les facteurs de risques individuels.

duels (notamment sur les consommations de tabac et d'alcool) que sur des actions sur le système de soins. Or ces facteurs de risques individuels sont très largement conditionnés par l'organisation sociale.

## Pour les auteurs du rapport, il est clair qu'une partie de cette mortalité s'avère « évitable »

La puissance publique dispose dans ce domaine de larges pouvoirs. Le gouvernement de Michel Rocard et le Parlement l'avaient compris, qui, en 1991, s'étaient engagés avec la loi Evrin, dans une politique courageuse visant à réduire les incitations publicitaires à la consommation des produits les

plus toxiques pour la santé humaine. Cette loi devait malheureusement être « assouplie » en 1994, et, depuis, les gouvernements successifs ont laissé ce domaine en jachère.

La crise de la « vache folle », après les affaires de l'anémie, du sang ou de l'hormone de croissance contaminés ainsi que les angioles collectives sur la qualité de l'alimentation font que l'actuel gouvernement entend bâtir une organisation cohérente de la veille et du contrôle sanitaire. D'autres tâches, tout aussi importantes, l'attendent, qui consisteront notamment à engager une véritable politique anti-tabac et à ne pas poursuivre la nécessaire restructuration du tissu hospitalier et de l'offre de soins sans y associer des objectifs sanitaires régionalisés.

Les « tableaux de bord régionalisés » qui nous sont fournis aujourd'hui constitueront, à l'avenir, le plus fidèle indicateur de la volonté des pouvoirs publics d'œuvrer au service de la santé collective.

Jean-Yves Nau

## RECTIFICATIFS

### ART CONTEMPORAIN

Dans un article consacré au rapport de la Cour des comptes sur la situation des musées en France (Le Monde du 19 février), nous avons écrit que « pour la Cour, les raisons historiques ne suffisent pas à justifier le nombre considérable des œuvres non localisées, notamment pour le Fonds national d'art contemporain (FNAC) : en 1990, sur 5 895 œuvres déposées en province par le FNAC, un millier étaient disparues, détruites ou non retrouvées ».

En fait, le rapport indique que, « d'une opération de vérification portant sur la localisation des œuvres déposées en principe, il est

ressorti que, pour 2 100 dépositaires de 17 148 œuvres, 652 seulement, soit 31 %, ont répondu et ont fourni des informations sur 5 895 œuvres, dont un millier étaient disparues, détruites ou non retrouvées ». Cette vérification n'a donc pas porté sur 5 895 mais sur 17 148 œuvres.

Par ailleurs, la Délégation aux arts plastiques au ministère de la culture précise que le FNAC gère « plus de 60 000 œuvres réparties dans 3 080 localisations, sur lesquelles sont malheureusement passées deux guerres mondiales ».

### LE NOUVEAU GUIDE MICHELIN

Dans l'article consacré à l'édition 1997 du guide Michelin (Le Monde du 4 mars), il fallait lire que

le guide « a longtemps prôné le modèle du chef-propiétaire et avait failli sanctionner (et non pas avoir sanctionné) un Paul Bocuse devenu globe-trotter ». D'autre part, le restaurant de Marc Veyrat est le « Veyrat » d'Erland à Veyrier-du-Lac (Haute-Savoie). Il est coté trois étoiles, de même que l'établissement dirigé par Paul Bocuse à Colonges-au-Mont-d'Or (Rhône).

### SARL

Dans l'article intitulé « De l'usage de l'homme de paille en entreprise » (Le Monde du 20 février), nous avons mal développé le sigle SARL : il fallait bien entendu lire « société à responsabilité limitée » et non pas société anonyme à risque limité.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## Pour une Europe sociale

On a beau chercher mille excuses à Louis Schweitzer, le patron de Renault, qui a fait annoncer à la sauvette, la semaine passée, la fermeture de son usine de Vilvorde en Belgique, aucune n'emporte la conviction. On a beau se dire qu'il a forcément les yeux rivés sur son compte d'exploitation ; on a beau se souvenir que de méchantes rumeurs en Bourse l'ont sans doute contraint d'annoncer dans la précipitation d'inevitables suppressions d'emplois, il reste que sa décision, dans sa brutalité, aura de lourdes conséquences : les anti-européens de toutes obédiences ne pouvaient rêver qu'on leur rende meilleur service, tant le comportement de Renault dément l'ambition sociale de la construction européenne.

Mais faut-il incriminer seulement M. Schweitzer ? An-dé-là de Renault et de son image, c'est la France et sa crédibilité qui sont en cause ; la France qui n'a eu de cesse, de François Mitterrand à Jacques Chirac, de répéter massivement le même message : il y a deux conceptions possibles de l'Europe. D'un côté, l'Europe des marchands et du libre-échange, celle du capital, qui fait pen de cas du travail, une Europe inhumaine qui alimente toutes les craintes dont, en France, se nourrit le Front national ; de l'autre, une autre conception de l'Europe, plus équilibrée, qui fait autant de cas du progrès social que de son union monétaire. Le 25 mars 1996, dans Libération, M. Chirac avait d'ailleurs

trouvé les mots justes pour évoquer cette Europe-là : « L'idée européenne, disait-il, doit susciter le désir, la confiance, l'espérance (...). Oui, il est temps de définir un véritable modèle social européen. »

A la première alerte, que se passe-t-il ? Alors que le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, saisit la Commission de Bruxelles pour vérifier le respect par Renault de la législation sociale européenne, la France reste muette. Pas un mot du président de la République ni d'un membre du gouvernement, comme si tous avaient opportunément oublié que l'Etat français, avec 48 % du capital, reste le principal actionnaire de l'ex-Régie.

Paradoxalement, ce sont les syndicats qui ont repris le flambeau européen. Hier adepte du « *Produisons français* », la CGT est entrée aujourd'hui en campagne pour orchestrer une mobilisation transfrontalière. Cette réaction de solidarité n'est certes pas dénuée d'arrière-pensées : la France, elle aussi, sera affectée prochainement par le plan de restructuration de Renault. Mais que les organisations ouvrières inscrivent leurs revendications dans une démarche européenne, n'ayant des solidarités dépassant les égoïsmes nationaux, ne peut être qu'une bonne nouvelle pour l'Europe.

Après le coup de semonce de Vitrolles, le gouvernement français serait bien avisé d'y réfléchir : l'Europe ne sera acceptée que si elle est aussi sociale et démocratique.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani  
Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Développement : Alain Baudry, directeur général  
Vice-président : Jean-Marie Colombani

Directeur de la rédaction : Fabrice Pignatelli  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-François Lemerle, Robert Solé  
Rédaction en chef : Jean-François Lemerle, Bruno de Cuiry, Pierre Grognet, Laurent Grognet, Erik Izraelowicz, Michel Kahan, Bertrand Le Gendre  
Directeur adjoint : Dominique Reynette  
Rédacteur en chef technique : Eric Azam  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Motivateur : Thomas Fournier  
Directeur technique : Erik Pignatelli / Directeur délégué : Anne Chazotte  
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat / Directeur des relations internationales : Daniel Verrier

Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Bernès-Méry (1964-1967), Jacques Fauriol (1967-1982), André Lemaire (1982-1985), André Poulletier (1985-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Date de la société : 10 ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 100 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Périodique

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### L'épuration aux Etats-Unis

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes, Le Monde n'a pas paru du vendredi 14 février au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le numéro daté 30 janvier 1947.

UN NOMBRE de plus en plus grand d'Américains inclinent à penser que la démocratie ne se maintiendra pas seulement par ses propres vertus, et qu'il faut dès maintenant prendre les mesures nécessaires pour éliminer les poisons totalitaires. Aussi bien, à la première session du 80<sup>e</sup> Congrès, de nombreux projets de loi ont été déposés, qui annoncent une campagne d'épuration dirigée à la fois contre le racisme militant et les communistes.

En effet l'année 1946 a été marquée par une recrudescence du terrorisme raciste. Dans le Sud, les élections se sont accompagnées

d'actes de violence et de lynchages qui ont causé la mort de nombreux Noirs. A l'origine de ces lynchages on retrouve le fameux Ku Klux Klan dont la réapparition n'a pas semblé inquiéter les autorités.

Parallèlement à l'action contre le racisme, le Congrès envisage d'épurer l'administration de ses éléments communistes ou réputés tels. Le Parti républicain reprend avec force les accusations portées jadis contre les promoteurs du New Deal, qui auraient favorisé l'infiltration des « rouges ». C'est sans doute pour enlever aux républicains cet excellent argument électoral que le président Truman a institué une commission dite de « loyauté », qui doit juger du « bon esprit » des fonctionnaires fédéraux.

Henri Pierre  
(30 janvier 1947.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

الحكمان الشامل



**PRIVATISATION** Le cahier des charges de la privatisation de gré à gré du groupe d'électronique de défense Thomson-CSF est quasiment bouclé. Afin de répondre au souhait

gouvernemental d'un regroupement la plus large possible dans la défense, il devrait autoriser la présentation d'offres conjointes.

● L'OFFRE présentée par Alcatel Alsthom, en association avec Dassault et Aerospatiale, correspond à cette définition. ● SELON LE QUOTIDIEN *La Tribune* du 4 mars, le schéma retenu par les trois groupes verrait Alcatel Al-

sthom acquérir entre 51 % et 70 % de Thomson-CSF. Dassault Industries prendrait entre 10 % et 15 % et Aerospatiale entre 7 % et 10 %.

● UN TOUR DE TABLE unique autour de Thomson-CSF ne paraît pas d'actualité, malgré la récente rencontre entre Serge Tchuruk, président d'Alcatel, et Jean-Luc Lagardère, également candidat au rachat de Thomson-CSF.

## Alcatel remanie son offre avec Dassault et Aerospatiale sur Thomson-CSF

Le groupe dirigé par Serge Tchuruk répond aux critiques selon lesquelles Aerospatiale, entreprise publique, ne peut pas prendre part à une privatisation. Le nouveau schéma prévoit que Thomson-CSF lui apporte ses missiles et prenne une participation à son capital

LE CAHIER des charges de la privatisation de Thomson-CSF est pratiquement prêt. Marcel Roulet, le PDG du groupe d'électronique militaire et professionnel, qui a obtenu d'être associé à sa préparation, a le projet de document en main, et devait l'évoquer lors du conseil d'administration du groupe, mardi 4 mars. Le texte, qui fait encore l'objet de discussions interministérielles, sera ensuite soumis à la commission de privatisation. Une publication de son avis au *Journal officiel* est prévue vendredi 7 mars, au plus probablement en début de semaine prochaine.

Ce document précise, sur le plan juridique et financier, le cadre fixé par le communiqué du gouvernement du 19 février annonçant son choix en faveur d'une vente de gré à gré, avec cahier des charges, des 58 % du capital de Thomson-CSF contrôlés par l'Etat, via la holding publique Thomson SA. Afin de répondre au souhait gouvernemental d'un regroupement le plus large possible des capacités industrielles dans la défense, le projet de cahier des

charges autorise la présentation d'offres conjointes avec un chef de file.

L'offre élaborée par Alcatel Alsthom, en association avec les groupes Dassault et Aerospatiale, correspond à cette définition. Une offre dont la teneur se précise. Selon le quotidien économique *La Tribune* du 4 mars, le schéma retenu aujourd'hui par les trois groupes verrait Alcatel Alsthom acquérir entre 51 % et 70 % de Thomson-CSF. Dassault Industries prendrait entre 10 % et 15 % et Aerospatiale entre 7 % et 10 %. Le personnel de Thomson-CSF se verrait attribué 5 % du capital, le solde demeurant coté en Bourse (42 % des actions de Thomson-CSF sont actuellement dans le public).

La direction d'Alcatel Alsthom ne souhaitait, mardi 4 mars au matin, faire aucun commentaire sur ce schéma. Dans un entretien au *Monde*, le 8 février, Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel Alsthom, s'était contenté d'indiquer que son groupe entendait être l'actionnaire de référence de Thomson-CSF, avec une part du

capital substantielle. La direction d'Alcatel Alsthom n'entendait pas non plus commenter les informations données par *La Tribune* sur le volet industriel du projet. Sans pour autant souhaiter démentir un schéma trop précis pour être complètement faux.

● **ÉLARGIR ET DÉVELOPPER**

Le nouveau montage élaboré par les trois groupes prévoit que Thomson-CSF apporte ses activités missiles (3 milliards de francs) à Aerospatiale et non l'inverse comme on avait pu le croire suite aux déclarations de M. Tchuruk, qui avait indiqué vouloir « élargir et développer » Thomson-CSF et être « contre un démantèlement, à quelques rectifications près ». La direction de Thomson-CSF indique qu'elle veillera à ce que l'intégrité du groupe soit préservée, conformément aux vœux des pouvoirs publics. En échange de l'apport de son activité missiles, Thomson-CSF pourrait acquérir des actions d'Aerospatiale, ou de l'ensemble Aerospatiale-Dassault Aviation, si cette fusion était bouclée au

préalable. Ce système de participations croisées serait une réponse aux critiques nées de l'entrée d'Aerospatiale dans le projet d'Alcatel Alsthom, selon lesquelles une entreprise publique n'est pas fondée à participer à une privatisation. Par ailleurs, un apport des satellites et des missiles d'Aerospatiale à Thomson-CSF, comme prévu au début, dépourrait définitivement ce

groupe de toute activité industrielle, compte tenu de la transformation en cours du GIE Airbus en une future société indépendante.

Cette proposition ne représente néanmoins que l'état actuel de la réflexion de l'alliance constituée autour d'Alcatel Alsthom. Elle peut encore évoluer, tout comme celle de son rival Lagardère. Seule la version définitive

du cahier des charges permettra aux industriels d'arrêter leurs projets. La formulation du document sur la préservation de l'intégrité du groupe sera donc à regarder de près.

Dans ce contexte, l'idée de la constitution d'un tour de table unique autour de Thomson-CSF ne paraît toujours pas d'actualité même si, comme l'a révélé la *Lettre de l'Expansion* du 3 mars, et conformément aux vœux d'Alain Juppé, Serge Tchuruk et Jean-Luc Lagardère, l'autre candidat au rachat de Thomson-CSF, se sont rencontrés pour évoquer cette possibilité.

C'est, indique-t-on de source proche du dossier, M. Lagardère qui aurait fait les premiers pas, face à un Serge Tchuruk peu enclin au dialogue. Il aurait ainsi décliné l'offre faite par son rival de récupérer les activités de télécommunications militaires de Matra et de Thomson-CSF, laissant le champ libre au groupe Lagardère pour la reprise du reste de Thomson.

A.-M. R. et Ph. L. C.

### Un rival potentiel pour Matra-Bae

Que le pôle « missiles » du projet de reprise de Thomson-CSF par Alcatel Alsthom-Aerospatiale-Dassault soit logé chez le groupe à privatiser, comme cela semblait être le cas dans la première version de l'offre, ou chez Aerospatiale, comme y songent désormais les trois partenaires, l'idée est de constituer un ensemble qui puisse faire pièce à l'alliance Matra-British Aerospace (Matra-Bae). Le joint-venture à 50/50 franco-britannique, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 8 milliards de francs, est le numéro un européen du secteur.

Elle domine face à trois concurrents : Thomson-CSF (3,3 milliards de francs), Aerospatiale (4 milliards de francs) et l'allemand DASA (3 milliards de francs), ces deux derniers étant déjà très proches. En se regroupant, Thomson et Aerospatiale espèrent aussi attirer le groupe allemand. Ce dernier, qui souhaite fortement s'arrimer à un partenaire, a plusieurs fois déclaré qu'il attendrait la privatisation de Thomson-CSF avant de se décider.

## La Belgique va porter l'affaire Renault-Vilvorde devant la justice

BRUXELLES

de notre correspondant  
Alors que Renault a annoncé mardi 4 mars la suppression en France en 1997 de 2 764 postes et le reclassement de 1 032 postes, le lundi 3 mars a été marqué en Belgique par une mobilisation à tous les niveaux contre la décision de fermer le site de Vilvorde, près de Bruxelles. De fournir des chaînes de montage vides manifestant à Bruxelles, jusqu'au premier ministre belge Jean-Luc Dehaene, qui est intervenu au journal de 20 heures de France 2, en passant par les états-majors syndicaux réunis aux échelons nationaux et européens pour organiser la riposte, tout le monde était sur le pont. Le roi Albert II a également tenu à montrer l'intérêt qu'il porte à cette affaire en recevant le ministre des affaires sociales, M<sup>me</sup> Miel Smet.

La journée avait commencé par une assemblée générale des travailleurs de Vilvorde, tenue à l'aube, au moment théorique de la prise de service, qui a décidé la poursuite de

l'occupation des locaux. Ensuite, les salariés sont montés dans quatre-vingts cars pour se rendre à la manifestation prévue à Bruxelles. Celle-ci, partie du Parc du Cinquantenaire, a longé les immeubles abritant les institutions européennes et s'est dispersée à la limite du « secteur neutre » où se trouvent le Parlement et les ministères. Les travailleurs de Vilvorde, où se mêlaient à égalité les foudrards rouges du syndicat socialiste FGTV et verts du syndicat chrétien CSC, formaient le gros des quatre mille manifestants. Ils avaient été rejoints par une forte délégation d'ouvriers des Forges de Clabeco, entreprise sidérurgique

me en faillite en raison, notamment, de l'interdiction faite par la Commission européenne de poursuivre les aides publiques à l'entreprise.

L'accrochage entre Karel Gacoms, leader syndical des métallurgistes du Brabant flamand, et Roberto D'Orazio, chef charismatique des sidérurgistes de Clabeco, prenait valeur de symbole, car les divergences de méthode entre le flamand sévère et opiniâtre et le bouillant italo-belge sont bien connues du monde syndical belge. En tête, une grande banderole en flamand dénonçait « L'Europe cinquième sociale ». Ceux qui étaient venus dans leur Renault avaient collé la dénomination célèbre affichée : « Ceci est ma dernière Renault. Et vous ? »

### Le marché français recule de 24,6 % en février

Tous les chiffres sont décidément en train de virer au rouge pour l'automobile en France. Après la chute de 33 % du mois de janvier, le marché automobile français a enregistré un nouveau recul, de 24,6 %, des immatriculations de voitures neuves en février, selon les chiffres publiés le 3 mars par le comité des constructeurs (CCEA). Le marché ne se remet toujours pas de la disparition des primes à la casse qui avaient stimulé les ventes les années précédentes.

Comme en janvier, Renault, à -19,7 %, est moins touché par la baisse que son concurrent PSA Peugeot - Citroën (-29,4 %). La firme an losange a limité les dégâts grâce à sa politique commerciale agressive et au succès de sa nouvelle gamme Megane. La situation des marques importées est tout aussi contrastée. Volkswagen (-15 %) et Opel (-11,6 %) tirent leur épingle du jeu ; en revanche, Ford (-26,8 %) et surtout Fiat (-44,9 %), qui avaient bien profité des primes à la casse l'an dernier, souffrent particulièrement du retournement de conjoncture.

## elf gabon

### ELF GABON COMMUNIQUE

Le Conseil d'administration de la Société Elf Gabon s'est réuni le 28 février 1997 et a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1996.

Elf Gabon a enregistré un résultat bénéficiaire de 135,9 Millions de Dollars US contre 84,3 Millions de Dollars US en 1995. Cette hausse résulte du redressement des prix du brut, du maintien de la production à un niveau élevé et de la poursuite des actions entreprises en matière de réduction des coûts.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée le 5 juin 1997, de distribuer un dividende net de 30,00 Dollars US par action au titre de l'exercice 1996 contre 16,50 Dollars US par action au titre de l'exercice 1995. Compte tenu de l'acompte de 8,25 Dollars US par action déjà versé en décembre 1996, le solde proposé sera donc de 21,75 Dollars US par action, payable en Francs Français (ou contre-valeur Francs CFA) sur la base du cours du Dollar US au jour de l'Assemblée Générale.

Par ailleurs, le Conseil d'Elf Gabon a été informé de la décision du Conseil de CIPH de procéder à la liquidation de cette Société dont Elf Gabon détient 65% du capital. Dans ces conditions, le Conseil d'Elf Gabon proposera en Assemblée Générale que la quote-part sur le produit de cette liquidation revenant à Elf Gabon soit intégralement versée aux actionnaires d'Elf Gabon en 1997 sous la forme d'un dividende exceptionnel prélevé en partie sur les réserves. Ce dividende exceptionnel, qui sera fixé ultérieurement, est d'ores et déjà estimé à environ 335 Millions de Dollars US sur la base d'un cours de 5,70 Francs Français par Dollars US, à répartir sur les 4 500 000 actions existantes, soit environ 75 Dollars US par action.

Enfin, les actionnaires d'Elf Gabon, résidents fiscaux français, sont informés que ces deux dividendes ainsi que les dividendes futurs n'ouvrent droit qu'à un crédit d'impôt limité au montant retenu à la source au Gabon et, de ce fait, d'un niveau très faible.

### NON-RESPECT DES RÈGLES

Les autorités belges ont confirmé leur intention de porter l'affaire devant les instances judiciaires nationales et internationales, estimant que les règles d'information des travailleurs en cas de licenciements collectifs n'ont pas été respectées. Il s'agit de deux directives de l'Union européenne dont le commissaire Karel Van Miert, ancien président du Parti socialiste flamand, considère que le constructeur français n'a pas tenu compte. Il s'agit également d'un « code de bonne conduite » de l'OCDE en matière de fermeture d'usines et de licenciements.

En agissant ainsi, les autorités belges ne se font pas d'illusions sur la capacité du pouvoir judiciaire de contraindre Renault à revenir sur sa décision : les amendes prévues sont dérisoires aux regards des économies attendues de la fermeture du site. Mais cette initiative, selon M. Dehaene, vise à imposer une « concertation » au constructeur français. Sur France 2, le premier ministre a demandé « que l'on recherche une alternative et que l'on n'en vienne pas à cette fermeture de but en blanc, que nous ne comprenons pas (...). Nous espérons que le débat de fond puisse avoir lieu, que cette décision puisse être revue et que l'on puisse restaurer Renault-Vilvorde dans l'ensemble Renault ».

Les syndicats cherchent à élargir le mouvement de protestation. Les travailleurs de Vilvorde annoncent des « actions-surprises » avant la manifestation des travailleurs du secteur automobile du 7 mars. Cette mobilisation devrait s'amplifier jusqu'à la « marche arc-en-ciel » pour la défense de l'emploi à Bruxelles, le 16 mars.

Luc Rosenzweig

Lire aussi pages 28 et 29 et notre éditorial page 13

## Pourquoi les boursiers aiment les plans sociaux

LES SALARIÉS qui pleurent, la Bourse qui rit. A l'annonce d'un plan social, les actions des entreprises concernées flambent souvent en Bourse, ce qui en choque plus d'un. Le jour où Renault a annoncé la fermeture de l'usine de Vilvorde, vendredi 28 février, l'action s'est envolée de 13 %, entraînant dans son sillage celle de son concurrent PSA Peugeot Citroën, dont le cours a bondi de 7,3 %.

Lundi 24 février, c'est l'action du Club Méditerranée qui avait bondi de 21 % après le remplacement son président Serge Trigano par Philippe Bourguignon, ancien patron d'Eurodisney, et l'annonce de la fermeture de sept villages sur 114, qui devraient se traduire par des suppressions d'emplois. Le 19 juin 1996, au lendemain de l'annonce de 2 600 suppressions d'emplois chez Moulinex, l'action avait gagné 17 %.

Cette réaction boursière est logique. Qui dit plan social, dit surtout restructuration et réduction des coûts, donc hausse des bénéfices à long terme de l'entreprise, qui seuls intéressent les boursiers. « Chez Renault, le problème est évident : il faut à la fois baisser les coûts de production et les prix de vente pour regagner des parts de marché », explique Jean Borjès, directeur du bureau d'études de la société de bourse Pnatton.

Les entreprises qui licencient brutalement ont souvent réalisé un parcours boursier exécrable. L'action Moulinex, qui a doublé en un peu plus d'un an, n'a progressé que de 32 % depuis 1990, alors que les actionnaires de Seb ont multiplié leur mise par 6,4. Renault, toujours sous son cours de privatisation de 165 francs, a fait perdre à ses actionnaires 12 % de leurs économies, pendant que la Bourse de Paris progressait de 46 %. L'action du Club Méd ne vaut aujourd'hui que 420 francs, loin des 780 francs atteints début 1990.

Après des années de mauvaise gestion, ces groupes se sont enfoncés en Bourse et un rebond est logique lorsque les dirigeants changent enfin de stratégie. « Si Renault avait géré au fil du temps les problèmes, on n'en serait pas là », accuse Felix Bogliolo, représentant à Paris du cabinet de conseil financier Stern Stewart. « Les patrons attendent beaucoup trop pour régler les problèmes. Cela fait dix ans que l'on dit qu'il y a une ou deux grandes marques de trop en Europe. Pendant ce temps, le capital souffre. Au lieu de régler la crise en douceur, on est obligé d'y aller au scalpel. »

Parfois, la Bourse se réjouit un

peu trop vite. De décembre 1993 à avril 1994, l'action Club Med avait bondi de 307 à 444 francs, suite à un premier plan de restructuration qui s'est révélé insuffisant. L'action Alcatel Alsthom, qui valait plus de 900 francs début 1994, a perdu, en septembre 1995, 13 % de sa valeur, à 428 francs, lorsque Serge Tchuruk a révélé ses 25 milliards de pertes et un résultat semestriel plus mauvais que prévu. Les boursiers ont déçu, que prévu. Labinal avait baissé en Bourse en 1994 après l'annonce d'un plan social : les investisseurs s'étaient rendus compte de difficultés insoupçonnées pour cette entreprise qui, selon eux, n'avait pas su résoudre ses problèmes à temps. Depuis, les cours se sont envolés. Rien n'est encore joué chez Renault. « Pour avoir une rentabilité normale du capital investi, ce n'est pas la simple usine de Belgique qu'il faut fermer, mais trois ou quatre équivalentes », estime Jean Borjès. « Si Renault ne se restructure pas, elle finira par disparaître, comme l'UAP mangée par Axa », renchérit M. Bogliolo.

### MÉRIANÇE

Certains investisseurs spéculent sur ces entreprises en difficulté. Pnatton a ainsi réalisé, à la demande d'investisseurs américains, une étude sur les « sociétés ayant des programmes de restructuration », parmi lesquelles figurent Axa, Rhône-Poulenc, Fochiney, Alcatel Alsthom et Moulinex. Les prochains plans sociaux attendus par les boursiers se situent dans les secteurs financiers. « Le jour où la BNP s'attaquera enfin à ses problèmes de surcapacité, les cours s'envoleront. En revanche, les licenciements chez l'UAP sont déjà anticipés par la Bourse. S'il n'y a pas de plan social, les cours baisseront », explique un dirigeant d'une société de Bourse française.

Les gestionnaires « pères de famille » se méfient des groupes en restructuration. « Je n'ai pas d'action Renault, Club Med ou Moulinex. Nous n'investissons que dans des entreprises qui vont bien et qui ont de la visibilité », explique Pierre Fabre, qui gère un petit fonds commun de placement, P&B Finance. Mieux vaut investir dans des valeurs de croissance, comme L'Oréal ou Carrefour. Leur développement leur permet d'éviter de recourir à des licenciements massifs, même si elles font des efforts de productivité.

Arnaud Leparmentier

مكتبة النجف



## Les marchés financiers d'Europe du Sud sont dans une zone de turbulences

La lire italienne est tombée, lundi 3 mars, à son plus bas niveau depuis trois mois face au mark

Les devises italienne, espagnole et portugaise ont subi d'importantes secousses, lundi 3 mars. Elles se reprenaient légèrement mardi matin.

Les craintes d'un report de l'Union monétaire ont été nourries par des rumeurs faisant état d'une nouvelle envolée du chômage outre-Rhin.

au mois de février, qui compromettrait le respect par l'Allemagne des critères de convergence fixés par le traité de Maastricht.

LES INCERTITUDES grandissantes sur le respect du calendrier de l'Union monétaire font monter la tension sur les places financières européennes. Les marchés d'Europe du Sud ont connu une évolution très heurtée, lundi 3 mars. Avant de se reprendre en milieu d'après-midi, la lire italienne est tombée, dans la matinée, jusqu'à un cours de 1 004 liras pour 1 mark, son niveau le plus bas depuis son retour dans le système monétaire européen (SME), au mois de novembre dernier. Les devises espagnole et portugaise ont, elles aussi, subi des secousses.

Pour expliquer ces turbulences, certains observateurs mettaient d'abord en avant l'impact négatif de la tempête politique provoquée par la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde en Belgique, qui souligne, selon eux, le manque de solidarité à l'intérieur de l'Union et qui, par là même, fragilise le processus

de construction monétaire européenne. Cette affaire, d'autant plus significative et inquiétante qu'elle concerne deux États supposés appartenir au « noyau dur » de la future zone euro, pourrait être exploitée par ceux qui pensent que l'Europe n'est pas mûre, sur le plan politique, pour posséder une monnaie commune.

### « CONVERGENCE »

Les informations publiées dans le quotidien allemand *Bild* selon lesquelles les statistiques du chômage outre-Rhin, qui seront publiées jeudi 6 mars, indiqueraient une nouvelle envolée du nombre de demandeurs d'emploi (+120 000) ont également accru les doutes des opérateurs sur la capacité de l'Allemagne à respecter les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht. Une dégradation supplémentaire du marché de l'emploi compromettrait l'objectif du gouvernement allemand de ramener le déficit public à 2,9 % du produit intérieur brut fin 1997, alors que la limite autorisée se situe à 3 %.

Les difficultés budgétaires allemandes alimentent, depuis plusieurs jours, les rumeurs de report de l'Union monétaire, à la demande de Bonn et de Francfort. Le vice-premier ministre britannique, Michael Heseltine, les a confortées en jugeant « possible », lundi, un lancement différé de l'euro. Jeudi 27 février, Jean-Pierre Gétard, membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, avait affirmé, dans un entretien accordé à l'agence financière Bridge News, qu'il préférerait « personnellement un retard de l'Union monétaire plutôt qu'une absence de l'Italie ».

Le scénario d'un report inquiète les investisseurs internationaux qui, depuis le début de l'année 1996, ont massivement placé leurs capitaux à

Rome, Madrid et Lisbonne, convaincus d'une participation rapide des pays du Sud à la zone euro. Le mouvement de « convergence », selon l'expression des spécialistes, qui en a résulté est aujourd'hui remis en cause : l'écart de taux à long terme entre l'Italie et l'Allemagne, qui s'était réduit à 1,5 % début janvier, est remonté à plus de 2 %.

« Les rumeurs sur les marchés d'un report de l'UEM sont infondées », a affirmé lundi Alexandre Lamfalussy, le président de l'Institut monétaire européen (IME). Elles « sont si ridicules que je ne peux pas les comprendre », a, pour sa part, déclaré le président de la Bundesbank. Interrogé sur le peu d'empressement que montrerait l'Allemagne à accepter l'Italie dans l'Union monétaire, Hans Tietmeyer a par ailleurs répondu : « C'est complètement faux. Je serais ravi de voir l'Italie adhérer à l'Union monétaire, mais il lui faudra respecter les critères ».

Les experts doutent que ces démentis suffisent à ramener durablement le calme sur les marchés fi-

nanciers. Car à la volonté d'apaisement des banquiers centraux d'Europe du Nord s'oppose la détermination accrue des dirigeants politiques du Sud. En visite en France, le premier ministre portugais António Guterres a mis en garde, lundi, contre le « terrorisme statistique » de ceux qui « croient qu'il y a une incompatibilité entre [la] latinité et le fait de maîtriser les finances publiques ».

« Une union monétaire européenne sans les pays latins est inconcevable », avait affirmé de son côté, dimanche, le président du conseil italien, Romano Prodi. La crainte actuelle des opérateurs est que les tensions naissantes sur les marchés d'Europe du Sud ne dégénèrent en une crise monétaire de grande ampleur sur le Vieux Continent, s'étendant à la parité franc-deutschmark. L'annonce, jeudi, de mauvaises statistiques du chômage en Allemagne et d'un statu quo de la Bundesbank sur ses taux directeurs pourrait, à cet égard, précipiter les événements.

Pierre-Antoine Delhommeais

## Hausse de 7,2 % du chiffre d'affaires de l'aéronautique française en 1996

EN 1996, L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE ET SPATIALE FRANÇAISE a enregistré un chiffre d'affaires de 108,4 milliards de francs, en hausse de 7,2 % par rapport à l'année précédente. Le marché civil représente 59 % de ces activités, et, pour la sixième année consécutive, le secteur militaire s'inscrit en baisse. Le chiffre d'affaires à l'exportation, soit 58,1 milliards de francs, fait un bond de 27,9 % avec les livraisons d'Airbus et celles de Mirage 2000-5 à Taiwan. De leur côté, les prises de commandes ont atteint 118,4 milliards de francs, en augmentation de 13,5 %, mais, là encore, les commandes militaires subissent un déclin de 9,6 % - à cause du marasme du marché national - quand les commandes civiles progressent de 28,9 %. A l'exportation, les prises de commandes civiles augmentent de 55,1 % et les contrats militaires (notamment dans les missiles et les hélicoptères) sont en hausse de 38,6 %. L'industrie aéronautique française en 1996 occupait 96 000 personnes, compte tenu de la suppression de 1 500 postes.

### DÉPÊCHES

■ EDF : Electricité de France a dégagé un résultat net de 1,87 milliard de francs en 1996, après prélèvement de l'Etat (1,5 milliard) et la reprise d'une provision pour contentieux avec l'Urssaf (2,5 milliards) pour un chiffre d'affaires de 191,1 milliards. Avant ces prélèvements, le bénéfice atteint 5,9 milliards, soit plus du double de 1995.

■ FERROVIAIRE : le groupe franco-britannique GEC Alsthom a acquis 60 % du capital de Konstal, producteur polonais de wagons de marchandises et de tramways à Chorzow, dans le cadre du programme de privatisation polonaise.

■ MITSUBISHI : le constructeur automobile japonais a cédé sa filiale américaine de location de voitures Value Rent-a-Car pour 175 millions de dollars au groupe HFS, propriétaire de l'enseigne Avis aux Etats-Unis.

■ AT&T : l'exploitant téléphonique américain envisage une chute de 30 % de ses bénéfices cette année. Il a annoncé le 3 mars un programme de réduction de ses coûts de 2,6 milliards de dollars sur deux ans. Au premier trimestre 1997, le bénéfice net par action devrait être inférieur « de moins de 10 % » au résultat du dernier trimestre 1996.

■ AIR FRANCE : le syndicat UGICT-CGT (personnels navigants commerciaux) a appelé, lundi 3 mars, les boteuses et les stewards d'Air France Europe à se joindre, mercredi 5, à la grève des personnels au sol, pour protester contre la fusion d'Air France et de l'ex-Air Inter.

### Vif rebond du dollar

Le dollar s'inscrivait en forte hausse, mardi matin 4 mars, cotant 1,7050 mark, 5,7510 francs et 121,95 yens. Le billet vert était soutenu par la publication, la veille, aux Etats-Unis, de plusieurs indicateurs soulignant la vigueur de l'économie américaine.

Les dépenses des consommateurs ont augmenté de 0,7 % au mois de janvier alors que les revenus des ménages ont progressé de 0,3 %. Par ailleurs, les dépenses de construction ont crû de 0,4 %, alors que les analystes anticipaient un recul de 0,2 %. Ces statistiques renforcent la probabilité d'un prochain relèvement des taux directeurs américains, qui augmenteraient la rémunération des dépôts libellés en dollars.

## Jean Arvis devrait présider la Fédération des assurances

LES MEMBRES du bureau de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) devaient désigner, mardi 4 mars, le successeur de Denis Kessler à la tête de l'organisation professionnelle. C'est sans enthousiasme que le nom de Jean Arvis, soixante et un ans, président du groupe Monceau et conseiller du président de l'assureur américain AIG, a finalement été retenu. M. Arvis est loin de faire l'unanimité au sein des sociétés d'assurance anonymes et encore moins parmi les mutuelles, les deux groupes représentés à la FFSA. Au-delà des critiques, plus ou moins objectives, dont il fait l'objet de la part de certains membres du bureau, c'est surtout le fait qu'il soit le candidat de Claude Bébear, patron d'Axa-UAP qui a allégué les réserves à son égard. Depuis la fusion entre Axa et l'UAP, le poids du nouveau groupe dans cette instance professionnelle est écrasante. L'arrivée de l'un de ses fidèles ne peut que le renforcer encore.

Tout aura pourtant été fait pour éviter cette issue que beaucoup jugent préjudiciable à l'image de la FFSA. Pour empêcher que le dossier ne s'enlise dans une guerre de tranchées sans fin entre les patrons de sociétés d'assurance, Denis Kessler avait mis au point un système de grands électeurs. Jean-Philippe Thierry (Athea), Antoine Bernheim (Generali) et Antoine Jean-court-Gallignani (AGF) pour les sociétés anonymes et Christian Sastre (Groupe Azur), Alain Templeaere (Aréas-Cma) et Bernard Delas (Groupama) se sont retrouvés, lundi soir, à dîner sous la présidence de Denis Kessler pour définir le ou les noms qu'ils proposeraient le lendemain au bureau. Las, la liste n'était pas longue : Jean-Jacques Bonnaud, l'ancien président du GAN, Paul Mentré, ancien président du Cré-

dit national, et Jean Arvis. Si le premier espérait décrocher le poste, on comprend l'hésitation des professionnels à choisir une personnalité qui a été vertement remerciée il y a trois mois par Jean Arthus, le ministre de l'économie. Le second avait pour principal atout d'être giscardien - comme Claude Bébear - mais n'est pas vraiment un familier de l'assurance. Jean Arvis a, de ce point de vue, les références nécessaires : entré dans le métier en 1962, il fut successivement directeur général du Gan (1979 à 1986) puis du groupe Victoire avant d'en devenir le président de 1989 à 1992. Il a en outre la grande qualité de n'être pas énarque, ce qui avait déjà poussé Claude Bébear et Denis Kessler, en 1994, à militer, sans succès, pour sa candidature à la présidence des AGF.

### DÉPART PRÉCIPITÉ

Le départ précipité pour Axa de M. Kessler - réélu en décembre 1996 pour théoriquement trois ans - et l'impossibilité de laisser le siège vacant ont ouvert la voie à M. Arvis. Cette solution ne satisfait personne : ni certains patrons de sociétés anonymes, comme Didier Pfeiffer (Gan) ou Antoine Jeacourt-Gallignani (AGF) qui ne se sont pas montrés prêts à s'opposer à leurs pairs au moment où leurs maisons traversent - pour des raisons différentes - une période de trouble. Encore moins les mutuelles, Christian Sastre et Alain Templeaere ayant en vain plaidé pour une solution intérimaire.

Les membres du bureau devaient voter Jean Arvis par défaut. Mais la durée du mandat de M. Arvis sera raccourcie à vingt et un mois - jusqu'à fin 1998 - contre trois ans traditionnellement.

Babette Stern



## Etes-vous sûr que tous les talents de votre entreprise travaillent en harmonie ?

Chaque entreprise est une fabuleuse mine de talents. Le défi, c'est de savoir les faire travailler en harmonie. Avec son expérience unique en stratégie, technologie,

organisation et ressources humaines, Andersen Consulting peut vous aider à rassembler toutes les énergies de votre entreprise en les dirigeant vers un objectif commun.

Car, aujourd'hui, savoir orchestrer ses compétences, c'est réussir.

**ANDERSEN CONSULTING**

Pour plus d'information, visitez notre site sur le web à <http://www.ac.com>.



■ L'OR a ouvert en baisse, mardi 4 mars, à Hongkong. L'once de métal précieux s'échangeait à 360,30 dollars, contre 360,20-360,40 dollars la veille en clôture.

■ LA BOURSE DE TOKYO, après avoir perdu plus de 500 points, a fait l'objet d'une chasse aux bonnes affaires mardi. L'indice Nikkei a repris 135,65 points (0,74 %) à 18 564,78 points.

■ LE DOLLAR progressait face au yen mardi à Tokyo. En fin de journée, le billet vert s'échangeait à 121,63 yens, contre 121,25 yens à New York lundi soir.

■ LES COURS DU PÉTROLE BRUT ont débuté en baisse lundi à New York. Le baril de référence a perdu 5 cents à 20,25 dollars. À la veille du week-end, il avait perdu 59 cents.

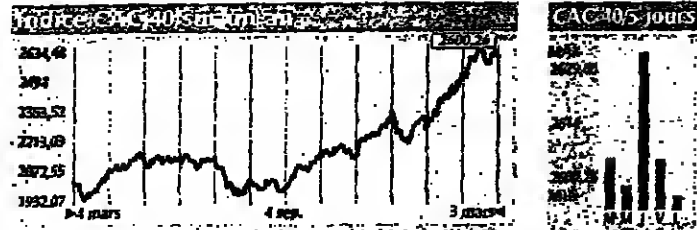
■ LE THAI STOCK INDEX, principal indicateur de la Bourse de Bangkok, est tombé à son plus bas niveau depuis deux semaines en perdant 3 % après la reprise des cotations.

## LES PLACES BOURSILIÈRES

## Paris renoue avec la hausse

APRÈS AVOIR CÉDÉ du terrain au cours des deux dernières séances, la Bourse de Paris renouait avec la hausse mardi 4 mars dans le sillage du marché obligataire. En progression de 0,96 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une avance identique une heure plus tard. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises s'appréciaient de 1,02 % à 2 626,76 points. Le volume des échanges sur le règlement mensuel s'élevait à 5,1 milliards de francs dont 2,4 milliards sur les valeurs composant l'indice CAC 40.

Les opérateurs notaient que la bonne tenue du dollar contribuait largement à l'amélioration de la tendance du marché parisien. Le billet vert, qui valait un peu moins de 5,73 francs lundi en fin de journée, dépassait les 5,76 francs au cours des premiers échanges et cotait 5,76 francs à la mi-journée. Par ailleurs, les intervenants restent optimistes sur l'évolution du marché dans les jours qui viennent dans l'attente des statistiques du



chômage aux États-Unis en février, qui seront publiées vendredi. Du côté des valeurs, Dassault Electronique gagnait 5,7 % à 700 francs. Salomon qui avait forte-

ment baissé la veille, engrangeait 3,7 % à 423 francs. Seb se reprenait gagnant 2,6 % après avoir abandonné plus de 6 % la veille à la suite de résultats 1996 jugés décevants.

## Lagardère, valeur du jour

LE TITRE Lagardère a continué de se rapprocher de son plus haut niveau de 186 francs atteint au mois d'octobre 1996. Lundi 3 mars, l'action a gagné 1,79 %, à 171 francs, dans des transactions portant sur 353 000 titres. Selon les observateurs, le groupe Lagardère bénéficie de nouvelles spéculations selon lesquelles il pourrait être choisi pour reprendre Thomson-CSF. D'autres estimaient que même si le groupe Lagardère n'obtenait pas Thomson-CSF il ne se

rait pas forcément marginaliser et que le groupe pourrait rebondir en nouant d'autres alliances, avec Daimler-Benz notamment.



## Reprise à la Bourse de Tokyo

DES RACHATS de valeurs bancaires ont soutenu la cote, mardi 4 mars, à la Bourse de Tokyo et un affaiblissement du yen a encouragé les investisseurs en quête de valeurs de la haute technologie. L'indice Nikkei a finalement gagné 135,65 points (+0,74 %), à 18 564,78 points.

La veille, Wall Street a terminé en hausse, mais les achats ont été en grande partie cantonnés aux valeurs vedettes avant les discours d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (Fed), cette semaine, et la publication, vendredi, des chiffres de l'emploi pour février. M. Greenspan devrait parler mardi devant la commission budgétaire de la Chambre des représentants sur le budget fédéral et le calcul de l'inflation, et présenter mercredi devant la commission

bancaire de la Chambre son exposé semi-annuel sur l'économie américaine. L'indice Dow Jones a gagné 41,18 points (+0,6 %), à 6 918,92 points.

En Europe, la Bourse de Londres a fini en très léger recul, perdant 0,03 %, à 4 307 points. En revanche, la Bourse de Francfort a terminé en très légère hausse de 0,15 %, à 3 263,86 points.

## INDICES MONDIAUX

	Cours au 03/03	Cours au 04/03	Var. en %
Paris CAC 40	2600,00	2626,76	+0,96
New York DJ	6900,00	6918,92	+0,27
Tokyo Nikkei	18420,00	18564,78	+0,74
Londres FT100	4300,00	4296,92	-0,07
Francfort Dax 30	3250,00	3263,86	+0,43
Frankfurt Commerz	1120,00	1124,00	+0,35
Brunswick 20	2500,00	2505,00	+0,20
Brunswick 20	2100,00	2104,00	+0,19
Millard 30	100,00	100,00	0,00
Ausland 30	490,00	490,00	0,00
Mach 35	460,00	460,00	0,00
Stockholm 30	2000,00	2000,00	0,00
Londres FT100	4300,00	4296,92	-0,07
Hong Kong Hang S	13500,00	13565,00	+0,48
Singapore Straits	2190,00	2195,00	+0,23

## NEW YORK

	Cours au 03/03	Cours au 04/03	Var. en %
Alcoa	72,25	71,25	-1,38
Allied Signal	71,87	72,25	+0,53
American Express	65,25	65,37	+0,18
AT & T	30,87	30,87	0,00
Bethlehem	8,25	8,25	0,00
Boeing Co	102,12	101,75	-0,36
Caterpillar Inc.	78,75	78,37	-0,48
Chemical Bank	65,25	64,50	-1,13
Coca-Cola Co	60,37	61,00	+1,04
Exxon Corp.	70,37	70,37	0,00
Goodyear T & Rubber	53,12	52,75	-0,70
IBM	148,12	147,75	-0,25
Intl Paper	42,25	41,25	-2,37
J.P. Morgan Co	108,12	107,12	-0,93
McDonalds Corp.	43,50	43,25	-0,57
Merck & Co Inc.	94,00	92,00	-2,13
Minnesota Mining	92,50	92,00	-0,54
Philips	134,50	134,50	0,00
Procter & Gamble	120,37	120,12	-0,21
Sears Roebuck & Co	54,25	54,25	0,00
Texaco	98,75	98,75	0,00
Union Carbide	47,50	47,25	-0,50
Unilever	74,50	74,50	0,00
Westinghouse	17,87	17,25	-3,47
Weyerhaeuser	21,12	20,87	-1,18

## LONDRES

	Cours au 03/03	Cours au 04/03	Var. en %
Allied Lyons	4,32	4,37	+1,16
Barclays Bank	10,95	11,14	+1,73
B.A.T. Industries	5,46	5,37	-1,65
British Aerospace	12,54	12,75	+1,67
British Airways	6,41	6,30	-1,72
British Petroleum	6,77	6,79	+0,29
British Telecom	4,26	4,25	-0,23
B.T.L.	2,43	2,38	-2,06
Cadbury Schweppes	5,08	5,07	-0,19
Eurochem	0,77	0,76	-1,30
Glaxo Wellcome	16,40	16,40	0,00
Granada Group Plc	9,20	9,21	+0,11
Grand Metropolitan	4,51	4,53	+0,44
Guinness	4,55	4,58	+0,66
Harmon Plc	0,87	0,87	0,00
Grain Ltd	6,40	6,51	+1,72
H.S.B.C.	15,05	15,35	+1,99
Imperial Chemical	7,33	7,37	+0,55
Legal & Gen. Grp	3,92	3,91	-0,26
Marks & Spencer	4,98	4,98	0,00
National Westminster	7,22	7,26	+0,55
Peninsula Oriental	6,58	6,57	-0,15
Reunert	6,53	6,57	+0,61
Sasch and Sautch	0,98	0,97	-1,02
Shell Transport	10,35	10,42	+0,67
Time and Lyle	4,36	4,36	0,00
Unilever Ltd	15,51	15,75	+1,55
Zeneca	18,28	18,05	-1,26

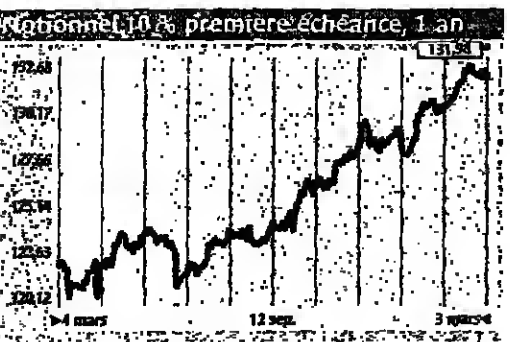
## FRANCFORT

	Cours au 03/03	Cours au 04/03	Var. en %
Allianz Holding AG	320,00	320,00	0,00
Bayer AG	62,45	62,25	-0,32
Bayer AG	70,30	71,25	+1,35
Boehringer Mannheim	49,87	49,87	0,00
Boehringer Mannheim	61,40	61,55	+0,24
BMW	113,95	113,95	0,00
Commerzbank	43,44	43,42	-0,05
Daimler-Benz AG	123,70	122,45	-1,01
Deutsche Bank AG	84,30	81,60	-3,20
Deutsche Telekom	39,60	39,50	-0,25
Dresdner Bank AG	56,10	56,10	0,00
Hertel AG	94,20	94,20	0,00
Karstadt AG	71,65	71,60	-0,07
Karstadt AG	551	551	0,00
Linde AG	109,95	110,00	+0,05
OT. Lufthansa AG	22,78	22,40	-1,67
Min AG	434	431,50	-0,57
Mannesmann AG	666,50	666,50	0,00
Metro	148,60	148,60	0,00
Munich AG	419,50	423,00	+0,83
Preussag AG	441	439,50	-0,34
Deutsche Bank AG	84,30	81,60	-3,20
Sap AG	258	260,50	+0,97
Schenck AG	152,90	153,10	+0,13
Siemens AG	84,40	85,35	+1,13
Thyssen	355,40	358,10	+0,76
Veba AG	96,95	96,60	-0,36
Viel AG	741	745,50	+0,60
Volkswagen AG	639	643	+0,63

## LES TAUX

## Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'État français, a ouvert en hausse, mardi 4 mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 22 centimes, à 132,20 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor s'inscrivait à 5,44 %, soit 0,10 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. Certains analystes n'ont pas une baisse des taux directeurs de la Bundesbank, dont le conseil se réunit jeudi 6 mars. Le niveau des primes en pension allemande est fixé à 3 % depuis la fin du mois d'août 1996.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 03/03	Taux au 04/03	Var. en %
France	5,43	5,44	+0,18
Allemagne	5,36	5,36	0,00
Grande-Bretagne	7,22	7,22	0,00
Italie	7,39	7,39	0,00
Japon	0,50	0,50	0,00
États-Unis	6,56	6,56	0,00

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 03/03	Taux au 04/03	Var. en %
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,02	4,04	+0,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	4,75	4,77	+0,42
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,45	5,48	+0,55
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,05	6,10	+0,83
Obligations françaises	5,46	5,52	+1,10
Fonds d'État à TME	2,09	2,11	+0,95
Fonds d'État à TRE	1,95	1,98	+1,54
Obligat. franc. à TME	2,09	2,09	0,00
Obligat. franc. à TRE	0,06	0,06	0,00

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	5,1875	5,1875	5,1875	5,1875
1 mois	5,18	5,19	5,18	5,19
3 mois	5,20	5,21	5,20	5,21
6 mois	5,23	5,24	5,23	5,24
1 an	5,30	5,31	5,30	5,31

## MATIF

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	121,33	131,96	131,30	131,88	132,20
juin 97	10,90	130,72	131,02	130,64	130,84
Sept. 97	1	129,58	129,58	129,58	129,58

## PIB 3 MOIS

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 97	966	96,43	96,64	96,41	96,67
juin 97	1380	96,62	96,64	96,60	96,63
Sept. 97	629	96,37	96,40	96,36	96,38

## PIB 12 MOIS

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 97	2831	97,10	97,32	96,94	97,16
juin 97					

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 97	12059	2606	2614	2600	2627
Avril 97	4	2611	2628	2611	2628
Mai 97	48	2578	2600	2576	2584,50
Sept. 97	174	2590	2590	2590	2590

## LES MONNAIES

## Vigueur du billet vert

LE DOLLAR PROGRESSAIT sensiblement, mardi matin 4 mars, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,7050 mark, 5,7510 francs et 121,95 yens. Il avait profité, la veille, des déclarations du secrétaire d'État au Trésor, Robert Rubin, rappelant l'attachement de la Maison Blanche à un dollar fort. Il avait également été soutenu par la publication d'indicateurs économiques américains (hausse de 0,7 %

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	Cours au 03/03	Cours au 04/03	Var. en %
DEUTES			
Allemagne (100 DM)	337,6000	337,6000	0,00
Belge	5,9510	5,9510	0,00
États-Unis (100 \$)	5,7145	5,7145	0,00
France (100 F)	16,3455	16,3455	0,00
Grande-Bretagne (100 £)	300,2200	300,2200	0,00
Italie (100 L)	3,5725	3,5725	0,00
Grande-Bretagne (100 £)	62,8900	62,8900	0,00
Irlande (100 £)	6,9925	6,9925	0,00
Grande-Bretagne (100 £)	9,2620	9,2620	0,00
Grèce (100 drach.)	2,1470	2,1470	0,00
Suède (100 kr)	75,5000	75,5000	0,00
Suisse (100 S)	87,8900	87,8900	0,00
Norvège (100 kr)	84,0000	84,0000	0,00
Autriche (100 sch)	47,9770	47,9770	0,00
Espagne (100 pes.)	3,9815	3,9815	0,00
Portugal (100 esc.)	3,3600	3,3600	0,00
Canada (100 \$)	4,1797	4,1797	0,00
Japon (100 yens)	4,7321	4,7321	0,00
Finlande (mark)	113,0700	113,0700	0,00

## L'OR

	Cours au 03/03	Cours au 04/03	Var. en %
Or fin (K. barre)	65700	66000	+0,46
Or fin (en lingot)	66300	66000	-0,45
Or fin (en lingot)	360	362,15	+0,61
Pièce française 200	392	394	+0,51
Pièce suisse 200	379	384	+1,32
Pièce Union lat. 200	380	384	+1,05
Pièce 20 dollars us	2510	2460	-1,99
Pièce 10 dollars us	1335	1360	+1,87
Pièce 50 pesos mex.	2455	2470	+0,61

## LE PÉTROLE

	Cours au 03/03	Cours au 04/03	Var. en %
En dollars			
Brent (Londres)	18,90	18,92	+0,11
WTI (New York)	20,80	20,50	-1,44
Gulf Oil (New York)	20,25	20,20	-0,25

## US/\$

5,7145

## US/DM

1,6987

## US/¥

121,9500

## DM/£

3,3766

## £/F

9,2620

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES			METALS (New-York)	
	04/03	09/03		\$/oz
Dow-Jones compliant	150,22	150,22	Argent à terme	527,50
Dow-Jones à terme	159,22	159,22	Platine à terme	916,40
CRB	242,41	242,41	Palladium	139,05
			GRANDES DÉRIVÉES (Chicago)	
METALS (Londres)	dollars/home		Ble (Chicago)	2,73
Or	242,50	242,50	Blé (Chicago)	2,73
Cuivre comptant	242,50	242,50	Mais (Chicago)	296,75
Argent 3 mois	297,50	297,50	Grain, soja (Chicago)	791,40
Aluminium comptant	242,50	242,50	Grain, soja (Chicago)	791,40
Aluminium 3 mois	242,50	242,50	GRANDES DÉRIVÉES (Londres)	\$/ton
Plomb comptant	724	724	P. de Londres	64,25
Plomb 3 mois	699	699	Opex (Londres)	91,50
Etain comptant	5768,50	5768,50	SOFTS	\$/bush
Etain 3 mois	5768,50	5768,50	Cacao (New-York)	1246
Zinc comptant	1218,50	1218,50	Café (Londres)	590,20
Zinc 3 mois	1218,50	1218,50	Caoutchouc (Londres)	100,20
Nickel comptant	7997,50	7997,50	OLÉAGINEUX, AGRICULTES	\$/cwt
Nickel 3 mois	8065	8065	Coton (New-York)	73,87
			Suif d'orange (New-York)	76,40



RÈGLEMENT  
MENSUELMARDI 4 MARS  
Liquidation : 20 mars  
Taux de report : 3,13  
Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupons (1)
B.N.P. (L.P.)	991,50	991,50	+1,26	1,26
C.L.Y. (L.P.)	871	871	+1,26	1,26
Renault (L.P.)	1.091	1.091	+1,26	1,26
Rhône-Poulenc (L.P.)	2.075	2.075	+1,26	1,26
Saint-Gobain (L.P.)	1.300	1.300	+1,26	1,26
Thomson SA (L.P.)	1.020	1.020	+1,26	1,26
Accor	707	707	+2,47	2,47
AGF-Ass. Gen. France	206,10	206,10	+1,40	1,40
Air Liquide	895	895	+1,11	1,11
Alcatel Alsthom	587	587	+2,38	2,38
Alpe	300,00	300,00	+1,11	1,11
Aolme	720	720	+0,41	0,41
Bail Inco	842	842	+0,59	0,59
Banque Paribas	698	698	+1,28	1,28
Bazas Hiv. Hiv.	540	540	+0,37	0,37
Bertrand Frères	281,50	281,50	+0,39	0,39
BIC	919	919	+1,53	1,53
BIS	488,50	488,50	+0,34	0,34
Canal+	1.005	1.005	+1,07	1,07
Bouygues	2.201	2.201	+0,18	0,18
Bouygues Off.	545	545	+1,46	1,46
Canal+	1.005	1.005	+0,47	0,47
Cap Gemini	339	339	+0,58	0,58
Carbone Lorraine	1.220	1.220	+0,48	0,48
Carrefour	3.492	3.492	+0,19	0,19
Cassio Guitard	254,50	254,50	+0,45	0,45
Casino Cash ADP	219	219	+0,47	0,47
Catena Dab (L.)	846	846	+1,62	1,62
C.C.F.	265	265	+1,62	1,62
CCM (L.) (CCM) Ly	774	774	+0,51	0,51
Capit (L.)	138,20	138,20	+0,14	0,14
Centur	699	699	+0,42	0,42
CCIP	1.042	1.042	+0,11	0,11
Chargem Int.	630	630	+1,08	1,08
Cherbourg Dior	291	291	+0,21	0,21
Cinéma Fr. P. L.	705	705	+0,19	0,19
Clo France Ly	580	580	+1,13	1,13
Clarin	419	419	+0,38	0,38
C.L.F. (L.) France	323	323	+2,32	2,32
Club Méditerranée	1.200	1.200	+1,93	1,93
Colson	852	852	+0,56	0,56
Comptoir Entrep.	2624	2624	+0,56	0,56
Comptoir Mod.	2624	2624	+0,56	0,56

## COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
MARDI 4 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
R.F.C.E. 91-02	101,49	101,49
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70
CEPHE 91-02-97 CA	111,70	111,70

SECOND  
MARCHÉUne sélection. Cours relevés à 12h30  
MARDI 4 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Adia (Né)	42	42
Alcatel (Né)	475	475
Alcatel (Né)	235	235
Alcatel (Né)	125	125
Alcatel (Né)	2006	2006
Alcatel (Né)	437	437
Alcatel (Né)	580	580
Alcatel (Né)	281	281
Alcatel (Né)	165	165
Alcatel (Né)	750	750
Alcatel (Né)	68	68
Alcatel (Né)	351,10	351,10
Alcatel (Né)	340	340
Alcatel (Né)	880	880

## SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 3 mars

VALEURS	Émission	Frais Inc.	Rachat
AGPI	134,78		
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			
Agpi Abn. (Ava)			

## CAC 40

PARIS

+1,37 %

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

## CAC 40

PARIS

+1,37 %

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

## CAC 40

PARIS

+1,37 %

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

## CAC 40

PARIS

+1,37 %

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

## CAC 40

PARIS

+1,37 %

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

## CAC 40

PARIS

+1,37 %

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82

2635,82







## DISPARITIONS

## Albert Gazier

Du syndicalisme au ministère des affaires sociales

AU MOMENT où médecins et caisses de Sécurité sociale forment les conventions médicales, l'un des précurseurs de ce type de relations disparaît. Mort lundi 3 mars à Vanves, dans les Hauts-de-Seine, Albert Gazier s'était battu, en 1956, comme ministre des affaires sociales de Guy Mollet, contre les résistances des syndicats médicaux aux tarifs négociés avec la Sécurité sociale. Syndicaliste, socialiste, Albert Gazier avait aussi illustré son passage au ministère des affaires sociales - 1956-1957 - par la généralisation de la troisième semaine de congés payés, la réduction des abattements de salaires selon les zones et la création d'un Fonds national vieillesse.

Fils d'enseignants, né le 16 mai 1908 à Valenciennes, Albert Gazier perd son père en 1916 et doit travailler pour payer ses études, qui le conduiront à la licence en droit. D'abord commis libraire, puis employé aux caisses d'assurances sociales, il devient, en 1935, secrétaire général de la chambre syndicale des employés CGT de la région parisienne. A ce titre, il anime les grèves dans les grands magasins parisiens au moment du Front populaire, à la suite desquelles il rejoint la grande famille des permanents syndicaux. En 1932, il avait aussi pris sa carte à la SFIO, à la section de Bois-Colombes.

Mobilisé sur sa demande en 1939, il participe, après la victoire allemande, à l'organisation clandestine de la CGT et anime le mouvement Libération-Nord.

Face à la politique répressive de Vichy, qui dissout les confédérations, il rédige, le 15 novembre 1940, avec huit autres cégétistes et trois dirigeants de la CFTC le *Manifeste des douze*, qui jette les bases d'un syndicalisme de résistance.

Sur le point d'être arrêté par la Gestapo en 1942, il se réfugie dans le Jura, puis en Grande-Bretagne, avant de rejoindre Alger dans le même avion que Guy Mollet. Membre de l'Assemblée consultative, il y représente la CGT réunifiée d'octobre 1943 à juillet 1944. A la Libération, Albert Gazier devient secrétaire de la CGT tout en contribuant à la naissance de la tendance Résistance ouvrière, qui se muera ensuite en Force ouvrière. Le 21 octobre 1945, il est élu à l'Assemblée constituante, et il sera député socialiste de la 5<sup>e</sup> circonscription de la Seine jusqu'en novembre 1958. Il rapporte ainsi le projet d'ordonnance instituant les comités d'entreprise.

« MON » A DE GAULLE  
Après sa démission du bureau de la CGT, en janvier 1946, il est successivement sous-secrétaire d'Etat à l'économie nationale dans le cabinet Gouin en 1946, aux travaux publics et aux transports dans le cabinet Bidault, secrétaire d'Etat à la présidence du conseil dans le cabinet Blum, en 1947. En 1950-1951, il est ministre de l'Information dans les cabinets Plevin et Queuille. En 1956-1957, il est ministre des affaires sociales de Guy Mollet puis de Maurice Bourgès-Maunoury.

Le syndicaliste n'est jamais très loin du ministre dans cette période où Albert Gazier, au nom d'une justice sociale qui est l'alpha et l'omega de son engagement politique, tente d'impulser des réformes sociales. Jusqu'à la fin de sa vie, il restera l'ami d'André Bergeron, ancien secrétaire général de FO.

Ephémère ministre de l'Information, en mai 1958, dans le gouvernement de Pierre Pflimlin, Albert Gazier est l'un des quarante-neuf députés socialistes qui refusent

l'investiture au général de Gaulle. « Le général de Gaulle a de grands mérites, affirme-t-il en 1960, mais il cherche à sauver le capitalisme alors que notre but est de le supprimer. » Membre du comité directeur de la SFIO de 1946 à 1969, il combat l'élection du président de la République au suffrage universel.

Albert Gazier dirige une tendance minoritaire opposée à Guy Mollet et caractérisée par son hostilité à la 4<sup>e</sup> République, mais attachée à l'unité du parti. A la fin de 1958, il refuse de suivre ceux qui partent fonder le Parti socialiste autonome. Partisan d'une rénovation de la SFIO, il soutient Gaston Defferre et sa « grande fédération » mais juge impossible de ne pas gouverner avec les communistes « sous peine de se compromettre avec la droite ». En décembre 1965, son différend avec Guy Mollet le conduit à quitter le bureau de la SFIO.

En 1971, lors du congrès d'Epône, il soutient François Mitterrand et entre au comité directeur - qu'il préside un temps - et au bureau exécutif du PS, où il restera jusqu'en 1975. Il sera ainsi l'un des artisans du programme du PS en 1972.

De 1973 à 1977, il est délégué général du comité des experts du PS. En septembre 1981, il préside un « conseil des sages » au côté du premier ministre, Pierre Mauroy. Il siège au Haut Conseil du secteur public, puis, de 1983 à 1988, au Conseil supérieur de la magistrature.

Cet européen convaincu, auquel Lionel Jospin et Laurent Fabius ont rendu hommage lundi, rêvait d'un Parti socialiste au cœur « des grands mouvements qui transforment le monde ».

Michel Noblecourt

## Marc Beigbeder

Le protestant perpétuel

MARC BEIGBEDER a quitté cette vie, ou ne faudrait-il pas dire que cette vie l'a quitté, dimanche 2 mars, à l'hôpital Saint-Michel à Paris où l'on soignait l'ultime étape d'une longue et irrémédiable maladie. Il avait quatre-vingts ans, étant né à Salles-de-Béarn le 11 août 1916. Philosophe, résistant, protestant d'origine et dans toute son existence, maître à penser d'une immense foule d'élèves que cet impénitent professeur du secondaire (resté tel malgré une belle et profonde thèse tardive sur *La Contradiction et le nouvel entendement*) a ouverts à la réflexion par l'exemple, comme il fut exemplaire dans le Lyonnais de la Résistance avec le Père Chaillet de *Témoignage chrétien*, avec Stanislas Funet, avec les amis d'Esprit que ces *Suppléments à la mémoire d'un âne* firent interdire par la censure de Vichy. A Lyon aussi, Beigbeder, au nom prédestiné puisqu'il signifie la « belle vue », la vue juste, la vue exacte, publia, après 1940, la revue *Confluences*, revue de refus poétique et d'esprit malin, qui fut continuée par René Tavernier, parti il y a quelques années déjà.

Petit, maigre, à la voix douce et rarement élevée, Beigbeder, au milieu de mille dangers et des pires perversions intellectuelles et morales, apparaissait à ses amis et à ceux qui le connaissaient comme un phare qui éclairait et comme un arbre auquel nous pouvions nous accrocher. Plus tard, menant une vie de professeur engagé à Tunis, Beigbeder fut l'adversaire aussi bête des colonialismes attardés que des compromissions fallacieuses. Pendant la guerre d'Algérie, il défendit l'objection de conscience et signa ostensiblement, à ses yeux, le manifeste des 121. Ses livres sur André Gide ou coécrits Jacques Monod, sa prudente adhésion à la possibilité de

phénomènes surnaturels (*La Clarté des âmes*), son formidable et modeste *Portrait de Dieu* (chez Morel, comme la plupart de ses livres) et, en 1980, sa chevauchée contre, déjà, *La Nouvelle Droite*, mais ce fut une chevauchée de la pensée...

Tant de livres exigent que cette faible voix si forte ne s'éteigne jamais dans nos mémoires et dans celles de nos successeurs à qui nous devons transmettre et cette voix et ses messages. Nous aurons toujours besoin, et encore davantage les heureux et malheureux contemporains de l'Internet, de l'exemple de celui qui voulait « manquer le train pour pouvoir mieux voyager » dans « *Le Survivre* », car Beigbeder toute sa vie s'est souvenue avec une rugueuse fidélité de l'enseignement de Jean Wahl, dont il fut le disciple. Ce corps frêle, hébergeant une âme presque trop véhémement, était pour tous ses amis, et cela jusque dans sa dernière maladie, une perpétuelle exhortation au courage. Dans *Le Monde*, en 1982, alors que l'Occident laissait à l'ahandou la Pologne de Solidarnosc (rappelez-vous ce ministre des affaires étrangères qui, à la question « Que fera la France ? », après le « coup »

contre les syndicats libres polonais, répondit « naturellement rien »), Beigbeder, lui, proclama « salut celui qui ne fait pas la chaîne contre les chaînes », vigoureusement soutenu par Yves Florenne.

Mais surtout, eo ce moment d'apparente séparation, rappelons nous *La Bouleille à la mer*, revue « non périodique, courtisée, auto-éliminée, non distribuée sans abonnements, librement reproduisible », cet « étonnant soviet » français, qu'un homme tout seul, avec sa tête, ses mains et ses sous, a fait paraître et circuler plein de génie, de fureur et de folie pendant de nombreuses années. La moindre des tâches pour ses amis survivants serait de rééditer cette œuvre gigantesque. Et de remercier Marise, sa compagne depuis Lyon, infatigable, et qui a tout fait et laissé faire avec Marc. S'il y a eu parmi nous un homme de Dieu, ce protestant doublement protestant, ami de tous les êtres, acariâtre, injuste et porteur d'un amour impuissable, homme de Dieu et ami des humains, ce fut bien ce cher Marc Beigbeder qui ne nous quittera jamais.

Joseph Rovani

## NOMINATIONS

## PREMIER MINISTRE

Gérard Rameix, directeur de la caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), a été nommé, lundi 3 mars, directeur adjoint du cabinet du premier ministre, chargé des questions économiques, et remplacera Jean de Courcel, qui avait quitté son poste à la mi-février (*Le Monde* du 12 février).

[Né le 28 janvier 1952 à Paris, Gérard Rameix est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, d'études écono-

miques générales et de l'institut études politiques, ancien élève de l'ENA (1976-1978). Auditeur, puis conseiller référendaire à la Cour des comptes (1978-1982), Gérard Rameix passe à la direction du budget du ministère des finances avant de rejoindre la Cour des comptes en 1984. Conseiller technique au cabinet du premier ministre, Jacques Chirac, entre 1986 et 1988, il devient directeur des affaires industrielles (1989) avant de rejoindre la banque Hottinguer et de prendre la présidence de la société Finindex (1990). Directeur de la CNAMTS depuis septembre 1993, M. Rameix vient de négocier une nouvelle convention médicale avec les syndicats de médecins (*Le Monde* daté 2-3 mars).

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Maria et Michel SAPRANIDES ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 1<sup>er</sup> mars 1997.

## Décès

Monique Bebon, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Claude BEBON,

survenu à Montpellier, le 1<sup>er</sup> mars 1997.

Les obsèques auront lieu, mercredi 5 mars, au Centre communal de Jacou (Hérault).

L'inhumation aura lieu à Vallouise (Hautes-Alpes).

M<sup>me</sup> Evelyn Boccarra, M. Paul Boccarra, M<sup>me</sup> Nicole Boccarra, ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> André Boccarra, son frère et sa belle-sœur, Les familles Boccarra, Memmi, Bismuth, Cohen,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor BOCCARA,

ancien bâtonnier de justice en Tunisie,

survenu, le 28 février 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Il a rejoint son épouse,

Julie BOCCARA,

née MEMMI,

dont les enfants rappellent le souvenir.

Les obsèques auront lieu au cimetière communal d'Ivry-sur-Seine, 13, rue Gaston-Monmousseau, le mercredi 5 mars, à 11 h 30.

25, rue Remington, 75017 Paris.

M<sup>me</sup> Maria Luisa Nini, M<sup>me</sup> Patricia Nini, M. et M<sup>me</sup> Alain Rothstein, M. Claude Rothstein,

ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Tous les parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Giuliana CIANCA,

veuve ROTHSTEIN,

survenue le 2 mars 1997, à Neuilly.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

11, avenue de Lamballe, 75016 Paris.

Hélène Broche, née Jette, son épouse,

Françoise et André Dubois, André et Danièle Broche, Henri et Catherine Broche, Dominique et Katherine Broche, Jacques et Elisabeth Broche,

ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants,

Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de

Georges BROCHE, croix de guerre 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

10, rue de Mézières, 75006 Paris.

Berta Bronszejn, son épouse,

Elyette et Marc Bronszejn, Leslie et David,

ses enfants et petits-enfants, Hélène et Elie Haddad et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Szyja BRONSZEJN,

survenu, le 1<sup>er</sup> mars 1997, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 mars, à 17 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, rue Compans, 75019 Paris.

2, place de la Porte d'Anvers, 75016 Paris.

Pierre-Louis, Anne-Marie, Marie-Renée,

Jean-Paul Eche et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

René ECHE,

survenu le 1<sup>er</sup> mars 1997, à son domicile de Cahors, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Barthélemy, à Cahors, le mardi 4 mars, à 16 heures.

Passio (Ain), Paris-11<sup>e</sup>, 149, rue Oberkampf.

Georges et Michèle Egg, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Camille EGG,

survenue à Passio, le 1<sup>er</sup> mars 1997.

Les funérailles auront lieu le jeudi 6 mars, à 14 h 30, au cimetière de Passio.

M. et M<sup>me</sup> Emmanuel de Baillencourt dit Comol,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Lesueur, ses enfants,

Ses dix petits-enfants et onze arrière-petits-enfants,

M<sup>me</sup> Claude Dalidet et ses enfants, M<sup>me</sup> Luciano Curi-Spada, ses nièces et neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> René DALCHÉ de DESPLANELS, née Isabelle DELATRE,

le 1<sup>er</sup> mars 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 mars, à 11 heures, en l'église Notre-Dame d'Anvers, Paris-16<sup>e</sup>.

26, rue Edouard, 75016 Paris.

11, allée des Minimes, 06600 Antibes.

Chantal et Michel Becasse, sa fille et son gendre,

Sylvie Brieux, sa petite-fille, Jérôme Becasse, son petit-fils,

Romain et Ophélie, ses arrière-petits-enfants, Neveux, cousins et amis,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 2 mars 1997, de

M. Albert GAZIER, ancien député et ancien ministre.

Il associe à son souvenir celui de sa première épouse,

Marie-Louise GAZIER, décédée en 1978.

(Lire ci-dessus).

M<sup>me</sup> Jacques Laffoucrière, son épouse,

Xavier Laffoucrière, Yves et Catherine Laffoucrière et leurs enfants,

Chantal et François Pèle et leur fille Marion,

Martine et Patrick Robichon et leurs fils,

Cécile et Vincent Anagnon et leurs filles,

Ses enfants et petits-enfants, Les familles Laffoucrière, Le Neveu, Dom, Feyfant,

ont la douleur de faire part du décès subit de

M<sup>me</sup> Jacques LAFFOUCRIERE, notaire honoraire,

le 2 mars 1997, dans sa soixante-dixième année, à Cérilly (Allier).

Les obsèques religieuses auront lieu en l'église de Cérilly (Allier), le mercredi 5 mars, à 15 h 30.

M<sup>me</sup> François GRIMM, née Gabrielle Ducas, son épouse,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. François GRIMM, architecte honoraire, groupe Principes et Prisme,

survenu au son domicile, le 28 février 1997, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Une office religieux sera célébrée le vendredi 7 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, place du Terroir, Paris-18<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Les plus grandes souffrances viennent des plus grandes joies. »

« Le Seigneur donne le Seigneur reprend. »

« Beni soit le nom du Seigneur. »

53, rue Caulaincourt, 75018 Paris.

Dora Krejzman, son épouse,

Charles et Jacqueline Natacha Krejzman,

Michel et Renée Claire Mancret, ses enfants,

Valérie et Grégory Taylor, Nicolas Mancret et Béatrice Moreno, ses petits-enfants,

Les familles Dimston, Berko, Mancret, Brest,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Stanislas KREJTMAN, officier de l'ordre national du Mérite,

à Grenoble, le dimanche 2 mars 1997.

L'enterrement aura lieu au cimetière des Sablons, ce mardi 4 mars, à 13 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Georges Neyret, ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Aimée NEYRET, née RENAUD,

dans sa soixante-douzième année.

Elle a voulu donner son corps à la médecine.

9, rue Branzac, 94240 L'Hay-les-Roses.

M<sup>me</sup> Monique Legrand, née Penelot, son épouse,

Les familles Legrand, Macher, de La Tour,

Ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Louche,

sa sœur, ainsi que ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre Louis LEGRAND,

survenu le samedi 1<sup>er</sup> mars 1997, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste, à Neuilly-sur-Seine, 158, avenue Charles-de-Gaulle, le jeudi 6 mars, à 11 heures, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

30-32, rue Corambert, 75116 Paris.

Caroline Thibaut-Pomerantz, Et les nombreux amis de sa mère,

ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne THIBAUT-POMERANTZ,

appelée à Dieu, le 28 février 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>, le jeudi 6 mars, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Don à l'Institut du cœur fibellés à A.D.I.C.A.R.E., envoyés à C. Thibaut-Pomerantz, 4, rue de Montevideo, 75116 Paris.

Louis Tranié, son père,

Jérôme, Alice et Céline Tranié, ses enfants,

Annick Souyet, sa compagne,

Les familles Tranié, Bussac, Divisia, Derois, Gilles Lagrange,

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard TRANIÉ,

survenu le 1<sup>er</sup> mars 1997, dans sa cinquante-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 5 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Michel des Batignolles, 12 bis, rue Saint-Jean, à Paris-17<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Sa famille annonce le décès de

M<sup>me</sup> Laura ZIGROSSER, née CANADÉ,

survenue à Paris, le 13 février 1997.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

## Anniversaires de décès

Le 5 mars 1947, la mort venait délivrer un grand-mère

Sarah LEMICH.

Depuis qu'elle savait que son mari ne reviendrait pas d'Auschwitz, sa vie n'était plus qu'une agonie.

Eliane Stelner.

Le 4 mars 1995,

Guillaume de ROUYN nous quitte.

Ceux qui l'aiment se souviennent.

Il y a un an, le 5 mars 1996,

François Xavier nous quitte.

Il nous manque, nous pensons à lui.

Sabine Jaujard, Pascal Balland, Sa famille et ses amis.

Colloques

Samdi 8 mars 1997 : « La légitime défense », université Paris-I-Sorbonne, amphithéâtre, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5. Entrée libre. Présidé par D. Soulez-Lavigne, P.-H. Tavaillon, B. Bouloc, H.-R. Garaud, M. Normand, J.-M. Varnut.



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 5 MARS 1997

## LIGUE DES CHAMPIONS

En match aller de quart de finale de la Ligue des champions, Auxerre affrontera le Borussia Dortmund, mercredi 5 mars. En forme modeste, les

champions de France se rendront en Allemagne sans leur attaquant Steve Mariet, blessé. ● LE BORUSSIA DORTMUND, longtemps resté un club à vocation régionale, est de-

venu un grand d'Europe depuis le début des années 90. L'explosion des droits télévisés et une politique commerciale efficace lui ont permis de développer ses ressources. ● LE

CLUB LE PLUS POPULAIRE de la Ruhr a ainsi pu rapatrier bon nombre de grands joueurs allemands exilés en Italie, dont le « Ballon d'or » Matthias Sammer qui, blessé au mollet,

sera absent. ● INSTANCE SUPRÊME, l'International Board, réuni samedi 1<sup>er</sup> mars à Belfast, n'a pas autorisé la vidéo pour assister le « travail » des juges du terrain.

## Affaibli, Auxerre retrouve quatre ans après Dortmund, renforcé

Favori du quart de finale aller de la Ligue des champions qui les oppose, le Borussia, déjà rival du club bourguignon en 1993 dans la Coupe de l'UEFA, s'est enrichi. Sa nouvelle envergure lui a notamment permis de faire revenir des joueurs exilés en Italie

« ILS SONT MEILLEURS que nous. » Si Guy Roux le dit... Le Borussia Dortmund est donc le favori du quart de finale de la Ligue des champions qui l'opposera à Auxerre.

Les Bourguignons se rendront en Allemagne, mercredi 5 mars, pour le match aller, sans grand espoir. Comme ils le firent à Glasgow puis à Amsterdam cet automne. Et si, face aux Rangers ou face à l'Ajax, la chance a bien voulu sourire, cette fois, il convient de ne pas se bercer d'illusions : on ne rentrera pas dans ses frais.

Le Borussia Dortmund ne se laissera pas prendre au piège. En avril 1993, la formation de la Ruhr a appris ce qu'il pouvait en coûter de sous-estimer cette équipe de patelin. En demi-finale de la Coupe UEFA, les Allemands avaient remporté le match aller 2-0. Mais, lors de la seconde manche, ils s'étaient fait malmenés au stade Abbé-Deschamps par les joueurs locaux. Après avoir remonté leur handicap, les Auxerrois manquèrent de peu le K-O.

puis s'inclinèrent lors de la séance des tirs au but.

Quatre ans plus tard, Auxerre redécouvre un grand d'Europe. Le Borussia Dortmund n'a en effet cessé de se renforcer. En 1995, puis en 1996, il a hissé ses couleurs jaune et noir tout en bant du championnat d'Allemagne. Deux titres consécutifs, les deux premiers de son histoire (si l'on s'en tient à la Bundesliga, compétition créée en 1963), acquis devant le prestigieux Bayern Munich.

DICTATURE BICÉPHALE

Cette saison, le duel est encore intense, outre-Rhin. Lors d'une récente réunion des clubs allemands, deux voix seulement ont approuvé l'élargissement de la Ligue des champions à deux équipes du pays : celle du Bayern et celle du Borussia. Les deux formations étaient les seules à y trouver quelque intérêt. Voilà qui démontre mieux qu'un long discours l'abdication du reste de la Bundesliga devant cette dictature bicéphale, que les bénéfices colossaux procurés par la principale compétition européenne vont encore renforcer.

Depuis 1993, le Borussia Dortmund a investi pas loin de 200 mil-

lions de francs dans le recrutement. Le club a fait œuvre nationale en rapatriant les vedettes allemandes qui s'étaient exilées en Italie après leur victoire en Coupe du monde, en 1990 : Matthias Sammer, Jürgen Köhler, Stefan Reuter, Andreas Möller et Karlheinz Riedle.

Le club a également ramené de ses investigations transalpines le Portugais Paulo Sousa et le Brésilien Julio Cesar. Quelques autres achats judicieux - l'international de Schalke 04 Steffen Freund, le

Suisse Stéphane Chapuisat, l'Écossais Paul Lambert - ont permis de constituer un effectif richissime. La moitié de la sélection allemande, vainqueur de l'Euro 1996, était issue de ses rangs. L'entraîneur Ottmar Hitzfeld ne peut se plaindre que des blessures qui déciment régulièrement son équipe (Sammer, Julio Cesar et Freund seront ainsi absents mercredi). Encore le banc des remplaçants fournit-il largement de quoi les compenser.

Le Borussia est de renommée

### Rejet de l'assistance vidéo pour les arbitres

L'International Board, l'organisme qui établit les règles du football, a refusé à l'unanimité, samedi 1<sup>er</sup> mars, à Belfast, de faire assister les arbitres par des télévisés, même à titre expérimental, sur les décisions importantes. Il a aussi rejeté l'idée d'un deuxième arbitre. En revanche, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997, le Board a décidé d'interdire au gardien de but de se saisir du ballon directement après une remise en touche, sous peine d'un coup franc indirect. En outre, les fédérations seront averties que les gardiens n'auront droit qu'à cinq ou six secondes quand ils recevront le ballon, pour le dégager. Pour sa part, la Fédération internationale (FIFA) a décidé de faire appliquer strictement la règle des quatre pas dont disposent au maximum les gardiens avant de remettre le ballon en jeu. « Des vidéos de matches français et espagnols ont montré que des gardiens contrôlent le ballon pendant 12 à 20 secondes en moyenne, ralentissant ainsi le jeu », a déclaré Sepp Blatter, secrétaire général de la FIFA.

récente. Il jouit pourtant d'une longue histoire. Il y a eu beau temps que la Ruhr se drogue au BVB 09, qui se décline : Baispielverein, littéralement « union d'un jeu de balle », Borussia, « prusse » en latin, et 1909 la date de la création du club. Le club fait partie du patrimoine local tout autant que les chemins de fer qui jouxtent le Westfalenstadion.

LA PIÉTÉ DU PUBLIC

Le football a aidé le bassin industriel à échapper par tranches de 90 minutes aux vicissitudes économiques liées au déclin des mines et de la sidérurgie. Il y a gagné une incommensurable popularité, confinant à de la piété. Dortmund peut se targuer de posséder le public le plus enthousiaste d'Allemagne. L'équipe joue devant 55 000 supporters et porte les espérances et la revanche des 6 millions d'habitants de la région.

Le Borussia Dortmund est longtemps resté un club régional dont la notoriété était bornée par les terrils. Sa victoire en Coupe des coupes, en 1966, n'avait en rien ravivé l'intérêt de l'Europe. Mais, dans le courant des années 90, le président Gerd Niebaum a fait fructifier l'engouement populaire.

Il constate que son équipe est suivie par un vaste auditoire. Il en profite pour renégocier les droits télévisés et peut espérer encore accroître prochainement ses revenus dans ce secteur. Il a déculpé le marchandage, proposant tout et rien, des maillots du club jusqu'aux plus inutiles babioles. Ajoutez un commanditaire de choix, la compagnie d'assurances Die Continentale, et vous obtenez un des clubs les plus riches d'Europe (350 millions de francs de budget), solidement armé pour la bataille des transferts.

Quand Matthias Sammer, le dernier « Ballon d'or » de France Football, dit : « Je gagne bien ma vie », et fait savoir à son homme d'affaires qu'il est inutile de l'informer des propositions d'autres clubs, on juge à la force financière de Dortmund. Le salaire annuel d'Andreas Möller, l'autre grande vedette, est estimé à 13 millions de francs. Ce précieux aéropage de joueurs féroce pour l'essentiel la trentaine, l'âge de la maturité dans leur sport. Ce n'était sans doute pas pour Auxerre le meilleur moment de le défer, Guy Roux le dit. Mais le pense-t-il ?

Benoît Hopquin

## La Norvège, dans le fond, et le Japon, dans les sauts, rivalisent d'ambition pour les épreuves de ski nordique des Jeux olympiques de 1998

TRONDHEIM

de notre envoyé spécial En gagnant les cinq courses auxquelles elle a participé durant les championnats du monde de ski nordique disputés à Trondheim (Norvège), un grand chelem jusqu'alors inédit, la Russe Elena Välbe a éclipsé la performance d'ensemble des fondeuses norvégiennes qui ont raté près de la moitié des médailles mise en jeu dans les cinq épreuves de fond masculines (sept sur quinze).

En clair, même s'ils ont été devancés sur 30 km libre par le Russe Alexei Prokhorov et sur 50 km classique par le Finlandais Mika Myllyla, les Norvégiens Dählie (cinq médailles : trois d'or, une d'argent et une de bronze), Alsgaard (deux médailles : une d'or et une de bronze) et Jevne (une médaille d'argent) sont apparus déterminés à fonder sur Nagano comme ils l'avaient fait sur Lillehammer en 1994.

« Depuis 1989, nous avons consacré beaucoup d'argent et d'énergie à la recherche en matière de forme physique, de préparation en altitude et de glisse, dit Erik Røste, leur entraîneur en chef. Le but était de bien réussir les Jeux olympiques de Lillehammer mais nous continuons à récolter les fruits de ces années d'entraînement et de labeur et notre équipe arrive à maturité ».

Sans pour autant s'essouffier comme, par exemple, la vieillissante équipe italienne qui, sans la médaille de bronze attachée à la Russie lors du relais 4x10 km messieurs et quelques accessits au 30 km libre hommes, se repose

maintenant essentiellement sur l'énergie Stefania Belmondo dans une course aux médailles d'argent : elle a terminé dernière Vålbe dans quatre épreuves (15 km libre, 5 km classique, 10 km poursuite et 30 km classique).

### En réalisant un grand chelem jusqu'alors inédit, la Russe Elena Välbe a éclipsé la performance des Norvégiens

Contrairement à ceux de la plupart des spécialistes qui se considèrent souvent en phase d'apprentissage jusqu'à l'âge de 25 ans, les skieurs de fond norvégiens atteignent très tôt « l'âge de raison ». Björn Dählie est âgé de 29 ans. Mais le quintuple champion olympique avait déjà remporté trois des prestigieuses titres en 1992 à Albertville, à seulement 23 ans. L'autre « locomotive », Thomas Alsgaard avait été sacré champion olympique du 30 km libre à 22 ans. L'avantage constitué pour les fondeuses norvégiens par le relief et le climat de leur pays est évident. Les premiers contacts avec le ski de fond ont lieu dès la petite enfance, créant un insuppressible réservoir naturel d'apprentis champions. Les performances des skieurs alpins ne suffisent pas à détourner les jeunes

Norvégiens du ski nordique. « Notre Coupe nationale Juniors qui oppose les jeunes de 16 à 19 ans pour cinq ou six courses par an, brasse toujours au moins 1 000 coureurs », dit Erik Røste.

Contrairement à la France, qui compte ses talents sur les doigts d'une main, l'encadrement fédéral norvégien ne se soucie pas de choyer ses recrues. « Entre notre équipe nationale Juniors, l'équipe réserve et l'équipe nationale seniors, dit Erik Røste, nous avons toujours sous le coude une quarantaine de skieurs de très haut niveau ».

La multitude braise de résultats qui peut mettre en péril les chances de carrière internationale crée une sérieuse émulation. La majorité des membres de l'équipe nationale norvégienne n'a même pas eu à fréquenter des structures pourtant existantes, de type sports-études, pour cultiver un esprit d'équipe. Ils restent attachés à des clubs locaux dynamiques dont les plus importants, souvent situés aux environs des grandes villes, comptent chacun plus d'un millier de licenciés. Hors saison, les meilleurs rejoignent des stages de préparation encadrés par la Fédération norvégienne deux semaines par mois.

La concurrence est rude, mais le ski de fond norvégien a les moyens de ses ambitions. Il dispose d'un budget annuel de 9 millions de couronnes (environ 8 millions de francs) quand l'ensemble des disciplines nordiques en France ne peut compter que sur 4,8 millions de francs (contre 16 millions au ski alpin). La différence se fait nettement sentir sur le terrain, notam-

ment au niveau des effectifs techniques. « Pour les tests de neige et de fartage, l'équipe nationale norvégienne dispose de 7 personnes », dit Marc Fischer, l'entraîneur des Français. Nous, nous sommes trois ».

A quelques exceptions près, on peut déjà parler sur une domination des Norvégiens des épreuves de ski de fond à Nagano. Mais, s'ils avaient aussi brillé, pour « leurs » Jeux olympiques de Lillehammer, ils risquent d'être très sérieusement chahutés en saut à ski et combiné nordique. Les Japonais perpétuent fièrement la réputation de remarquables sauteurs qu'ils avaient acquis leurs aînés en remportant toutes les médailles sur petit tremplin aux Jeux olympiques de Sapporo en 1972.

« L'arrivée de la technique de saut en V a renforcé la tradition du saut chez nous, explique un chroniqueur japonais, car elle sied bien aux petits gabarits et à l'esprit kamikaze ». On voit, il est vrai, souvent les sauteurs comme les spécialistes japonais du combiné nordique - qui allie saut et ski de fond - prendre le maximum de risques à chaque tentative. Et gagner : comme Masahiko Harada et Kenji Ogawa. « Ils ne se redressent qu'au tout dernier moment. Comme s'ils ne ressentent aucune crainte de voir le sol se rapprocher ». Une apparente inconscience qui leur permet déjà de distancer les Finlandais, Autrichiens et Allemands et qui promet encore bien des surprises d'ici l'année prochaine.

Patricia Jolly

## Dans « L'Humanité », Yannick Noah prend la parole contre la loi Debré

DANS UN ENTRETIEN accordé à L'Humanité, mardi 4 mars, Yannick Noah, capitaine des équipes de France masculine et féminine de tennis, a déclaré regretter d'être allé à l'Elysée lors de la réception par Jacques Chirac des joueurs français après leur victoire en Coupe Davis en décembre dernier : « Je n'ai pas envie que notre victoire au tennis soit récupérée par qui que ce soit, estime-t-il. C'est vraiment un accident que j'y sois allé. Ce n'était pas prévu du tout. Je regrette, je regrette... » Yannick Noah était interrogé à Tokyo à l'occasion de la victoire de la France sur le Japon dans le premier tour de la Fed Cup. Le fils de Zacharie Noah, footballeur camerounais qui fut professionnel à Sedan, et de Claire, aujourd'hui présidente de l'Association des enfants de la terre, estime que la loi Debré « ne peut qu'engendrer des dérapages malheureux. Des clandestins, il y en aura toujours et certainement de plus en plus, étant donné la misère qui crève dans le monde. Alors ce sont ceux qui ne le sont pas qui vont payer. Qui vont payer pourquoi ? Qui vont payer pour qui ? ».

Selon lui, la vraie question en France n'est pas liée à l'immigration mais aux « pauvres qui crévent la dalle et crévent dehors ». « C'est le plus gros problème, et ce doit être la priorité de notre gouvernement ». L'ancien vainqueur des Internationaux de tennis de Roland-Garros (en 1983) explique en-

core : « Il y a eu des moments où j'étais fier d'être français. Maintenant, parfois, c'est très douloureux. Je ne suis pas très fier quand on m'interroge sur l'avancée du Front national. Je n'en suis pas très fier et je me sens - en plus, et bien sûr - responsable. Il ne s'agit pas de jeter la faute à un tel ou un tel. A un moment, il faut savoir prendre ses responsabilités », avant de conclure sur « l'impression que la France force droit dans le mur ».

Yannick Noah n'est pas le premier à prendre la parole. Une trentaine de sportifs se sont élevés contre la loi Debré, le 25 février : « Le sport français a toujours accueilli des athlètes issus d'autres pays et qui ont choisi le nôtre. Il doit beaucoup de ses performances aux enfants de toutes les immigrations qui ont fait la France, dans les quartiers comme aux Jeux olympiques », annoncent Daniel Herrero, manager du club de rugby du PUC, ou les boxeurs Jean-Baptiste Mendy ou Nordine Mouchi. « Demain, si nous laissons faire, le sport, comme l'ensemble du pays, se fermera à ceux qui, de tant temps, ont fait sa richesse », poursuit l'appel.

Jusque-là, le monde sportif était resté timide à propos du projet de loi Debré. Une timidité un peu forcée : en matière de politique et d'idéologie, les fédérations, et encore moins les sponsors, ne goûtent pas forcément que leurs « représentants » prennent la parole en élévant la voix.

### Les Français n'ont pas déçu

La France n'a obtenu qu'une seule médaille aux championnats du monde de ski nordique de Trondheim (Norvège) : le bronze du combiné nordique gagné par Fabrice Guy. Mais, un mois avant la détermination des quotas d'athlètes qui partiront aux Jeux olympiques de Nagano, l'équipe a démontré sa capacité à affronter un grand événement.

Le fondeur Vincent Vittoz, 22 ans, a confirmé sa régularité au meilleur niveau dans les deux styles et sur toutes les distances. Malgré des problèmes de réglage inhérent à un stage de préparation en altitude, l'équipe féminine emmenée par Sophie Villeneuve, repart d'autant plus motivée qu'elle est consciente d'avoir laissé passer une chance de médaille au relais 4x5 km. La rigueur du sauteur Nicolas Dessum, qui a frôlé le podium sur petit comme sur grand tremplin, ne devrait plus tarder à payer.

Enfin, Fabrice Guy semble de retour au sommet. Son exemple et celui de l'équipe Juniors de combiné nordique, sacrée championne du monde, devraient inspirer Sylvain Guillaume - médaillé d'argent aux Jeux olympiques d'Albertville et troisième des championnats du monde 1995 - qui a joué de malchance avec les conditions atmosphériques pendant l'épreuve de saut.

### Les podiums

● 30 km classique dames La Russe Elena Välbe, 28 ans, 1,64 m pour 58 kg, a ajouté, samedi 1<sup>er</sup> mars, le titre du 30 km classique à ses 4 précédentes médailles d'or (15 km libre, 5 km classique, 10 km poursuite et relais 4 x 5 km). Elle a devancé l'Italienne Stefania Belmondo de 23 s 3 et la Norvégienne Marit Mikkelsen de 1 min 50 s 8. Elena Välbe totalise 41 victoires individuelles en Coupe du monde.

● Saut au grand tremplin Médaille d'argent par équipe aux Jeux de Lillehammer, le Japonais Masahiko Harada, 28 ans, a remporté, samedi 1<sup>er</sup> mars, le concours de saut sur grand tremplin (K 120). Grâce à deux sauts

de 124 m et 128 m, il a pris le meilleur sur l'Allemand Dieter Thoma (121,5 m et 124 m) et le Suisse Sylvain Freyholz (117,5 m et 123,5 m). Chez les Français, Nicolas Dessum s'est classé 5<sup>e</sup> (117,5 m et 122,5 m), Didier Mollard 21<sup>e</sup>, Jérôme Gay 29<sup>e</sup> et Lucas Chevalier 30<sup>e</sup>.

● 50 km classique messieurs Médaille d'argent aux Jeux de Lillehammer sur 50 km classique, le Finlandais Mika Myllyla, 27 ans, a gagné le titre mondial de cette distance dimanche 2 mars, sous une pluie battante, en 2 h 16 min 37 s 5. Il a devancé les Norvégiens Erling Iverne (à 52 s 9) et Björn Dählie (à 1 min 38 s 5). Aucun Français n'était engagé dans la course.

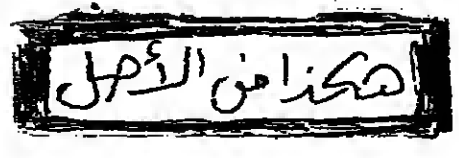
### DÉPÊCHES

■ ATHLÉTISME : Jean Galfione, champion olympique à Atlanta du saut à la perche, a renoncé à participer aux championnats du monde en salle qui se disputent à Paris du 7 au 9 mars. Galfione qui a été battu lors des championnats de France en salle par Alain Anjif le 23 février à Bordeaux souffre de problèmes vertébraux qui l'ont contraint à abandonner vendredi 28 février lors de la réunion de Sladefingen (Allemagne).

■ AUTOMOBILISME : l'Écossais Colin McRae a remporté le Safari Rally, course au Kenya du samedi 1<sup>er</sup> au lundi 3 mars. Le pilote de l'écurie Subaru prend la tête du championnat du monde des rallyes.

■ RUGBY : la Fédération française de rugby (FFR) réfléchit à un nouveau resserrement de l'élite à partir de la saison 1998-99. Le championnat passerait de vingt clubs à seize. « Un nombre qui me paraît répondre aux objectifs que nous nous sommes fixés tant dans l'équilibre géographique d'un sport à vocation nationale que dans les structures de gestion interne », a indiqué à l'AFP le président Bernard Lapasset.

■ ATHLÉTISME : la Russe Nadejda Ilyina, qui avait remporté dimanche 2 mars, le marathon de Los Angeles, a été disqualifiée. Elle avait fait halte dans une station-service afin de satisfaire un besoin naturel et avait coupé au plus court pour rejoindre la course, grignotant 25 mètres sur le parcours.





## Tiercé italien

Trois adresses à succès  
aux couleurs  
de la Péninsule

QUE L'ON SE FASSE livrer une pizza un soir de bourdon ou que l'on débarque chez le Transalpin du coin sur un violent coup de faim, le confort est garanti. Les fourneaux italiens nous réchauffent et nous rassurent. Comme des Français d'Assise, les cuisiniers de la Péninsule offrent leurs tables aux piqueurs de dévotion, amateurs assésés de plats qui nous ont toujours réjouis.

Cette cuisine est comme un exutoire solaire, et davantage. Elle pourrait bien expliquer le fond de grande mauvaise conscience qui est le nôtre d'avoir bradé les territoires pour raisons d'État, l'unité nationale ne pouvant trouver de salut que dans le marmittant chardon jacobin. L'Italie, pour les raisons historiques que l'on sait, aura moins de mal à rester plus folklorique dans l'exploitation de son patrimoine régional.

C'est sans doute là qu'il faut chercher le succès de Paolo Petri, un Toscan, qui, depuis plusieurs années, fait régner l'authenticité dans les restaurants ayant porté son nom à Paris. Elevé sous les canopades des fumées de la rude gastronomie des femmes de sa famille, cet amateur devint éclairé dès le jour où il va décider de reproduire à l'identique quelques-uns des plats qui avaient nourri son enfance. C'était hardi, dans une ville où ses confrères et compatriotes avaient déjà largement amadonné le propos pour séduire plus rapidement un public chaleureux et légitimement ignorant.

Ses plats étaient délicats, estampillés d'origine et chers. Il y avait preneurs : toute une colonie de vieux amoureux de l'Italie, de cette race de vadrouilleurs qui s'attachent à l'essentiel et gardent en mémoire aussi bien les leçons de perspective d'Uccello que le savoureux des blancs de chapon en salade, recette chérie des chefs de Mantoue. Il y a déjà plusieurs mois, pour venir s'installer dans le 17<sup>e</sup> arrondissement et mettre un peu de



baume à sa carte ; deux menus dé-sormais sont disponibles, qui rendent la fréquentation du sympathique Paolo financièrement moins oppressante.

On ne s'inquiète pas du décor - c'est celui de l'ancien restaurant repris aujourd'hui par l'homme de Pise -, mais seulement de la taille des langoustines, présentées à l'af-fiche sous le titre de *scampi alla buccara*. Véritablement étonnantes, majuscules. Tout est dans la cuisine de ces royales créatures, traditionnellement pêchées en haute Adriatique, ici sautées au vin blanc et rustiquement accompagnées de tomates concassées et de persil. C'est l'école Petri : pas de forfante-rie, pas de minauderies ; et que Dieu reconnaisse les siens ! Ainsi de l'osso buco, de la fricassée d'agneau, des tagliatelles au ragout de veau, des gnocchis aux truffes noires et sûrement du rôti de pigeonneau au vin barbaresco. Traducteur, traducteur, dit-on, là-bas, traducteur, traducteur... Pas lui.

Mais puisque l'Italie de Lutèce, généreuse autant que roublarde, peut se décliner sous de multiples formes, nous voici, rue Grégoire-de-Tours, à la Casa Bini, endroit confidentiel et parfumé de Rive gauche comme l'aiment les gour-mets qui n'apprécient pas le mé-lange des serviettes et des torchons, « *restons torchons* », disait Cocteau. Depuis une petite dizaine

d'années, l'endroit roule sa bosse avec succès, donnant toujours aux chroniqueurs fameusement gastro-nomiques des motifs de se plaindre de la fraîcheur de l'accueil et d'une clientèle qui ne leur revient radica-lement pas.

Il n'est pas si terrible ni si détes-table que ça, ce public. Épaté seule-ment d'avoir su protéger aussi fine-ment un court morceau de Botte, qu'il hyste avec fidélité en deman-dant aux nouveaux arrivants de prendre soin de ne pas en érafler le cuir ni d'en écorner à trop haute voix la cuisine qu'il aime. Rien à craindre de tel avec ce jambon de Toscane - il y en a un peu marre du parme et du bienheureux sa da-vidèle -, jambon paysan tranché à l'aristocrate, mais très vivant, très fleuri : il faudra revenir à la bonne saison, quand on l'agrémenter de figues ou d'un peu de melon.

### CARPACCIO TRÈS PENSÉS

Suite. Salade de roquette et par-mesan, un classique, indispensable et toujours pesant sur l'addition, nous sommes justement ici dans la maison du carpaccio ; tutto carpaccio, affirme l'enseigne. Aucun de ceux qu'on y sert ne peut prétendre éga-ler celui du Harry's Bar de Venise, net et nu, harponné par ses deux seules sauces d'accompagnement, la corse et celle aux herbes, mais on ne reprochera pas à ceux de cette Casa Bini de pas avoir été pensés. Un peu trop peut-être. Ce-lui avec son genre moutarde, sa chape de champignons et ce capa-

raçon de parmesan fatal, avait des difficultés à reprendre son souffle et à retrouver ses origines. Il mur-murait quelque chose que l'on avait du mal à entendre.

Plus drôle, plus fabriqué, plus mondain : Le Cherche-Midi, au 22 de la rue du même nom. Depuis près de vingt ans, ce refuge pour grandes personnes en mal d'alti-tude fait salle comble. À l'italienne, il chalute une grosse population d'intrigués par leur propre per-sonne, qui viennent se refaire un bain de santé dans un lieu inventé pour eux - au départ sans aucun espoir de réussite - et maintenant chapelle ardente d'un rite consacré au convenu et aux bains de foule parisiens. Mais quand on pousse du coude, tard le soir, des journali-stes secs de scoops, deux ou trois mannequins au khôl qui coule et le bellâtre de service en train de ra-conter ses étreintes caraïbes, on peut se faire servir une soupe d'ou-urier agricole tout à fait convenable et des ravioli faits minute des plus corrects.

Jean-Pierre Quélain

★ Paolo Petri, 6, rue du Débarcadère, 75017 Paris. Tél. : 01-45-74-25-95. Carte : à partir de 350 F. Menus : 130 F à midi, 180 F le soir.  
★ Casa Bini, 36, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris. Tél. : 01-46-34-05-60. Carte : à partir de 250 F.  
★ Le Cherche-Midi, 22, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 01-45-48-27-44. Carte : à partir de 200 F.

## Le pignon de pin

Avoir pignon sur table est une tradition qui remonte loin. Pour farcir viandes et poissons, le fruit de la pomme de pin, généralement associé au poivre, était fort prisé des fines guesules sous l'Antiquité. Un pâté proposé par Apicius dans son *Ars magistra* allie ces deux ingrédients dans un hachis fait de chair de poisson, de poulet, de ventres de grives et de têtes de truie. Alain Senderens, qui a réalisé en 1981 pour le « Club des cent » un dîner à la mode romaine, servit au dessert une simple crème au miel et aux pignons. C'est d'ailleurs généralement au rayon aides pâtis-sières que l'on trouve aujourd'hui le pignon de pin. Son usage salé ne fait cependant que croître. À tel point que, selon Maille, l'un des principaux revendeurs de ce produit, les ventes ont augmenté de 20 % l'an dernier. En dehors de la classique tourte aux bettes nicotées, le pignon sert encore trop souvent de cache-misère pour une salade verte ou



d'originalité à moindres frais. Les Libanais ont une tout autre conception du pignon. Dans ce pays de pinèdes, ces petites graines blanches et acidulées sont traitées comme des reines. « C'est le pignon qui donne toute sa valeur au kébbé, notre plat national », raconte Kamal Nassif, propriétaire du Louhane, à Paris. « Dans cette viande d'agneau hachée, le pignon ne doit surtout pas être sec, mais bien tendre, avec un goût de résine suffisamment prononcé. » Si les Libanais sont exigeants sur sa qualité c'est qu'ils connaissent parfaitement cette marchandise. Là-bas, c'est en novembre et décembre qu'on cueille les pommes de pin. Ces petits cônes végétaux sont alors secs et bien fermés. On les ramasse, puis les dépose sur les terrasses des maisons. C'est là que, pendant plusieurs mois exposés aux pluies et à la neige, les pommes s'ouvriront peu à peu jusqu'à ce qu'on puisse en extraire ces grains noirs que sont

tout autre plat auquel on prétend donner une note

les pignons de pin. Ce n'est en effet que la pulpe du fruit, débarrassée de sa coque sombre, que nous avons l'habitude de consommer. En l'occurrence, leur blancheur est un gage de qualité. La chair du pignon ainsi mise à nu est en effet extrêmement fragile. Sensible à la chaleur comme à l'oxygène ambiants, elle passe vite du blanc cassé au jaune, signe d'un rancissement certain. À éviter catégoriquement au moment de l'achat.

En 1995, 729 tonnes de pignons décorés ont été importés en France. Quatre fois moins que des noix de cajon, vingt fois moins que des noisettes. Le produit ne bénéficie pas souvent d'un étiquetage précis quant à son origine. La majorité des pignons que nous consommons viennent de Chine. Plus trappés, moins longilignes et savoureux que le fruit des pins espagnols ou portugais, il présente pour l'importateur l'avantage d'être deux à trois fois moins cher que ses concurrents européens.

Guillaume Crouzet

## BOUTEILLE

### Côtes-de-provence

#### CHÂTEAU SAINT-JULIEN D'AILLE

■ Dans les collines qui encadrent la vallée de l'Argens, autour de Vidau-ban, la vigne apparaît comme l'élément triomphant du paysage. Le do-maine de Saint-Julien, dont les origines remontent au XI<sup>e</sup> siècle, a mis en valeur les meilleures parcelles à partir de 1973. Les côtes-de-provence de-venant une appellation d'origine contrôlée en 1977. 172 hectares de co-teaux rocaillieux sont aujourd'hui plantés des cépages autorisés (gre-nache, cinsault, syrah, carignan, cabernet-sauvignon, ugni blanc et rolle), pour les rouges et les blancs. Avec des rendements de 50 hectolitres par hectare, des vendanges manuelles et une vinification traditionnelle, puis un élevage d'un an en cuve et deux ans en bouteille avant la commercia-lisation, on obtient un rouge 1993 « Carte noire » surprenant par la fraî-cheur de son attaque gustative, et par une dominante - au nez - de fruits rouges, d'épices et de sol mouillé. Un vin souple, ne manquant pas d'élé-gance, apte à une consommation immédiate, à déguster avec l'agneau et les viandes rouges.

★ Rouge AOC 1993 « Carte noire » : 37 F (remises quantitatives). Château de Saint-Julien d'Aille. BP 38. 83550 Vidau-ban. Tél. : 04-94-73-02-89. Télécopie : 04-94-73-61-31.

J.-C. R.

## TOQUES EN POINTE

### Bistrot

#### LA TABLE DU PÉRIGORD

■ Jean-François Le Guillou a fait ses classes près de Lascoux, non loin de « ces sous-sols où créchaient autrefois des torpides du graffiti », comme écri-vait Max Favalletti. La Table du Périgord, c'est non loin de l'église Saint-Sulpice, dans la calme et ecclésiastique rue de Mézières. C'est aussi le début d'une équipe jeune qui veut, à petits prix, faire apprécier le cou de canard farci, ou bien le foie gras de canard entier maison. Des salades fraîches, déjà avec les premières asperges, et puis quelques plats clas-siques (à roder encore, mais ce sont les premiers jours !) : le canard sous toutes ses formes, en cassoulet, confit avec des pommes sarladaises, ou bien le magret émincé au cassis, le tout accompagné d'un bergerac ou d'un pécharmant. Les prix, bien sûr, sont attractifs, vu la rigueur de choix des produits et le charme discret de cette table de qualité au ser-vice efficace et courtois. Et puis, comme le dit le même barde local : « Pour la tortore, c'est le Périgord. » Menu express : 79 F. Menus : 95 F, 125 F, 159 F.

★ Paris. 15, rue de Mézières (75006). Tél. : 01-45-48-30-38. Fermé le dimanche et lundi soir.

### Brasserie

#### LES EMBRUNS

■ On pourrait s'attendre, dans une brasserie marine, avec banc d'huîtres et crustacés, plats de poissons du genre « marée fraîche et vin de cham-pagne », aux prix de haute mer qui rendent aléatoire le plaisir de par-tager un repas entre amis. Ici, rien de tel. M<sup>me</sup> Combes, aveyronnaise et avisée, a su s'attacher une clientèle d'habitants du quartier, heureuse de se retrouver dans les salons ou à la terrasse de cette brasserie des familles et soucieuse de ses deniers. On vient, le dimanche, pour le menu des « bords de mer », 178 F avec un bonbon enber au beurre d'herbes fraîches ! Clientèle un peu bomogène - les jeunes sont rares - mais qui prend plaisir à décortiquer les crevettes grises poêlées en persillade ou à déguster la grosse sole filet (114 F) meunière ou grillée. Menus : 114 F, 166 F, 175 F. À la carte, compter 190 F.

★ Paris. 73, avenue de Suffren (75007). Tél. : 01-47-34-90-56. Tous les jours.

## Gastronomie

### RESTAURANT OPÉRA

■ Du Grand Hôtel et de son restaurant Opéra, inaugurés en 1862, on peut admirer encore les colonnes corinthiennes cannelées qui sup-portent les plafonds décorés de ciels italiens à motifs d'angelots. Ce serait une raison suffisante de fréquenter ce restaurant - un peu oublié des Parisiens - si, de surcroît, l'équipe dirigée par Christian Le Squer n'était en pleine possession de ses moyens. L'escalope de foie gras pochée dans un bouillon d'artichaut et de pamplemousse, le blanc de turbot rôti à l'arête accompagné d'une réduction de vin de Chimon et citron montrent assez le souci du chef d'équilibrer par une note discrète d'amertume ou d'acidité - l'artichaut et le pamplemousse ou bien le citron - la richesse on la subtilité des produits. Éblouissante côté de veau de lait fermier et carottes fondantes en cocotte, aux saveurs déli-cates, et desserts épatants. Il faut ajouter à ce travail d'équipe, car le ser-vice n'est pas dissociable ici de la réussite d'ensemble, le rôle éminent d'un sommelier exceptionnel, passionné de cultures biodynamiques. Pascal Martin a l'intuition du vin. Le riesling de Marcel Deiss qu'il conseille pour accompagner le foie poché est sans doute le plus parfaite-ment en accord possible. Menus : 230 F (dél.) et 335 F. À la carte, compter 450 F.

★ Paris. 5, place de l'Opéra (75009). Tél. : 01-40-07-32-32. Fermé samedi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

**PARIS 1<sup>er</sup>**  
AU DIABLE DES LOMBARDS  
VOTRE RESTAURANT AUX HALLES  
TOUS LES JOURS  
DE 11 H À 14 H STOP III  
DE 18 H À 17 H  
FORMULE À 40 F  
EN SEMAINE 1990/91 À 21 H  
Tél. 01 42 33 81 84  
64 RUE DES LOMBARDS 75001 PARIS

**PARIS 1<sup>er</sup>**  
A  
L'Escargot  
Montorgueil  
Midi 180 F. Menu de saison 250 F  
Carte de tradition - Tous les jours  
38, rue Montorgueil - 01-42-36-53-51

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
Choumieu  
SPECIALITÉ DE CARSOULET  
et COMPOT DE CANARD  
Tous les jours jusqu'à midi  
Dimanches services continus de 11 h à 14 h et 17 h à 21 h  
78, rue St-Denis 75001 Paris Tél. 01-47-36-46-75

**PARIS 16<sup>e</sup>**  
Chez Candide  
Venez déguster nos spécialités espagnoles  
dans une ambiance typiquement Andalousienne.  
Terrasse sur jardin, été comme hiver.  
Carte de 150 F à 200 F  
40, av. de Versailles - Tél. 01-45-27-86-68

**SEINE ET MARNE**  
LA MARE  
AU  
DIABLE  
le restaurant romantique  
de George Sand  
Un havre de paix, pour déjeuner ou  
dîner, auprès des grandes cheminées.  
Menu d'été 215 F (vin et café comp.)  
Menus découverte 245 F  
Menu dégustation 350 F + Carte.  
Dîner aux chandelles  
(35 km de Paris) Accès direct autoroute  
A6a, sortie 12 - RN 6 - Melun Séran  
01-64-10-20-90 - Séminaires, Hébergement.

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
LE POLIDOR depuis 1845  
Authentique bistrot parisien de  
rencontre artistique et éclectique  
Menu midi 35 F, 100 F et  
Carte 90/120 F - 41, rue Monsieur La Prince  
Tél. 01-43-26-95-34 - Ouvert 11h.

**CUISINE TRADITIONNELLE**  
"Le Bistrot de Breteuil"  
Le restaurant que l'on aimerait  
trouver souvent. Qualité-prix, pas  
de pièges, c'est clair et net,  
surtout une des meilleures  
formules à ce prix-là : 182 F,  
spécialité, vrai vin de propriété (1  
bouteille pour 2 personnes), café.  
Excellente sélection de produits  
parmi les plus chers. Foie gras,  
jambon de Parme, asperges sautes  
mousseline, carré d'agneau, coeur  
de rumsteck, haddock bretonne, 1/2  
homard frais (sup. + 20 F). Carte  
des desserts. Repas d'affaires. 7/7.  
3, place de Breteuil - PARIS 7<sup>e</sup>  
Tél. : 01-45-57-07-27 - Fax : 01-42-73-11-08.

**RESTAURANT ET SALONS DE**  
L'AEROCUB DE FRANCE  
Menu carte à midi : 168 F  
8, rue Galvée - 75116 PARIS  
Tél. : 01-47-20-42-51 - Fax : 01-47-20-88-35

Sur nos plateaux, c'est elle la star !  
PROMOTION  
FRUITS DE MER  
à 80 F  
244 F  
Menus et  
Formules rapides  
121 F - 152 F  
CHEZ HANSI  
GRANDE BRASSERIE ALCAZAR  
3, place du 18-Juin-1940 - 75008 Paris  
Tél. 45 48 96 42 - Fax 45 44 55 48

**ALSACE A PARIS** T.J.  
01-43-26-21-48  
9, pl. St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> SALONS  
CHOUCRUTES, GRILLADES,  
FLAMMEKUECHE, POISSONS,  
HUITRES ET COQUILLAGES

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE" pour vos annonces  
contactez-nous : 01-44-43-77-36 - Fax : 01-44-43-77-30

**PARIS 13<sup>e</sup>**  
LES  
VIEUX MÉTIERS  
DE FRANCE  
Michel MOISAN  
13, boulevard Auguste Blanqui  
Tél. 01-45-88-90-03 - 01-45-81-07-07  
- Ouvert tous les jours -

**NORMANDIE**  
LA TARENTEILLE  
DÉGUSTEZ SES SPÉCIALITÉS ITALIENNES  
PIZZAS : Normandie - Océane -  
Pêcheur - Tarentelle - St-Jacques -  
Lassagne et Osso Bacco maison  
54, avenue du 6-Juin (route de Caen)  
14100 LISIEUX - Tél. 31-62-29-00

مكتبة الأهل



## Sûreté nucléaire : EDF doit être plus vigilante

LORS de la présentation, jeudi 27 février, de son rapport annuel sur les installations nucléaires civiles françaises, le directeur de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), André-Claude Lacoste, a jugé que l'année 1996 avait été moins satisfaisante que la précédente en matière de sûreté. À l'appui de cette appréciation nuancée, M. Lacoste a cité deux séries de défauts qui, classés initialement au niveau 1 de l'échelle internationale des événements nucléaires, qui en compte sept, ont été reclassés au niveau 2.

Les premiers touchent les tranches de 900 MW et concernent des butées censées garantir la résistance sismique des puits de cuve des réacteurs. Les seconds affectent une partie du parc de 1 300 MW. Il s'agit d'anomalies de blocage de grappes permettant de contrôler la réaction nucléaire du cœur, et d'éviter ainsi son emballement (Le Monde du 18 juillet 1996). Enfin, il est arrivé que certaines vannes conduisant à l'enceinte de confinement du réacteur restent ouvertes de façon intempestive.

### PASTILLES D'IODE

Ces éléments, « préconçus, mais pas alarmants », conduisent M. Lacoste à retirer son satisfait à EDF et à appeler l'exploitant à plus de « vigilance ». Mais il précise que cette appréciation « ne signifie pas que la sûreté soit mauvaise en France ». Concernant la radioprotection des prestataires extérieurs, qui assurent pour partie la maintenance du parc EDF, M. Lacoste enregistre les progrès réalisés depuis 1992. À l'époque, 1 200 personnes avaient reçu une dose de rayonnements dépassant les 20 millisieverts par an (ce qui correspond au seuil prévu par la norme internationale CIPR 60, en vol d'adoption par la France). En 1996, on a dénombré 580 travailleurs extérieurs à EDF ayant dépassé ce niveau d'exposition.

M. Lacoste a noté que l'exercice de gestion de crise Becquerel « post-accident » avait mis en évidence un certain nombre de problèmes concernant les personnes évacuées, mais aussi le traitement des légumes et des animaux irradiés. Il s'est en revanche félicité de l'accueil réservé par la population aux distributions, autour de quatre centrales, de pastilles d'iode stable permettant de prévenir la fixation sur la thyroïde d'éléments radioactifs en cas d'accident nucléaire. Cette opération devrait être élargie à l'ensemble du parc nucléaire dans le courant de l'année.

## Les îles, laboratoires vivants de l'évolution

La diversité écologique et géologique de ces milieux spécifiques est une mine de renseignements pour les chercheurs sur les espèces insulaires, dont la taille et les comportements se modifient parfois profondément

Les îles, auxquelles le Muséum d'histoire naturelle de Paris consacre, jusqu'en janvier 1998, une remarquable exposition, sont des écosystèmes d'une grande fragilité. Rien que pour la Polynésie française, Hawaï, la Réunion et les Galapagos, qui ont tant apporté aux travaux du naturaliste britannique Charles Darwin sur la variabilité des espèces, cent quarante pestes végétales menacent trois mille plantes indigènes. Sous la pression

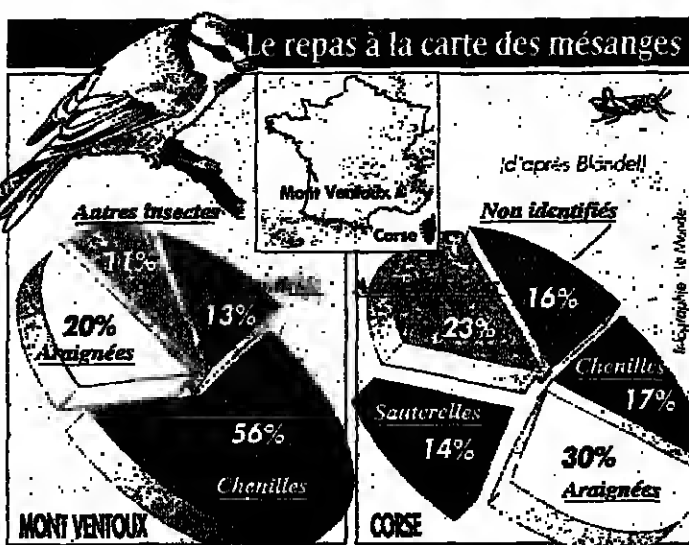
du ministère de l'environnement, les îles subantarctiques françaises (Kerguelen, Crozet, etc.) devraient être classées réserves naturelles. De tous ces sanctuaires, les spécialistes de l'évolution tentent de tirer des modèles de

colonisation, de différenciation, d'évolution voire de disparition. Pour comprendre l'implantation d'une nouvelle espèce sur une île ou observer les modifications de la taille d'un végétal ou animal insulaire.

ÉCLATS de terre pris en tenaille entre le ciel et l'océan, les îles brillent par leur diversité géologique et écologique. Tout l'intérêt de l'exposition que vient d'ouvrir le Muséum national d'histoire naturelle — également développé dans un album, éditions Nathan, fournissant d'exemples d'études très récentes — est de se situer au carrefour de l'écologie et de l'évolution, de retracer autant l'aventure des conquérantes et des sociétés humaines insulaires que la grande saga de la flore et de la faune lancées à l'assaut de ces microcosmes cernés par l'océan.

Pour réussir à coloniser les îles, une solide embarcation ne suffit pas. Pas plus que le vol et la nage, ni la mise en œuvre d'ingénieuses stratégies de conquête : le vent, un radeau naturel nu de simples vagues pour embarquer graines, spores et petits insectes ; des nageurs et des mammifères abritant virus et parasites ; le tube digestif d'un oiseau pour transporter des graines capables de germer ; l'homme pour introduire des plantes et animaux utiles.

D'abord parce que les îles peuvent être trop éloignées du continent. Ensuite parce que, une fois débarqué, le plus difficile est d'y demeurer. Les « conquérants » peuvent buter sur des résidents peu hospitaliers, un manque de ressources et un milieu naturel hostile. Les plus chanceux seront alors ceux qui allient souplesse écologique (capacité de diversifier son régime alimentaire, par exemple), démographie galopante et aptitude au vagabondage (pour découvrir les meilleurs ha-



Les îles constituent des écosystèmes particuliers propres à modifier, par exemple, le comportement de certaines espèces animales. La mésange bleue, présente à la fois en Corse et autour du mont Ventoux est de celles-là. Largement présente dans l'île, elle a su élargir son régime alimentaire.

bitats possibles). C'est peu dire que l'implantation d'une nouvelle espèce sur une île demeure un événement rare.

On estime que dans l'archipel d'Hawaï, en moyenne, une seule espèce de plante vasculaire se serait établie tous les trente mille ans, une espèce de gastéropode terrestre tous les deux cent mille ans et une espèce d'oiseau tous les trois cent cinquante mille ans. Aux Antilles, une seule espèce de mammifère terrestre aurait « fait son trou » tous les 1,5 million d'années. Lorsque enfin l'implantation est réussie, les espèces

perdent leurs facultés migratrices : disparition ou raccourcissement des ailes chez les oiseaux et les insectes, perte de crochets et d'épines pour se fixer aux pattes des oiseaux marins chez certaines plantes. Pour ne plus s'aventurer dans des pérégrinations océaniques trop incertaines ? Sans doute. Cette lente transformation des colons en êtres sédentaires s'accompagne d'une baisse de la fécondité chez plusieurs espèces insulaires, comme l'étude comparative des mésanges de Corse et de celles de métropole par le biogéographe

Jacques Blondel l'a remarquablement illustré. Cela pourrait résulter d'une implantation dans un espace étroit ; permettre aussi de concentrer son énergie à la recherche de nourriture.

### RATS NOIRS DE CORSE

Autres traits évolutifs marquants : les modifications de la taille des espèces insulaires. Tandis que l'on a retrouvé des ossements d'éléphant, d'hippopotame et de chèvre nains dans les îles méditerranéennes, aux ressources alimentaires peu abondantes, on observe que, dans les îles sans prédateurs de grande taille, les petits mammifères et les oiseaux terrestres (tel le dodo de l'île Maurice ou le moa de Nouvelle-Zélande) ont tendance à gagner plusieurs centimètres sur leurs parents continentaux, et les plantes parfois quelques mètres.

La diversification des caractères physiologiques permet aussi à une même espèce d'origine d'exploiter plusieurs niches écologiques et ses ressources. Ainsi, aux Galapagos, les pinsons de Darwin ont formé quatorze espèces aux becs de taille et forme différentes. Les porteurs d'un bec effilé peuvent se nourrir du nectar des fleurs. D'autres, au rostre trapu, brouillent des graines ou des insectes, et certains manient des brindilles pour attraper des vers cachés dans l'écorce d'un arbre.

Au fil du temps, les comportements se modifient également. On constate que le degré d'appareillement des populations est plus important sur les îles que sur le continent, de même que la tolé-

rance au sein des communautés — deux phénomènes que l'on retrouve chez certains peuples des îles, où les valeurs de solidarité et de hiérarchie se trouvent renforcées. « Chez les rats noirs de l'île de Corse, cela se traduit par une baisse de l'agressivité », indique Laurent Granion, du Muséum d'histoire naturelle. Pacification toujours, de nombreuses plantes des îles perdent leurs poisons et leurs épines, des armes de défense ré-

### 3 000 plantes menacées

Depuis l'ère coloniale, les introductions d'espèces de plantes alimentaires et ornementales, d'animaux domestiques et de leurs parasites et virus se multiplient. Un vrai fléau pour les espèces indigènes des îles océaniques envahies, affamées, piétinées, contaminées.

Au total, pour les îles de la Polynésie française, Hawaï, la Réunion et les Galapagos, 140 espèces de pestes végétales menacent 3 000 plantes indigènes. Les atouts de ces « aliens » ? S'acclimater à une large gamme d'habitats, se reproduire plus vite et en abondance, se disperser efficacement, et résister à divers prédateurs.

servées à des prédateurs restés sur le continent.

Mais une plus grande tolérance au sein des populations résidentes ne signifie pas une meilleure hospitalité... Un suivi par émetteur radio de rats noirs introduits sur l'île de Corse de Piana a montré leur rejet immédiat et violent par les populations locales. « En quelques heures, trois des quatre mâles introduits ont été retrouvés morts ou mourants, portant des traces de blessure au niveau du cou », note Gilles Cheylan, du Muséum d'Aix-en-Provence. S'agit-il de maximiser les chances de survie des populations autochtones dans un espace étroit, aux ressources limitées ? Une chose est sûre, cet accueil musclé des étrangers n'est l'appareil de nos sociétés animales ni des communautés insulaires.

Vincent Tardieu

\* « Îles, vivre entre ciel et mer », jusqu'au 5 janvier 1998. Renseignements au 01-40-79-30-00. Îles, vivre entre ciel et mer, Nathan, 128 p., 126 F.

## Entre sanctuaires et paradis perdus

À LA SUITE de longues pressions sur l'administration des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), les îles subantarctiques françaises, situées à la limite des océans Indien et Austral, devraient être classées cette année « réserves naturelles ». De quoi mettre un terme à la dégradation de leurs habitats, entamée à la fin du siècle dernier, et aux introductions destructrices de moutons, vaches, lapins, rats, chats, rennes. Sept espèces de mammifères « exotiques » sont désormais implantées dans l'archipel de Kerguelen, trois dans l'archipel de Crozet, quatre sur l'île Amsterdam et trois sur celle de Saint-Paul.

Avec les incendies, le déboisement et la chasse, ces espèces ont presque anéanti les communautés végétales et animales autochtones. Un exemple est fourni aux îles Kerguelen par l'île de Guillaud, où la présence d'une quinzaine de chats (éliminés en 1995)

s'est traduite par la quasi-absence de pétrels, des oiseaux marins, alors que sur l'île Verte, sans chat, entre 50 000 et 70 000 couples de pétrels étaient recensés en 1991 et 1992.

Sans attendre cette mise en réserve, des actions de « restauration » ont été engagées sur ces îles. Pose de clôtures sur Amsterdam dès 1987, puis limitation du troupeau de vaches par abattage, afin de permettre aux albatros de nicher et aux plantes endémiques de repousser (notamment aux peuplements reliques de l'arbuste *Phyllocladus*). Élimination systématique, depuis 1992, des chats, des lapins et des rats, à Saint-Paul et sur deux îles de Kerguelen, ce qui reste impossible sur la Grande Terre, aussi vaste que la Corse...

« Quatre ans après l'éradication des 1 300 lapins par empoisonnement sur l'île Verte, nous constatons un ralentissement sensible des

phénomènes d'érosion, un développement de certaines espèces végétales comme le pissenlit et surtout le chou local », indique Jean-Louis Chapuis, du Laboratoire des systèmes naturels et modifiés (CNRS-Muséum). Même reprise végétale sur l'île de Guillaud après l'élimination des lapins en 1995. Et, en juillet, cette opération devrait se poursuivre sur l'île aux Cochons, avec à la clé un essai d'ensemencement de graines de chou pour accélérer leur recolonisation.

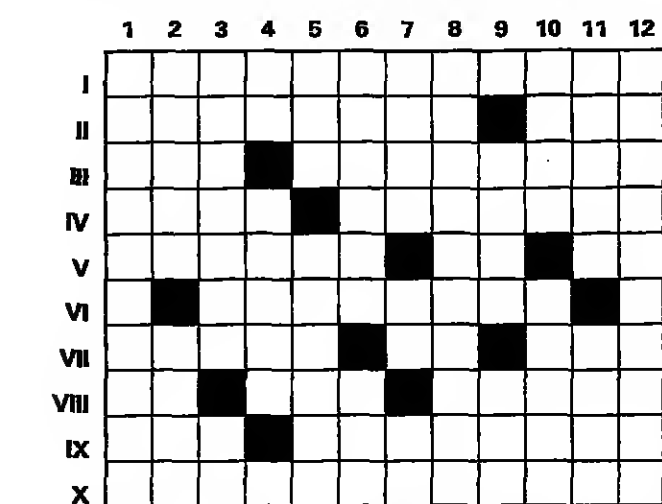
En Nouvelle-Zélande et sur l'île Ronde (océan Indien), certains vont plus loin. Non contents d'éradiquer les mammifères exotiques, ils importent des espèces menacées natives d'autres îles, au grand dam des partisans du retour à la nature originelle... Entre l'île sanctuaire et le paradis perdu, deux conceptions de la conservation s'affrontent.

V. T.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97038

3615 LEMMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

1. Change les bons grains en ivresse. - 2. De bons gestionnaires du temps et de l'argent. Grosse bête qui ne fait plus peur aujourd'hui. - 3. Plein d'assurance. A perdu sa magie depuis les frères Lumière. - 4. Prend racine dans les Highlands. On beaucoup souffert du froid. - 5. Le bébé en a plein la bouche. Lac pyrénéen. Dépense du pourboire. - 6. Vient titiller nos sens. - 7. Descend comme des bols de lait. Démonstratif. Lettres de consommateurs. - 8. Personnel. Ondes péripné-

riques. Etat sud-américain renversé. - 9. Ouvre la porte aux flux migratoires. Faisait silence. - 10. Sous la très haute autorité de Kim Jong-il.

### VERTICALEMENT

1. Ce qui vient de la terre lui suffit. - 2. Premier accident aérien. C'est très grave pour une femme. - 3. Impossible de descendre en marche. Fin d'infinif. - 4. Était dans le coup il n'y a pas longtemps. Finit souvent au lit. - 5. Donne peu d'espoir à l'espoir. D'un joli bleu gélant. - 6. Pour illustrer, mais

plus en usage. Se retrouvent dans le lampion. - 7. La veille d'une grande Passion. L'actinium. Cœur de mère. - 8. Personne ne lui recommande de garder les pieds sur terre. - 9. Contribution à la communauté. Sorti. - 10. Née dans le Perche, on la retrouve à Chartres. Support d'images. - 11. Contiennent bien des secrets. Oreiller d'enfant. - 12. Fait de l'effet de banque à banque.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 97037

HORIZONTALEMENT  
1. Emasculation. - 2. Casier. Grosse. - 3. Utile. Dégels. - 4. Solo. Aude. Ot. - 5. Sue. Arrosee. - 6. Sapeur. Pur. - 7. Nn. City. Dén. - 8. Novice. Salie. - 9. Evida. Webem. - 10. Satelliseras.

VERTICALEMENT  
1. Ecussonnées. - 2. Matou. Nova. - 3. Asiles. Vlt. - 4. Silo. Acide. - 5. CEE. Apical. - 6. Ur. Arête. - 7. Duny. - 8. Age d'or. Ses. - 9. Toges. Dabe. - 10. Ise. Epeler. - 11. Oslo. Unira. - 12. Nestoniens.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gutenberg  
94002 Ivry cedex

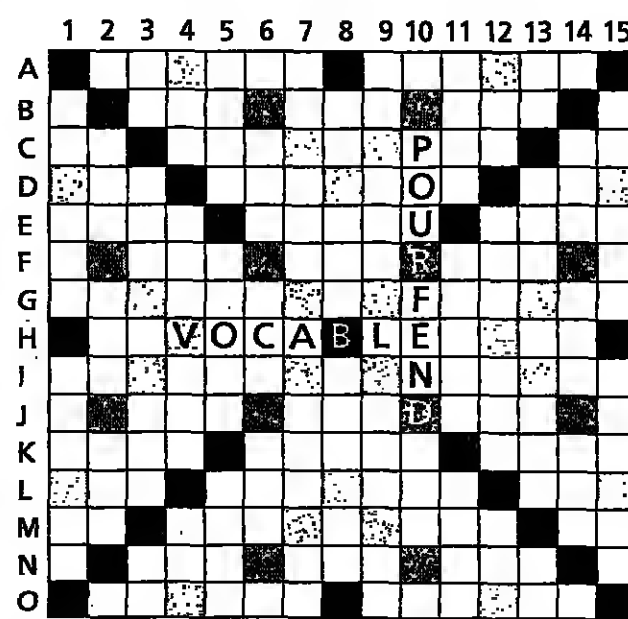
PRINTED IN FRANCE

## SCRABBLE

PROBLÈME N° 7

## A la recherche du troisième mot

Le tirage a été A D E E G L I  
1) Trouvez et placez un mot de sept lettres. Deux placements sont possibles, dont l'un rapporte 91 points et l'autre 83.  
2) Trouver six mots de huit lettres en utilisant six lettres différentes appartenant à l'un ou l'autre des deux mots placés sur la grille.  
N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.  
Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine.  
Premier tirage : E I N O R R T.  
Trouvez un sept-lettre.  
Deuxième tirage : A F L N R T U.  
En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettre.  
Solutions dans Le Monde du 12 mars.  
Solution du problème du 26 février.  
Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence



par une lettre, le mot est horizontal ; lorsque elle commence par un chiffre, le mot est vertical.  
a) EVINCAT, 11 B, 86, faisant MUSCADET ; en J 5, 84, faisant IMPORTUNE.  
b) VATICINE, B2, 88, ou les anagrammes EVINCAIT et INACTIVE. CONATIVE, relative à l'effort. E 4, 76-ECRIVANT, F 3,

67-CAVATINE, pièce vocale à une voix, dans un opéra, 8 E, 64, ou les anagrammes CAVAJENT, ENCAVAIT ou VATICANE.  
c) VOCABLE  
d) POURFEND, PARFONDU, incorporé par fusion (en parlant de matières colorantes).

Michel Charlemagne

هكذا من الأدب



de l'évolution

## Faibles pluies sur la moitié nord

UNE PERTURBATION pluvieuse finira de traverser le pays d'ouest en est mais dans un champ de pression relativement élevée son activité sera atténuée; elle donnera des pluies généralement faibles sur la moitié nord et à l'arrière de belles éclaircies reviendront.

**Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie.** - Après une matinée assez agréable où les nuages alterneront avec des éclaircies, le ciel se couvrira par l'ouest l'après-midi. Les températures maximales resteront douces, entre 12 et 14 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - La journée débutera avec de faibles pluies ou averses; l'après-midi de belles éclaircies se développeront. Les températures resteront au-dessus des normales saisonnières, comprises entre 13 et 15 degrés l'après-midi.

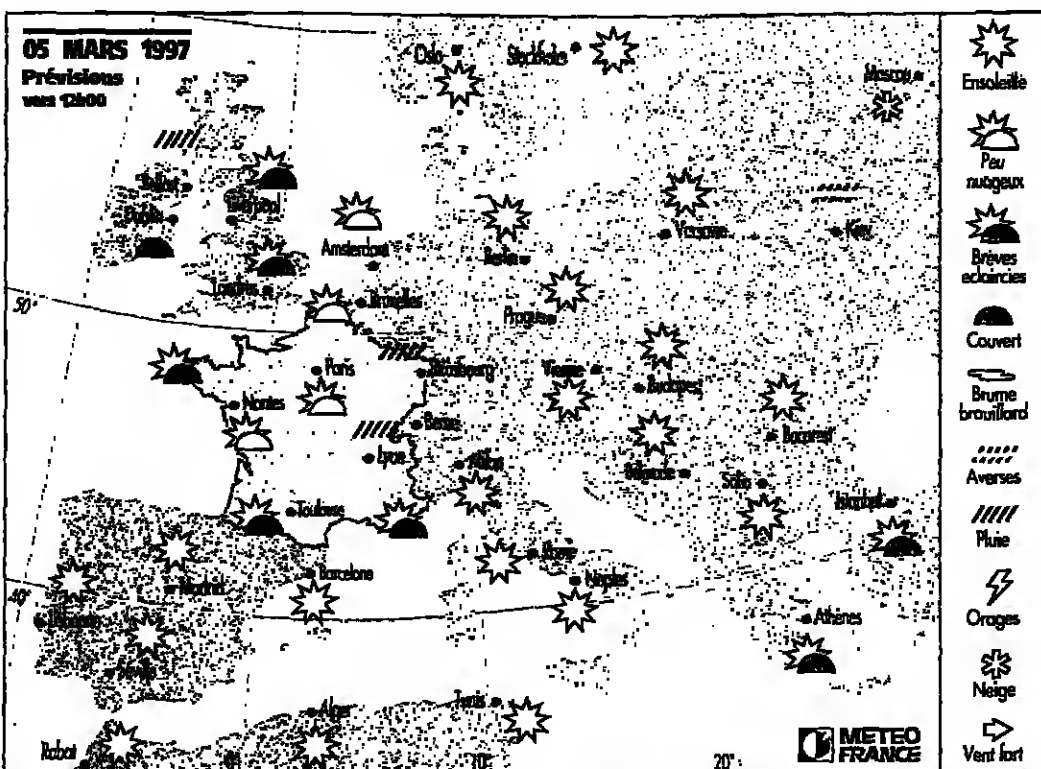
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Le ciel sera très chargé au lever du jour et les pluies arriveront rapide-

ment par l'ouest; quelques éclaircies reviendront sur la Lorraine et la Bourgogne en fin d'après-midi. Les températures seront en baisse mais resteront agréables avec 13 ou 14 degrés au maximum.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - La matinée sera très nuageuse avec quelques gouttes éparses sur les régions le plus au nord; l'après-midi le soleil gagnera du terrain. Les températures resteront élevées, comprises 16 et 20 degrés du nord au sud.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Le ciel se couvrira progressivement en cours de matinée et de faibles pluies éparses tomberont de l'Auvergne au nord des Alpes. Températures printanières entre 17 et 20 degrés.

**Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Malgré un ciel un peu plus nuageux sur les régions le plus au nord, le soleil dominera largement et les températures resteront très douces, comprises entre 17 et 21 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **SUISSE.** Swissair organise des voyages forfaitaires avec l'un des deux derniers Douglas DC-4. Au programme: une journée pour Salzbourg et Prague (environ 3 300 F) ou un séjour en Amérique du Nord en 9 jours (environ 39 500 F). Renseignements au 00-41-1-812-51-91.

■ **FRANCE-PAYS-BAS.** A partir du 1<sup>er</sup> avril, Regional Airlines autorise KLM à commercialiser des sièges sur ses liaisons Marseille-Amsterdam et Clermont-Ferrand-Amsterdam, et la compagnie scandinave SAS à vendre conjointement avec elle - à partir du 30 mars - la ligne Lyon-Copenhague, dont le trajet est assuré par un appareil de Regional Airlines.

■ **THAILANDE.** Thai Airways International augmentera ses liaisons Bangkok-Los Angeles, qui deviendront quotidiennes le 30 mars, avec escale à Osaka les mardis, jeudis et dimanches. Les lundis, mercredis, vendredis et samedis, les appareils feront escale à Séoul. - (AP.)

### PRÉVISIONS POUR LE 05 MARS 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	NANCY
AIACCIO	5/18 S
ARRAS	10/19 S
BORDEAUX	9/18 S
BREIST	9/15 S
CAEN	7/11 N
CHERBOURG	6/11 S
CLERMONT-F.	8/18 N
DIJON	5/16 S
GRENOBLE	4/17 P
LILLE	9/12 S
LYONS	8/15 S
MAIRIE	7/16 P
MAIRIE	8/19 S

FRANCE outre-mer	ST-DENIS-RE.
AMSTERDAM	5/10 N
ATHENES	10/13 S
BARCELONE	9/16 S
BELFAST	5/10 P
BERGHEIM	3/10 S
BERLIN	9/19 N
BERNE	9/20 S
BRUXELLES	8/13 S
CHERBOURG	7/18 N
CLERMONT-F.	8/13 P
COLOGNE	8/16 N
DUBLIN	7/15 S
FRANCOFORT	7/14 P
GENEVE	25/26 S
Helsinki	21/1 S
ISTANBUL	26/27 S

FRANCE outre-mer	ST-DENIS-RE.
AMSTERDAM	5/10 N
ATHENES	10/13 S
BARCELONE	9/16 S
BELFAST	5/10 P
BERGHEIM	3/10 S
BERLIN	9/19 N
BERNE	9/20 S
BRUXELLES	8/13 S
CHERBOURG	7/18 N
CLERMONT-F.	8/13 P
COLOGNE	8/16 N
DUBLIN	7/15 S
FRANCOFORT	7/14 P
GENEVE	25/26 S
Helsinki	21/1 S
ISTANBUL	26/27 S

FRANCE outre-mer	ST-DENIS-RE.
AMSTERDAM	5/10 N
ATHENES	10/13 S
BARCELONE	9/16 S
BELFAST	5/10 P
BERGHEIM	3/10 S
BERLIN	9/19 N
BERNE	9/20 S
BRUXELLES	8/13 S
CHERBOURG	7/18 N
CLERMONT-F.	8/13 P
COLOGNE	8/16 N
DUBLIN	7/15 S
FRANCOFORT	7/14 P
GENEVE	25/26 S
Helsinki	21/1 S
ISTANBUL	26/27 S

FRANCE outre-mer	ST-DENIS-RE.
AMSTERDAM	5/10 N
ATHENES	10/13 S
BARCELONE	9/16 S
BELFAST	5/10 P
BERGHEIM	3/10 S
BERLIN	9/19 N
BERNE	9/20 S
BRUXELLES	8/13 S
CHERBOURG	7/18 N
CLERMONT-F.	8/13 P
COLOGNE	8/16 N
DUBLIN	7/15 S
FRANCOFORT	7/14 P
GENEVE	25/26 S
Helsinki	21/1 S
ISTANBUL	26/27 S

FRANCE outre-mer	ST-DENIS-RE.
AMSTERDAM	5/10 N
ATHENES	10/13 S
BARCELONE	9/16 S
BELFAST	5/10 P
BERGHEIM	3/10 S
BERLIN	9/19 N
BERNE	9/20 S
BRUXELLES	8/13 S
CHERBOURG	7/18 N
CLERMONT-F.	8/13 P
COLOGNE	8/16 N
DUBLIN	7/15 S
FRANCOFORT	7/14 P
GENEVE	25/26 S
Helsinki	21/1 S
ISTANBUL	26/27 S

### PRATIQUE

## Téléphoner au plus juste prix

En prévision de la fin du monopole, France Télécom baisse certains tarifs mais l'économie pour le consommateur ne semble pas substantielle

LE 1<sup>er</sup> MARS, l'abonnement téléphonique a augmenté de 29 %, passant de 105,59 F à 136 F TTC par facture (soit 68 F mensuels au lieu de 52,80 F). En contrepartie, dès mercredi 4 mars, le prix des communications nationales baisse de 17,5 %. La minute à plein tarif entre Paris et Marseille, par exemple, passe ainsi de 1,73 à 1,39 F (tous les prix sont indiqués TTC). Les communications internationales s'allègent de 20 %, soit environ 2,50 F la minute pour un appel à destination d'un pays européen, et 2,97 F vers les Etats-Unis.

Les tarifs réduits diminuent également: pour les communications nationales, de 1,24 F la minute à 0,99 F, en période blanche (de 12 h 30 à 13 h 30 et de 18 heures à 21 h 30); de 0,87 F à 0,70 F en période bleue (de 6 heures à 8 heures et de 21 h 30 à 22 h 30); le samedi de 13 h 30 à 22 h 30; les dimanches et jours fériés jusqu'à 22 h 30; et de 0,62 F à 0,49 F pour le tarif bleu nuit (tous les jours, de 22 h 30 à 6 heures). Seul le prix des communications locales reste inchangé: 0,74 F toutes les trois minutes.

L'usager sera-t-il réellement gagnant? Tout dépend de la nature de sa consommation. S'il se sert de son téléphone exclusivement en « local », il verra sa facture augmenter d'un peu plus de 30 F, en raison du prix, plus élevé, de l'abonnement. Celui qui téléphone loin verra sa facture diminuer, surtout s'il appelle aux heures creuses. Ainsi, un couple séparé pour raisons professionnelles, qui communique entre Paris et Montpellier, du lundi au jeudi, vingt minutes chaque soir après 22 h 30, réalisera, grâce au nouveau tarif, une économie de 52,40 F, sur une facture de

502,39 F. S'ils utilisent le tarif bleu, l'économie sera de 78,39 F sur une facture de 662,39 F. Si leur budget leur permet d'user du tarif rouge, ils économiseront 189,19 F sur une facture de 1 212,79 F. Autrement dit, la nouvelle tarification de France Télécom permet de réaliser de substantielles économies lorsqu'on téléphone au prix fort.

Pour ne pas trop léser les petits utilisateurs du téléphone et ceux dont l'essentiel des communications sont locales, France Télécom propose deux nouveautés. L'abonnement « modéré », à demi-tarif: 68 F pour deux mois. En revanche, le prix de la communication est doublé: 1,48 F TTC l'unité ou bien de 0,74 F. Cette formule est rentable que pour un abonné dont la consommation ne dépasse pas 91 unités par bimestre, soit quatre minutes et demie par jour de communications locales.

**TARIFICATION A LA SECONDE**  
« Il s'agit d'un abonnement dit « de sécurité familiale », pour une personne âgée que ses enfants appellent régulièrement, et qui ne donne pas plus de dix appels téléphoniques par mois. Il devrait concerner environ 2,5 millions de foyers », explique-t-on à France Télécom. Attention surtout à ne pas dépasser les 91 unités par bimestre, faute de quoi la formule revient plus cher qu'un abonnement normal, car la tarification double est appliquée jusqu'à 184 unités!

L'autre innovation, le « forfait local », offre six heures de communications pour 30 F par mois, à condition de téléphoner après 18 heures, le week-end et les jours fériés. Les parents des ados accros au téléphone seront intéressés.

Une tarification à la seconde, plus précise, notamment pour les

communications longue distance, entrera en vigueur en octobre, ainsi que de nouvelles réductions: en particulier, une baisse de 21 % sur les appels nationaux, soit environ 1,20 F la minute au plein tarif. Mais, à cette date, il n'y aura plus que deux plages horaires, l'une à plein tarif, l'autre à demi-tarif, à partir de 19 heures en semaine, le samedi après-midi, le dimanche et les jours fériés. Exit la plage « bleu nuit » à 65 % de réduction et la tranche 12 h 30-13 h 30 à 30 % de réduction.

A France Télécom, on explique que « ces plages horaires étaient peu connues, donc peu utilisées » et on plaide pour la « simplification ». Mais le couple bavard, grand utilisateur de la période bleu nuit, acquiesce désormais 520 F (abonnement compris) par facture, au lieu de 449,60 F. France Télécom récupérera donc... 70,40 F, soit plus que la réduction généralement allouée en mars! Les « internautes », grands consommateurs de téléphone après 22 h 30, protestent eux aussi contre la suppression du tarif « bleu nuit ».

Sur le terrain des communications internationales, France Télécom se prétend compétitive. Cela reste à démontrer depuis que les « call back », sociétés américaines de discount téléphonique, ont investi l'hexagone. « 2,79 F TTC la minute pour téléphoner aux Etats-Unis? Avec Interactive network system (INETS), le paie 0,10 dollars, soit cinquante-six centimes la minute », remarque une cosmopolite d'où la fille vit aux Etats-Unis. Même en incluant les frais mensuels de perception qui s'élèvent à deux dollars (11,30 F), France Télécom a encore des progrès à faire.

Michaëla Bobasch

### Les services à connaître

- **Primaliste.** Si on téléphone souvent aux mêmes personnes, on peut souscrire à Primaliste: 20 % de réduction cumulables avec les autres avantages horaires, sur six numéros en France ou à l'étranger, pour 15 F TTC par mois.
- **Temporall.** Plus la communication est longue, plus le tarif est dégressif. Pour les amateurs de longs concubinaux. Cumulable avec les avantages horaires. Prix: 15 F TTC par mois.
- **Forfait local.** Formule à 30 F pour six heures de

communication, réservé aux titulaires d'un abonnement ordinaire, cumulable avec Primaliste ou Temporall. Ceux qui opteront pour le forfait local pourront connaître à tout moment le nombre d'heures consommées et le crédit restant en appelant un numéro vert, le 0800-802-800. Disponible en mai.- **Abonnement.** Pour tous ces services, l'abonnement minimum est de six mois. Il est impossible de bénéficier à la fois de Primaliste et de Temporall.
- **Accès sélectif modulable.** Possibilité de verrouiller la ligne, afin qu'en votre absence on ne puisse pas passer d'appels locaux,

nationaux, internationaux ou utiliser le Minitel. Tarif: 15 F TTC par mois, plus 0,74 F TTC par chaque modification d'option de restriction.

- **Facture détaillée.** Pour 15 F TTC par facture, on reçoit le relevé et le coût des communications.
- **Allofact.** Pour connaître le montant global de sa consommation depuis la dernière facture, le montant de sa consommation entre deux dates de son choix, le détail des trois consommations les plus chères, et le montant de ses trois dernières communications. Sans abonnement, par le 36-53. Prix:

### DÉPÊCHES

■ **VENTES.** Une collection de pièces de monnaie sur le thème des croisades sera vendue à Londres par Sotheby's jeudi 6 et vendredi 7 mars. Elle réunit des pièces des différents royaumes, principautés, comtés et territoires créés par les croisés au Moyen Age, entre le XI<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle. Les estimations vont de 100 à 4 000 livres sterling (800 à 32 000 francs).

■ **ENVIRONNEMENT.** La Fédération internationale de l'automobile (FIA) s'inquiète du contenu d'une

directive européenne rendant obligatoire, à compter de l'an 2000, un système de diagnostic embarqué - OBD (On Board Diagnostics) - capable de contrôler le fonctionnement du moteur et les émissions polluantes. Selon la FIA, le projet de directive risque d'aboutir à ce que seuls les constructeurs puissent avoir accès aux informations contenues dans l'OBD, créant ainsi « un monopole de facto de service après-vente ».

■ **INTERNET.** La firme américaine Microsoft a annoncé, lundi 3 mars,

que les dernières versions de son logiciel de navigation, Internet Explorer, présentent un défaut de conception en matière de sécurité informatique. Cette anomalie pourrait permettre à des éditeurs de page Web d'accéder au contenu des ordinateurs personnels de quiconque viendrait les consulter. Microsoft assure n'avoir enregistré aucune plainte de ses clients, mais indique qu'elle fournira « dans les 48 heures » un logiciel permettant de résoudre ce problème. - (Bloomberg.)

### APPEL À CANDIDATURE

## PRIX DE PROJET DE RECHERCHE 5 PRIX DE 100 000 F

### UNE INITIATIVE DE L'INSTITUT DANONE...

L'Institut Danone a notamment pour mission d'encourager la recherche dans le domaine de l'alimentation et de la santé.

### 5 PRIX DESTINÉS À DES JEUNES CHERCHEURS...

En 1997, le jury de l'Institut Danone remettra cinq Prix de Projet de Recherche Alimentation et Santé. Trois prix seront attribués pour des projets doctoraux et deux pour des projets post-doctoraux. Ils permettront à des chercheurs, âgés de moins de 35 ans, de mener à bien leur projet dans les disciplines suivantes: médecine, diététique, pharmacie, sciences agroalimentaires, sciences humaines.

### 5 PRIX CONSACRÉS À LA RECHERCHE EN NUTRITION...

Les projets soumis au jury devront s'attacher à cinq grands thèmes:

- \* Alimentation et santé
- \* Nutrition et prévention
- \* Physiologie de la nutrition
- \* Aliments de l'avenir
- \* Comportements alimentaires

Le jury sera composé de Mesdames et Messieurs les Pr. P. Bourloux, Dr D. Rigaud, Pr. J. Adrian, M. Amal, C. Bouley, Pr. M. Chiva, Pr. T. Constant, A. Fazel, P. Ferré, C. Fischer, Pr. C. Guennec, S. Lahlou, Pr. F. Lamisse, F.M. Luquet, Dr A. Mounot, Pr. J. Navarro, G. Pascol, P. Pymon, Pr. P. Vague, Pr. B. Vellas, Pr. M. Vidalher.

Les dossiers de candidature et le règlement peuvent être retirés auprès de l'INSTITUT DANONE: 126, RUE JULES GUESDE 92302 LEVALLOIS-PERRET, TEL: 01 40 87 22 00 - Fax: 01 40 87 23 01, et sur internet: <http://www.danone-institute.com> Date limite d'envoi des dossiers: le 28 avril 1997.

DANONE

INSTITUT DANONE

مكتبة الأهل



**SCULPTURE** Accusé d'avoir fabriqué un certain nombre de « faux Rodin », Guy Hain a été condamné le 28 février à quatre ans de prison ferme et 200 000 francs d'amende

par le tribunal de Lure (Haute-Saône). Le procès n'a toutefois pas levé toutes les ambiguïtés du domaine des bronzes, où la contrefaçon n'est pas toujours facile à prou-

ver. ● LE MUSÉE RODIN, qui abrite et gère le formidable legs du sculpteur à l'Etat, est à l'origine de la plainte contre le marchand. Il reçoit en dépôt quelque 200 bronzes,

résines, plâtres et moules fabriqués ou vendus par Guy Hain, qui seront expertisés. ● L'AFFAIRE, qui a commencé en 1988, ne se termine pas avec la décision du tribunal de

Lure. De nouvelles parties civiles se constituent contre Guy Hain, qui a fait appel et vient de déposer une plainte contre le Musée Rodin pour « escroquerie au jugement ».

## Le procès des « faux Rodin » a laissé intacts beaucoup d'incertitudes

Guy Hain a été condamné à quatre ans de prison par le tribunal de Lure (Haute-Saône). Mais les débats n'ont pas levé toutes les ambiguïtés du domaine des bronzes, entre fonte originale et reproduction. En ce domaine, la contrefaçon n'est pas toujours facile à prouver

LE TRIBUNAL correctionnel de Lure (Haute-Saône) a condamné, vendredi 28 février, Guy Hain, à quatre ans de prison ferme, 200 000 francs d'amendes pour « contrefaçon, délit de contrefaçon et escroquerie ». Le condamné devra en outre verser plusieurs millions de dommages et intérêts à des acheteurs abusés. Le Musée Rodin, principale partie civile dans cette affaire, reçoit pour sa part environ deux cents pièces saisies chez le faussaire.

Mais l'affaire est plus compliquée que le simple énoncé du jugement peut le laisser croire. Le délit de contrefaçon, dans le domaine du bronze, n'est en effet pas aisé à prouver. Et le tribunal était invité à mettre le nez, non pas dans des textes de lois, qui sont en ne peut plus minces en la matière, mais sur une quantité de pièces estimées défectueuses, sur lesquelles d'ailleurs les experts reconnus - ils sont peu nombreux - n'ont pas fini de se casser les dents. Ni de batailler entre eux.

C'est que l'accusé, aujourd'hui condamné, est habile. Dans son genre, c'est un expert. « Je suis plus compétent que n'importe qui pour juger de l'origine d'un bronze », clame-t-il, fort de sa connaissance du matériau. Il a « l'œil », en effet, cette qualité qui prévaut dans le domaine des expertises en art. M. Camard, expert près le tribunal, le reconnaît. Si deux ou trois fontes sont indubitablement illégitimes, le cas de la plupart des Rodin n'est pas réellement tranché. Du coup, Guy Hain contre-attaque, fait appel, et poursuit à son tour le Musée Rodin en « escroquerie ou jugement ».

La bataille entre le Musée Rodin et Guy Hain est donc loin d'être finie. Celle-ci dure déjà depuis sept ans. Elle a été déclenchée en 1988 par le Musée Rodin, qui faisait saisir dans la boutique de M. Hain,

au Louvre des antiquaires, à Paris, une fonte de *L'Éve au rocher* (1870). Les activités de Guy Hain, ancien fabricant de produits vétérinaires à Dijon, collectionneur de bronzes, connu des marchands depuis les années 60 et devenu marchand lui-même, allaient alors être surveillées de près. L'enquête a mené à la découverte de la fondée de Luxeuil d'où les bronzes paraissent bruts de fonte pour être polis et patinés dans les ateliers de la maison Rudier, une fameuse maison dont le nom a toujours été lié à l'œuvre de Rodin, mais qui, d'autant plus que le musée du sculpteur avait cessé de lui passer commande depuis le début des années 80.

Avec le bronze, on ne sait jamais trop ce qui peut être considéré comme authentique. On est d'emblée dans le domaine de la reproduction et non de l'œuvre originale sortant des mains de l'artiste

En 1991, M. Hain était interpellé, et de nombreuses saisies effectuées sous la conduite du commissaire Vincenot, du SRPJ de Dijon, qui décidément flairait le bronze : il venait de confondre des fabricants de faux Diego Giacometti. Plus de 2 000 pièces passées entre

les mains de Guy Hain allaient finir sous séquestre en attendant le procès. Quelles pièces ? Des fontes et des plâtres. Des Barye, des Mène et autres sculpteurs animaliers du XIX<sup>e</sup> siècle, en quantité. Mais aussi des grands Rodin. Du plus sérieux. Parmi eux, plusieurs *Age d'or*, dont l'un passé en vente publique, à Drouot (étude de M<sup>re</sup> Poulain et Le Fur) en 1989, et acquis par Christian Pellerin, le promoteur du quartier de la Défense, pour 3,5 millions de francs, ou encore un *Baiser* qui a fait plus de 4 millions de francs, toujours à Drouot, sous le même marteau et également en 1989, l'époque de la grande flambée du marché de l'art.

Étaient-ce des contrefaçons ? Des fontes illégitimes ? Des surmoulages ? Anciens ou récents ? Il faut y regarder à vingt fois pour pouvoir statuer. Et M. Hain sait y faire pour brouiller les pistes. Pour M<sup>re</sup> Camard, contacté par *Le Monde* à la veille du jugement, « beaucoup de pièces n'avaient pas de raisons d'être saisies. Certaines portent la mention "reproduction", et sont légitimes. D'autres n'ont pas cette mention, mais n'ont pas encore été expertisées... Les procédures sont en cours ». Certains acheteurs ignorent encore le degré d'authenticité des pièces dont ils se sont portés acquiescés.

En faisant saisir l'ensemble des œuvres qui lui sont tombées sous la main, la justice a sans doute pris plus qu'il ne fallait. Il y a en effet, dans cet amoncellement, des pièces qui n'avaient pas encore été mises en ventes et aussi des bronzes animaliers du XIX<sup>e</sup>, fondus depuis longtemps et qui sont tombés dans le domaine public, donc parfaitement légaux.

Ce que le Musée Rodin reproche au faussaire, c'est d'avoir commis des maquillages de signatures, celle notamment de Georges Ru-



« L'Éclésiaste », 1899, Bronze, fonte Godard. Musée Rodin.

dier (sa mort en 1994 a privé le tribunal d'un précieux témoignage) pour la plupart, sur des œuvres légalement achetées, mais auxquelles il enlevait leur signature et qu'il remplaçait par celle d'Alexis Rudier, grand-oncle de Georges, une signature plus ancienne et plus recherchée. « Il y a là des faux qui sont en quelque sorte des vrais, explique M<sup>re</sup> Camard. Ils ont toutes les caractéristiques de fontes dites originales tirées de plâtres, mais ils ne sont pas forcément considérés comme originaux. Rodin ne faisait pas forcément la distinction. Mais, en remplaçant les signatures, Guy Hain fait croire à une fonte plus ancienne. C'est un délit. Mais on peut dire que ce sont les mêmes pièces ».

M. Hain, quant à lui, ne cesse de

répéter, en effet, qu'étant propriétaire légal de la marque Rudier, qu'il a déposée, il vend des « vrais Alexis Rudier », et que son affaire est « une affaire de droit commercial et non moral ». Ce que conteste évidemment Jacques Villain, le directeur du Musée Rodin, partie civile. « Il est important d'assainir le marché », dit-il au *Monde*. M. Hain a peut-être été lourdement condamné. Mais il avait une obsession totale de déontologie. Il a voulu que les signatures, il a pratiqué des patines trompeuses qui font ancien et lui permettent de vendre beaucoup plus cher des pièces récemment fondues. Il y a là un problème de morale. Guy Hain a escroqué quantité de clients ».

Les magistrats de Lure ont re-

laxé les commissaires-priseurs Rey et Faure, également mis en examen dans cette affaire, ainsi que Bernard Rudier, héritier de la dynastie. Guy Hain a de son côté été relaxé du délit de contrefaçon sur plusieurs pièces saisies. A l'issue du jugement de Lure, le Musée Rodin a obtenu de se voir livrer la plus grosse partie des Rodin saisis (76 plâtres, 3 moules, et 111 bronzes et résines) ayant appartenu ou ayant été tirés par Guy Hain en tant qu'éditeur d'art de la fonderie Rudier. Ils feront l'objet d'études plus approfondies qui, assure Jacques Villain, ont déjà été largement menées avec l'archiviste du musée. Leur sort ne sera connu qu'à l'issue du jugement définitif.

Le problème de fond n'est pas résolu pour autant. Avec le bronze, on ne sait jamais trop ce qui peut être considéré comme authentique. On se trouve d'emblée dans le domaine de la reproduction et non de l'œuvre originale sortant des mains de l'artiste. Une pièce expertisée sera authentique par rapport à quel ? A qui ? A l'artiste ou au fondeur ? A celui qui crée le modèle, ou à celui qui le reproduit ?

La législation sur la propriété artistique et le commerce des éditions d'art distinguent les fontes « originales » - dont le tirage est limité à douze exemplaires - et la « reproduction », au-delà de la douzième copie, pièce qui doit explicitement porter cette mention. Cette disposition protège les artistes vivants et leurs ayants droit. Mais elle ne règle pas tout. Et, le cas des fontes de Hain le montre bien, certaines « reproductions » peuvent être de meilleure qualité que les fontes dites « originales ». On aurait pu espérer que le procès de Lure débouche sur un débat de ce genre. Ce ne fut pas le cas.

Geneviève Breerette

## Une rente pour l'Hôtel de Biron

L'ÉDITION des bronzes posthumes, mais conformes à la définition légale de l'œuvre d'art originale en matière de fontes d'art, permet au Musée Rodin de vivre sans subventions, et mieux, de dégager de coquets bénéfices, qu'il garde pour lui. Il s'en sert pour payer ses employés, assurer la presque totalité de l'entretien et du fonctionnement de l'Hôtel de Biron dans lequel il est installé à Paris, gérer la propriété de Meudon, faire des acquisitions.

C'est un souci de moins pour la Direction des musées de France, son autorité de tutelle, qui n'a pas à se mêler vraiment de sa gestion. Mais il peut la surveiller : son directeur fait partie du conseil d'administration, hier présidé par Micheline Chaban-Delmas, aujourd'hui par Jacques Vistell, conseiller d'Etat.

En 1995, le chiffre d'affaires des ventes de bronzes originaux s'est élevé à 45 millions de francs, un chiffre il est vrai exceptionnel, re-

latif à des commandes de fontes pour le futur Musée Rodin de Séoul, qui est financé par la Samsung Foundation for Art and Culture, et devrait ouvrir en 1997. Après l'Amérique, où Rodin, fort prisé depuis toujours, trouve encore des fans pour passer de grosses commandes du genre *Porte de l'Enfer*, et après le Japon, maintenant la Corée... Le musée ne devrait pas avoir à s'inquiéter : la cote de Rodin ne semble pas baisser.

Le Musée Rodin, par ailleurs, vit de *merchandising*, de reproductions cette fois, en résine, et de son public. Il reçoit une moyenne de quatre cent cinquante mille visiteurs par an, ce qui le situe au quatrième rang des musées nationaux pour la fréquentation, après Le Louvre, Orsay et Versailles, et juste avant le Musée Picasso.

### INSUFFISANCES

Compte tenu de ces résultats, le Musée Rodin semble un établissement sans problèmes. Ce n'est pourtant pas tout à fait le cas. Outre l'affaire Hain qui le perturbe depuis plusieurs années, le rapport de février de la Cour des comptes sur l'ensemble des musées nationaux l'épingla. La Cour reproche au musée de ne pas avoir développé une véritable politique d'accueil, d'enregistrer des déficits sur les expositions temporaires et de ne pas maîtriser sa gestion scientifique et administrative : des insuffisances qui risquent de poser de sérieux problèmes le jour où les droits de tirage seront épuisés. On y revient toujours. Ce jour arrivera forcément, et mettra le musée dans la même situation que l'ensemble des musées nationaux, qui reçoivent des subventions. Ce que l'Etat, on s'en doute, ne doit pas souhaiter.

G. B.

## Les bronzes posthumes, originaux ou reproductions ?

À L'ÉPOQUE de Rodin, le marché des bronzes d'art était prospère. Les fonderies répondaient aux goûts de la bourgeoisie en éditant de tout, des antiques et des coqs, des balters et des chevaux, sans limitation de tirage et sans numérotation. Rodin, qui ne s'est pas privé de ce moyen de diffusion, a traité avec une trentaine de fondeurs, dont les Rudier, Eugène en particulier qui, pendant une cinquantaine d'années, jusqu'à sa mort en 1952, a signé ses éditions du nom de son père Alexis, dont il

comportaient en courtiers. L'un d'eux, Odilon Roche, était même un faussaire spécialisé dans les dessins de Rodin. Pendant la guerre, le commerce a continué avec l'occupant. Le sculpteur préféré d'Hilber, Arno Breker, avait commandé une *Porte de l'Enfer* pour le Reich, qui, mise sous séquestre après la guerre, a été rachetée par le Kunsthaus de Zurich. C'est en 1945 que le musée, avec son nouveau conservateur, Cecile Goldscheider, adopta le principe de la limitation des ti-

été fait à partir d'une terre modelée par le sculpteur, et sous son contrôle, ce qui lui donnerait la valeur d'original. Au Musée Rodin, où la plupart des grands sujets de Rodin sont épuisés, et ne peuvent plus qu'être des « reproductions » mentionnées comme telles, les bronzes aujourd'hui édités proviennent du fonds d'atelier du sculpteur, ce qui permet de les accompagner d'un certificat d'authenticité. Alors que presque tout l'œuvre de Rodin est tombé dans le domaine public depuis 1982, ces éditions nouvelles, à partir de plâtres inédits, sont encore protégées pour cinquante ans à partir du premier tirage.

Créé conformément aux vœux du sculpteur en 1919, pour abriter ses donations à l'Etat français et faire connaître son œuvre après sa mort, le Musée Rodin a été doté, dès l'origine, d'un statut d'établissement public, donc d'une autonomie juridique et financière. Ce statut, alors particulier à un musée national, lui permettait d'éditer et de vendre pour son compte des bronzes de Rodin. Ce que le musée, héritier des droits patrimoniaux et commerciaux n'a pas arrêté de faire, fort des pratiques du sculpteur, qui en la matière n'était pas très regardant. Ce que le musée fait encore aujourd'hui, en y regardant à deux fois, et en se pliant à la loi, récente, de 1981, portant sur la limitation et la numérotation des tirages permettant aux bronzes d'être assimilés à des œuvres originales et de bénéficier d'un taux de TVA dix fois plus bas que si les bronzes étaient vendus comme reproductions. Ce qu'ils sont pourtant. Ce qu'ils étaient pour Rodin. Ce qu'ils étaient pour les fondeurs du temps de Rodin, pour la maison Rudier, active à partir des années 70 et dont M. Hain se dit le continuateur.

G. B.

**cité de la musique**

- son musée
- ses activités
- ses concerts

**Claude Debussy**  
**Michel Béroff**  
*intégrale de la musique pour piano*  
5, 13, 22 et 23 mars

Porte de Pantin  
01 44 84 44 84

حكايا من العجول



## La communauté berbère d'Ile-de-France fait la fête à « La Colline oubliée »

Le film d'Abderrhamane Bouguermouh totalise 18 000 entrées en douze jours dans trois salles

Sorti le 19 février dans trois salles parisiennes, *La Colline oubliée*, de l'Algérien Abderrhamane Bouguermouh, connaît un succès qui dépasse les

prévisions les plus optimistes. Les spectateurs kabyles de la capitale et de banlieue ne cachent pas leur joie d'être les héros d'un film d'aujourd'hui,

réalisé dans leur langue et situé dans leur pays d'origine. Le film devrait être bientôt présenté à Saint-Denis, Lyon et Marseille.

**SOUTENUE** par ses filles et ses petites-filles, le pas mal assuré, l'imposante matrone sort du cinéma en rajustant le châle rouge et or qui couvre ses épaules. Elle se frotte les yeux, indifférente aux mouvements de la foule qui s'égaye sur le trottoir de la rue Delambre, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris. C'est la première fois que la vieille dame déserte sa banlieue de Saint-Denis pour une escale à Montparnasse. Et c'est surtout la première fois qu'elle va au cinéma. « D'habitude, les films sont en français ou en anglais : elle n'y comprend rien. Tandis que là, c'est en kabyle, sa langue à elle ! », explique une des jeunes femmes qui l'entourent. « Le monde qu'on voit dans le film, elle y a vécu ! », renchérit une autre, âgée d'une petite trentaine d'années.

Ainsi vont les miracles : sorti le 19 février dans seulement trois salles parisiennes (Elysées-Lincoln, Sept. Parnassiens, 14 juillet-Beaubourg), le film de l'Algérien Abderrhamane Bouguermouh *La Colline oubliée* (Le Monde du 20 février)

jouit d'un succès croissant auprès de la communauté kabyle, toutes générations confondues. Avec 10 330 entrées en première semaine, les pronostics les plus optimistes étaient déjà dépassés. Le bon score enregistré en deuxième semaine - 7 375 entrées en cinq jours, du mercredi 26 février au dimanche 2 mars - confirme la tendance. « Cela fait treize ans que je travaille sur les films du Sud, je n'ai jamais vu ça ! C'est plus qu'une surprise, c'est un carton ! », note l'attaché de presse du film, Thierry Le-nouel.

### « LE PAYS NATAL »

« Vous voyez mon mauchair ? Il est trempé. Je n'ai pas arrêté de pleurer », s'exclame, ravie, une des petites-filles de la vieille dame de Saint-Denis. Chemise à carreaux, jean et blouson de cuir, la teenager kabyle n'a pas vraiment l'allure des montagnardes du Djurdjura. Née en France, elle maîtrise la langue de Voltaire aussi bien que celle de Mouloud Mammeri, l'auteur du superbe roman dont Abderrhamane Bouguermouh s'est inspiré

pour faire son film (*Le Monde* du 30 mai 1996). « Il n'y a pas de plus beau pays que la Kabylie », décrypte-t-elle. « Même les acteurs, c'est des super-beaux mecs », insiste-t-elle en riant. Autour, l'ensemble de la snala approuve, grand-mère incluse. Un peu plus tard, la jeune femme finira par raconter son mariage raté, en Kabylie, à la fin des années 80 : « Je n'ai pas supporté de rester enfermée. Je suis trop habituée à bouger. » Un constat qui n'entame en rien son amour pour le « pays natal ».

Contrairement aux Africains d'Afrique noire, souvent peu nombreux à saluer les œuvres de leurs compatriotes, les Kabyles ont le réflexe communautaire chevillé au corps. A l'instar des Tunisiens, qui ont fait un triomphe au dernier film de Ferid Boughedir, *Un été à La Gaulette* (70 000 entrées sur Paris), Ou des juifs marocains, qui avaient contribué au succès d'*Un petit brin de chance*, film musical de la fin des années 80 - « Rien qu'en téléphonnant à la famille », comme le résume joliment la patronne de l'Elysée-Lincoln, Laura

Pollack. « Ce n'est pas une divine surprise, mais il est vrai qu'on n'imaginait pas un succès aussi rapide », souligne le programmeur, Jacques Réra. Film emblématique de la culture kabyle, *La Colline oubliée* n'est pourtant pas « le premier film en langue berbère », comme l'annoncent un peu vite certaines affiches promotionnelles. *Machaha*, film de Belkacem Hadjaj, avait déjà montré la voie, en juin dernier. Mais le succès de *Machaha* - 25 000 entrées à Paris - est loin d'atteindre celui du film de Bouguermouh. La singulière épopée de cette œuvre atypique et la mobilisation qu'il a suscitée dans les réseaux associatifs berbères expliquent en partie cet engouement. Deux autres salles parisiennes (14 juillet-sur-Seine et Hautefeuille) affichent *La Colline oubliée*. Saint-Denis dès le 5 mars -, ainsi que Lyon et Marseille, où les communautés d'origine maghrébines sont particulièrement importantes.

Catherine Simon

## Avec Jean Guidoni sur les terres sombres du « malbonheur »

Le chanteur présente son nouveau spectacle

**L'EUROPÉEN**, 5, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-87-97-13. M<sup>e</sup> Place-de-Clichy. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Jusqu'au 9 mars.

Pour accompagner la sortie de l'album *Fenêtre sur cœur* (Polygram) - une compilation enrichie de quatre nouveautés -, Jean Guidoni retrouve la scène qui le fit sortir de l'anonymat. C'était en 1980, le lieu s'appelait alors Théâtre en rond et le chanteur s'y montrait le visage grima, tout de noir vêtu. La couleur n'a pas changé mais le visage, sans masque, s'affiche désormais.

Cela n'empêche nullement ce personnage félin de jouer sciemment de l'ambiguïté, ne ménageant ni les celllades ni les débancements lascifs, avec un art consommé de la dérision. Pour accueillir les spectateurs dans son monde si très lisse et très sage, Guidoni distribue des roses. Des fleurs à épine. Bienvenue en terre inhospitalière, cruelle et blessée, bienvenue dans *Le Mal-*

bonheur (« Tu bois un p'tit peu trop/tu dans un peu moins bien/tout ça t'entend la peau/un peu plus, un peu moins... »).

Dans l'univers dépeint par cet ange de malheur, les émodons ont la vie dure. On y trédie des gosses (*L'écarcheur d'enfants*), les rêveurs tombent sous les matraques (*Le Ciel violet*) et « même en amour, c'est la débacle » (*Le Ban Malheur*). Provocateur insidieux, Guidoni rend glaue la jouissance, il suscite aussi le malaise lorsqu'il chante *Cadavres exquis*, scrutant de sa lampe torche les visages des spectateurs.

### SOURIRES OBLIQUES

Sarcastique, il règle leurs comptes aux bons sentiments, aux tricheurs (*Les Faux-Mannequins*), aux militants factices (« Elles me font rire leurs paillettes offertes à tous les sacrifices »). Théâtral, exhubérant, il arpent la scène en pas glissants, virevolte, prend des poses de diva capricieuse. Il sait aussi rester en arrêt, sobre et intense, à l'orée d'un nouvel excès, comme par exemple quand il chante la mort qui rôde au coin de l'amour (*N'oublie jamais qui tu es*). Le climat dominant de la soirée, lourd, sombre, ne s'éclaircit qu'en de rares moments, le temps d'une flèche ironique (*Drugstore 18 h*) ou bien d'une mimique facéchieuse.

Pour planter le décor de ces moments acérés et mettre en musique ses sourires obliques, le chanteur s'est entouré d'un pianiste, Gérard Daguerre, qui l'accompagne lors de son dernier spectacle à la Manufacture des ceillots d'Ivry-sur-Seine en mai 1996, et de Dominique Mahut, invraisemblable sortier complet de percussions. De tango en rock ou en valse légère, les deux musiciens mènent le bal ardent de Jean Guidoni, ancien garçon colporteur de Marseille devenu diable et chanteur, impudique et radical.

Patrick Labesse

## Des dents russes dans le cœur des mots

Au Petit Odéon, un choix de textes de cinq poètes de l'Oberiou, fondé dans les dernières semaines de 1927

**VOYAGES DANS LE CHAOS**, par cinq poètes russes des années 20. Mise en scène : Lukas Hemleib. Avec Jérôme Derre, Denis Lavant, Laurent Manzon. PETIT ODÉON, 1, place Paul-Claudel, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-41-36-36. Du lundi au samedi, à 18 heures. 50 F à 170 F. Jusqu'au 22 mars.

Les dernières semaines de 1927, une dizaine de poètes russes, sous la conduite du plus connu d'entre eux, Daniil Harms, formèrent l'Oberiou (Association pour un art réel). Ils voulaient tenter de voir ce qui pouvait devenir l'art dans le contexte de ce qu'était alors l'Union soviétique. Au cours d'une soirée inaugurale, « Trois heures de gauche », tenue

le 24 janvier 1928 à Leningrad (c'était le nom de la ville depuis 1924), ils donnèrent lecture d'une Déclaration d'intentions. Ils posaient clairement la difficulté : « L'œuvre poétique révolutionnaire de la culture et de la vie quotidienne, qui est si caractéristique de notre époque, est freinée dans le domaine de l'art par de nombreux phénomènes anormaux. Le prolétariat ne peut se satisfaire des méthodes artistiques des anciennes écoles. »

Ils écrivaient : « Un art à la portée de tous, accessible même à un écolier de la campagne, est une chose que nous saluons, mais elle conduit à un manège de livres bons à être mis au pilon, pendant que le lecteur du premier Etat prolétarien continue de lire en traduction des auteurs bourgeois. » Ces poètes, qui

inscrivaient leur recherche dans l'élan de la révolution d'Octobre, opposaient un refus catégorique aux deux œuvres qui étaient alors tenues, en Union soviétique, comme à l'étranger, pour les plus remarquables de la nouvelle Russie : celle de Vladimir Maïakovski, dont venait de paraître la première partie de son grand poème *Vladimir Ilitch Lénine*, et celle de Velimir Kheïbikov, qui avait notamment publié, avant de mourir en 1922, *Nuit avant les soviets*.

### DÉSARTEU DES CENSEURS

Les poètes de l'Oberiou allaient « planter leurs dents dans le cœur des mots ». Plus précis, ils remarquaient : « Nous sommes frappés par la beauté d'un dessin de femme, indépendamment du fait qu'en dépit de la logique anatomique le

peintre lui ait démis l'omoplate et l'ait déplacée de côté : l'art a sa logique, laquelle ne détruit pas l'objet mais aide à le connaître. » Mais, dès qu'il se manifestait un écart « révolutionnaire », ils se heurtaient au nouveau des censeurs. Leur moniteur, Daniil Harms, écrit : « La nouvelle pensée humaine s'est mise en mouvement et elle est fluide. L'ancienne pensée humaine dit de la nouvelle qu'elle "déménage". C'est pourquoi, pour certains, les bolcheviks sont fous. »

Les écrivains de l'Oberiou ne parvinrent pas à imposer le « germe d'un nouvel art prolétarien ». Ils gardèrent leurs textes au tiroirs, gagnèrent leur vie en publiant des livres pour enfants (ce qui, soit dit en passant, n'est pas du tout un art mineur en Russie, au contraire, mais un livre pour en-

fants ne peut pas être *Une saison en enfer* ou *Les Chants de Maldoror*). Ils furent arrêtés, emprisonnés ou détenus en hôpital psychiatrique, moururent en prison ou lors de transferts, ou, mobilisés dans l'armée rouge, pendant les combats devant Leningrad.

Le metteur en scène Lukas Hemleib présente, au Petit Odéon, *Voyages dans le chaos*, un choix de textes de cinq poètes de l'Oberiou, Yakov Drouskine, Daniil Harms, Leonid Upavski, Konstantin Vaginov, Alexandre Vnedenski. Traduites par Jean-Christophe Bailly et Macha Zonina, ces pages sont dites par Jérôme Derre, Denis Lavant, Laurent Manzon. Lukas Hemleib les fait sauter, glisser, se balancer à des câbles, piquer des crises d'épilepsie, se lover à l'envers sous les pieds des sièges, se jeter contre les murs, tout cela sur un sol fait de petits radeaux de planches à claire-voie, flottant sur un lac qui occupe toute la scène.

Lukas Hemleib a déclaré que ce décor aquatique est un hommage à la ville de Saint-Petersbourg, dont le fleuve et les canaux l'ont séduit. C'est un spectacle hyper-expressionniste, d'une exécution savante, avec par moments, traversant ces démenées, des apparitions de toute beauté, dues pour une bonne part à la poésie des éclairages, réglés par Lukas Hemleib lui-même. Les acteurs sont déchainés. Ne pas s'asseoir au premier rang si l'on ne veut pas repartir trempé.

M. C.

Michel Cournot

## « Molly S. », ou les difficultés du look irlandais

**MOLLY S.**, de Brian Friel. Mise en scène : Jorge Lavelli. Avec Caroline Sihol, Patrick Chesnais et Michel Duchaussoy. THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE, 15, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le mercredi, à 12 h 30 ; le dimanche à 16 heures. Tarif unique, 160 F. Jusqu'au 6 avril.

Une petite fille, Molly, perd la vue à l'âge de dix mois. Quarante ans plus tard, son mari, qui, plutôt que par amour, l'avait épousée par curiosité, parce qu'elle était aveugle, voudrait la voir guérir. Un chirurgien rêveur l'opère. Elle voit des formes, des couleurs, des ombres, pas plus, mais elle voit. Après ces quatre décennies de ce qu'avait été, pour elle, la vraie vie, c'est brutalement un autre monde, d'autres réponses obligées, seconde par seconde. Elle ne parvient pas à s'y faire. Elle est hospitalisée dans un service de psychiatrie, où bientôt elle meurt.

L'auteur, Brian Friel, irlandais, soixante-dix ans, ne recule pas devant la riche métaphore. Mais il n'est pas dramaturge à se jeter à l'eau sans brassière de sauvetage, comme par exemple Molière se lançant dans *L'Amour médecin*. Il a soigneusement conçu sa parabole, agencé sa machinerie. Et pour ne pas risquer les imprévus des « scènes », il s'en est tenu à un texte linéaire, une prose unie, et à une présentation des choses équilibrée : les trois protagonistes viennent témoigner, chacun son

tour, sans prise de bec, sans bavure. Une « pièce » bien écrite, traduite avec aisance par Alain Delahaye, et d'une cheminement si sûr que tout spectateur voit venir chaque tournant de l'aventure, jusqu'à son terme, et quel plaisir supplémentaire que de jouer ainsi au devin, au médium improvisé !

Caroline Sihol est la non-voyante, avec tact, intelligence, allure. Elle sait éviter une chose qui aurait tout fichu par terre : le pathétique. Et comment ne pas sentir, en cela, la main de fer de Jorge Lavelli, metteur en scène qui sait maîtriser comme personne le scabreux comme le fantastique ou l'utopie. Michel Duchaussoy interprète le chirurgien, en maître, mais il y a une difficulté à entrer dans son jeu parce qu'il se présente - ce n'est pas sa faute - déguisé en « chirurgien irlandais ». Tout vêtu de brique, de rouille, les bonnes couleurs chaudes de l'Irlande, qui est verte pour nos poètes mais rousse pour nos plaisanciers. Qui plus est, le très épris tweed irlandais n'est pas chose facile à tailler : Michel Duchaussoy est aussi coincé dans son complet que Jeanne d'Arc dans son armure. Et pour que notre public ne se sente pas, quand même, perdu, la couturière, Françoise Tournafond, a eu l'idée gentille de coller, sur cette panoplie dubinoise, le traditionnel nœud papillon de nos professeurs parisiens des hôpitaux.

Patrick Chesnais est le mari, il a eu droit lui aussi à son déguisement feutré mortel, mais Patrick Chesnais est un oiseau rare, il sait que l'on abîme toute chose dès qu'on l'exprime, dès qu'on l'ap-proche, il a toujours été l'acteur pas-dit-pas-touche, le spectateur

**THEATRE DE LA VILLE LES ARBESSES 31 RUE DES ARBESSES PARIS 18 EN FRANÇAIS**

**JAN LAUWERS NEEDCOMPANY**

DU 11 AU 15 MARS 20H30  
**SNAKESONG / LE DESIR**  
Textes Huysmans, O. Wilde, Loutrémont, Jan Lauwers

DU 19 AU 22 MARS 20H30  
**NEEDCOMPANY'S MACBETH**

LOC 01 42 74 22 77

**PRIX THEATRE ITALIEN**

Trois Prix de 50.000 F, 30.000 F et 20.000 F seront décernés par la SIAE (Société Italienne des Auteurs et Editeurs) pour la traduction en français d'œuvres théâtrales d'auteurs italiens contemporains.

Pour concourir : SIAE 65 rue La Boétie, 75008 Paris. ☎ 01.43.59.58.89 (Ph 30 à 12h30)

du 7 au 10 mars événement

**VINAVER**

Émission de télévision théâtre des ateliers - Lyon

MISE EN SCÈNE GILLES CHAVASSIEUX

Rencontre avec Michel Vinaver le 08/03 à 18h30

Nouvelles : 07 et 10/03 à 19h45 Châtelet - S. Bernhardt

**théâtre Jean vilar vitry-sur-seine**

tel 01 46 82 83 88 fax 01 46 82 84 90

**Germania 3**

Les Spectres du Mort-homme

Heiner Müller / Jean-Louis Martinelli

avec : Gérard Barreaux, Vincent Berger, Jean-Claude Bolle-Reddat, Jean-Marc Bory, Laurent Dorey, Alain Fromager, Pierre Hiesse, Charlene Maury-Sentier, Sylvie Milhaud, Jean-François Perrier, Véronique Ros de la Grange, Agathe Ruillier, Jean-Yves Ruf, Roland Sassi, Alexandre Soulié

Décor : René Caussanel  
Costumes : Patrick Duertre  
Musique : Louis Selaviv  
Production : Théâtre National de Strasbourg

Du 4 au 26 mars 1997 à 20h00 au Wacken  
Renseignements : 03 88 55 44 52

دكان من الشعر







**Asahi TV, pour mieux se concentrer sur la télévision numérique. JSky8, son bouquet de 150 chaînes doit être lancé en 1998 sur un marché très convoité.**

**La pression s'accroît sur le groupe Prisa** de **Canal Plus** et **Canal 8** de **France 3** et **France 4**

Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, devrait être entendu prochainement par la justice espagnole qui instruit une plainte déposée contre la chaîne cryptée ibérique. L'objectif des opposants au bouquet numérique serait d'obtenir une place dans son tour de table

Depuis janvier, Canal Plus Espagne va de Charybde en Scylla comme tous les autres Canal Plus

groupe Prisa, opéra même fort de son succès financier indéfectible

groupe Prisa, opérateur de CSD, même fort de son bon droit, pourra-t-il résister indéfiniment à l'Etat espagnol? Pour certains, « une sortie de crise par le haut » doit intervenir. Avec le recours à l'Audience nationale, José Maria Aznar, chef du gouvernement espagnol, est arrivé à « la limite de sa crédibilité ». Le règlement de cette « querelle d'hommes » passerait donc par une réunion de tous les opérateurs dans la plateforme numérique de CSD. En clair, la Sogecable doit faire une place dans son capital à ses actuels concurrents.

**Brice Pedroletti  
et Philippe Pons**

**Le Conseil de la concurrence** a été saisi d'une plainte de Canal Plus contre TF1 PubliCité, le 24 décembre 1996, selon Les Echos du 4 mars. La chaîne relève que TF1 PubliCité est la « Une » des pratiques anticoncurrentielles proches à la régie publicitaire de la Une « des pratiques anticoncurrentielles », constitutives d'un abus de position dominante ». Elle indique qu'il s'agit «... constitutives d'un abus de position dominante ». Elle indique qu'il s'agit «... de la baisse de l'audience de TF1, la part de marché de sa régie publicitaire, de la baisse de son "s'est érodée", « est restée constamment supérieure à 50 % ». La même suite s'est « érodée », « est restée constamment supérieure à 50 % ». La même suite s'est « érodée », « est restée constamment supérieure à 50 % ». La même suite s'est « érodée », « est restée constamment supérieure à 50 % ».

recul de 1,5 % par rapport à 1995.

• *L'Indépendant* a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 190 millions de francs. L'investissement consacré à la nouvelle formule est inférieur à 10 millions. Mais le programme de modernisation (nouveau locaux, système rédactionnel, imprimerie) représente un investissement total de 130 millions. Le quotidien a adopté le même système rédactionnel que *La Voix du Nord*, Unysis, qui entraîne une réorganisation complète du travail, en supprimant l'atelier de montage et les nuiviers du pré-press. Les ouvriers du Livre ont été reclassés dans d'autres services, dont certains à la rédaction. La mise en place du système rédactionnel et le réglage des rotatives ont entraîné de nombreuses négociations... et plusieurs jours de non-parution. Un accord a finalement été signé au début du mois de février. *Le Midi Libre* devrait également adapter le format berlines au mois de mai.

**AS**

mier président de la cour d'appel de Paris a réuni les parties en présence de leurs conseils pour leur proposer une conciliation.

» A la suite de cette réunion, Jean-Luc Lagardère et Jean-Marie Colombani sont convenus de considérer comme clos le différend, de mettre un terme à la procédure. A cette fin, *Le Monde* et Jean-Marie Colombani retirent l'appel interjeté contre le jugement, tandis que Jean-Luc Lagardère renonce à son exécution en toutes ses dispositions. En conséquence, les parties se désistent de leurs demandes, actions et voies de recours respectives.

» Jean-Marie Colombani réaffirme que l'information erronée publiée le 5 novembre 1996 dans le journal *Le Monde* était due à une information inexacte provenant d'une source officielle, ce sur quoi Jean-Luc Lagardère fait toutes réserves et ne peut prendre position. Jean-Marie Colombani regrette le préjudice causé par l'article et réitère ses excuses présentées à Jean-Luc Lagardère qui les accepte.

» Prenant acte de cette manifestation de leur volonté mutuelle de normaliser les relations entre le journal *Le Monde* et le Groupe Lagardère, les parties s'entendent en sorte qu'elles redonnent au journal ses lettres et ses

L'ACCORD qui met fin au conflit entre *Le Monde* et Jean-Luc Lagardère est une bonne nouvelle. Il nous permet de renouer avec le groupe que dirige M. Lagardère des relations normales entre associés au sein d'une même entreprise — notre filiale *Le Monde-Imprimerie*, dont Hachette est actionnaire minoritaire. C'était notre souhait, et nous ne pouvons que nous féliciter de cet engagement connu à dialoguer sur des bases «*confiantes et sereines*».

De part et d'autre, les actions judiciaires sont donc abandonnées. *Le Monde* réitérera à M. Lagardère les excuses qu'il lui avait immédiatement présentées en regrettant profondément son erreur. En proposant sa médiation dans cette affaire, par une procédure de conciliation exceptionnelle, le premier président de la cour d'appel de Paris, Guy Canivet, a ainsi illustré une conception citoyenne de la justice qui honore. S'insistant juges de paix d'un conflit qui, au-delà d'un classique procès en diffamation, mettait en péril les relations économiques de deux entreprises de presse — *Le Monde* et Hachette —, il a amené les deux parties à sortir d'une impasse dommageable à leurs intérêts communs.

*Le Monde* et Hachette retrouvent désormais le chemin d'un dialogue qu'ils n'auraient jamais dû abandonner.

**I-M. C.**

1

100

**Figure 6.**



## La nouvelle Renault

par Alain Rollat

IL ARRIVE que les images les plus vraies soient en vérité les plus mensongères. C'est à la lumière de ce paradoxe qu'il faut décrypter les images en provenance de Vilvorde. Elles doivent vouloir dire le contraire de ce qu'elles suggèrent. Le tapage orchestré par la télévision depuis l'annonce de la prétendue fermeture de cette usine modèle a certainement pour but de mettre les téléspectateurs dans les dispositions émotionnelles requises pour la réussite d'un plan média. Elle prépare sûrement le lancement d'une campagne publicitaire qui proclamera que la Renault de l'an 2000, assemblée à Vilvorde, sera la plus emblématique des voitures de la nouvelle génération européenne.

Il ne peut en être autrement. Les foules qui manifestent en Belgique sont forcément composées de figurants. A-t-on jamais vu jeter à la casse des chaînes de montage aussi rudimentaires ? A-t-on jamais vu des manifestants flamands crier : « Luppé, tend-nous nos salaires ! » ? A-t-on jamais vu un PDG de Renault aussi marmoreux ? Qui pourrait prendre au sérieux le petit « non » timide, sans conviction, lâché du bout des lèvres, dimanche, par Louis Schweitzer, à qui on demandait si Renault pourrait revenir sur la fermeture annoncée ? Quand un homme a une si gentille tête de chiefo battu, il ne peut pas être méchant. Et comment croire qu'un constructeur qui a dépensé autant d'argent ou publié autant de vent de ruines se soit efforcé de substituer à cette image de convivialité celle

de voitures « à pleurer » ? France 2 a d'ailleurs vendu la mèche : « Cela fait partie d'une nouvelle stratégie de Renault... »

Car les grandes chaînes sont évidemment au parfum. Si TF1 a réagi comme une entreprise sociale en insistant sur le soutien « unanime » dont jouissent les ouvriers de Vilvorde au sein de la population belge, et si son envoyé spécial a donné l'impression de reprendre à son compte le jugement sévère qu'autorise en effet « le procédé qui consiste à annoncer la fermeture d'une usine performante sans concertation et dans la précipitation », ce n'est pas gratuit. Et si France 2 a complaisamment ouvert le service public, en direct, à la protestation officielle du premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, c'est bien la preuve que la connivence s'établit au plus haut niveau. A-t-on jamais vu un premier ministre applaudir des manifestants filmés en train de jeter des pierres sur sa police ?

Au-delà de ses intérêts promotionnels, Renault roule, en vérité, pour la construction de l'Europe sociale dont on écrit plus tard qu'elle s'est exprimée pour la première fois, sur le terrain, avec les manifestations de solidarité en faveur des salariés de Vilvorde. Il y a même, sous la génération spontanée de cette chaîne colérique ouvrière, une autre opération de clonage. Comme le disait, lundi soir, un généticien renommé, « ça permet d'avoir une espèce de tribu homogène... ». Manipulation réussie : nous sommes tous des prolétaires de Vilvorde !

DE GRANDES FIGURES. d'abord. Deux femmes qui sont nées avec le siècle et ont profondément marqué l'histoire du féminisme. Louise Weiss et Virginia Woolf. Avant la Journée internationale de la femme, Arte consacre une partie de sa soirée de mercredi à ces deux personnages flamboyants. C'est Louise Weiss qui ouvre le bal. Un très beau portrait signé Elisabeth Kapnist (déjà diffusé en septembre 1993) raconte cette européenne ardente, cette farouche résistante, militante féministe des premières heures et grande voyageuse. Louise Weiss a traversé le siècle. Toujours en action, jamais en retrait. Lorsqu'elle s'éteint, en mai 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, elle est doyenne du Parlement européen, comme une sublime consécration, presque le résumé d'une vie.

Femme tout simplement, femme avant tout, Virginia Woolf est l'autre grande figure de cette soirée d'Arte. Une enfance où tristesse - la mort de sa mère lorsqu'elle n'a que treize ans, un peu plus tard les violences de son demi-frère - conduit à une vie d'adulte qui court après les années perdues... Le documentaire de John Fugie - intitulé *Une chambre à soi*, comme l'un des ouvrages de l'écrivain - ne oéglie aucun aspect de cette existence passionnante et passionnée. Beaucoup de livres, quelques combats aussi, des amours - le plus fou et le plus profond pour une femme, Vita Sackville West, qui inspira le perso-



oage d'*Orlando* - et de belles espérances, mais une mélancolie teoace... Une mélancolie qui se change en crises dépressives et mèoea Virginia Woolf au suicide, en mars 1941 : quelques pierres dans les poches d'un pardessus et une rivière glacée pour une mort en silence. Un silence assourdissant si on le compare à la vie pleine de bruit et de fureur de celle qui, la première, osa mettre en relation les difficultés des femmes à créer et leurs problèmes matériels : « Il manquait à celles qui étaient douées, pour affirmer leur génie, de quoi vivre, du temps et une chambre à soi. »

Autre ton, autre style sur Canal Plus et La Cinquième. Les deux chaînes ont choisi de diffuser, le 8 mars, des programmes en mosaïque, presque en kaléidoscope, sur le thème de la féminité et de la féminité. Sur la chaîne cryptée, un documentaire étonnant, *La Nuit du henné* - ou les rituels auxquels se prête la future mariée berbère, la veille de ses noces -, et un « Ciel du cyclone » pétillant - entre publicités seventies très kitsch et déclarations du mentor du Crazy Horse - ouvrent cette programmation. En soirée, *Au nom de toutes les femmes*, un téléfilm américain, relate l'histoire de Mar-

garet Sanger, qui consacra sa vie à lutter pour le droit à la contraception.

Même éclectisme sur La Cinquième. Le magazine « Qui vive » trace les portraits de Claudie-Anne Deshayes, médecin et spatonaute, et d'Éliane Gluckman, chercheuse et spécialiste des greffes osseuses. « Fête des bébés » s'intéresse à la difficulté de concilier famille et travail. « La Vie en plus » invite Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi, chargée des droits de la femme, à montrer que des inégalités persistent qu'il convient de combattre encore et toujours.

Quelques magazines, des fictions et des documentaires - ici et ailleurs, hier et aujourd'hui - pour dire le bonheur et la difficulté de la féminité. De beaux portraits, surtout, pour des figures d'exception, femmes avant tout. Forcément femmes.

Dorothee Trompent

★ « Les Mercredis de l'Histoire » : Louise Weiss, l'européenne. « Profil » : Une chambre à soi, la vie de Virginia Woolf. Arte, mercredi 5 mars à 20 h 45 et 23 h 15. Programmation « Journée de la femme », le samedi 8 mars, Canal Plus : « L'œil du cyclone » : La Femme (13 h 30) ; « Les Allumés... » : La Nuit du henné (16 h 30) ; « Au nom de toutes les femmes » (20 h 35) ; La Cinquième : « La Vie en plus » (10 heures) ; « Qui vive » (11 h 30) ; « Fête des bébés » (13 heures).

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
<b>20.50</b> <b>FOOTBALL</b> En direct de Newcastle. 1/4 de finale aller de la Coupe d'Europe de l'UEFA. Newcastle United - A.S. Monaco. 21.00 Coup d'envoi. 21.45 Mi-temps (125 min). 53000297	<b>20.50</b> <b>LA VACHE ET LE PRISONNIER</b> Film d'Henri Verneuil, avec Fernandel, René Hardy (1959, version colorisée, 125 min). 53008839 <b>22.55</b> Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.	<b>20.50</b> <b>5<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DU CIRQUE DE MASSY</b> Divertissement présenté par Sergio (95 min). 22.25 M. Beau. Série. Les matheux de M. Beau. 22.55 Journal, Météo.	<b>20.45</b> <b>LA VIE EN FACE : SI BLEU, SI CALME</b> La prison intérieure Documentaire d'Éliane de Laour (rediff., 35 min). 150597 Les réactions et les émotions de l'individu dans l'univers carcéral. Huit détenus parlent de leur propre histoire.	<b>20.50</b> <b>LES AVENTURES FANTASTIQUES DE TARZAN</b> Série de Brian Koppelman, avec Joe Lara, Andrew Drury. Les aventures épiques de Tarzan. (110 min). 878181	<b>20.35</b> <b>LE CADEAU DU CIEL</b> Film de Gilles MacKinnon, avec Steve Martin, Gabriel Byrne (1994, 100 min). 284384 Une intrigue « policière » et mélo sur la paternité sentimentale. C'est mal joué... 22.15 Flash d'information.	<b>France-Culture</b> 20.30 Archipel science. 21.32 Portrait. Vincent Bouquies ou les passions de la peinture. 22.40 Nuits magiques. Enée de secours. 0.05 Du jour au lendemain. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). <b>France-Musique</b> 19.30 Concert. En direct du Rudolfinum à Prague, l'Orchestre symphonique de la Radio de Prague, dir. Serge Baudo. 22.30 Musique pluriel. Cécile Barou (violin), Marco Struppi (violoncelle). Œuvres de Stravinsky : Little (pour flûte et électronique) et version définitive de l'électronique. 23.07 Atout cœur. Œuvres de Radio-France : Carnet d'Haydn, Caplet, Fauré. 0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Ponce, Piazzola, Lauré. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
<b>22.55</b> <b>LE MONDE DE LÉA</b> Magazine présenté par Paul Amar (100 min). 0.35 et 1.15, 2.30, 3.10, 4.10, 4.45 TF 1 nuit. 0.45 Reportages. Documentaire. Le temps des bouillottes de cru, de Philippe Talot (rediff., 30 min). 5129489 1.25 Ensemble instrumental Sainte-Catherine. Concert. 2.40 et 3.20, 4.20, 5.10 Violoncelle. Documentaire (rediff.). 4.55 Musique. Concert (15 min).	<b>23.10</b> <b>LE VOYAGE FANTASTIQUE</b> Film de Richard Fleischer, avec Stephen Boyd, Raquel Welch (1966, 95 min). 8054425 0.50 Journal. Bourse, Météo. 1.05 Le Cercle de minuit. Actualité du cinéma. Invités : Manuel Poletier, Marie-France Pélissier, Marie Laforêt, Julie Delpy, Dani Franch (80 min). 9443678 2.55 3 Mousquetaires à Shanghai. Documentaire. 3.45 24 heures d'info. 3.55 Météo. 4.30 L'histoire des océans (rediff.). 4.45 La Complice. Per de fumée sans feu. 5.10 Chip et Charly (30 min).	<b>23.25</b> <b>LES NOUVEAUX AVENTURIERS</b> Documentaire de Benoît Nicoulin. Transboréal (55 min). 9195881 Sur les côtes de la péninsule de Seward en Alaska, Emerick Fisset, après quatre semaines de périple avec ses chiens de traîneau, tente de franchir le détroit de Béring à pied... 0.20 Cinéma étoiles (30 min). 94563 0.50 Rencontres J.V. (rediff., 25 min). 1.20 Match. Série. 2.10 Match de football (15 min).	<b>21.40</b> <b>SOIRÉE THÉMATIQUE : YACHAR KEMAL, HONNEURS ET PERSÉCUTION</b> Un écrivain turc et son pays. 21.45 Yachar Kemal, un poète entre poésie et politique. Documentaire (1997, 60 min). 4325087 22.45 Terre de feu, ciel de cendre. Film d'Orhan Zaimi Llvand, avec Rustay Adiz (1987, 90 min). 8445617 0.25 L'Anatolie de Yachar Kemal. Documentaire (1995, 30 min). 30486 0.55 Frères. Téléfilm d'Oliver Dahan (65 min). 5817855 2.00 Tracks (rediff., 30 min). 6577501 2.30 La Panthère rose (rediff., 25 min).	<b>40</b> <b>DANS LE PIÈGE DE L'OUBLI</b> Téléfilm O de Robert Iscove, avec Jennifer Gauthier, Jill Eidenberry (1993, 90 min). 8180818 Une jeune fille indisciplinée est placée par ses parents dans un pensionnat isolé, spécialisée dans les problèmes liés à l'adolescence. 0.15 Capital. Les secrets des best-sellers (rediff.). 2.30 Culture pub. Magazine (rediff.). 3.20 Mister biz. Magazine (rediff.). 3.55 Jazz à Vienne 96. Magazine. Karim (rediff.). 4.35 95 le ciel et la terre. Documentaire (rediff.). 5.25 Fou de. Magazine (rediff., 25 min).	<b>22.25</b> <b>NECRONOMICON</b> Film de Christophe Cam, Shu Kankudo et Brian Yusa, avec Jeffrey Combs, David Warner (1993, 93 min). 9983891 Trois sketches d'angoisse et d'horreur, dans l'esprit ou à peu près, de H. P. Lovecraft. 0.00 L'U. Film de Marion Hänsel (1995, 90 min). 77478 1.30 Mémoires d'un jeune com. Film de Patrick Aurillac (1993, 80 min). 2871292	<b>Radio-Classique</b> 20.40 Les Solistes de Radio-Classique. Concert : les grands moments du festival de Verbier. Enregistré entre le 19 et le 23 juillet 1996. Sonate pour violon et piano n° 3 en ré mineur, op. 108, de Brahms. Quatrième pour piano et cordes en fa, op. 34 (1 <sup>er</sup> mouvement), de Brahms. 22.30 Les Solistes de Radio-Classique. (Suite). Concert : les grands moments du festival de Verbier. Œuvre de Haydn. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**ABONNEZ-VOUS**  
et économisez jusqu'à 294 F  
soit 42 numéros gratuits

**1 AN - 1890 F**  
au lieu de 2 184 F\*

**BULLETIN - RÉPONSE**  
Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :  
☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F  
 au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit :  
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde  
☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_  
 Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

**TARIFS HORS FRANCE**

	Amérique du Nord	Europe	Autres pays
1 AN	2 088 F	2 960 F	3 840 F
6 mois	1 123 F	1 580 F	2 040 F
3 mois	572 F	790 F	1 020 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.  
 Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi  
 Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :  
 LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc  
 93046 Charenty Cedex

TV 5	France Supervision	Canal Jimmy	Eurosport
<b>20.00</b> Envoyé spécial. Les révélateurs (France 2 du 20/07/97). <b>21.30</b> Perfecto. Magazine. <b>22.00</b> Journal (France 3). <b>22.35</b> Bouillon de culture. (France 2 du 20/07/97). <b>23.50</b> VIVA. Magazine. <b>0.30</b> Soir 3 (France 3).	<b>20.30</b> Paul Smith en concert. 13880100 <b>21.20</b> Natalis. Film de Bernard Cohn (1984, 110 min). 5984842 <b>23.10</b> L'œil du combat. 23.45 Marie-Madeleine. 0.15 Aventures himalayennes. Pierre Béguin.	<b>21.00</b> Friends. Celui qui embrassait mal. <b>21.25</b> Le Fugitif. Mère Véronique. <b>22.15</b> Chronique de la route. <b>22.20</b> Dancing in the Street. (1976) Whole Lotta Shakin'. <b>23.25</b> Star Trek : The Next Generation. Angel One (vo.).	<b>19.00</b> Bobsléigh. Coupe du monde. Épreuve à Nagano (Japon). <b>20.00</b> Sport de force. <b>21.00</b> Bône, fin d'été. Combat poids lourds en 10 reprises à Londres. Gary Delaney (GB) - Peter Doherty (Nga) (120 min). 796471 <b>23.00</b> Football. Coupes d'Europe. Quarts de finale de la Coupe de l'UEFA : minimes aller. <b>0.30</b> Équitation. Coupe du monde Volvo de saut d'obstacles à Paris-Bercy (60 min).
Planète	Ciné Cinéfil	Festival	Muzzik
<b>20.05</b> La Vie secrète des machines. (1976) La montre à quartz. <b>20.35</b> Vertical. (1976) Les ventricules du ciel. <b>21.25</b> Aller-retour. <b>22.20</b> Les Derniers Murrans. <b>23.15</b> L'Arme des violons. 0.10 Aventures en Amazonie. (207).	<b>20.30</b> Quick. Film de Robert Siodmak (1932, N. v., 90 min). 7386013 <b>22.00</b> Et vint le jour de la vengeance. Film de Fred Zinnemann (1964, N. v., 120 min). 9810100 <b>0.00</b> Le Guérillero. Film d'Yves Ciampi (1953, N. v., 100 min). 7549940	<b>20.30</b> Maltres et Valets. Hémillon (8). <b>22.20</b> Un otage de trop. Téléfilm de Philippe Gaultier, avec Ticky Holgado (85 min). 51441297 <b>23.45</b> La Baby-Sitter. Téléfilm, avec Valerie Mallesse, Jean Benguigui (15 min). 7587810	<b>20.05</b> et 2.40 L'Invité : Georges Pélissier. <b>20.35</b> Baroque authentique. <b>21.00</b> Europa concert 1991 à Prague. Par l'Orchestre Philharmonique de Prague, dir. Claudio Abbado (100 min). 9271926 <b>22.40</b> Les Instantanés de la danse. <b>23.00</b> Trois Mondes. Trois Vols, une vision. <b>0.00</b> Cannes Jazz 89. Chuck Mangione et Billy Cobham.
Animaux	Ciné Cinémas	Téva	Muzzik
<b>20.30</b> et 2.30 Éducation canine. Le beagle. <b>21.00</b> Monde sauvage. Le glade des singes. <b>21.30</b> La Vie des zoos. <b>22.00</b> Hémisphère sud. Faune et flore du Chili. <b>23.00</b> Faune ibérique. (2) Le parc Donana. <b>23.30</b> Le soigneur mon chien. <b>0.00</b> Monde sauvage. Un habitant nouveau (30 min).	<b>20.30</b> Splendor. Film d'Étienne Scola (1988, 110 min). 6832988 <b>22.20</b> Rambo 3. Film de Peter MacDonald (1988, 90 min). 29908182 <b>0.00</b> Même les cowgirls ont du vague à l'âme. Film de Gus Van Sant (1992, 95 min). 75407989	<b>20.30</b> et 0.05 Téva interview. <b>20.55</b> Le Droit de mourir. Téléfilm de George Schaefer, avec Bette Davis (100 min). 904265182 <b>22.35</b> Murphy Brown. (1) Les nouvelles de la nuit. <b>23.05</b> Top Girls (60 min).	<b>20.05</b> et 2.40 L'Invité : Georges Pélissier. <b>20.35</b> Baroque authentique. <b>21.00</b> Europa concert 1991 à Prague. Par l'Orchestre Philharmonique de Prague, dir. Claudio Abbado (100 min). 9271926 <b>22.40</b> Les Instantanés de la danse. <b>23.00</b> Trois Mondes. Trois Vols, une vision. <b>0.00</b> Cannes Jazz 89. Chuck Mangione et Billy Cobham.
Paris Première	Série Club	Voyage	
<b>20.00</b> et 0.00 20h Paris Première. Invité : Howard Stern. <b>21.00</b> Nova. Magazine. <b>21.35</b> et 1.55 Le J.T.S. <b>22.25</b> Bad Lieutenant. Film d'Abel Ferrara (1992, 90 min). 63799955 <b>0.55</b> Urban Species. Concert (140 min). 68628788	<b>20.45</b> Les Champions. Nemois. <b>21.35</b> et 1.40 Le Gerfauf. Le choix de... Byron Haskin. La belle de Sumatra. <b>23.00</b> Un ours pas comme les autres. Pers-Grosvin. <b>0.00</b> Chapeau melon et Botte de cuir. Qui vit-il ? (30 min).	<b>19.55</b> et 23.25 Partir. Chronique de Jacques Lanzmann. <b>20.00</b> Suivez le guide. Fugit resquins - Cambodge. <b>22.00</b> A l'horizon. Indonésie et Java. <b>22.30</b> L'Heure de partir. Magazine L'Indonésie. <b>23.30</b> Suivez le guide. Les tortues - Les Fens - Le Maroc (120 min).	

Radio	France-Culture	France-Musique	Radio-Classique
<b>20.30</b> Archipel science. 21.32 Portrait. Vincent Bouquies ou les passions de la peinture. 22.40 Nuits magiques. Enée de secours. 0.05 Du jour au lendemain. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).	<b>20.30</b> Archipel science. 21.32 Portrait. Vincent Bouquies ou les passions de la peinture. 22.40 Nuits magiques. Enée de secours. 0.05 Du jour au lendemain. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).	<b>19.30</b> Concert. En direct du Rudolfinum à Prague, l'Orchestre symphonique de la Radio de Prague, dir. Serge Baudo. 22.30 Musique pluriel. Cécile Barou (violin), Marco Struppi (violoncelle). Œuvres de Stravinsky : Little (pour flûte et électronique) et version définitive de l'électronique. 23.07 Atout cœur. Œuvres de Radio-France : Carnet d'Haydn, Caplet, Fauré. 0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Ponce, Piazzola, Lauré. 1.00 Les Nuits de France-Musique.	<b>20.40</b> Les Solistes de Radio-Classique. Concert : les grands moments du festival de Verbier. Enregistré entre le 19 et le 23 juillet 1996. Sonate pour violon et piano n° 3 en ré mineur, op. 108, de Brahms. Quatrième pour piano et cordes en fa, op. 34 (1 <sup>er</sup> mouvement), de Brahms. 22.30 Les Solistes de Radio-Classique. (Suite). Concert : les grands moments du festival de Verbier. Œuvre de Haydn. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.
Chaînes d'information	CNN	Euronews	LCI
<b>20.00</b> et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min).	<b>20.00</b> et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min).	<b>20.05</b> et 2.40 L'Invité : Georges Pélissier. <b>20.35</b> Baroque authentique. <b>21.00</b> Europa concert 1991 à Prague. Par l'Orchestre Philharmonique de Prague, dir. Claudio Abbado (100 min). 9271926 <b>22.40</b> Les Instantanés de la danse. <b>23.00</b> Trois Mondes. Trois Vols, une vision. <b>0.00</b> Cannes Jazz 89. Chuck Mangione et Billy Cobham.	<b>20.00</b> et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min).

Signification des symboles :  
 ► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
 ■ On peut voir.  
 ■ Ne pas manquer.  
 ■ Chef-d'œuvre ou classique.  
 ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

مكتبة الأمل







## Société civile

par Pierre Georges

ELLE N'A PAS DE PARTI. Si non celui de ses idées. Elle est ministre, mais d'une espèce à peine protégée, car issue de la fameuse société civile. Elle est femme, ce qui aggrave notablement son cas. C'est façon de parler bien sûr : mais d'évidence Corinne Lepage a mis sa tête sur le billot, au son poste dans la balance. A lire l'entretien accordé au *Monde*, le ministre de l'environnement joue son va-tout : Superphénix ou moi !

Le résumé est un peu caricatural, l'avocate contre les nucléocrates. Mais le fond reste conforme à la réalité. Comment être ministre de l'environnement par temps de crise, de chômage, contre les lobbies organisés, contre le surdéveloppement qui renait sans cesse de ses échecs et a dévoré allégrement quelque 30 milliards de francs et pourrait, selon la Cnuf des comptes, en dévorer trente autres pour des résultats aléatoires ?

Se taire ? C'est la solution inévitable, politiquement correcte au sens de la solidarité gouvernementale. Se taire ou se défiler selon le radical axiome énoncé en d'autres temps par Jean-Pierre Chevènement : « Un ministre qui démissionne ou cela ferme sa gueule... »

Corinne Lepage a passé son temps à ne pas se taire. Et à ne pas démissionner. Elle a rempli sa fonction d'alerte, ici et là. Elle a osé dire et contredire. Ne se tait-elle pas exemple que sur le projet de canal Rhin-Rhône qu'elle qualifie de « pharaonique ». Ou sur le statut de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire qu'elle imaginait ne pas devoir être, comme il l'est, un simple appendice du Commissariat à l'énergie atomique, un bienveillant contrô-

leur sans parfait contrôle des contrôlés.

Sur ces sujets, sur d'autres, Corinne Lepage a fait entendre sa différence. En termes superphénixiens, on dirait qu'elle a divergé. Bien des politiques qui en sont restés à une approche préhistorique et cynique de l'environnement, entre romantisme de la petite fleur et simple muron à donner aux écnos, le lui ont fait payer. Ne représentant pas qu'eux-mêmes dans la charge, ils l'ont accablée de leurs sarcasmes. On vit même des parlementaires de la majorité démolir son projet de code de l'environnement, aimablement traité de « *dérivés juridiques* ».

En fait, d'évidence, Corinne Lepage dérange. Comme tout ministre de l'environnement qui, faisant raisonnablement son métier, dérangerait à l'heure actuelle. Car c'est cela le plus étrange. La société, dans une large majorité, a opéré, ces dernières années en France, une vaste prise de conscience des problèmes d'environnement. Les accidents écologiques, les pollutions multiples, les inquiétudes sanitaires, les simples conditions de vie l'y ont aidée. Les interrogations sur la qualité de l'air, de l'eau, des aliments sont devenues des réalités quotidiennes. L'idée de protection de la nature, au sens large, s'assimile désormais à celle d'une urgente protection de l'espèce contre elle-même.

Nous voici, dira-t-on, assez loin de l'objet du litige, de ce Superphénix sans fond, totem nucléaire, et des états d'âme d'un ministre. Est-ce si sûr ? Corinne Lepage dit tout haut ce que la fameuse société civile pense désormais très majoritairement : que certaines folies n'ont que trop duré !

## La chancellerie renforce la lutte contre l'introduction de drogues en prison

Le ministère de la justice veut aussi développer la prévention du sida chez les détenus

TROIS MOIS après la diffusion du rapport confidentiel de l'inspection générale des services judiciaires sur la drogue en prison (*Le Monde* du 9 novembre 1996), le ministère de la justice vient de diffuser une circulaire incitant les parquets à organiser des « opérations de lutte contre l'introduction de produits stupéfiants en milieu carcéral ».

Diffusée le 27 janvier auprès des parquets généraux et des parquets, la circulaire sur les fouilles vise à faire procéder, sur réquisition du procureur de la République, « à des contrôles des visiteurs à l'occasion des parloirs » par la police judiciaire.

Ces opérations ponctuelles, préparées avec les directeurs d'établissements pénitentiaires, les services de police ou de gendarmerie et les douanes, sont « organisées dans la perspective de recherches de stupéfiants avec l'aide de chiens spécialisés dans la détection de telles substances ». Les visiteurs pris en flagrant délit de détention de stupéfiants en vue de les faire parvenir à un détenu pourront

amener à une procédure de « comparution immédiate ».

Conscient que ces contrôles inopinés risquent d'être mal perçus des détenus et de leurs familles, le ministère de la justice préconise « une bonne gestion de l'information » afin notamment de « dédramatiser la présence d'un chien spécialisé [...] et d'insister sur le fait que l'opération n'aura aucune conséquence sur la durée ni le déroulement des parloirs ».

De l'aveu même du ministère, des expériences similaires ont en effet entraîné des « réactions parfois difficiles à maîtriser ». A la maison d'arrêt de Nanterre (Hauts-de-Seine), où des contrôles de ce type ont été réalisés en 1996, un magistrat du parquet a ainsi noté « l'impression désagréable des familles, notamment à cause des chiens ».

Le développement des fouilles dans les parloirs est vivement dénoncé par l'Observatoire international des prisons (OIP) et le Syndicat de la magistrature qui ont récemment rédigé une plateforme sur la toxicomanie en pri-

son avec Act Up Paris, Aides et Médecins du Monde. Ce collectif d'associations, qui préconise la distribution de seringues aux détenus, s'insurge contre « les réponses répressives » qui « sont condamnées à l'échec ». Ils invoquent le rapport de l'inspection des services judiciaires : si « on veut aller jusqu'au bout » de la logique du contrôle, notait-il, « il faudrait supprimer les parloirs libres, les permissions de sortie, griller les cours de promenade ».

## FOUILLES ADMINISTRATIVES

La circulaire de la chancellerie sur les fouilles devrait être suivie, dans les mois prochains, d'une disposition législative ou réglementaire, actuellement à l'étude, qui autoriserait les « fouilles administratives » systématiques sur les visiteurs et qui seraient effectuées par les personnels de l'administration pénitentiaire.

Le développement des fouilles est le pendant répressif de la circulaire du 5 décembre 1996 sur la lutte contre le sida en prison signée par le garde des sceaux,

Jacques Toubon, et le secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard. Au nom de la politique de réduction des risques, ce texte prévoit des actions destinées, « en informant sur la pathologie et ses modes de transmission », « à aider chacun à adopter des mesures de prévention individuelles et à lutter contre la discrimination ».

Les détenus pourront désormais acheter, grâce au système des produits « cantinables », de l'eau de Javel diluée à 12 %. Les services médicaux des prisons mettront en outre à leur disposition des préservatifs et des lubrifiants.

Le texte note enfin qu'« une prise en charge intégrant l'ensemble des problèmes de dépendance doit être proposée en détention ». Si un détenu a entamé un traitement à la méthadone ou au Subutex avant son incarcération, il pourra donc le poursuivre en prison. D'autre part, un tel traitement pourra débiter en milieu carcéral. Il sera administré par le personnel soignant.

Cécile Prieur

## Lundi 10 mars, date limite pour la déclaration de revenus

LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES a décidé d'accorder un délai de quatre jours aux contribuables pour l'envoi de la déclaration des revenus de 1996. Initialement, la date limite avait été fixée au jeudi 6 mars. Elle a été repoussée au lundi 10 mars, à minuit, le cachet de la poste faisant foi. Ce report est traditionnel. Il était d'autant plus indispensable, cette année, que la première date retenue, celle de jeudi, coïncidait avec la journée d'action des fonctionnaires, dont les agents de La Poste et ceux des impôts, ce qui aurait pu perturber le bon acheminement des déclarations.

## DÉPÊCHES

■ CALENDRIER ÉLECTORAL : le conseil des ministres du mercredi 5 mars devrait adopter le projet de loi repoussant la date des prochaines élections cantonales de mars à juin 1998. Elles concernent les cantons dont le renouvellement, prévu en 1991, avait été repoussé en 1992 afin d'être couplé avec les élections régionales au mois de mars. Les élections législatives et régionales auraient ainsi lieu en mars 1998, mais on prête l'intention à l'UDF de déposer un amendement pour obtenir un report à juin du scrutin régional.

■ INTÉGRATION : Bertrand Tavernier a été invité par les habitants du quartier des Grands-Pêcheurs, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), où Eric Raoult, ministre de la ville, avait suggéré au metteur en scène de séjourner après l'appel à la désobéissance des 59 cinéastes contre les lois sur l'immigration. Jugant la réponse du ministre « insultante » à leur égard, les habitants ont donc convié le réalisateur à passer une journée dans leur quartier. Se disant « enchanté » de cette initiative, celui-ci s'y rendra jeudi 6 mars et présentera le soir son film *L'Appât* au cinéma de Montreuil.

■ OMC : une réunion se tient à Genève, au siège de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), entre les responsables chinois et les principaux responsables de l'OMC. La rencontre vise à poursuivre l'étude de l'adhésion de Pékin à l'OMC. La Chine, l'un des premiers exportateurs mondiaux, tente depuis plus de dix ans d'intégrer les instances commerciales multilatérales, mais ses partenaires lui reprochent la fermeture de son marché. L'administration américaine soutient la participation de Pékin à l'OMC, mais fait face à une hostilité grandissante du Congrès, préoccupé par l'ampleur du déficit commercial enregistré avec la Chine. Le secrétaire-adjoint au Trésor, Larry Summers, a par ailleurs mis en garde Pékin, lundi 3 mars à Hongkong, contre toute tentative de reprendre en main le système économique de l'enclave britannique, après son retour dans le giron pékinois, en juin.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

Cours relevés le mardi 4 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	12429,10	-0,69	-4,11
Hong Kong Index	13507,30	+0,81	+0,41

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



Tirage du *Monde* daté mardi 4 mars 1997 : 496 803 exemplaires

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 04/03	Var. en %	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2600,26	-0,28	+12,29
Londres FT 100	—	—	+3,91
Zurich	2139,34	-1,06	+14,16
Milan MIB 30	—	—	-1,59
Frankfurt Dax 30	3267,05	+0,23	+13,09
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse S&S	1700,04	-0,95	+11,23
Madrid Iboex 35	465,18	-0,36	+4,58
Amsterdam CBS	—	—	+13,30



NOUS NE VOUS EMMENONS PAS SEULEMENT EN AMÉRIQUE, NOUS VOUS ACCUEILLONS CHEZ NOUS.

Chez American, non seulement nous vous emmenons vers 200 destinations en Amérique, mais en plus

nous le faisons dans d'excellentes conditions de confort. Quoi de plus normal puisque nous considérons

nos passagers comme de véritables invités. L'hospitalité américaine prend chez nous tout son sens.

C'est pourquoi, lorsque vos affaires vous attendent en Amérique, laissez-nous vous y emmener. Nous

vous donnerons toujours le meilleur de nous-mêmes pour vous satisfaire. Pour toutes informations ou

réservations, contactez votre agence de voyages ou American Airlines au 01 69 32 73 07 (Paris/Île de France)

ou 0 800 23 00 35 (Province). 3615 American Airlines (1,29 F/mn).

American Airlines

Cartes Villes sont disponibles par American Eagle, notre partenaire régional. American Airlines et American Eagle sont des marques déposées d'American Airlines, Inc. © 1996 American Airlines, Inc. Tous droits réservés.

مکان من الوطن



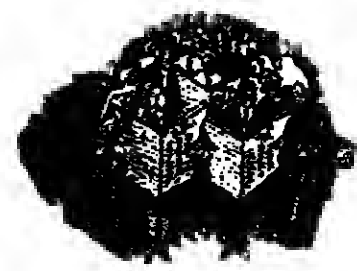
renforce la lutte  
de drogues en prison

#### MÉTIER

Un cabinet  
de recrutement africain  
parie sur les retours  
au pays  
de jeunes diplômés



# Le Monde EMPLOI



DANS  
« LE MONDE  
EMPLOI »  
DU 12 MARS  
Plans sociaux :  
les leçons  
du passé

MERCREDI 5 MARS 1997

ANNONCES CLASSÉES  
de la page VI à la page XII

INITIATIVES



En Allemagne,  
Italie, Belgique et  
Grande-Bretagne,  
des expériences  
concilient  
l'économie  
et le social.  
De manière  
convaincante

## L'Europe des initiatives solidaires

dossier

Une société de transport  
britannique à la fois service  
de proximité et entreprise  
d'insertion  
par *Christine Fabre*

Enfin des gardes d'enfants  
en Allemagne  
par *Olivier Piot*

Les chemins  
de la solidarité  
par *Philippe Baverel*

L'union des institutionnels  
et des acteurs locaux  
à Anvers  
par *Marie-Claude  
Betbeder*

Les coopératives sociales  
italiennes ont su créer  
un modèle astucieux  
et généreux  
par *Francine Aizicovici*

La reconversion « éthique »  
du Hainaut  
par *Lactitia Van Eckhout*

priorité aux transferts sociaux et  
qui font appel, pour s'organiser,  
aux considérables réserves du bé-  
névolat.

A ce propos, Jean-Louis Laville,  
et quelques autres avec lui, a for-  
gé le concept d'économie soli-  
daire, qui leur permet d'explorer  
cet autre champ du possible. Jus-  
qu'à présent, et en dépit de leurs  
efforts, leurs réflexions, appli-  
quées à la France, n'avaient pas  
eu l'occasion de percer. On leur  
reprochait leur caractère trop  
théorique, voire fumeux, ou on  
critiquait l'insuffisance pratique  
de leurs tentatives de laboratoire,  
fatalement confidentielles. Cela  
ne restait qu'une hypothèse de  
chercheurs.

Cette fois, il en va tout autre-  
ment. De Brescia à Munich, de  
Londres à Anvers ou Charleroi,  
les démonstrations abondent et  
elles sont convaincantes. Ras-  
semblées dans un bilan écono-  
mique et social des initiatives lo-  
cales de développement et  
d'emploi, réalisé pour le compte  
de la Commission européenne,  
elles prennent enfin de la valeur  
et sont en passe de constituer un  
levier pour libérer des énergies.  
En ce sens, elles rejoignent les  
intentions formulées dans un autre  
rapport, remis au cours de l'été  
1996 à Jacques Barrot par Michel  
Godet et qui prônaient, lui aussi,  
le développement des initiatives lo-  
cales par les acteurs locaux eux-  
mêmes. Ce qui n'est pas qu'une  
coïncidence fortuite, au moment  
où les politiques publiques  
mootent leurs limites et leur im-  
puissance.

Alain Lebaube

**A**ux confins de  
l'économie et du social, il peut  
y avoir de l'emploi, et pas forcé-  
ment de seconde zone. Il faut,  
pour cela, que des initiatives lo-  
cales rencontrent un marché, que  
des structures adaptées se  
mettent à la recherche de non-  
veaux besoins à satisfaire et que  
des montages financiers, qui ne  
font pas tous appel à la puissance  
publique ou aux collectivités ter-  
ritoriales, s'appuient sur une né-  
cessité réciproquement re-  
connue. Mais, condition  
essentielle, il faut surtout que des  
acteurs locaux se mobilisent. Ils  
entraînent alors derrière eux des  
groupes, partenaires ou usagers,  
à leur tour décidés à se prendre

en main. Ensemble, ils es-  
comptent bien faire pièce à la fa-  
talité du chômage et à la désinté-  
gration sociale qui menace.

Des exemples pris à l'étranger  
prouvent que c'est possible. En  
Allemagne, en Italie, en Belgique  
et en Grande-Bretagne, les résul-  
tats obtenus démontrent qu'il y a  
là de vraies perspectives et que  
l'on peut, en déployant des tré-  
sors d'imagination, dépasser le  
simple stade expérimental. Des  
centaines, voire des dizaines de  
milliers d'emplois, peuvent pro-  
venir d'initiatives de terrain. On  
voit des dynamiques se recréer  
qui rompent avec la résignation  
ou qui, mieux, participent du  
changement.

Ainsi, au-delà de son intention  
initiale qui était de fournir un dis-  
positif de garderie pour les en-  
fants, le succès du Kinderbüro, né  
à Munich de la volonté de Gisela  
Erlor, met en évidence les diffi-  
cultés des femmes allemandes qui

souhaitent travailler. Non seule-  
ment celles-ci sont intéressées  
par la formule, qui vient compen-  
ser une absence d'infrastructures,  
mais les entreprises, qui ont in-  
vesti dans leur formation, partici-  
pent du financement pour pou-  
voir conserver leur main-d'œuvre  
qualifiée. A terme, on peut imagi-  
ner que l'environnement fiscal fa-  
vorisant le maintien des femmes  
au foyer sera contesté. Par suite,  
il est loisible d'envisager qu'un  
nouveau secteur d'activité appa-  
raîtra, l'offre de services ayant été  
structurée, tandis que la de-  
mande aura été solvabilisée.

De même, 2 300 coopératives  
sociales italiennes emploient près  
de 50 000 personnes et gèrent  
des chiffres d'affaires qui se cal-  
culent en milliards de lires. Col-  
lectivement, elles constituent une  
réponse à la crise, soit en assu-  
rant des services sanitaires et so-  
ciaux que l'Etat-providence ne  
parvient pas ou plus à fournir,

soit en permettant l'intégration  
de publics en difficulté dans des  
processus de production. Leur  
réussite est telle qu'elles sont dé-  
sormais reconnues, dotées d'un  
statut, d'une législation et de  
conventions collectives qui ga-  
rantisent, de plus, leur finalité  
sociale.

Les autres illustrations réunies  
dans ce dossier vont toutes dans  
ce sens. Nous sommes loin, ici, de  
la quête menée par Alain Made-  
lin. Le coiffeur ou la manœuvre  
dans les TGV et le livreur de lait  
fruits font sourire, au mieux, tout  
simplement parce qu'ils ne cor-  
respondent pas à une utilité so-  
ciale et économique réelle. Cela  
n'a pas de rapport non plus avec  
ce qu'il est convenu d'appeler les  
« petits boulots », sans aucune  
qualification ni espoir d'évolution  
vers l'insertion. Ces solutions-là  
représentent une facilité teintée  
d'hypocrisie. Elles donnent, en  
outre, naissance à des succédanés

d'emplois mal considérés, fort  
peu payés, stigmatisants et pré-  
caires.

Toutes ces initiatives portent  
également témoignage d'un sur-  
saut. Parce qu'il devient urgent de  
sortir de cette situation et des  
seuls choix publiquement avan-  
cés, il convient de regarder dans  
d'autres directions. Dont celles  
qui allient les ressorts de l'écono-  
mie de marché aux capacités gé-  
nérées par des activités d'inspira-  
tion non marchande donnant la

CONSULTANTS CONFIRMÉS

# CEGOS RECRUTE...

cegos

CONSEIL  
FORMATION  
RECRUTEMENT

Alger - Benelux - Bruxelles - Espagne - Londres - Lyon - Madrid - Manchester - Milan - New York - Paris - Rome

## eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission sur titre à l'ESLSCA permet aux diplômés de  
l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de  
commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le  
diplôme ESLSCA, visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé  
avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre  
du programme international de 3<sup>e</sup> année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un  
DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme  
d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

Prochaine Session

(rentrée des cours : Octobre 1997)

15 et 16 mai 1997

Renseignements - Inscriptions

ECOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : 01 45 51 32 59

Établissement privé d'enseignement supérieur

Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat

Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

مكتبة الأمل



## Une société de transport britannique à la fois service de proximité et entreprise d'insertion

Basé dans un quartier populaire de Londres, Camden Community Transport relie des personnes âgées et des handicapés à la vie sociale

**A**u petit matin, le minibus, encore vide de passagers, s'arrête devant un grand immeuble en briques sombres, dans un quartier défavorisé de Londres. Michael, le chauffeur, descend, ouvre la porte latérale du véhicule, déploie le marchepied et la rampe d'accès.

Il s'engouffre dans la résidence et en ressort à petits pas, au moins dix minutes plus tard, aux côtés d'une dame âgée de cinquantaine. « Comment allez-vous depuis la dernière fois, Bessie, qu'allez-vous faire aujourd'hui ? », lui demande-t-il pendant qu'il l'installe et lui attache sa ceinture de sécurité. Bessie répond par bribes : elle est malade, elle souffre de pertes de mémoire chroniques. Elle prend ce bus deux fois par semaine et se rend aujourd'hui dans un centre de rencontres pour personnes âgées. Michael la ramènera chez elle en milieu d'après-midi.

Même programme pour Sarah, la soixantaine, qui vient de monter à bord, large sourire et tout de rouge et de rose bonbon vêtue. Elle vit seule et se réjouit à l'idée de sortir un peu. « Le bus traditionnel est trop rapide, le n'ai pas le temps de monter et personne n'est là pour s'occuper de nous », dit-elle en désignant ses genoux qui la trahissent de plus en plus.

A vingt-quatre ans, après plusieurs petits « jobs » suivis d'une période de chômage, Michael s'estime heureux d'avoir trouvé cet emploi stable à Camden Community Transport (CCT), une société caritative située au cœur de Londres dans le quartier populaire

de Camden. Payé à l'heure, ce travail lui rapporte près de 900 livres sterling par mois (un peu plus de 8 000 francs brut). « Le travail depuis trois ans à CCT, et la demande pour ce type de services ne cesse d'augmenter », explique-t-il.

Ce quotidien résume bien l'esprit de Camden Community Transport et de toutes les sociétés analogues qui ont poussé comme des champignons sur le territoire bri-

annique. Payé à l'heure, ce travail lui rapporte près de 900 livres sterling par mois (un peu plus de 8 000 francs brut). « Le travail depuis trois ans à CCT, et la demande pour ce type de services ne cesse d'augmenter », explique-t-il.

Ce quotidien résume bien l'esprit de Camden Community Transport et de toutes les sociétés analogues qui ont poussé comme des champignons sur le territoire bri-

### Des chauffeurs responsabilisés

Midas, comme Minibus Driver Awareness Scheme, est un cycle d'évaluation et de formation des conducteurs de minibus. Il a été conçu par la Community Transport Association (CTA), « centre nerveux » du réseau de sociétés caritatives de transport, situé à Londres et près de Manchester, qui assure, entre autres, des activités de conseil et de formation. Le système fonctionne sur le mode de la cascade. Des formateurs désignés par la CTA transmettent leurs compétences à des conducteurs d'entreprises membres du réseau, lesquels s'engagent à leur tour à former les nouveaux arrivés, etc., avec une contrepartie intéressante puisque la formation est gratuite. Le cycle comprend deux phases : le stagiaire passe d'abord un test de conduite et doit être évalué comme un « bon conducteur ». Ensuite, sensibilisé à la notion de responsabilité, il apprend à s'occuper des passagers en chaise roulante et à conduire de manière adaptée.

annique. Première urgence, développer un moyen de transport adapté aux personnes âgées ou handicapées qui ne peuvent pas utiliser les bus londoniens, ni s'offrir un service privé. A CCT, le prix d'un aller-retour porte à porte est légèrement inférieur à celui du ticket de bus classique. CCT propose aussi des locations de véhicules aux collectivités (équipes de sport, etc.), à des prix inférieurs à ceux du marché. Deuxième objectif, ces « services de proximité » créent de

l'emploi et du lien social. Enfin la société de Camden apporte un « plus » : la prévention de l'environnement. Depuis le mois de janvier 1995, elle expérimente trois véhicules qui consomment du gaz naturel, ainsi que trois minibus électriques, dans le cadre du projet ASTI (« Accessible Sustainable Transport Integration »), fruit d'un partenariat avec des industriels, financé en partie par des fonds eu-

ropeens. Créée en 1980 avec peu de moyens, CCT dispose aujourd'hui de 50 véhicules et compte une soixantaine de salariés. Certains ont démarré comme bénévoles alors qu'ils étaient chômeurs ou étudiants, et ont pu être intégrés par la suite.

« Il nous arrive aussi de tester de nouvelles idées en créant un poste provisoire qui se transforme en emploi permanent si notre projet tient la route. C'est ainsi que notre atelier

graphique, qui dessine nos logos ainsi que ceux d'autres entreprises de transport, a vu le jour », explique Ruth Hayes, directrice adjointe de CCT. Par ailleurs, trois handicapés mentaux font partie de l'équipe de nettoyage. « Avant, la ville de Londres plaçait ces personnes comme balayeurs ou manutentionnaires mais, avec la privatisation des services publics, elles sont devenues inemployables, pas assez efficaces selon les nouveaux critères », observe Ed Passant, directeur de CCT.

Le statut de chauffeur à CCT est même plus enviable que dans le secteur marchand où, depuis la privatisation des transports (1986), les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader. « Nous payons nos conducteurs deux livres sterling ou-dessus du marché, en revanche nous avons un encadrement réduit », précise Ed Passant.

Jusqu'à présent, CCT bénéficie du soutien de la ville, d'un réseau de chauffeurs bénévoles qui cohabitent avec les salariés, et d'avantages fiscaux en tant que société caritative.

Mais les pouvoirs publics locaux ne cessent d'exercer des pressions pour que nous rationalisions nos coûts, alors que nous ne sommes pas une entreprise commerciale », souligne Ed Passant. CCT n'est effectivement pas une société de transport comme les autres.

Et Michael, au volant de son minibus, le sait bien : ce matin, avec des personnes qu'il venait chercher n'était pas prête, aussi retournera-t-il la prendre plus tard.

Clarisse Fabre

## Enfin des gardes d'enfants en Allemagne

Comment aider des mères à concilier vie familiale et professionnelle

**L'**agence privée est située à deux pas de la célèbre place Goethe de Munich. C'est ici, en plein cœur de la capitale bavaroise, que Gisela Erler crée, en 1992, la toute première activité de Kinderbüro (Bureau de l'enfant), une entreprise commerciale spécialisée dans l'offre de services liés à la garde d'enfants. Rebaptisée Familien Service (Services aux familles) en 1997, la société gère aujourd'hui un chiffre d'affaires de 3 millions de deutschemarks (10 millions de francs) et regroupe douze agences situées dans les principales villes d'Allemagne de l'Ouest.

Gisela Erler ne s'attendait pas à un succès aussi rapide. Lorsqu'elle conçoit son projet, au début des années 90, sa réputation de femme d'autorité et de conviction débordante déjà largement les frontières de la seule Bavière. Elle, dirigeant du SPD bavarois Fritz Erler, elle est connue pour ses positions écologistes et son activité dans le parti des Verts. Sociologue, elle est aussi respectée pour ses projets de recherche sur la famille et le travail des femmes au sein du Deutschen Jungen Institut (Institut des jeunes Allemands) de Munich.

En 1983, Gisela Erler se rend aux Etats-Unis. Elle y découvre une entreprise capable de fournir, en moins de quarante-huit heures, diverses solutions concrètes au problème de garde d'enfants de salariées américaines. L'idée la séduit. Quatre ans plus tard, en 1987, elle publie *Müttermanifest*, dont le retentissement est inespéré, tant dans la presse qu'au sein des différents partis politiques. Écrit sur le mode ironique, le traité martèle une idée simple : les femmes allemandes doivent pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle.

Une idée simple, certes, mais qui va à contre-courant des traditions économiques et culturelles du pays. « Contrairement aux Françaises, les femmes allemandes travaillent très peu », précise Gisela Erler. Seulement une femme sur dix environ est salariée, et rien n'est organisé pour leur permettre de sortir de cette situation. Aides financières de l'Etat pour les faire rester au foyer, imposition de 50 % pour le salaire supplémentaire du couple : cette fiscalité, pour le moins orientée, encourage et entretient largement la forte tradition allemande de la femme au foyer.

DECEMBRILISER

« Imaginez-vous qu'une des premières formations que notre agence assure consiste à déculpabiliser psychologiquement les jeunes mères qui souhaitent travailler ! », indique Gisela Erler. A ces obstacles fiscaux et culturels s'ajoute une quasi-absence d'infrastructures publiques pour les enfants de moins de six ans (crèches, écoles maternelles). Alors que l'ex-RDA bénéficiait d'un taux de couver-

ture de crèches de l'ordre de 84 %, celui de l'ex-RFA atteignait péniblement les 4 %. Sauf à bénéficier d'un salaire suffisamment élevé pour compenser la perte des avantages fiscaux et le coût de la garde des enfants, le travail des femmes ouest-allemandes est donc rendu presque impossible.

C'est à l'ensemble de ces difficultés qu'a dû faire face Gisela Erler. Sa stratégie est double. Dans un premier temps, définir clairement l'offre. « J'ai souhaité créer une structure commerciale destinée non pas à s'occuper directement des enfants, mais à proposer aux parents une palette de solutions concrètes adaptées à leurs besoins », souligne-t-elle. La leçon américaine est retenue : l'agence se donne un rôle d'intermédiaire. Mais, en l'absence de nourrices agréées dans le pays – voire de formations équivalentes –, il restait à construire un réseau d'offres crédibles pour ces services.

Jeunes filles au pair, baby-sitters, nourrices venant à domicile, femmes au foyer accueillant des enfants, regroupements avec certains Kindergarten (jardins d'enfants) : l'agence de Munich a peu à peu mis au point un fichier informatisé de quelque 300 personnes disponibles dans la région pour assurer ses missions. « Notre rôle est de les trouver, de les sélectionner et de les former », explique Corina König, l'une des dix salariées de l'agence de Munich. Nous assurons ici, dans les locaux de l'agence, des dizaines d'heures d'initiation et de perfectionnement pour les responsables de choc des formules proposées aux parents. »

### MUTUALISATION DES FRAIS

Second volet de la démarche : mutualiser la demande. « Il a fallu trouver un système qui permette à l'agence d'avoir une trésorerie de départ afin d'assurer la constitution des fichiers et les formations sans que le coût en soit répercuté sur les frais payés par les parents », indique-t-elle. En l'absence de financement public, la solution trouvée constitue l'originalité de Familien Service. Une véritable mutualisation des frais de fonctionnement de l'agence a été organisée, en partenariat avec les entreprises locales.

BMW, Hypo Bank, Bosch, Siemens, Lufthansa, Microsoft, McKinsey : une vingtaine d'entreprises installées à Munich se sont associées au projet. Le principe de leur participation financière est simple : sur la base d'un forfait, variable selon la taille de l'entreprise et l'ampleur de ses besoins, chaque société avance à l'agence, chaque année, l'équivalent d'environ 1 000 deutschemarks (3 400 francs) par cas traité pour chaque salarié faisant appel aux services de l'équipe de Gisela Erler.

Pourquoi les entreprises ont-elles choisi de cofinancer ce réseau ? Par souci d'image en matière de politique sociale, bien sûr, mais également pour des raisons plus pragmatiques. « Le financement par l'entreprise d'un Kindergarten s'est révélé trop onéreux », souligne Eva Schwarzfischer, membre du département « politique du personnel » chez BMW. L'agence offre une solution moins coûteuse, nous permettant du coup de ne pas laisser partir des salariées qualifiées devenues mères, pour lesquelles l'entreprise a beaucoup investi en formation. »

Aujourd'hui, Familien Service travaille chaque année avec plus de trois mille familles, soutenu par plus de cent entreprises allemandes. Et même si le temps partiel est dominant, « l'activité représente cinquante emplois en direct dans nos agences et plus de mille emplois financés par les familles », précise Gisela Erler. Sans compter ceux que nous aidons à maintenir dans les entreprises en permettant à des milliers de femmes de concilier enfants et vie professionnelle. » Prochain programme de développement : de nouvelles franchises en Suisse et en Autriche, pays où la situation de la femme présente de grandes similitudes avec celle de l'Allemagne.

Marie-Claude Betbeder

Olivier Piot

## Les chemins de la solidarité

**C**réer de nouvelles prestations visant à améliorer la qualité de la vie et réintégrer professionnellement des populations marginalisées par la crise : tel est le double objectif que Jean-Louis Laville, sociologue, chargé de recherches au CNRS – dans l'équipe du Crida-LSCI (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie-Laboratoire de sociologie du changement des institutions) –, assigne aux initiatives locales de développement et d'emploi. A travers des exemples pris dans plusieurs pays européens, ces dernières ont fait l'objet d'un bilan économique et social remis en décembre dernier à la Commission européenne. « Ces expériences recourent à deux notions généralement séparées : l'initiative, trop longtemps considérée comme étant le monopole de l'entreprise marchande, et la solidarité qui ne relève pas de la responsabilité unique des pouvoirs publics. »

Née à la fin des années 60 et développée avec la crise économique qui a frappé l'Europe à partir de 1974, cette démarche répond à des besoins nouveaux qui constituent autant de gisements d'emplois : services liés à la vie quotidienne ; amélioration du cadre de vie ; environnement ; activités culturelles et de loisirs ; nouvelles technologies. Cette offre de prestations nouvelles épouse aussi l'évolution des modes de vie européens, caractérisée, au

cours des vingt dernières années, par un vieillissement de la population ; un accroissement du taux d'activité des femmes ; une urbanisation croissante ; la baisse de la durée du temps de travail ; l'élévation du niveau d'éducation ; et l'augmentation du niveau de vie.

### SERVICES « RELATIONNELS »

« Basés sur l'interaction directe entre prestataire et usager », ces nouveaux services, dits « relationnels », se distinguent nettement de toutes les prestations « standardisables » qui se développent dans la banque, l'assurance, les télécommunications. Jean-Louis Laville souligne le rôle social et politique de telles expériences, par-delà la création d'emplois. A cet égard, les 2 300 coopératives de solidarité sociale italiennes qui emploient 50 000 personnes et mobilisent plusieurs dizaines de milliers de bénévoles sont tout à fait révélatrices.

Il est vrai que la Constitution italienne, qui fait de la solidarité sociale un « droit inaliénable » (article 2), prévoit expressément la notion de « communautés de travailleurs et d'usagers » (article 45). « En outre, souligne Jean-Louis Laville, l'Italie a donné, en 1991, une reconnaissance législative aux coopératives, comme la Belgique qui a inscrit dans la loi, en 1995, la notion de société à finalité sociale. Exemples à suivre ? Toujours est-il qu'aux

yeux du sociologue « le rôle des pouvoirs publics consiste à structurer, c'est-à-dire à élaborer un cadre permettant le développement de ces expériences ». Dans cette logique, le bilan remis à la Commission préconise la mise en œuvre d'une politique de développement originale qui reposerait sur l'expérimentation et l'évaluation locale des initiatives, une instance de suivi proposant, le cas échéant, des aménagements périodiques. De même, pour remédier à la juxtaposition des aides publiques et à la multiplicité des guichets, le document suggère de substituer au principe traditionnel de l'octroi des aides à l'autant de « publicités » une approche par activité.

Le chantier est vaste, mais il est vrai, pour reprendre la formule de Jean-Louis Laville, que « les initiatives locales renversent complètement la perspective par rapport aux politiques habituelles de traitement social du chômage qui ont atteint leurs limites ». Cette démarche permettrait surtout de créer de vrais emplois, professionnels et permanents, et non pas seulement des postes de transition où l'on passerait comme dans un « sas » sur la voie de la réinsertion. Jean-Louis Laville en est d'ailleurs persuadé : « L'économie solidaire ne constitue pas une « économie-bolai » qui ramasserait les « laissés-pour-compte » de la compétitivité. »

Philippe Baverel

## L'union des institutionnels et des acteurs locaux à Anvers

**E**n 1990, le vaste effort entrepris pour revivifier le secteur sinistré au nord-est d'Anvers a été lancé par des institutionnels (municipalité, université, Fondation Roi-Baudouin, organismes à vocation sociale, etc.). Mais, depuis, les acteurs locaux s'en sont largement mêlés, s'appropriant totalement le projet, ce qui en fait d'ailleurs sa grande originalité.

« Même si l'ensemble des organismes fondateurs siègent au conseil d'administration du BOM, l'association de développement d'Anvers-Nord-Est, souligne Christophe Demazière, auteur d'une thèse (université Lille-I) sur l'expérience, celle-ci n'en a pas moins une autonomie relativement grande. Et si « sa mission est d'identifier des lignes d'actions socio-économiques pour le quartier et de mettre en œuvre des projets dans ce sens », c'est « en collaboration avec les acteurs locaux » qu'il lui est demandé de le faire, et à travers des struc-

tures qui « doivent elles-mêmes tendre à l'autonomie ».

Concrètement, tout commence en 1984, lorsque l'université d'Anvers et une série d'intervenants – dont la Fondation Roi-Baudouin – regroupés en un « comité de pilotage », réalisent, à la demande de la municipalité, un travail de collecte d'informations sur la ville. Cette recherche allait montrer que les quartiers construits au XIX<sup>e</sup> siècle concentrent l'essentiel des populations en difficulté – familles monoparentales, personnes âgées, travailleurs immigrés, chômeurs de longue durée... –, et que le secteur le plus atteint était le Nord-Est.

Cette zone d'habitat ouvrier a été désertée dans les années 60 par sa population la plus aisée, à laquelle s'est peu à peu substituée une forte proportion d'immigrés. Anciens restés sur place et nouveaux venus, tous sont trop pauvres pour entretenir un habitat en très mauvais état, le

plus souvent privé. L'activité économique périclète et l'ensemble de la zone se dégrade rapidement, tandis que se développe un fort courant de votes pour l'extrême droite flamande.

### PARTICIPATION DES HABITANTS

Pourtant Anvers-Nord-Est ne manque pas d'atouts : c'est un quartier proche du centre, avec une structure et une architecture à taille humaine. Il a d'ailleurs toujours accueilli nombre d'artistes. Prenant conscience de l'urgence d'une action, le « comité de pilotage » lance des études de terrain et un travail de réflexion. En décembre 1989, un groupe de « citoyens volontaires » le rejoint. Le principe d'un effort multiforme de développement, doonnant la priorité à l'économie sur le social et prenant le territoire comme un tout, est retenu. En avril 1990, le BOM voit le jour.

Depuis lors, les réalisations se sont succédé à un rythme rapide

touchant tous les domaines : habitat, emploi, vie socioculturelle, insertion des jeunes. On y retrouve, adapté aux réalités locales, l'essentiel de ce qui s'est inventé en Europe pour lutter contre le chômage et la pauvreté. Avec un plus essentiel : le regroupement sur un même territoire et la recherche d'une forme de développement communautaire.

La plus récente initiative a consisté à élaborer un « plan de développement stratégique » avec un effort maximal de participation des habitants aux débats. La mise en œuvre de ce plan coïncidera dans les prochains mois avec le transfert du BOM vers Anvers-Sud et la coomination d'un simple coordinateur pour prendre la relève.

La force de l'action menée est d'avoir réussi à mobiliser des hommes et des femmes qui se sont profondément attachés au quartier. Ainsi Bie Bosmans, actuelle directrice du BOM. Originale de Gand, qu'elle ne voyais-

geait pas de quitter, elle a fini par s'installer à Anvers-Nord-Est, comme beaucoup d'autres universitaires et intellectuels qui ont participé aux études préparatoires.

Du coup, l'action a pris une qualité et une efficacité inhabituelles. Ce qui a amené Anvers et la Flandre à voir une sorte de modèle : une formule capable d'associer de manière féconde les structures politiques, économiques et sociales d'un territoire avec les forces vives de la population, grâce notamment à l'autonomie reconnue à ces dernières et à un apport d'argent suffisant (principalement des fonds de l'Union européenne et de la région flamande).

A Gand, à Anvers-Sud, de nouvelles expériences démarrent. Et Christophe Demazière, au terme de son étude, suggère que l'on en fasse autant dans le Nord de la France.

Marie-Claude Betbeder

Olivier Piot

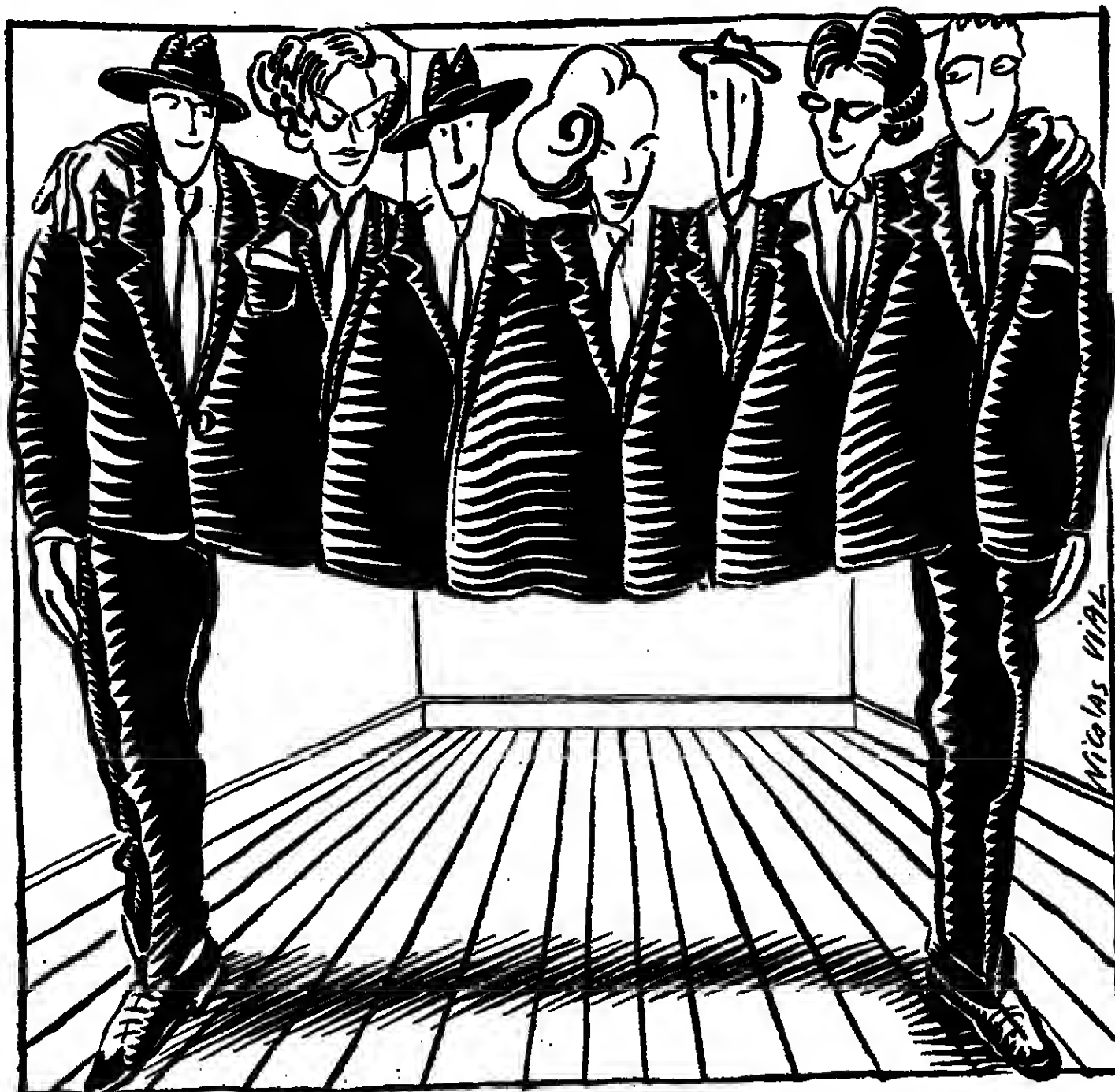


هكذا من النهر



Enfin des gardes  
enfants en Allemagne

LE MONDE / MERCREDI 5 MARS 1997 / 111



## La reconversion « éthique » du Hainaut

Réhabiliter les friches industrielles  
en aidant à la réinsertion de précaires

Un terrier, un bois impénétrable, de larges allées envahies de mauvaises herbes, des bâtiments désaffectés où s'engouffre le vent du nord : s'il n'est plus qu'un cimetière économique et social, le site charbonnier de Monceau Fontaine, à quelques kilomètres de Charleroi, a fait jusque dans les années 70 la richesse et l'emploi du Hainaut. Aujourd'hui, le taux de chômage y atteint 33 %.

Redynamiser cet espace de 2,5 hectares en le transformant en un « zoning » (site) d'économie sociale, voilà l'ambition du projet lancé fin 1993 par deux entreprises de formation par le travail (EFT) - Le Germeur, qui aide à la réinsertion de chômeurs chroniques ; Quelque chose à faire, qui s'occupe de 18-25 ans - et Solidarité des alternatives wallonnes, un réseau d'initiatives d'économie sociale.

Le « zoning » doit accueillir des entreprises s'engageant à développer des possibilités d'emploi pour des personnes en situation précaire et peu qualifiées. « Celles-ci bénéficieront d'un vrai contrat de travail à durée indéterminée », insiste Jean-François Coutelier, animateur de la cellule de développement Aces, mise en place pour aider à la création et à la gestion d'entreprises sur le site.

Outre les promoteurs du projet, les premiers locataires qui viendront s'installer dès l'automne prochain sur le site, après sa réhabilitation, sont deux coopératives : R. NET et Réhabiles. Spécialisée dans le nettoyage industriel, la première a été fondée, il y a cinq ans, par des femmes formées par Le Germeur. La création de la seconde, qui se consacre à la réhabilitation de friches industrielles, a été suscitée en 1994 après que la région du Hainaut s'est vu allouer des fonds versés par Bruxelles aux régions européennes les plus défavorisées, dans le cadre du programme Objectif 1. D'ores et déjà, un budget de plus de 1 milliard de francs belges (environ 166 millions de francs français) lui a été assigné pour la redynamisation de ses sites économiques désaffectés. « Nous avons commencé par forger le savoir-faire de Réhabiles sur notre propre site, pour ensuite le proposer à l'extérieur, un créneau étant ainsi ouvert », explique François Coutelier.

R. NET et Réhabiles s'attachent à doter leurs salariés d'un vrai professionnalisme, sachant que celui-ci est essentiel pour gagner des marchés. Et afficher une vocation commerciale qu'elles veulent rendre compatibles avec leurs visées sociales : finalité de création d'emplois plutôt que de profit, autonomie de gestion, primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus, processus de décision démocratiques. Tout futur partenaire devra adhérer à l'ensemble de ces critères éthiques. « Nous voulons montrer qu'il est possible de conjuguer l'économique et le social, reprend

Jean-François Coutelier. Mais ces entreprises ont affaire aux mêmes contraintes que toute autre. L'idée n'est pas de créer un ghetto », tient-il à préciser.

Les partenaires tiennent aussi à faire revivre le quartier qui entoure le « zoning », dont ils envisagent de faire un pôle culturel. Et réfléchissent au développement de services de proximité.

Autre idée, l'ouverture d'un centre d'accueil de jour pour personnes âgées. Des études de faisabilité de création de services (restaurants d'entreprise, services de repassage, de nettoyage de voitures) destinés aux salariés de Cockfield-Sambore, le géant sidérurgique de la région, ont également été lancées. Autant de projets qui pourraient donner lieu à l'implantation d'entreprises sur le site. Reste à trouver les entrepreneurs à même d'en assurer la pérennité, et disposant d'une conscience sociale affirmée.

Laetitia Van Eeckhout

### Repères

● L'économie solidaire est une « hybridation » de trois pôles d'activités classiques : marchande (secteur privé), non marchande (basée sur la redistribution et les transferts sociaux) et non monétaire (qui repose sur la réciprocité et les rapports personnels). Elle se développe grâce à des initiatives locales qui contribuent à la fois à renforcer la cohésion sociale et à créer des emplois. Elle permet aussi de dépasser la conception classique d'une économie séparée du social et du politique.

● Nées dans les pays européens depuis plus d'une vingtaine d'années, les entreprises sociales, ni commerciales ni publiques, revêtent souvent la forme d'associations ou de coopératives.

● Quelques livres utiles : Vers un nouveau contrat social, de Guy Roussang, Jean-Louis Laville, Bernard Emé, Daniel Mothé, Bernard Perret (Desclée de Brouwer, 1996) ; Réconcilier l'économie et la société : vers une économie plurielle (OCDE Publications, 1996) ; Vers une société de pluriactivité ? (revue Esprit, décembre 1995) ; L'économie solidaire, une perspective internationale, de Jean-Louis Laville (Desclée de Brouwer, 1994).

## Les coopératives sociales italiennes ont su créer un modèle astucieux et généreux envié en Europe

Elles représentent aujourd'hui près de 50 000 emplois et essaient dans l'ensemble de la Péninsule

Tout a commencé à Brescia en 1984. Le maire de cette commune de plus de 200 000 habitants proche de Milan décide de confier l'entretien des espaces verts aux coopératives sociales afin qu'elles réalisent un travail d'insertion auprès des toxicomanes, dont le nombre a explosé en Italie au cours des années 70. Au lieu de recourir à une seule coopérative, Sol. Co. Brescia (Solidarité et coopération), le consortium, qui en fédérât alors une dizaine, décide de partager le marché entre plusieurs d'entre elles, conformément aux trois principes qui sous-tendent leur démarche : la petite taille des structures - qui leur permet d'être flexibles, plus facilement contrôlables et gérées de manière participative ; leur territorialité - afin de cerner au plus près les besoins de la population, et la spécialisation -

pour être compétitives sur un marché qu'elles connaissent bien. Portés par leur foi chrétienne, sensibles au développement de la misère et de l'exclusion, les fondateurs des coopératives sociales ont investi des espaces abandonnés par l'Etat-providence italien, en crise dès les années 70. La coopérative Fraternalità, par exemple, née en 1978, a débuté par l'accueil de clochards, de personnes alcooliques et de prostituées. « Notre désir est simplement d'héberger ces personnes, d'être disponibles pour les autres », explique Giovanni Borghetti, cofondateur. Ramassage de cartons et de vieux vêtements, de cartes et de fer ont constitué les premières activités de Fraternalità. Aujourd'hui, on parle du « Groupe Fraternalità », qui réunit trois coopératives et emploie environ 58 salariés, dont 25 % sont en insertion. La province de Brescia compte désormais 130 coo-

pératives sociales dont 70 adhérentes au Sol. Co., qui emploient 1 300 personnes et réalisent un chiffre d'affaires annuel de 43 millions de lire (155 millions de francs), précise Paolo Pezzotti, responsable du secteur insertion par le travail au Sol. Co. Ces bons résultats (données 1994) sont la preuve que ces structures ont su répondre à des besoins.

Aujourd'hui, dans toute l'Italie, quelque 2 300 coopératives sociales emploient 50 000 personnes. D'autres consortiums ont été créés, jusqu'en Sicile, sur le modèle de celui de Brescia, dont le rôle de coordination et de soutien est primordial. Quand leur taille devient trop importante, les coopératives se divisent, comme ce fut le cas pour Fraternalità, l'idée étant que la taille est bonne tant que tout le monde se connaît.

L'action des coopératives se situe dans deux domaines : les services sociaux et sanitaires (auprès des personnes âgées, des toxicomanes, des malades du sida, etc.) - coopératives dites de type A -, et les activités de production, dont le but premier est l'insertion par le travail de personnes en difficulté (handicapés, détenus, toxicomanes, malades mentaux, etc.) - coopératives de type B.

C'est la loi de 1991 qui leur a donné un cadre juridique en reconnaissant, par exemple, le rôle des bénévoles et en établissant que, dans les coopératives de type B, les personnes en difficulté ont le salaire est excoéré de charges sociales doivent représenter au moins 30 % de l'effectif. Un autre texte, très récent, réglemente l'emploi des chômeurs de longue durée dont 50 % doivent être embauchés définitivement dans les coopératives au terme d'un parcours d'insertion de deux ans au maximum. En revanche, les structures publiques italiennes ne sont pas soumises à cette contrainte.

Par ailleurs, les coopératives sociales disposent depuis 1992 d'une convention collective. D'autres lois ont favorisé le développement des coopératives, concernant le placement des personnes handicapées (1968), les peines alternatives pour les détenus (1975), la fermeture des asiles d'aliénés (1978). Des lois qui ont donné peu de résultats, mais

sur lesquelles se sont appuyées les coopératives.

Exodus, par exemple, créée en 1978, qui fabrique des persiennes en bois haut de gamme, emploie 18 personnes, dont sept détenus. Elle compte même parmi ses sociétaires un ancien des Brigades rouges. « Les détenus travaillent chez nous jusqu'à la fin de leur peine, explique Giuseppe Pezzotti, père de Paolo et vice-président du conseil d'administration d'Exodus, qui a réalisé un chiffre d'affaires de près de 3 milliards de lire en 1995 et 48 millions de bénéfices. En moyenne, les détenus restent ici treize mois. S'ils ne trouvent pas de travail à la fin de leur peine, nous les gardons jusqu'à ce qu'ils en aient un. Ensuite, un autre détenu arrive. »

Elevées au rang de modèle socio-économique, saluées dans toute l'Europe, les coopératives sociales doivent néanmoins affronter un certain nombre de difficultés. Parmi celles-ci, la concurrence éternelle qu'elles peuvent se livrer entre elles. Le respect de leurs trois principes fondateurs doit les protéger et les laisser se consacrer à leur but premier, l'insertion. Ils leur permettent également de lutter contre la concurrence des entreprises privées classiques qui opèrent sur le même marché qu'elles. Le concours des bénévoles et le niveau plutôt bas des salaires sont des atouts. « Par choix éthique, nous refusons le travail au noir, indique Alberto Fedeli, responsable éducatif pour l'insertion à Fraternalità. Les entreprises extérieures n'ont pas toujours ces modalités. »

Paolo Pezzotti affirme qu'en matière d'entretien d'espaces verts les neuf coopératives du Sol. Co. Verde sont en situation de quasi-monopole sur la province de Brescia, tant elles ont su faire leurs preuves. « Moi-même, j'en suis très fier, si l'une d'elles perd en qualité, une autre travaillera à sa place. » Etre sur le marché concurrentiel est un impératif pour ces coopératives, qui veulent être de « vraies entreprises », insiste Paolo Pezzotti. « Seulement ainsi, elles peuvent donner aux personnes en insertion des compétences utilisables sur le marché du travail. »

Francine Aizicovici

PRÉPAREZ  
UN VRAI MÉTIER

**3 CYCLES  
SPÉCIALISÉS**

GRUPPO  
**eslsca**

- Ingénierie et Négoce International - Trading
- Ingénierie Financière
- Gestion des Entreprises
- Gestion de Patrimoine
- Stratégie et Contrôle de Gestion
- Organisation et Management par Projets
- Droit et Management des Affaires Européennes
- Marketing et Ingénierie Commerciale

INFORMATIONS  
ESLSCA - 1, Rue Borgoinville - 75007 PARIS - Tél. : (01) 45 51 32 54

Portes Ouvertes le samedi 26 avril  
MASTÈRES SPÉCIALISÉS ESCP

**MS**  
ESCP  
**Management  
des Hommes  
et des Organisations**

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former au management des ressources humaines et aux choix organisationnels de l'entreprise.  
Sélection ouverte aux ingénieurs, DEA, DESS, Grandes Ecoles de Gestion ou équivalent.  
Informations et inscriptions :  
Nathalie Chignoli au 01 49 23 21 43

Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris  
Mastères Spécialisés  
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11

CHAMBRE DE COMMERCE - CREDITRICE PARIS

مكتبة الأمل



## Un cabinet de recrutement africain parie sur les retours au pays de jeunes diplômés

Si le concept est intéressant, il reste néanmoins à Africsearch, implanté en France, à démontrer sa validité économique

**A**u départ, il y a eu une idée philosophique qui a rencontré une réalité économique. « On s'est dit qu'après la réflexion il fallait passer à l'action », commente Didier Acouetey, associé gérant d'Africsearch, un cabinet africain de recrutement implanté à Paris depuis juillet 1996. Le retour au pays, cela fut des années que les jeunes intellectuels africains qui vivent en France en parlent. Les évolutions économiques et politiques dans leurs pays d'origine ces dernières années ont conduit nombre d'entre eux, diplômés d'écoles et d'universités françaises, à vouloir s'impliquer plus activement dans le développement du continent africain.

Pour Didier Acouetey, originaire du Togo, l'équation est simple : il existe plusieurs milliers de cadres africains éparpillés sur tous les continents. L'économie redémarre en Afrique. Les entreprises qui y sont implantées, qu'elles soient africaines ou occidentales, ont besoin de cadres. Les diplômés africains, formés en Occident, sont aussi efficaces que les expatriés, tout en étant beaucoup moins chers. « Il n'y a qu'à faire le calcul. Au lieu de payer un « expat » trois fois plus cher qu'un « local », les entreprises ont tout intérêt à recruter un Africain qui a les mêmes compétences et qui, en plus, connaît l'environnement socio-économique du pays et dans les mentalités. » Un raisonnement qui pourrait attirer les entreprises toujours à la recherche de gains de productivité. Sept personnes ont créé cette SARL : cinq Africains de différents pays et deux Français dont un originaire d'Afrique du Nord. Structure légère, au capital de 100 000 francs - apport financier

des différents associés -, Africsearch emploie deux permanents : Didier Acouetey, titulaire du diplôme d'études supérieures économiques commerce et marchés internationaux du Cnam, qui a travaillé durant quatre ans dans le secteur de la publicité et du marketing, et une Béninoise, assistante de recherche, qui a fait ses premières armes dans le service ressources humaines d'une grande entreprise. Trois consultants travaillent régulièrement avec Afric-

telles que la BAD (Banque africaine de développement) ou encore les ONG. « On comptait beaucoup sur une clientèle d'entreprises françaises. On avait fait des études, cerné leurs besoins. En fait, les sociétés africaines se sont révélées plus enthousiastes qu'elles », relate Didier Acouetey, encore surpris du phénomène. Le fait que des décideurs africains passent par des cabinets spécialisés pour trouver des cadres ayant tel profil pour remplir tel objectif relève à ses

le premier qui se propose de recruter des cadres africains, soit deux innovations. Et puis, poursuit-il, il y a le facteur Afrique et « l'image négative qui lui est collée. Il fallait relever le défi de la qualité des prestations. » Sans compter la difficulté d'entrer sur le marché du recrutement. « Les entreprises nous disent qu'elles ont du mal à recruter pour l'Afrique. La demande est là. L'offre aussi, mais les opérateurs sont attentifs. C'est le chemin de la crédibilité qu'il nous faut parcourir. »

Des entreprises ont cependant compris quels services pourrait leur rendre un tel cabinet. Ainsi, l'Optorg, une société de distribution de biens d'équipement, amenée à rechercher un encadrement local de très haut niveau pour ses filiales implantées en Afrique centrale. Une opération délicate, si l'on en croit son directeur des ressources humaines (DRH) Alain Josse. « Par le canal d'Africsearch, on va pouvoir trouver plus facilement en France des cadres africains qui ont déjà exercé des responsabilités en Europe et qui sont susceptibles de se réimplanter dans leur pays d'origine ou dans un pays voisin. Leur double culture - la culture économique et managériale européenne, ainsi que la culture africaine - nous sera particulièrement utile puisqu'elle est synonyme de facilité d'adaptation et d'efficacité. »

Reste à trouver les candidats au retour. Le cabinet sait comment les approcher. « Par le réseau africain car on est très impliqué dans les réseaux associatifs, dans les écoles supérieures et les universités », souligne Didier Acouetey qui indique également avoir fait de la publicité sur RFI qui émet en Afrique. Mais aussi en ouvrant le courrier. Chaque jour, le cabinet reçoit trois ou six CV provenant de France, d'Europe, des États-Unis et même d'Afrique. Des CV qui émanent d'étudiants en fin de cycle, de cadres demandeurs d'emploi, mais aussi de cadres en poste en France.

Etouant ? Beaucoup d'Africains ne supportent plus les conditions de vie qui leur sont faites en France, les tracasseries administratives, le racisme. Ils acceptent de plus en plus mal d'être gardiens de supermarché lorsqu'ils ont un diplôme d'ingénieur, ou de se voir bloqués dans leur évolution de carrière. « Dans ce contexte, souligne Didier Acouetey, l'émancipation politique et économique de l'Afrique rend possible le retour. »

Catherine Leroy

### Connaissance instinctive

L'arrivée d'Africsearch sur le marché du recrutement a attiré l'attention de Kost International. Ce cabinet d'études, conseil en management, organisation et communication, implanté à Paris, et dont le PDC est d'origine africaine, intervient beaucoup dans les pays en voie de développement, notamment en Afrique, auprès des États et des entreprises publiques. Ce qui crée des besoins spécifiques. « Quand nous travaillons avec les PVD, nous constituons des équipes ayant des compétences techniques qui sont celles de tout cabinet d'audit à l'international, explique la directrice des relations extérieures. Mais nous voulons, en plus, que les membres de ces équipes aient une connaissance quasi instinctive des réalités socio-économiques-politiques des pays dans lesquels nous opérons. » A ses yeux, seul un cabinet spécialisé peut à la fois comprendre ces besoins spécifiques et y répondre. Une analyse tout aussi valable pour les missions en Asie, pour lesquelles Kost recrute par le biais de réseaux asiatiques en France.

search : deux Africains et une Française. « On a voulu éviter de définir un concept strictement africain, explique Didier Acouetey. Il s'agit d'utiliser les techniques de base employées dans n'importe quel cabinet de recrutement et d'y ajouter la spécificité africaine. » La cible visée : les multinationales qui ont des filiales en Afrique mais aussi les sociétés africaines, les institutions internationales type Banque mondiale et FMI (Fonds monétaire international), les institutions africaines

yeux d'une « révolution culturelle ». Aujourd'hui, après huit mois d'activité seulement, il est encore trop tôt pour faire un bilan d'activité. Africsearch doit faire ses preuves. Non encore affilié à un syndicat professionnel, il reste très marginalisé au sein de la profession. « Certes, le démarrage a été lent, fait remarquer Didier Acouetey. Mais, eu égard au concept, ce n'est pas une grande surprise : c'est le premier cabinet de chasseurs de têtes africain implanté en France et

## Vers un nouveau contrat social ?

ÉTAT-PROVIDENCE. ARGUMENTS POUR UNE RÉFORME de Patrice Bourdelais, Xavier Gaullier, Marie-José Imbault-Huart, Denis Olivannes, Jean-Marie Poursin, François Stasse Gallimard, « Folio », 418 p., 44 F.

**C**e volume rassemble des textes déjà publiés, mais pour la plupart actualisés, sur la réforme de l'État-providence, qu'il présente comme « l'horizon indépassable de nos prochaines années ». Ceux qui s'intéressent au devenir de notre société ont tout intérêt à se plonger dans ce constat clair et implacable, même si une bonne partie de son contenu est déjà connue. Il souligne le fait que notre système social ne peut plus éviter les changements sous peine de dysfonctionnements graves, voire d'explosion. Car il doit supporter les conséquences de l'exclusion professionnelle et sociale qui est devenue « un élément central de notre société » et dont la description est ici particulièrement éclairante.

L'exigence du travail est « de plus en plus grande... indéfinie et jamais satisfaite ». Les « postes doux » qui permettraient de garder les salariés âgés jusqu'à leur retraite et les « postes relais » favorisant l'insertion progressive des jeunes existent de moins en moins. « Seuls les nouveaux dans le maintien et les autres charges sont externalisées, rejetées sur l'État et la société. » L'impératif de la réussite et la sélection sont permanents. La formation elle-même en « passant de l'objectif de la deuxième chance à celui de la recomposition générale de la main-d'œuvre » concourt à cette sélection.

Pour sortir des impasses dans lesquelles nous mène notre politique sociale, les auteurs proposent notamment l'instauration d'une véritable politique de santé qui permettrait de « se soigner mieux en dépendant moins », d'une « pluralité à tout âge » au lieu d'un découpage strict études-vie active-retraite, ainsi que la baisse du coût du travail non qualifié. Le nouveau contrat social qu'ils préconisent implique aussi une réforme fiscale, la CSC constituant une première avancée sur ce terrain, et une application plus différenciée qu'aujourd'hui de l'intervention sociale en fonction des situations individuelles.

« Pourquoi, écrit par exemple Patrice Bourdelais, de l'Ecole pratique des hautes études, les Français devraient-ils tous travailler le même nombre d'années afin de bénéficier d'une retraite à taux plein, alors que leurs conditions de travail et leurs espérances de vie après soixante ans sont si différentes ? » Aux « décisions globales inappropriées » car appliquées à un tissu social de plus en plus complexe se substituerait une « gestion souple », fondée sur un véritable dialogue social. Une telle mutation n'est pas facile à mettre en œuvre et réclame une bonne dose de courage de la part du pouvoir politique et de ses interlocuteurs sociaux. Mais il est sans doute indispensable de la faire progresser tout en la maîtrisant.

## Le travail, remède anti-chômage

CHANGEONS LA SOCIÉTÉ POUR CRÉER DES EMPLOIS

de Marcel-Marc Feldman Michel de Maule, 176 p., 115 F

**P**our éviter que la courbe du chômage continue de grimper, l'auteur, avocat spécialisé dans le droit des affaires, suggère de maintenir à leur poste les salariés sur le point d'être licenciés ; ils continueraient de travailler en attendant des jours meilleurs, mais seraient payés par les Assedic. Pas de doute : on trouverait certainement beaucoup d'entreprises prêtes à opter pour cette opportunité !

Parmi ses nombreuses autres propositions figurent, à côté de la réforme de la fiscalité et d'un « ajustement » du droit de grève, le congé parental d'une durée de vingt ans (payé à 65 % du SMIC) et un « plan Marshall » européen d'aide aux pays les plus défavorisés qui nous permettrait de produire davantage.

## RENCONTRES

● **MANAGEMENT.** « Le management par la confiance, clé du développement économique ou utopie humaniste ? » sera le thème du débat organisé, le jeudi 6 mars à Paris par le CPA, Académie et le groupe Insep. Plusieurs responsables économiques y participeront dont Bertrand Collomb, président du groupe Lafarge, et Jean-Pierre Gérard, membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France. L'entreprise peut-elle être un lieu de confiance ? A quelles conditions ? La logique financière est-elle compatible avec la logique de la confiance ? C'est autour de ces questions et du livre *Oser la confiance* (de B. Martin, V. Lenhardt, B. Jarroson, Insep Editions) que s'articuleront les interventions. Contact : Insep. Tél : 01-43-43-37-00.

● **TEMPS DE TRAVAIL.** Les mardis du club Stratégies du management, à l'attention des décideurs patronaux, syndicaux, et directeurs des ressources humaines auront pour thème, le 11 mars, « Aménagement et réduction du temps de travail : pour ou contre ? », avec Dominique de Calan, délégué général adjoint de l'UIMM, Jean-Pierre Chaffin, président de la fédération de la métallurgie CFE-CGC, et Marc Foucault, directeur de cabinet de Gilles de Robien. Contact : Stratégies du management. Tél : 01-47-34-26-36.

● **SYNDICALISME.** Si de nouvelles formes d'action syndicale sont apparues sur le terrain, cette évolution est toutefois masquée par le discours officiel des appareils syndicaux. Qui sont ceux qui se sont fait connaître à l'occasion de conflits récents ? En quoi contribuent-ils au renouvellement de l'échiquier syndical ? Ce sera le thème de la deuxième journée de réflexion organisée par le club Oser l'impertinence. Parmi les intervenants : Annick Coupé, secrétaire nationale de Sud-PTT, Claude Debons, secrétaire général adjoint de la fédération générale des transports et de l'équipement CPDT, Christian Larose, secrétaire général de la fédération CGT du textile. Contact : MCS. Tél : 01-40-82-91-62.

● **TRAVAIL DES FEMMES.** La conciliation des vies professionnelles et personnelles des hommes et des femmes, de manière à conjuguer leurs intérêts propres, ceux des entreprises et de la société, devient en cette fin de siècle une question majeure. La chambre de commerce de Lyon, l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP), l'ANDOP, Entreprise et Personnel, le groupe Apicil-Arcil, organisent à Lyon, le vendredi 14 mars, un colloque intitulé : « Les femmes dans l'entreprise : vers quels changements ? », manifestation à laquelle assistera Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi et chargée du droit des femmes. Contact : CCI de Lyon. Tél : 04-72-40-58-33.

### BILAN

● **MÉTIER.** La direction des affaires sociales, de l'emploi et de la formation professionnelle du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (Snip) présente dans sa revue *Les Cahiers de l'observatoire* (n° 4, janvier 1997) les chantiers prévisionnels de l'Observatoire de l'emploi pour 1997, ainsi que les résultats d'une enquête sur les pratiques de formation continue dans les entreprises de la branche. Contact : Francine Duprouilh. Tél : 01-45-03-88-51.

Désormais, vous pouvez aussi compter sur votre clavier pour faire évoluer votre carrière.

3615 cadresonline  
Web <http://www.cadresonline.com>

100% — cadre — A destination des cadres, les offres d'emploi des magazines leaders  
— fiable — Qualité des offres de la presse écrite  
— utile — Actualisation hebdomadaire

Ministère ou Internet, votre clavier peut devenir le marchand qui achète votre carrière à faire un bond.  
Cadres en ligne vous offre en permanence l'accès à plus de 2 000 postes  
Issues de dix-neuf titres leaders en matière d'offres d'emploi.  
Fiable, les annonces sont des offres d'emploi publiées dans la presse.  
Parfaitement, votre recherche s'effectue par mots-clés.  
Complet, vous avez accès à un bouquet de services : évaluation de salaire, guide du CV, tests d'évaluation, système direct aux annonces, commande d'ouvrages de références.  
Connectez-vous, vous regarderez sans doute votre clavier sous un autre angle.

Les offres d'emploi de 19 titres leaders

L'EXPRESS Le Monde LUSINE  
OUI VOTRE E-MONTEUR  
LECHO caractère  
USA OUI RESEAUX  
PARUS DECISION RIA  
property RESTAURATION ALIMENTAIRE

CADRES  
ONLINE

3615 cadresonline : 2,23 F la mn

Le Monde  
DE L'ÉDUCATION  
GUIDES

Le Monde  
DE L'ÉDUCATION  
RÉUSSIR  
À L'UNIVERSITÉ

38 F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde  
EN POCHÉ

Le Monde  
LE MANUEL  
DE L'ÉDUCATION

39 F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

كتابنا الأول



DE *Le Monde*  
**L'ÉDUCATION**  
 DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

# Hors-série spécial IUT et BTS

**POUR EXAMINER  
 DE PLUS PRÈS  
 LE CHOIX  
 D'UN IUT  
 ET D'UN BTS**

ON S'EST SACRIFIÉ POUR QUE TU FASSES  
 DES ÉTUDES COURTES ET TU VEUX CONTINUER.?

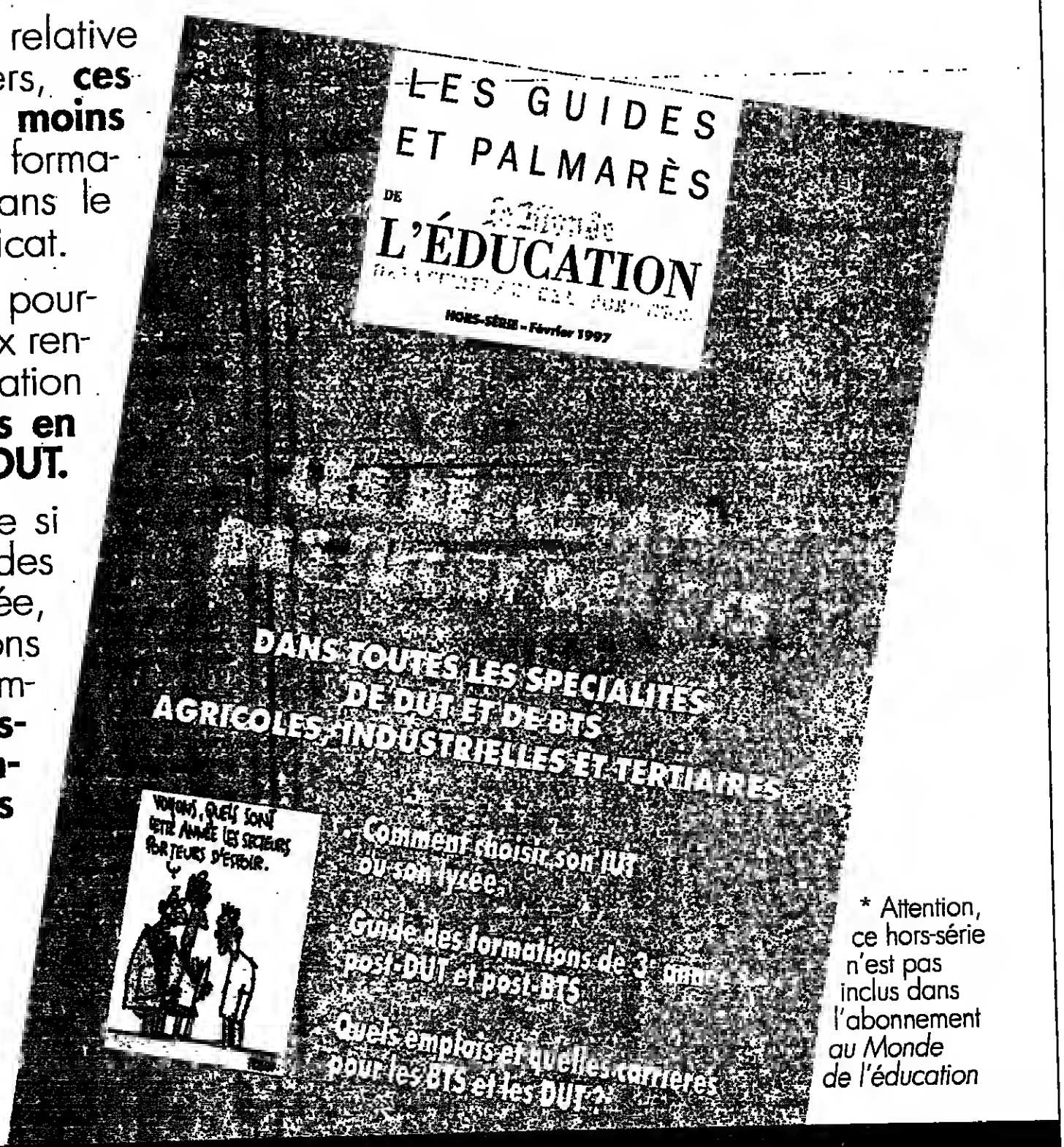


■ **Études :** du fait d'une relative désaffection des bacheliers, **ces formations sont devenues moins sélectives.** Le choix d'une formation de qualité, surtout dans le privé, n'en est que plus délicat.

■ **Poursuite d'études :** la poursuite d'études reste un choix rentable. Le Monde de l'éducation a recensé **287 formations en un an après un BTS ou un DUT.**

■ **Emploi, carrières :** même si l'insertion professionnelle des BTS et DUT s'est dégradée, ces diplômes restent de bons atouts sur le marché de l'emploi. **D'autant que des perspectives de promotion interne s'ouvrent dans les entreprises.**

**IUT, STS : une piste à ne pas négliger, avec ce guide pour vous aider à choisir.**



\* Attention, ce hors-série n'est pas inclus dans l'abonnement au Monde de l'éducation

**EN VENTE UNIQUEMENT\* CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F**

مكتبة العالم



## Dirigeants



**MUTUALITÉ  
DE L'INDRE-ET-LOIRE**

## Directeur Général

**P**ar ses capacités à rassembler et animer les hommes et les femmes travaillant dans l'entreprise, il devra valoriser la synergie entre toutes les activités et renforcer l'unité et la cohésion de toutes les composantes de l'entreprise et du mouvement mutualiste.

Par son implication personnelle, il contribuera au développement du groupe Harmonie Mutualité.

Pour réussir dans sa mission, il lui faudra être rompu aux relations avec tous les intervenants et partenaires habituels du monde économique et social : pouvoirs publics, collectivités territoriales, tutelles, caisses d'assurance maladie, organisations professionnelles, établissements de santé, etc.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. Rec-DG 194 à la Mutualité de l'Indre-et-Loire - 9 rue Emile Zola - 37017 Tours cedex. Confidentialité assurée.

Reconnue comme un Acteur efficace dans les domaines Sanitaire, Social et Médico-Social dans l'Indre-et-Loire avec ses :

- Pharmacies
- Centres d'optique, audio-prothèse
- Cabinets dentaires
- Maisons de Retraites médicalisées, foyers
- Logements, soins infirmiers à domicile
- Centre de réadaptation cardio-vasculaire, Institut d'Education Motrice
- Service prévention et promotion de la santé
- Sans oublier la gestion assurance de personnes de la Touraine Mutualiste et le régime oblig. des professions indép.

C'est un réseau de plus d'une vingtaine de réalisations qui emploient 750 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 750 MF.

LA MUTUALITÉ DE L'INDRE ET LOIRE, une des composantes majeures du groupe HARMONIE MUTUALITÉ recherche son

## Directeur

*d'un organisme financier spécialisé dans les crédits à l'habitat*

Membre d'un important réseau national, cet établissement dispose sur son secteur d'une solide notoriété et d'une très bonne réputation de professionnalisme.

Chargé d'une mission d'organisation interne de management, vous conduirez une politique de dynamisation commerciale et de développement, dans un contexte fortement concurrentiel. De formation supérieure (de type Sup de Co,

ESG...), vous disposez, à 35-45 ans, d'une solide expérience bancaire.

Vos qualités de gestionnaire associées à vos talents d'homme de management et de développement favoriseront votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature complète, sous référence C24, à Alain PHILIPPE, FM Conseils, 6 rue René-Cassin, Triopolis II, 33049 Bordeaux Cedex.

FM Conseils

## PRENEZ LA DIRECTION GENERALE D'UNE PME

A 30/35 ans, ingénieur de formation, vous savez améliorer les résultats d'une entreprise grâce à des techniques que vous avez déjà utilisées chez un sous-traitant de l'automobile par exemple.

Nos fabrications, petites séries avec changements fréquents d'outillages, répondent aux besoins variés et précis exprimés par nos clients. Cette Direction Générale nécessite d'orienter la prospection de l'équipe commerciale sur des créneaux à forte valeur ajoutée, de repenser les flux, de manager les hommes (une soixantaine au total).

Cette PME située au sud de Lyon fait partie d'un groupe privé très bien géré dans lequel de réelles perspectives de carrière existent grâce aux croissances internes et externes.

Faites-moi la démonstration que cette opportunité vous intéresse en m'écrivant sous la référence C/1443 M : Pierre BUCCAI - CONCORDANCES 77 rue François Mitterrand - BP 32 - 69811 YASSIN LA DEMI LUNE cedex et je m'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.

**CONCORDANCES**  
Entre les Hommes et les Entreprises

## Gestion - Finance

Pour la souplesse. Pour la réactivité. Pour la puissance.

## Rejoignez BIP.

**ARBITRAGISTE**  
**OPTIONS SUR ACTIONS ET INDICES SUISSES**

Au sein de Dresdner Bank, BIP assure notamment la responsabilité mondiale de deux des six filiales d'activité de marchés du groupe : l'arbitrage de taux pour compte propre et l'arbitrage et la vente de produits structurés actions. Reconnue pour sa technicité, sa capacité d'innovation et sa souplesse de fonctionnement, BIP s'est imposée sur les plus grandes places financières. C'est pourquoi BIP invite ses collaborateurs à vivre une expérience riche et motivante dans un groupe où se conjuguent créativité, responsabilité et travail en équipe. Dans le cadre de notre développement nous créons un nouveau poste au département des marchés (équipe Produits Structurés).

Rattaché(e) à l'arbitragiste - produits dérivés suisses, vous serez chargé(e) d'intervenir sur

les marchés des options, en trading pour compte-propre et sur les sous-jacents actions et indices suisses.

Vous participerez à la gestion du portefeuille de produits dérivés sur les actions suisses. Vous élaborerez également les prix de ces produits pour notre équipe de vente.

De formation supérieure scientifique (bac + 5), vous avez une première expérience, même courte, dans des fonctions similaires.

Bon technicien, rigoureux et réactif, vous aimez travailler en équipe. Votre goût du risque et votre résistance au stress sont des atouts pour réussir dans cette fonction. Mobile, vous avez à vous déplacer régulièrement vers Zurich.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV photo), sous réf. AOCB à BIP Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.



**Banque Internationale de Paris**

Groupement Dresdner Bank

REPRODUCTION INTERDITE



**En jouant les hommes gagnants, la Cegos a su imposer sa différence, au fil de cinquante années de conseil aux entreprises. Plus de 400 consultants dans 7 pays européens mais une seule vocation : optimiser les performances de nos clients, avec leur potentiel humain pour lever privilège. Les moyens de cette ambition : une double expertise — conseil et formation — déclinée dans une gamme de prestations à forte valeur ajoutée. Elles placent le client au cœur de l'entreprise, font du management un avantage concurrentiel, mettent en place une démarche de progrès permanent... Parce qu'aucune des fonctions vitales de l'entreprise ne lui est étrangère, parce qu'elle donne à ses propres collaborateurs cette "prime à l'humain" qui caractérise ses prestations, la Cegos a tout pour devenir votre partenaire.**

### Le groupe CEGOS équipes et recrut

**CONSEILLER EN STRATÉGIE**  
Vous avez pendant 3 à 5 ans au des services (banques, assurances, en management, en...

**CONSEILLER EN DIRECTION**  
Vous possédez une expérience culeront autour de : • la définition commerciale, • la fi suivants : distribution, banque

**CONSEILLER EN RESSOURCES HUMAINES**  
Vous pouvez justifier d'une ex dans le conseil. Vous intervenez outils permettant sa conduite, • accompagner la conception e

**CONSEILLER EN MARKETING**  
Vous voulez valoriser une exp. A cette capacité managériale, • d'élaborer des actions de for réussite de leur stratégie de ci

**CONSEILLER EN QUALITÉ**  
Vous êtes Directeur Qualité ou loisirs ou prestations de service normes ISO 9000 et de leurs a. d'une démarche qualité, • audi

**CONSEILLER CHIFFRE D'AFFAIRES**  
Vous avez une expérience en e de conseil. Vous êtes à même, auprès d'entreprises soit du se • l'audit et la définition de stra

**CONSEILLER EN FINANCE**  
Directeur financier, contrôleur parachevée par un diplôme d'e formations inter entreprises, •

**CONSEILLER EN COMPTABILITÉ**  
Professionnel de la gestion et dans une grande entreprise et comptabilité, ou votre technic offres de formation.

**CONSEILLER À L'EXPORT**  
Votre expérience de 5 ans mio de réelles compétences pédagogique per notre portefeuille de client

Pour tous ces postes, nous 3<sup>ème</sup> cycle... Vous êtes un véritable maître de l'anglais ouet l'alle

### Maëuticien d'entreprise depuis 1988

**BREGGS Consultants**

Conseil en Stratégie, Management, Organisation et Qualité, recherche, pour poursuivre son développement, plusieurs

## CONSULTANTS

Vous interviendrez principalement dans les secteurs :

- Banque et Assurance
- Industrie et Transport

Vous intégrerez une équipe impliquée et réactive, dédiée aux résultats de ses clients grâce à la mise en oeuvre de solutions sur mesure.

Vous avez environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous avez 5 ans d'expérience professionnelle en entreprise et dans le conseil.

Ecrivez à l'attention de Christine d'Allancé  
BREGGS Consultants, 63 bis rue de Sèvres, 92514 BOULOGNE CEDEX



> Conquérir de nou la productivité, anticiper les mo renforcer la compétence et pluridisciplinaires, donc de consolidation ind Pour accomplir et maîtrise de leur changement à travers le monde s de nos 780 consultants. A le changement. Les persp de nos mar Rejoignez l'une de nos équipes de de compétences et faites d

Pour insérer v  
Le Monde Économi  
Appelez Le M  
01-44-43-76-03

هكذا من العمل





مكتبة الأهل



## Gestion - Finance



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> QUINTEC 3615 cadresonline (2.23 Fime) MINITEC 3615 LEMONDE (2.23 Fime) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

Nous sommes une grande banque française généraliste, nous avons néanmoins développé une organisation de taille humaine, qui donne aux hommes toute leur importance. Au sein de la direction juridique, vous dirigez et animez une équipe chargée de traiter

**Responsable  
contentieux  
recouvrement  
Banque**

les dossiers contentieux et les dossiers de recouvrement relevant d'un secteur géographique déterminé. Titulaire au minimum d'une maîtrise en

droit, vos 10 années d'expérience du contentieux recouvrement dans un établissement financier vous apportent les connaissances nécessaires : loi Sericener, procédures collectives, voies d'exécution et droit bancaire. Ce poste est basé à Paris. Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre de motivation) sous réf. 3074 à notre Conseil, Kebers Paré International, 15 avenue Pierre F<sup>re</sup> de Serbie, 75116 Paris.

KEBERS PARÉ  
INTERNATIONAL

Membre du groupe ABN-AMRO, l'un des tout premiers groupes bancaires européens, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière.

**ATTACHÉ  
CLIENTÈLE PRIVÉE  
Nantes**

**NSM**  
Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet

Commercial de talent, vous développerez un portefeuille de clientèle privée haut de gamme sur la région Pays de Loire.

Vous saurez établir avec vos prospects et vos clients une véritable relation de confiance, et leur proposer des solutions complètes en matière d'investissement, en vous appuyant sur nos spécialistes juridiques et fiscaux du siège.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience commerciale au sein d'un établissement de renom vous a doté d'une parfaite maîtrise des mécanismes économiques de la gestion de patrimoine.

Vos qualités de manager et la connaissance de l'anglais joueront un rôle déterminant dans votre progression au sein de notre groupe.

Hélène Schweblin vous remercie de lui adresser CV, prétentions et photo sous réf. ACP/PM03.97 NSM, 3 avenue Hoche, 75410 Paris Cedex 08.

Groupe Financier, Paris 8ème, SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL - AGRO-ALIMENTAIRE, recherche pour deux de ses activités :

### 1 Chargé d'Etudes Financières et Economiques

Au sein de la Direction des Engagements de la Société Financière, vous êtes en charge :  
- de l'analyse des dossiers de financements d'entreprises se rapportant à la filière des huiles et protéines,  
- de la définition et du montage d'interventions financières de « haut de bilan »,  
- du suivi des entreprises financées,  
- de l'analyse et du suivi économique de certains secteurs d'activité.

Double formation, Agro + Gestion, vous avez acquis impérativement une expérience de 4 à 5 ans dans le domaine financier, organisation ou stratégie en entreprise ou en cabinet de conseil. Une bonne connaissance du secteur de l'alimentation animale serait appréciée. Des qualités d'analyse, d'écoute et de contact ainsi qu'une très bonne expression orale et écrite sont nécessaires pour réussir dans ce poste. Réf. CFE

### 1 Chargé d'Affaires

Au sein de la structure CAPITAL DEVELOPPEMENT du Groupe Financier, vous assistez les Directeurs Seniors dans :

- l'analyse des dossiers d'investissement (stratégique et financière),
- le montage juridique et financier des dossiers,
- le suivi des participations,
- à terme, la prospection de nouveaux investissements.

De formation type Ecole de Commerce ou Ingénieur + Gestion, vous offrez impérativement une première expérience de 4 à 5 ans en entreprise (Direction Stratégie ou Financière), ou dans un organisme similaire de Capital Développement avec de préférence une bonne connaissance du secteur Agro-Alimentaire. Rigoureux, fiable dans vos analyses, convaincant, vous développez également une bonne capacité relationnelle et commerciale. Réf. CAS

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est nécessaire et de réelles perspectives d'évolution peuvent être envisagées pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV en précisant la réf. du poste ainsi que vos prétentions de salaire à notre conseil Linden, 15 avenue d'Eylau, 75116 PARIS.

**Linden**

Un important Groupe international recherche, dans le cadre de son développement dans les télécommunications

### Directeur des investissements à l'étranger

Vous élaborerez et suivrez la stratégie de développement international du Groupe, préparez et validez les projets d'investissements à l'étranger. A ce titre, vous dirigerez les équipes élaborant ou contrôlant les business plans et les montages financiers, détectez les opportunités d'investissements, évaluez les sociétés de télécoms susceptibles d'intéresser le Groupe, supervisez les projets en termes d'analyse financière.

A 40 ans environ, de formation supérieure en finance (bac + 5/6), vous justifiez d'une expérience réussie d'une dizaine d'années, qui vous a donné une excellente connaissance du milieu bancaire international et, si possible, des télécoms. Vous pratiquez couramment l'anglais; l'espagnol serait un plus.

Capacité de management, sens du business, aisance relationnelle, aptitude à dialoguer avec des interlocuteurs polyculturels de haut niveau sont les qualités que vous avez su développer.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements à l'étranger. L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous référence STR, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

**SM Conseil** 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Pour insérer votre annonce dans  
Le Monde Économie  
et  
Le Monde Emploi  
01-44-43-76-03  
Fax : 01-44-43-77-32

Groupe bancaire international  
recherche pour sa succursale  
de Paris un(e) :

### Responsable de Clientèle Grandes Entreprises

Vous savez établir et développer des relations à haut niveau. Identifier les besoins des clients, trouver les solutions adéquates à leurs problèmes. Vous exercez le métier de banquier depuis 5 à 8 ans dans des banques françaises ou étrangères de premier ordre, qui vous a amené à une parfaite connaissance des produits bancaires à proposer aux grands groupes français.

A 30/35 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC, HEC, IEP ou Universitaire), vous avez impérativement une parfaite maîtrise de l'espagnol et de l'anglais. Vous avez tous les atouts pour réussir dans ce poste qui exige un sens relationnel élevé et requiert rigueur, intégrité et capacité d'adaptation.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) sous réf. RC/MON/0397 à : OCBF - 7, rue de Madrid - 75008 Paris.

مكتبة الأمل





# Carrières Internationales

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> / MINTEL : 3615 cadresonline (2-23 Fnm) / MINTEL : 3615 LEMONDE (2-23 Fnm) / INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>



## Fixed-term Professorship of French Studies

The elections intend to proceed to an election to the new fixed-term Professorship of French Studies with effect from 1 October 1997 or such later date as may be arranged, for a period of five years.

A salary in respect of the duties required of the professor will be wholly paid by the French Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche during the period of appointment.

A non-stipendiary professorial fellowship at Wadham College is attached to the Directorship.

Applications (ten copies, or one only from overseas candidates), naming three persons who have agreed to act as referees on this occasion, should be received not later than 21 April 1997 by the Registrar, University Offices, Wellington Square, Oxford OX1 2JD, from whom further particulars may be obtained.

The University is an Equal Opportunities Employer.

## JEUNE COMMERCIAL POUR LE MARCHÉ ALLEMAND

Cette PME française fabrique et commercialise des fours de traitement thermique destinés aux industriels de la mécanique, de l'automobile, de l'aéronautique.

Le Directeur Commercial souhaite confier la responsabilité du marché allemand, où des fours ont déjà été installés, à un jeune ingénieur généraliste (orientation mécanique et/ou métallurgie) parlant couramment allemand et bi-culturel franco-allemand, ayant par exemple effectué son VSE en Allemagne.

Maturité, autonomie et sens des responsabilités sont bien entendu des qualités fondamentales pour réussir à ce poste, tremplin pour la création à terme d'une agence ou d'une filiale en Allemagne. Résidence à LYON et déplacements fréquents en Allemagne dans un premier temps.

Une bonne connaissance de l'anglais est bien évidemment indispensable.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s.v.p. C/1442M à notre Conseil Pierr BUCCAI - CONCORDANCES 77 rue François Marmel - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



**CONCORDANCES**  
Entre les Hommes et les Entreprises

Notre client est la filiale d'un important groupe international néerlandais (7000 personnes, 4 500 MF de CA) spécialisé dans la production et la vente de textile. Implanté au Niger, Togo et Bénin, nous recrutons pour superviser financièrement l'activité (195 MF de CA) de ces trois filiales un

## Contrôleur Financier Afrique de l'Ouest

Bénin

Package Expatrié

Rapportant au Directeur Opérations basé aux Pays Bas, vous assurez l'interface financière entre le siège et ces trois filiales. Vous optimisez et améliorez la fiabilité du reporting, et apportez votre support aux contrôleurs financiers locaux sur les questions juridiques, fiscales, comptables et financières.

Vous veillez au respect des procédures internes et participez activement dans la mise en place d'un nouveau système informatique.

Agé de 30 à 45 ans, de formation supérieure en finance, vous avez acquis une expérience d'au moins 4 ans du contrôle financier des filiales au sein d'un groupe international. Votre expérience du management alliée à vos qualités de communication vous permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer au sein du groupe.

Votre anglais est courant.

Merci d'adresser CV + photo + n° de téléphone + rémunération actuelle à Amaury Destailleur, Michael Page Finance, 3 bld Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidat 148734) sous référence AD16116



**Michael Page Finance**  
Le spécialiste du recrutement Financier

Nous sommes un groupe français dans le domaine du jouet, existant depuis 150 ans et leader européen dans sa spécialité. Notre CA est de 300 MF (filiales UK, Espagne et USA). Nous recherchons, pour continuer notre croissance, notre :

## Directeur export



**Mission :** Dépendant du Président-Directeur Général, il prendra en charge le développement des différentes gammes dans un certain nombre de régions : Europe Centrale, Turquie, Israël, Amérique Centrale, Corée, Japon, Afrique du Sud, etc.

Il identifiera les partenaires les plus aptes à réaliser une pénétration rapide du marché.

Il fera des propositions pour adapter les produits à certaines demandes locales.

**Profil :** 30 ans environ, diplômé d'une école de commerce, le candidat a obligatoirement une expérience d'au moins cinq ans dans le grand export de produits à forte diffusion (textile, cosmétique, alimentaire...). C'est un homme de développement rompu à la pratique des agents et au montage de partenariats de distribution. Il a prouvé son efficacité. Trilingue anglais, espagnol, français, il est disponible pour se déplacer environ 50 % de son temps. Le poste peut être basé en France ou en Grande-Bretagne.

Il sera évalué pour un candidat qui démontrera une forte sensibilité aux produits.

Merci de nous adresser votre CV + lettre de motivation + photo + prétentions sous la réf. 51017 à :



16 rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly-sur-Seine

## 成为我们与中国电讯联络的使者\*

Important Groupe international opérant dans le domaine des télécommunications recherche, dans le cadre de son expansion :

## 中国分公司的负责人\*\*

Votre mission consiste à promouvoir le développement du Groupe en Chine. A ce titre, vous étudiez et analysez l'environnement, proposez la stratégie, établissez les contacts et menez les actions nécessaires afin de renforcer et développer les activités du Groupe, prospectez et détectez les opportunités d'affaires, coordonnez l'action des partenaires locaux, initiez et pilotez les actions de communication et de relations publiques. Vous gérez les moyens humains, financiers, techniques et logistiques de votre centre de profit.

A 40 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur Télécom ou Grande Ecole de Commerce), vous justifiez d'une expérience réussie de Commercial de haut niveau dans le domaine des télécommunications ou dans un domaine de hautes technologies proche, dans un environnement concurrentiel et international. La pratique du mandarin et de l'anglais est indispensable.

Outre vos aptitudes au « business development » et votre sens de la négociation, vous avez su faire apprécier vos excellentes qualités relationnelles, votre facilité d'adaptation à des milieux polyculturels, votre aptitude au management.

Le poste est basé à Pékin.

L'importance du Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous référence RFC, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

**Vous êtes ingénieur,  
découvrez votre Monde le lundi \***

**Un rendez-vous :**

### « Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Réseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales  
dont carrières européennes

\* daté mardi

**Le Monde Economie le lundi \***

**Le Monde Emploi le mardi \*\***

et la rubrique

**Le Monde des Initiatives locales le vendredi \*\*\***

Trois rendez-vous

à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi

\*\* daté mercredi

\*\*\* daté samedi

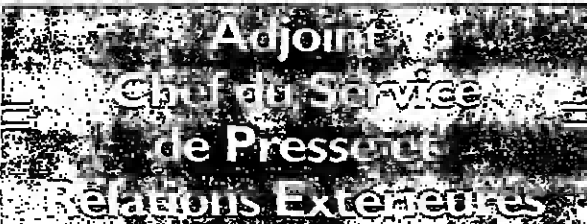
مكتبة الأمل

# Le Monde des Cadres



COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE

recherche au



Outre une responsabilité principale d'Attaché de Presse (contacts avec les journalistes, élaboration de dossiers de presse, organisation d'opérations de presse...), vous assisterez le Chef du Service dans l'ensemble de sa fonction et plus particulièrement dans sa mission de coordination des actions de presse.

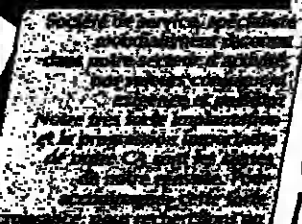
Vous serez également impliqué dans les autres activités du service : la production audiovisuelle, l'organisation d'événements, les expositions, les colloques, l'élaboration de sondages d'opinion...

Dote d'une excellente formation supérieure Bac + 5, type Sciences Po + DEA, vous possédez une expérience professionnelle de plus de 5 ans qui vous a apporté la maîtrise de techniques de presse. Vous avez de plus d'indéniables qualités d'expression écrite et orale.

Votre charisme et votre culture générale feront la différence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B.1244 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR, 28 rue de la Trémoille, 75008 Paris.

Manager  
la relation client  
à l'international



## RESPONSABLE GRANDS COMPTES INTERNATIONAUX

Rattaché au Directeur des Ventes Grands Comptes, basé à Paris, vous aurez en charge le développement et le suivi des grands comptes internationaux dont le siège est en France.

Vous négociez les accords internationaux, mettez en place les plans d'action commerciale et marketing, développez les relations de partenariat avec les directions internationales de ces grands groupes.

De même, en lien étroit avec notre réseau international (41 pays), vous coordonnerez pour la France les accords négociés par vos homologues dans les autres pays.

De formation supérieure (Bac + 4 minimum), vous avez acquis une solide expérience professionnelle dans des fonctions de négociation et de coordination à l'international.

Anglais impératif, deuxième langue souhaitée (allemand ou espagnol).

Si cette responsabilité à fort enjeu vous intéresse, merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous réf. 60.5096/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Council of Europe  
Conseil de l'Europe



## Donnez une dimension européenne à votre carrière. Rejoignez l'Europe des 40 à Strasbourg !

Nous ouvrons par voie de concours à tous les ressortissants qualifiés des États membres du Conseil de l'Europe plusieurs postes de traducteurs au sein de la Division de la Traduction française. Vous assurez la traduction en français de textes rédigés en anglais ou en d'autres langues européennes. Agé de moins de 40 ans, de langue maternelle française, vous possédez une parfaite connaissance de l'anglais et d'au moins une autre langue européenne (allemand, italien ou russe). Vous avez effectué des études universitaires sanctionnées par une maîtrise ou un diplôme équivalent, que vous avez complété avec une formation en langues. Par la suite, vous avez renforcé vos compétences par une expérience

de la traduction générale et éventuellement de la traduction de textes juridiques, si possible pour une organisation internationale. Votre culture générale étendue, votre aptitude à rédiger de manière claire et précise, vos qualités de contact, d'initiative et de discrétion vous permettent de vous intégrer avec succès dans notre équipe. Demandez le dossier de candidature ainsi que le formulaire officiel, à retourner avant le 29 avril 1997, au Conseil de l'Europe, réf. 27197, Division des Ressources Humaines (Section Recrutement), 67075 Strasbourg Cedex. Veuillez joindre une enveloppe 23 x 32 cm non timbrée, libellée à votre adresse.

Traducteurs H/F



Créée en 1984, AIDES est une association de lutte contre le sida reconnue d'utilité publique. Son action : mobiliser les énergies de tous pour développer les actions concrètes de proximité auprès des personnes atteintes par le VIH et leurs proches, développer l'entraide et l'espoir, l'action thérapeutique, l'information et la prévention.

## Coordinateur national prévention h/f

Dans le cadre de l'organisation de ses actions de réduction des risques, AIDES Fédération Nationale recherche un Coordinateur National Prévention. Rattaché directement au Directeur Exécutif, et en liaison avec les responsables des Commissions Nationales, vous coordonnerez le travail d'une équipe de 3 personnes.

Vous serez chargé de renforcer la politique active de l'association en matière de prévention, d'accroître la coordination, le soutien et le développement des actions de prévention menées par les différents comités en région.

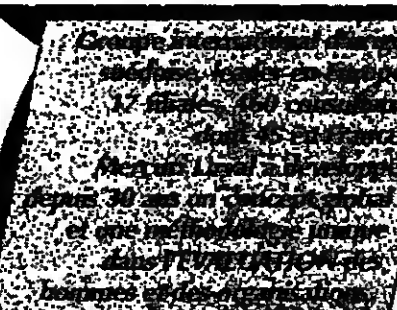
Vous aurez pour missions :

- de renforcer la politique active de l'association en matière de réduction des risques en identifiant les nouvelles problématiques de prévention,
- d'assurer un rôle de soutien méthodologique auprès des comités,
- de coordonner et animer les différents groupes nationaux en charge des questions de prévention,
- de participer à la production de documents, brochures, dépliants et plus généralement de tout support de prévention produit par l'association,
- de préparer et négocier les dossiers de financements auprès des pouvoirs publics.

Vous avez une bonne connaissance des associations, des institutions et des intervenants dans le champ de l'épidémie. Disponible, vous avez d'excellentes qualités relationnelles, d'écoute, d'adaptation, d'ouverture d'esprit et de travail en équipe. Une formation et/ou une expérience en santé communautaire serait appréciée. Bien sûr, vous avez une très bonne connaissance de l'infection à VIH et une expérience des actions de prévention de proximité.

Si vous êtes intéressé par ce poste en CDI basé à Paris 10ème, merci de transmettre lettre manuscrite de motivation + CV + photo + prétentions sous référence LM-CNP/DE portée sur l'enveloppe au Directeur Administratif et Financier, AIDES Fédération Nationale, 23 rue de Château-Landon, 75010 Paris.

## Vivre l'entreprise autrement...



## DEVENEZ CONSULTANT... REJOIGNEZ MERCURI URVAL

• Paris • Rennes • Lille • Lyon • Strasbourg

A 30-35 ans environ, de formation Bac + 5 (grande école/université), vous souhaitez valoriser une expérience réussie (5 à 10 ans) acquise dans des fonctions opérationnelles : manager, commercial grands comptes, ingénieur, chef de projet, auditeur... Vous recherchez aujourd'hui une OUVERTURE : des contacts à haut niveau, plus de diversité, un style de vie différent... tout en conservant une forte dimension opérationnelle et commerciale.

Vous n'avez peut-être jamais envisagé de devenir Consultant, mais votre expérience vous révèle chaque jour l'importance de la composante humaine : LES HOMMES FONT LA DIFFÉRENCE ! Cette conviction, nous vous proposons de la mettre en pratique en aidant les Dirigeants d'Entreprise à : mieux recruter • mieux organiser • mieux développer... leurs hommes.

Nous vous proposons : • un métier riche et passionnant • un programme d'intégration personnalisé et progressif sur 2 ans • une opportunité unique de développement personnel et professionnel, au sein d'une structure souple et non hiérarchisée.

Nous sommes volontairement ouverts et recherchons avant tout des personnalités : fort engagement, tempérament commercial, sens du résultat, ouverture et souplesse d'esprit.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 43MULM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

## ALEXANDRE TIC SA

Conseil en Ressources Humaines,

se rapproche de vous :

- en confirmant sa présence à Annecy,
- en s'implantant à Nice.

Les responsables de ces bureaux et leurs équipes :

• Martine Bellod, à Annecy

10 boulevard du Lycée, 74000 Annecy

Tél. : 04 50 52 89 04 - Fax : 04 50 51 19 04

• Michelle Turchetto, à Nice

455 promenade des Anglais, Immeuble Arénice, 06299 Nice Cedex 3

Tél. : 04 93 21 05 55 - Fax : 04 93 21 05 27

vous assistent pour vos missions de recrutement ou de conseil en Ressources Humaines.

ALEXANDRE TIC SA est certifiée ISO 9001 pour son activité de conseil en recrutement de cadres et dirigeants. C'est une filiale du groupe ADECCO.

ALEXANDRE TIC

Certifié ISO 9001

## Marketing Communication

Organisation internationale recherche pour son siège à Lyon

## Assistant du responsable communication et relations publiques

Vous serez chargé de l'assister dans :  
- l'étude des moyens de communication  
- la réalisation de la politique de communication.  
Votre personnalité vous permet de vous intégrer dans un environnement international.

De formation supérieure en communication, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum, acquise au sein d'une grande entreprise, administration ou cabinet spécialisé.  
Ce poste nécessite de très bonnes qualités rédactionnelles en anglais/français et, si possible, en espagnol.

Outre la maîtrise des outils informatiques, vous connaissez bien Internet et Intranet.  
Merci d'adresser lettre de motivation, CV détaillé, photo et salaire actuel, sous référence 294, à Press Emploi, 41 rue de la Bourse, 69002 Lyon, qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

هكذا من الأول



REPRODUCTION INTERDITE

## Juristes Ressources Humaines



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 Fmn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 Fmn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Groupe industriel français, secteur aéronautique  
recherche pour renforcer sa Direction Juridique

### Juriste Confirmé en Droit des Affaires

Conseil des différents Etablissements et Filiales du Groupe, vous exercerez des missions variées d'analyse, d'étude et de négociation juridiques relatives à des contrats commerciaux, de sous-traitance, de coopération, de licence, de propriété industrielle...

Vous intervenerez également dans le suivi de la vie juridique des Sociétés et des contrats de partenariat du Groupe et ce en étroite relation avec les opérationnels.

Agé d'environ 35 ans, de formation juridique supérieure en Droit des Affaires (DEA, DESS...) vous devrez justifier d'une expérience réussie acquise dans une Entreprise Industrielle ayant si possible des activités à l'International. Quelques années passées en Cabinet Juridique sont également souhaitées.

Votre esprit de synthèse, votre capacité à conseiller et à convaincre seront déterminants dans la réussite de vos missions.

Pratique de l'ANGLAIS indispensable.

Poste basé au siège de l'Entreprise en Région Parisienne.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation) sous la réf. 2728 à Jean Claude Maurice Conseil, 15 rue Sarrette 75014 PARIS qui vous garantira la plus totale discrétion. Les candidats retenus seront convoqués sous 3 semaines

La holding européenne d'un groupe industriel américain dynamique,  
recherche son

### Tax & Legal Manager

Ouest de Paris

400 KF

Au sein de la Direction Financière, vous êtes une véritable force de proposition quant à l'organisation du Groupe en Europe dans un souci d'optimisation fiscale. Vous intervenez, de ce fait, tant sur le plan fiscal que juridique, sur l'ensemble des opérations de structure (fusion, acquisition, apport partiel d'actif, etc.).

Auprès de la direction européenne de taille réduite et de ses filiales, vous répondez en outre à l'ensemble des questions principalement en matière de fiscalité internationale (application des conventions internationales, etc.) mais également française (supervision de la gestion fiscale courante, contrôles fiscaux, etc.).

Dans votre activité internationale, vous vous appuyez, le cas échéant, sur des cabinets d'avocats locaux.

Vous pouvez enfin être associé à la négociation de certains contrats.

Agé d'environ 30/35 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE) avec une spécialisation en fiscalité, idéalement complétée par une formation financière de bon niveau, vous justifiez d'une expérience de 4 ans minimum acquise au sein d'une entreprise internationale ou d'un cabinet d'avocats d'affaires internationales.

L'anglais opérationnel est indispensable et la connaissance d'une seconde langue étrangère sera un atout supplémentaire.

Excellent technicien, rigoureux et autonome, votre capacité d'investissement et votre ouverture d'esprit vous permettront de réussir dans une structure souple.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de téléphone + tél. actuelle à Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (Carnet 3.000 Fmn) sous réf. CB16095



Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

INTERNATIONAL

Groupe américain leader mondial  
de l'industrie papetière, recherche pour  
sa Direction Juridique un(e)

### Juriste International

Rattaché(e) au Secrétaire Général et Directeur Juridique, vous serez chargé(e) de l'assister sur les affaires juridiques à traiter dans le domaine industriel au niveau européen.

De formation DEA de Droit (ou DESS ou DJCE) complétée éventuellement du diplôme de Sciences Po ou équivalent, vous disposez d'une première expérience de 5 à 7 ans acquise dans le service juridique d'une société internationale à forte présence européenne. Vous possédez entre autres une très bonne connaissance du domaine contractuel et des problèmes de concurrence. Mobile, vous connaissez bien la vie de l'entreprise.

Vous savez travailler en langue anglaise et maîtrisez totalement toutes ses subtilités. Un stage ou une expérience aux Etats-Unis serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) à AUSSEDAT REY, M. Jean Baillard, 1 rue du Petit Clamart, BP 5, 78141 Vélizy Villacoublay Cedex.

bioMérieux, 1er groupe français de dimension internationale sur le marché du diagnostic biologique (200 personnes, 2,6 milliards de CA dont 70 % à l'international, 20 filiales). Nous concevons et commercialisons des systèmes (instruments et réactifs) destinés aux laboratoires d'analyses médicales.

Nous recherchons un :

### Juriste Senior

Rattaché au Responsable du Département Juridique, vous avez notamment pour mission de participer à la négociation et à la rédaction de contrats français et internationaux de natures diverses (vente, distribution, coopération de R & D, joint-venture internationale, etc.).

Vous serez en outre sollicité en tant que conseil aux opérationnels, avec lesquels vous serez en étroit contact sur tout type de question de droit des affaires.

Agé d'environ 28/30 ans, de formation juridique supérieure en Droit des Affaires (DEA, DESS, DJCE...), vous justifiez d'une expérience continue de 3 à 5 ans acquise au sein d'une entreprise industrielle ayant une activité internationale ou d'un cabinet d'avocats d'affaires.

La connaissance du droit anglo-saxon serait un plus.

Vous êtes impérativement bilingue et opérationnel en anglais, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Vous êtes rigoureux, parfaitement autonome, bon négociateur et desiré de vous investir dans un groupe performant.

Le poste est basé en région Lyonnaise.

Merci d'envoyer votre dossier complet (avec salaire actuel) réf. JUR1 à : bioMérieux - Direction des Ressources Humaines - Philippe DONIKIAN 68280 MARCY L'ETOILE.



bioMérieux

Arthur Andersen  
International  
Société  
d'Avocats

Recherche

### AVOCATS FISCALISTES DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

Avocats débutants ou ayant une expérience de 2 à 4 ans acquise de préférence en Cabinet, au sein de l'administration fiscale ou d'un grand groupe, vous souhaitez exercer le droit fiscal au service des grandes entreprises.

Vous êtes titulaires du CAPA et dotés d'une solide formation juridique ou d'une double formation (Ecole de Commerce plus Droit).

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser CV, lettre, photo et prétentions à :

Arthur Andersen International  
Mady Bienville  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine

Le Monde Economie le lundi \*

Le Monde Emploi le mardi \*\*

et la rubrique

Le Monde des Initiatives locales le vendredi \*\*\*

Trois rendez-vous  
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi

Groupe de services implanté en Europe, Afrique et Moyen-Orient, parmi les leaders dans son domaine crée, au sein de sa holding, située en Banlieue Ouest, la fonction de :

### Adjoint au Directeur Juridique H/F

Votre mission : rattaché au Directeur Juridique, vous intervenerez dans tous les domaines intéressant la vie de la Société. Vous aurez un rôle de conseil et de contrôle auprès de nos différentes filiales européennes.

Vos compétences : Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure en Droit des Affaires (DEA, DESS), vous êtes bilingue français/anglais et vous bénéficiez d'une solide expérience dans une fonction similaire. Vous souhaitez investir votre rigueur et vos qualités relationnelles au sein d'un grand groupe international en pleine évolution.

Pour une première rencontre, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 3000 à Claude Jacquemain - CURSUS CONSEIL - 8, rue Jean Goujon 75008 PARIS.



دكتور في القانون

# Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NRK - HANDELSBLAD - EL PAIS - *Le Monde* - Süddeutsche Zeitung - BERLINGSKE TIDENDE  
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES



High flying manager,  
ready for first class  
opportunities  
in a world-class  
consultancy.

Andersen Consulting is the world's premier business and technology consultancy, with more than 44,000 employees in 47 countries. We work with many of the largest and most successful organisations to develop integrated solutions that deliver tangible results and competitive advantage.

**ANDERSEN  
CONSULTING**

There comes a time  
when it has to be  
Andersen Consulting...

In response to our clients' needs, Andersen Consulting has extended the concept of outsourcing into business critical operations including Accounting, Back-office Processing, Supply Chain Services to complement our significant Information Technology outsourcing capabilities.

The expansion of our outsourcing business is central to Andersen Consulting's strategic growth plans and is complementary to our management and information technology consulting services. This creates career opportunities for professionals who are willing to act as the driving force in implementing these growth plans throughout France, Belgium and the Netherlands.

## Sales Manager

Your responsibility will be to play a leading role in the market development through participation in major sales efforts, either as leader or key member of a team brought together with the sole purpose of winning a particular opportunity. Your primary activities include:

- The development of outsourcing opportunities and business contacts.
- Leadership and advice on opportunity qualification, deal shaping and subsequent client management on major business opportunities.

- Working closely with other members of the Regional Business Development team to bring world class best practice to all our business development activities and to assist with the development of our marketing strategy.

Aged 30+, candidates must have a minimum of 5 years of relevant experience in sales roles, probably within an outsourcing organisation. You will have already been demonstrably successful in managing major sales campaigns including negotiations at Board level and you are willing to travel regularly throughout the West Europe Region. ref. SM

## Commercial Manager

You will have full responsibility for the financial analysis, pricing methodology and contractual negotiations for outsourcing opportunities. You will possess excellent communication and persuasion skills, an analytical mind and have already proven your ability to work as part of a highly motivated team. Your primary activities include:

- Craft the service to be offered in conjunction with the Sales, Implementation and Service Delivery teams.

- Ensure the commercial viability of the deal for all involved.
- Prepare contracts and analyse risk together with legal assistance.
- Drive the negotiations and manage the negotiation team.

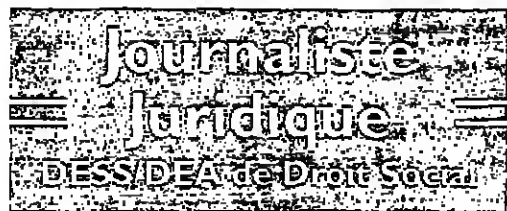
Aged 30+, candidates must have a minimum of 5 years of relevant experience in commercial roles. You will have already been demonstrably successful managing high level contract negotiations, preferably in a service business, or as a project leader in a sales support role. ref. CM

For these positions, candidates have to be proficient in English. Please send your curriculum vitae and application referring to SM or CM.  
• For France to Marcelle Le Blanc, Andersen Consulting, 35 avenue George V, 75008 Paris  
• For Belgium to Rudy Van de Velde, Andersen Consulting, Rue Royale 145, 1050 Brussels

<http://www.ac.com>

## Juristes Ressources Humaines

Notre hebdomadaire appartient à un puissant groupe international de presse et d'édition. En plus de 40 ans, nous avons acquis par notre professionnalisme et notre rigueur une place prépondérante sur le marché de l'actualité sociale. Nous recherchons aujourd'hui un



Vous suivrez des thèmes aussi diversifiés que l'emploi, la protection sociale, le droit des étrangers, l'Europe sociale, la politique de la ville... Vous analyserez et commenterez les textes législatifs, rédigerez des synthèses sous forme de brèves ou de dossiers juridiques. Vous suivrez également les conférences de presse.

A 30/35 ans, de formation DESS/DEA de Droit Social avec si possible une bonne connaissance du Droit Administratif, vous possédez une solide expérience du secteur social acquise dans un organisme de protection sociale, une association de solidarité, chez un éditeur juridique ou au sein d'un support de presse spécialisée. Vous avez démontré de solides capacités rédactionnelles.

Un vrai goût pour l'action sociale, pour la rédaction juridique et pour l'actualité seront des facteurs déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions, à notre Conseil ORNICAR, 28 rue de la Trémoille, 75008 Paris, en notant la réf. A/1249 sur l'enveloppe.



## HOMMES & MANAGERS

Jean-Guy Millet et Associés

Le conseil et la formation, dans les domaines du management, du développement des ressources humaines et des organisations, sont au cœur de notre métier.

Nos clients, avec lesquels nous travaillons dans une relation de partenariat continue et directe, exigent de notre équipe de professionnels des interventions "sur mesure" et à forte valeur ajoutée.

Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons intégrer un

## Consultant Senior

De formation supérieure, à 32-45 ans, vous avez déjà une double expérience, l'une en entreprise comme dirigeant ou responsable d'une des grandes fonctions de l'entreprise, notamment en ressources humaines, organisation..., l'autre en cabinet conseil.

Vous êtes perçu par vos interlocuteurs comme un expert en management et en formation, capable d'analyses fines et pertinentes, de synthèses pour aller vite à l'essentiel et de mettre par écrit des idées complexes dans un style simple.

Vous êtes aussi perçu comme une personne ouverte, à l'écoute, rigoureuse et tenace dans les actions engagées. Vous aimez à conseiller et à animer des équipes de direction, à piloter des projets, à réaliser des actions d'ingénierie de formation et pédagogique, à animer des formations pour des dirigeants et des cadres.

Si vous souhaitez nous rencontrer lors d'un entretien individuel, merci de nous écrire : Hommes et Managers, 4 avenue Victor Hugo - 75114 Paris, en indiquant la référence CS sur la lettre et sur l'enveloppe.

Worldwide Software leader with strong expansion, we offer you to participate in our European development strategy by setting up in Madrid the position of:

## COUNTRY MANAGER

Being responsible for the creation of this profit center, you will be in charge of the implementation of our sales and marketing policy in Spain while getting an advantage from the technical expertise of our teams based in Europe and in the US.

Engineer background, fluent Spanish, English, French, sales experience and some technical skills in client server systems (UNIX-NT - RDBMS) acquired through a minimum of 10 years experience.

Being Spanish is desirable.



If you want to apply, please send your CV under reference 542, to our selection firm EUROSELECTION 3, rue Troyon 75017 PARIS.

Dans le cas d'une  
annonce domiciliée au  
"Monde Publicité",  
il est impératif de faire  
figurer la référence sur votre  
enveloppe, afin que l'on puisse  
transmettre votre dossier  
dans les meilleurs délais.

PHILIPPE  
SOLLERS



هكذا من الأهل